SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME XXXIII **1925** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

Pages

No. 830. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Etats-Unis du Brésil, Chili, Colombie, etc. :

Convention concernant la publicité des documents douaniers, signée à Santiago de Chili, le 3 mai 1923 11

No. 831. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Etats-Unis du Brésil, Chili, Colombie, etc. :

Traité pour le règlement pacifique des conflits entre les Etats américains, signé à Santiago de Chili, le 3 mai 1923... 25

No. 832. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Etats-Unis du Brésil, Chili, Colombie, etc. :

Convention pour la protection des marques de fabrique, commerce et agriculture et noms commerciaux, signée à Santiago de Chili, le 28 avril 1923 47

No. 833. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Etats-Unis du Brésil, Chili, Colombie, etc. :

Convention sur l'uniformité de nomenclature pour la classification des marchandises, signée à Santiago de Chili, le 3 mai 1923 81

No. 834. — Italie et Suisse :

Traité de conciliation et de règlement judiciaire, signé à Rome, le 20 septembre 1924 91

No. 835. — Hongrie et Norvège :

Convention de Commerce et de Navigation, signée à Christiania, le 16 septembre 1924 ... 103

No. 836. — Pays-Bas et Royaume-Uni :

Accord provisoire au sujet de la navigation aérienne, signé à la Haye, le 11 juillet 1923 ... 111

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME XXXIII **1925** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS

Pages

No. 830. — United States of America, Argentine Republic, United States of Brazil, Chile, Colombia, etc.

Convention on Publicity of Customs Documents, signed at Santiago, Chile, May 3, 1923. 11

No. 831. — United States of America, Argentine Republic, United States of Brazil, Chile, Colombia, etc. :

Treaty to avoid or prevent Conflicts between the American States, signed at Santiago, Chile, on May 3, 1923 25

No. 832. — United States of America, Argentine Republic, United States of Brazil, Chile, Colombia, etc. :

Convention for the Protection of Commercial, Industrial and Agricultural Trade-Marks and Commercial Names, signed at Santiago, Chile, April 28, 1923 47

No. 833. — United States of America, Argentine Republic, United States of Brazil, Chile, Colombia, etc. :

Convention on Uniformity of Nomenclature for the Classification of Merchandise, signed at Santiago, Chile, May 3, 1923 81

No. 834. — Italy and Switzerland :

Treaty of Conciliation and Judicial Settlement, signed at Rome, September 20, 1924 ... 91

No. 835. — Hungary and Norway :

Convention of Commerce and Navigation, signed at Christiania, September 16, 1924 103

No. 836. — The Netherlands and the United Kingdom :

Provisional Agreement relating to Air Navigation, signed at the Hague, July 11, 1923 ... 111

Pages

No. 837. — Allemagne et Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre :

Accord au sujet de l'application de la Convention de Berne sur le transport par chemin de fer des marchandises au trafic germano-sarrois, signé à Berlin, le 19 février, et à Sarrebruck, le 28 février 1925 123

No. 838. — Allemagne et Finlande :

Déclaration concernant la rémunération à payer pour le sauvetage d'un navire ou de sa cargaison par un établissement ou un navire de l'Etat, signée à Helsingfors, le 2 février 1925 127

No. 839. — Danemark et Finlande :

Convention relative à l'institution d'une Commission de conciliation, signée à Stockholm, le 27 juin 1924 131

No. 840. — Danemark et Suède :

Convention relative à l'institution d'une Commission de conciliation, signée à Stockholm, le 27 juin 1924 149

No. 841. — Colombie et Panama :

Traité relatif à la délimitation de la frontière, signé à Bogota, le 20 août 1924 167

No. 842. — Danemark et Norvège :

Convention relative à l'institution d'une Commission de conciliation, signée à Stockholm, le 27 juin 1924 173

No. 843. — République Argentine et Norvège :

Convention relative à l'échange de notifications concernant les aliénés, signée à Buenos-Ayres, le 7 octobre 1924... 191

No. 844. — Suède et Suisse :

Traité de conciliation, signé à Stockholm, le 2 juin 1924 199

No. 845. — Bulgarie et Roumanie :

Convention judiciaire, signée à Bucarest, le 19 avril 1924 209

No. 846. — Bulgarie et Roumanie :

Convention d'extradition, signée à Bucarest, le 19 avril 1924 221

No. 847. — France et Norvège :

Echange de notes comportant un Arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Paris, les 14 mars, 28 septembre et 1er octobre 1923... 237

No. 848. — Chili et Norvège :

Echange de notes comportant une Convention relative à l'échange de notifications concernant les aliénés. Valparaiso, le 30 avril 1923 et Santiago, le 27 juillet 1923 249

Pages

No. 837. — Germany and the Saar Basin Governing Commission :

Agreement relating to the Application of the Berne Convention for the Transport of Goods by Rail to the Traffic between Germany and the Saar Territory, signed at Berlin, February 19, and at Sarrebruck, February 28, 1925 123

No. 838. — Germany and Finland :

Declaration regarding the Compensation which shall be payable for the Rescue by Establishments or Vessels belonging to the State of a Vessel or her Cargo from perils of the Sea, signed at Helsingfors, February 2, 1925 127

No. 839. — Denmark and Finland :

Convention concerning the Establishment of a Conciliation Commission, signed at Stockholm, June 27, 1924 131

No. 840. — Denmark and Sweden :

Convention concerning the Establishment of a Conciliation Commission, signed at Stockholm, June 27, 1924 149

No. 841. — Colombia and Panama :

Boundary Treaty, signed at Bogota, August 20, 1924. 167

No. 842. — Denmark and Norway :

Convention concerning the Establishment of a Conciliation Commission, signed at Stockholm, June 27, 1924 173

No. 843. — Argentine Republic and Norway :

Agreement concerning the Exchange of Notifications with regard to Persons of Unsound Mind, signed at Buenos-Aires, October 7, 1924... 191

No. 844. — Sweden and Switzerland :

Conciliation Treaty, signed at Stockholm, June 2, 1924 199

No. 845. — Bulgaria and Roumania :

Judicial Convention, signed at Bucharest, April 19, 1924... 209

No. 846. — Bulgaria and Roumania :

Extradition Convention, signed at Bucharest, April 19, 1924 221

No. 847. — France and Norway :

Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Exchange of Notifications with regard to Persons of Unsound Mind. Paris, March 14, September 28 and October 1, 1923 237

No. 848. — Chile and Norway :

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Exchange of Notifications with regard to Persons of Unsound Mind. Valparaiso, April 30, 1923, and Santiago, July 27, 1923 249

Pages

No. 849. — Etats-Unis du Mexique et Norvège :

Echange de notes comportant une Convention relative à l'échange de notifications concernant les aliénés. Mexico, le 1er octobre 1923 255

No. 850. — Japon et Norvège :

Echange de notes comportant un Arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Tokio, les 23 octobre et 6 novembre 1923 265

No. 851. — Etats-Unis d'Amérique et Suède :

Convention d'arbitrage, signée à Washington, le 24 juin 1924 273

No. 852. — Danemark et France :

Echange de notes au sujet de certificats d'origine et de factures consulaires. Copenhague, le 25 février 1925 277

No. 853. — Afghanistan et Perse :

Traité d'amitié, signé à Téhéran, le 22 juin 1921 285

No. 854. — Etats-Unis d'Amérique et Empire britannique :

Accord concernant l'échange de mandats-postaux entre les Iles Philippines et le Bornéo septentrional britannique, signé à Jesselton (Bornéo septentrional britannique), le 20 octobre 1923 et à Manille (Iles Philippines), le 15 novembre 1923, ... 303

No. 855. — Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :

Accord concernant l'échange direct de colis postaux, signé à Washington, le 1er octobre et à Londres, le 27 octobre 1924 315

No. 856. — Grande-Bretagne et France :

Echange de Notes accordant des facilités réciproques aux marins et gradés de la marine britannique et de la marine française traversant leurs territoires respectifs. Paris, les 5 et 28 janvier 1925 335

No. 857. — Belgique et Royaume-Uni :

Echange de Notes confirmant l'Arrangement entre la Belgique et le Royaume-Uni, signé à Nairobi, le 19 août 1922, pour l'échange de mandats-postaux entre l'Administration des postes du Congo belge et l'Administration des postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Ouganda. Londres, le 18 février 1925 ... 341

No. 858. — Belgique et Royaume-Uni :

Echange de Notes confirmant l'Arrangement entre la Belgique et le Royaume-Uni, signé à Nairobi, le 19 août 1922, pour l'échange de colis-postaux entre le Service des postes du Congo belge et le Service des postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Ouganda. Londres, le 18 février 1925 361

No. 859. — Allemagne et Grande-Bretagne :

Accord portant amendement au mode d'application de la loi de 1921 sur les Réparations allemandes, et Echange de notes y relatif, signé à Berlin, le 3 avril 1925 383

Pages

No. 849. — United States of Mexico and Norway :

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Exchange of Notifications with regard to Persons of Unsound Mind. Mexico, October 1, 1923 255

No. 850. — Japan and Norway :

Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Exchange of Notifications with regard to Persons of Unsound Mind. Tokio, October 23, and November 6, 1923 265

No. 851. — United States of America and Sweden :

Arbitration Convention, signed at Washington, June 24, 1924 273

No. 852. — Denmark and France :

Exchange of Notes concerning Certificates of Originand Consular Invoices. Copenhagen, February 25, 1925 277

No. 853. — Afghanistan and Persia :

Treaty of Friendship, signed at Teheran, June 22, 1921 285

No. 854. — United States of America and British Empire :

Agreement for the Exchange of Money-Orders between the Philippine Islands and British North Borneo, signed at Jesselton (British North Borneo), October 20, 1923 and at Manila (Philippine Islands), November 15, 1923 303

No. 855. — United States of America and Great Britain and Northern Ireland :

Agreement for the Direct Exchange of Parcels by Parcel Post, signed at Washington, October 1, and at London, October 27, 1924. 315

No. 856. — Great Britain and France :

Exchange of Notes agreeing to the Reciprocal Grant of Facilities to British and French Naval Ratings passing respectively through British and French Territory. Paris, January 5 and 28, 1925 335

No. 857. — Belgium and United Kingdom :

Exchange of Notes confirming the Agreement between Belgium and the United Kingdom, signed at Nairobi, August 19, 1922, for an Exchange of Money-Orders between the Post Office of the Belgian Congo and the Post Office of the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate. London, February 18, 1925 341

No. 858. — Belgium and United Kingdom :

Exchange of Notes confirming the Agreement between Belgium and the United Kingdom signed at Nairobi, August 19, 1922, for the Exchange of Postal Parcels between the Post Office of the Belgian Congo and the Post Office of the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate. London, February 18, 1925 361

No. 859. — Germany and Great Britain :

Agreement for amending the Method of Administering " The German Reparation (Recovery) Act, 1921" and Exchange of Notes relating thereto, signed at Berlin, April 3, 1925 383

Pages

No. 860. — Danemark et Lettonie :

Traité de Commerce et de Navigation, avec Protocole final, signé à Riga, le 3 novembre 1924 393

No. 861. — Brésil et Suisse :

Traité relatif au règlement judiciaire des différends qui viendraient à s'élever entre les deux Parties contractantes, signé à Rio de Janeiro, le 23 juin 1924. 415

No. 862. — Autriche et Suisse :

Traité de conciliation, signé à Vienne, le 11 octobre 1924 423

No. 863. — Etats-Unis d'Amérique et Pays-Bas :

Convention concernant la réglementation du trafic des boissons alcooliques, signée à Washington, le 21 août 1924, et Echange de notes y relatif de la même date 433

No. 864. — Etats-Unis d'Amérique et Pays-Bas :

Accord concernant la souveraineté sur l'île de Palmas (ou Miangas), signé à Washington, le 23 janvier 1925 445

Pages

No. 860. — Denmark and Latvia :

Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Riga, November 3, 1924 393

No. 861. — Brazil and Switzerland :

Treaty relating to the Judicial Settlement of Disputes which may arise between the two Contracting Parties, signed at Rio de Janeiro, June 23, 1924. 415

No. 862. — Austria and Switzerland :

Treaty of Conciliation, signed at Vienna, October 11, 1924 423

No. 863. — United States of America and the Netherlands :

Convention respecting the Regulation of the Liquor Traffic, signed at Washington, August 21, 1924, and Exchange of Notes relating thereto bearing the same Date. 433

No. 864. — United States of America and the Netherlands :

Agreement regarding the Sovereignty over the Island of Palmas (or Miangas), signed at Washington, January 23, 1925. 445

N° 830.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, RÉPUBLIQUE ARGENTINE, ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, etc.

Convention concernant la publicité des documents douaniers, signée à Santiago de Chili, le 3 mai 1923.

UNITED STATES OF AMERICA, ARGENTINE REPUBLIC, UNITED STATES OF BRAZIL, CHILE, COLOMBIA, etc.

Convention on Publicity of Customs Documents, signed at Santiago, Chile, May 3, 1923.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

No. 830. — CONVENÇÃO[1] SOBRE A PUBLICIDADE DAS LEIS, DECRETOS E REGULAMENTOS ADUANEIROS, ASSIGNADA EM SANTIAGO DO CHILE EM 3 DE MAIO DE 1923.

Textes officiels anglais, espagnol, français et portugais communiqués par le Représentant du Brésil au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 3 mars 1925.

Suas Excellencias os Senhores Presidentes dos Estados Unidos de Venezuela, do Panamá, dos Estados Unidos da America do Norte, do Uruguay, do Equador, do Chile, da Guatemala, da Nicaragua, da Costa-Rica, dos Estados Unidos do Brasil, de el Salvador, da Colombia, de Cuba, do Paraguay, da Republica Dominicana, de Honduras, da Republica Argentina e do Haití :

Desejando que os seus respectivos paizes fossem representados na Quinta Conferencia Internacional Americana, a ella mandaram, devidamente autorizados, para approvar as resoluções, recommendações, convenções e tratados que julgarem uteis aos interesses da America, os seguintes Senhores Delegados :

VENEZUELA : Pedro César Dominici, César Zumeta, José Austria.

PANAMÁ : Narciso Garay, José Lefevre.

ESTADOS UNIDOS DA AMERICA DO NORTE : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe.

URUGUAY : J. Antonio Buero, Eugenio Martínez Thedy.

EQUADOR : Rafael M. Arízaga, José Rafael Bustamante, Dr. Alberto Muñoz Vernaza.

CHILE : Augustín Edwards, Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luiz Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcebíades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Río.

GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall.

NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo.

COSTA RICA : Alejandro Alvarado Quirós.

ESTADOS UNIDOS DO BRASIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, James Darcy, J. de P. Rodrigues Alves, A. de Ipanema Moreira, Helio Lobo.

S. SALVADOR : Cecilio Bustamante.

COLOMBIA : Guillermo Valencia, Laureano Gómez, Carlos Uribe Echeverri.

CUBA : José Vidal y Caro, Carlos Garcia Vélez, Arístides Agüero, Manuel Márquez Sterling.

PARAGUAY : Manuel Gondra, Higinio Arbo.

REPUBLICA DOMINICANA : Tulio E. Cestero.

HONDURAS : Benjamín Villaseca Mujica.

ARGENTINA : Manuel Augusto Montes de Oca, Fernando Saguier, Manuel Malbrán.

HAITÍ : Arthur Rameau...

[1] Ratifiée par les Etats-Unis d'Amérique, les Etats-Unis du Brésil, le Guatémala et le Paraguay.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 830. — CONVENCIÓN SOBRE[1] PUBLICIDAD DE DOCUMENTOS ADUANEROS, FIRMADA EN SANTIAGO DE CHILE EL 3 DE MAYO 1923.

English, Spanish, French and Portuguese official tests communicated by the Representative of Brazil on the Council of the League of Nations. The registration of this Convention took place March 3, 1925.

S. S. E. E. los Presidentes de Venezuela, de Panamá, de los Estados Unidos de América, del Uruguay, del Ecuador, de Chile, de Guatemala, de Nicaragua, de Costa Rica, del Brasil, de El Salvador, de Colombia, de Cuba, del Paraguay, de la República Dominicana, de Honduras, de la República Argentina y de Haití :

Deseando que sus países respectivos fueran representados en la Quinta Conferencia Internacional Americana, enviaron a ella, debidamente autorizados, para aprobar las Recomendaciones, Resoluciones, Convenciones y Tratados que juzgaren útiles para los interesses de América, a los siguientes Señores Delegados :

VENEZUELA : Pedro César Dominici, César Zumeta, José Austria ;

PANAMÁ : Narciso Garay, José Lefevre ;

ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe ;

URUGUAY : J. Antonio Buero, Justino Jiménez de Aréchaga, Eugenio Martinez Thedy ;

ECUADOR : Rafael M. Arízaga, José Rafael Bustamante, Alberto Muñoz Vernaza ;

CHILE : Agustín Edwards, Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luis Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibiades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio ;

GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall ;

NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo ;

COSTA RICA : Alejandro Alvarado Quirós ;

ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, James Darcy, J. de P. Rodrígues Alves, A. de Ipanema Moreira, Helio Lobo ;

EL SALVADOR : Cecilio Bustamante ;

COLOMBIA : Guillermo Valencia, Laureano Gómez, Carlos Uribe Echeverri ;

CUBA : José C. Vidal y Caro, Carlos García Vélez, Arístides Agüero, Manuel Márques Sterling ;

PARAGUAY : Manuel Gondra, Higinio Arbo ;

REPÚBLICA DOMINICANA : Tulio M. Cestero ;

HONDURAS : Benjamin Villaseca Mujica ;

REPÚBLICA ARGENTINA : Manuel Augusto Montes de Oca, Fernando Saguier, Manuel E. Malbrán ; y

HAITI : Arturo Rameau.

[1] Ratified by the United States of America, the United States of Brazil, Guatemala and Paraguay.

Os quaes, depois de terem apresentado as suas credenciaes, que foram conderadas em bòa e devida fórma, deliberaram celebrar a seguinte Convenção sobre a publicidade das leis, decretos e regulamentos aduaneiros :

As Altas Partes Contractantes, considerando que é de relevante interesse para o Commercio dos paizes americanos que se dê a maior publicidade a todas as leis, decretos e regulamentos aduaneiros, convêm no seguinte :

Artigo I.

As Altas Partes Contractantes compromettem-se a se communicarem mutuamente todas as leis, decretos e regulamentos que regem a entrada ou sahida de mercadorias, assim como todas as leis, decretos e regulamentos sobre a entrada e sahida de navios nos respectivos portos.

Artigo II.

As Altas Partes Contractantes compromettem-se a publicar, por extenso ou em resumo, as leis, decretos ou regulamentos mencionados no Artigo I e que lhe forem communicados pelos diversos paizes americanos que hajam ratificado esta Convenção.

Artigo III.

As Altas Partes Contractantes communicarão ao Conselho Central Executivo da Alta Commissão Inter-Americana as leis, decretos ou regulamentos a que se refere o Art. I.

Artigo IV.

As Altas Partes Contractantes resolvem incumbir o Conselho Central Executivo da Alta Commissão Inter-Americana do preparo de um annuario, tão minucioso quanto seja possivel, das leis, decretos ou regulamentos aduaneiros vigentes nos paizes americanos. O dito annuario será redigido em inglez, hespanhol, portuguez e francez.

Artigo V.

Esta Convenção entrará em vigor logo que seis Estados signatarios a tenham ratificado.

Artigo VI.

Os paizes americanos não representados na Quinta Conferencia Internacional Americana poderão adherir em qualquer momento a esta Convenção. O respectivo protocollo será assignado em Santiago do Chile, ficando os textos originaes desta Convenção depositados nos Archivos do Governo da Republica do Chile.

Artigo VII.

As ratificações desta Convenção serão depositadas no Ministerio das Relações Exteriores da Republica do Chile.

O Governo dessa Republica notificará desse deposito, por via diplomatica, aos Governos signatarios ; tal notificação valerá como troca de ratificações.

Quienes después de haberse comunicado sus poderes y encontrándolos en buena y debida forma, han acordado celebrar la siguiente Convención :

Las Altas Partes Contratantes, considerando que es de sumo interés para el comercio de los países americanos que se dé la mayor publicidad a todas las leyes, decretos y reglamentos aduaneros, convienen en lo siguiente :

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes se comprometen a comunicarse mútuamente todas las leyes y reglamentos que rigen la entrada o salida de mercadorias, asi como todas las leyes, decretos y reglamentos relativos a la entrada o salida de naves de sus puertos respectivos.

Artículo II.

Las Altas Partes Contratantes se comprometen a publicar en extenso o en resumen las leyes, decretos y reglamentos mencionados en el Artículo I, y que les sean comunicados por los diversos países americanos que hayan ratificado esta Convención.

Artículo III.

Las Altas Partes Contratantes comunicarán al Consejo Central Ejecutivo de la Alta Comisión Interamericana las leyes, decretos y reglamentos a que se refiere el Artículo I.

Artículo IV.

Las Altas Partes Contratantes resuelven encomendar al Consejo Central Ejecutivo de la Alta Comisión Interamericana la preparación de un anuario, tan detallado como sea posible, de las leyes, decretos y reglamentos aduaneros vigentes en los países americanos. Dicho anuario se redactará en castellano, inglés, portugués y francés.

Artículo V.

Esta Convención entrará en vigencia en cuanto haya sido ratificada por seis Estados signatarios.

Artículo VI.

Los países americanos que no estén representados en la Quinta Conferencia Internacional Americana, podrán adherirse en cualquier momento a esta Convención. La firma del Protocolo respectivo se efectuará en Santiago de Chile, quedando depositados los textos originales de esta Convención en los archivos del Gobierno de la República de Chile.

Artículo VII.

Las ratificaciones de la Convención serán depositadas en el Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Chile.

El Gobierno de la República de Chile notificará por la vía diplomática este depósito a los Gobiernos firmantes ; dicha notificatión valdrá como cambio de ratificaciones.

Artigo VIII.

A presente Convenção poderá ser denunciada, em qualquer momento. A denuncia deverá ser feita ao Governo da Republica do Chile e produzirá effeito, quanto ao Estado que a faça, ao expirar o prazo de um anno, contado da data do recebimento da communicação respectiva.

Artigo IX.

As divergencias que se suscitarem entre as Altas Partes Contractantes, sobre a interpretação ou execução desta Convenção, serão decididas por arbitramento.

Em testemunho do que, os Delegados Plenipotenciarios assignam a presente Convenção e põem nella o sello da Quinta Conferencia Internacional Americana, na cidade de Santiago do Chile, aos tres do mez de maio de mil e novecentos e vinte e tres, em Hespanhol, Portuguez, Inglez e Francez. Esta Convenção deve ser entregue ao Ministerio das Relações Extériores da Republica do Chile, para que se tirem copias authenticas, que serão enviadas, por via diplomatica, a cada um dos Estados signatarios.

Por *Venezuela :* PEDRO CÉSAR DOMINICI, CÉSAR ZUMETA e JOSÉ AUSTRIA. — Pelo *Panamá:* NARCISO GARAY e JOSÉ LEFEVRE. — Pelos *Estados Unidos da America do Norte:* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER e LEO S. ROWE. — Pelo *Uruguay:* J. ANTONIO BUERO, JUSTINO JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA e EUGENIO MARTINEZ THEDY. — Pelo *Equador :* RAFAEL M. ARIZAGA, JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE e ALBERTO MUÑOZ VERNAZA. — Pelo *Chile :* AUGUSTIN EDWARDS, MANUEL RIVAS VICUNA, CARLOS ALDUNATE SOLDAR, LUIS BARROS BORGOÑO, EMILIO BELLO CODESIDO, ANTONIO HUNEEUS, ALCEBIADES ROLDAN, GUILLERMO SUBERCASEAUX e ALEJANDRO DEL RIO. — Por *Guatemala :* EDUARDO POIRIER e MÁXIMO SOTO HALL. — Por *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS e ARTURO ELIZONDO. — Por *Costa-Rica:* ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS. — Pelos *Estados Unidos do Brasil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, SYLVINO GURGEL DO AMARAL, J. DE P. RODRIGUES ALVES, A. DE IPANEMA MOREIRA e HELIO LOBO. — Por *S. Salvador:* CECILIO BUSTAMANTE. — Pela *Colombia :* GUILLERMO VALENCIA, LAUREANO GÓMEZ e CARLOS URIBE ECHEVERRI. — Por *Cuba:* JOSÉ VIDAL Y CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, ARISTIDES AGÜERO e MANUEL MARQUES STERLING. — Pelo *Paraguay :* MANOEL GONDRA e HIGINIO ARBO. — Pela *Republica Dominicana :* TULIO M. CESTERO. — Por *Honduras:* BENJAMIN VILLASECA MUJICA. — Pela *Argentina:* MANUEL AUGUSTO MONTES DE OCA, FERNANDO SAGUIER e MANUEL MALBRÁN. — Pelo *Haití :* ARTURO RAMEAU.

Artículo VIII.

La presente Convención podrá ser denunciada en cualquier momento. La denuncia deberá hacerse ante el Gobierno de la República de Chile y afectará al Estado que la formule un año después de la fecha de la notificación.

Artículo IX.

Las diferencias que se susciten entre las Altas Partes Contratantes con respecto a la interpretación o ejecución de esta Convención, se decidirán por arbitraje.

En testimonio de lo cual, firman y sellan la presente Convención en Santiago de Chile, a los tres días del mes de Mayo del año mil novecientos veintitres, en castellano, inglés, portugués y francés. Esta Convención será depositada en el Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Chile a fin de que se saquen copias certificadas para enviarlas, por la vía diplomatica, a cada uno de los Estados signatarios.

(Firmado) por *Venezuela :* PEDRO CÉSAR DOMINICI, CÉSAR ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; por *Panama :* NARCISO GARAY, JOSÉ LEFEVRE ; por *Estados Unidos de América :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, LEO S. ROWE ; por *Uruguay :* J. ANTONIO BUERO, JUSTINO JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA, EUGENIO MARTINEZ THEDY ; por *Ecuador :* RAFAEL M. ARIZAGA, JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE, ALBERTO MUÑOZ VERNAZA ; por *Chile :* AGUSTIN EDWARDS, MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE SOLAR, LUIS BARROS BORGOÑO, EMILIO BELLO CODESIDO, ANTONIO HUNEEUS, ALCIBIADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RIO ; por *Guatemala :* EDUARDO POIRIER, MÁXIMO SOTO HALL ; por *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; por *Costa Rica :* ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS ; por *Estados Unidos del Brasil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, SYLVINO GURGEL DO AMARAL, J. DE P. RODRIGUES ALVES, A. DE IPANEMA MOREIRA, HELIO LOBO ; por *El Salvador :* CECILIO BUSTAMANTE ; por *Colombia :* GUILLÉRMO VALENCIA, LAUREANO GÓMEZ, CARLOS URIBE ECHEVERRI ; por *Cuba :* JOSÉ C. VIDAL Y CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, ARISTIDES AGÜERO, MANUEL MÁRQUEZ STERLING ; por *Paraguay :* MANUEL GONDRA, HIGINIO ARBO ; por *República Dominicana :* TULIO M. CESTERO ; por *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA MUJICA ; por *República Argentina :* MANUEL AUGUSTO MONTES DE OCA, FERNANDO SAGUIER, MANUEL E. MALBRÁN ; y por *Haïti :* ARTURO RAMEAU.

No. 830. — CONVENTION ON PUBLICITY OF CUSTOMS DOCUMENTS, SIGNED AT SANTIAGO, CHILI, MAY 3, 1923.

Their Excellencies the Presidents of Venezuela, Panama, United States of America, Uruguay, Ecuador, Chile, Guatemala, Nicaragua, Costa Rica, Brazil, Salvador, Colombia, Cuba, Paraguay, Dominican Republic, Honduras, Argentine Republic and Hayti :

Being desirous that their respective countries may be represented at the Fifth International Conference of American States, have sent thereto the following Delegates, duly authorised, to approve the Recommendations, Resolutions, Conventions and Treaties which they might deem advantageous to the interests of America.

VENEZUELA : Pedro César Dominici, César Zumeta, José Austria ;
PANAMA : Narciso Garay, José E. Lefevre ;
UNITED STATES OF AMERICA : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, Frank C. Partridge, George E. Vincent, William Eric Fowler, Leo S. Rowe ;
URUGUAY : J. Antonio Buero, Justino Jiménez de Aréchaga, Eugenio Martínez Thedy ;
ECUADOR : Rafael M. Arízaga, José Rafael Bustamante, Alberto Muñoz Vernaza ;
CHILE : Agustin Edwards, Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luis Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibiades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio ;
GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall ;
NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo ;
COSTA RICA : Alejandro Alvarado Quirós ;
UNITED STATES OF BRAZIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, J. de P. Rodrigues Alves, A. de Ipanema Moreira, Helio Lobo ;
EL SALVADOR : Cecilio Bustamante ;
COLOMBIA : Guillermo Valencia, Laureano Gómez, Carlos Uribe Echeverri ;
CUBA : José C. Vidal y Caro, Carlos Garcia Vélez, Aristides Agüero, Manuel Márquez Sterling ;
PARAGUAY : Manuel Gondra, Higinio Arbo ;
DOMINICAN REPUBLIC : Tulio M. Cestero ;
HONDURAS : Benjamín Villaseca Mujica ;
ARGENTINE REPUBLIC : Manuel Augusto Montes de Oca, Fernando Saguier, Manuel E. Malbrán ;
HAITI : Arthur Rameau ;

Who, after having presented their credentials and the same having been found in due and proper form, have agreed upon the following Convention on Publicity of Customs Documents :

The High Contracting Parties, considering that it is of the utmost importance to give the greatest publicity to all Customs laws, decrees and regulations, agree as follows :

Article I.

The High Contracting Parties agree to communicate to each other all the laws, decrees and regulations that govern the importation or the exportation of merchandise, as well as all laws, decrees and regulations referring to vessels entering into or sailing from their ports.

No. 830. — CONVENTION CONCERNANT LA PUBLICITÉ DES DOCUMENTS DOUANIERS, SIGNÉE A SANTIAGO DE CHILI, LE 3 MAI 1923.

LL. EE. les Présidents du Vénézuela, de Panama, des États-Unis d'Amérique, de l'Uruguay, de l'Équateur, du Chili, du Guatémala, de Nicaragua, de Costa-Rica, du Brésil, du Salvador, de la Colombie, de Cuba, du Paraguay, de la République Dominicaine, de Honduras, de la République Argentine et d'Haïti :

Désirant que leurs pays respectifs fussent représentés à la Cinquième Conférence Internationale Américaine, ont envoyé, dûment autorisés, pour approuver les Recommandations, Résolutions, Conventions et Traités qu'ils jugeraient utiles aux intérêts de l'Amérique, MM. les Délégués dont les noms suivent :

VÉNÉZUÉLA : Pedro César Dominici, César Zumeta, José Austria ;

PANAMA : Narciso Garay, José E. Lefevre ;

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe ;

URUGUAY : J. Antonio Buero, Justino Jiménez de Aréchaga, Eugenio Martínez Thédy ;

EQUATEUR : Rafael M. Arizaga, José Rafael Bustamante, Alberto Muñoz Vernaza ;

CHILI : Agustin Edwards, Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luis Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibiades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio ;

GUATÉMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall ;

NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo ;

COSTA-RICA : Alejandro Alvarado Quirós ;

ETATS-UNIS DU BRÉSIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, J. de P. Rodrigues Alves, A. de Ipanema Moreira, Helio Lobo ;

LE SALVADOR : Cecilio Bustamante ;

COLOMBIE : Guillermo Valencia, Laureano Gómez, Carlos Uribe Echeverri ;

CUBA : José C. Vidal y Caro, Carlos Garcia Vélez, Aristides Aguero, Manuel Márquez Sterling ;

PARAGUAY : Manuel Gondra, Higinio Arbo ;

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : Tulio M. Cestero ;

HONDURAS : Benjamín Villaseca Mujica ;

RÉPUBLIQUE ARGENTINE : Manuel Augusto Montes de Oca, Fernando Saguier, Manuel E. Malbrán ; et

HAÏTI : Arthur Rameau.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs à la Conférence, qui les a trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes au sujet de la Publicité des Documents Douaniers.

Les Hautes Parties contractantes, considérant qu'il est de toute première importance de donner une plus grande publicité à toutes les lois, décrets et règlements douaniers, décident ce qui suit :

Article I.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement toutes les lois, décrets, règlements qui régissent l'entrée ou la sortie des marchandises, de même que toutes les lois, décrets ou règlements, relatifs à l'entrée ou à la sortie des navires de leurs ports respectifs.

Article II.

The High Contracting Parties agree to publish in full or in an abridged form the laws, decrees and regulations mentioned in Article I, which have been communicated to them by several American countries that have ratified this Convention.

Article III.

The High Contracting Parties will communicate to the Central Executive Council of the Inter-American High Commission the laws, decrees or regulations to which Article I refers.

Article IV.

The High Contracting Parties resolve to entrust to the Central Executive Council of the Inter-American High Commission the preparation of a hand-book, as detailed as possible, of the Customs laws, decrees and regulations enforced in the American countries. This hand-book will be published in English, Spanish, Portuguese and French.

Article V.

This Convention will become effective as soon as it is ratified by six signatory States.

Article VI.

The American countries not represented at the Fifth International Conference of American States may adhere to this Convention at any time. The respective protocol will be signed in Santiago, Chile, the original texts of this Convention being filed in the archives of the Government of the Republic of Chile.

Article VII.

The ratifications of this Convention will be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Chile.

The Government of the Republic of Chile will notify the signatory States, through diplomatic channels, of the deposit of these ratifications ; this notification will be equivalent to an exchange of ratifications.

Article VIII.

This Convention may be denounced at any time. The denunciation must be made to the Government of the Republic of Chile and will affect the Government making such denouncement one year after the date of the notification.

Article IX.

Any controversy which may arise between the High Contracting Parties with respect to the execution or interpretation of this Convention shall be decided by arbitration.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à publier, « in extenso » ou en résumé, les lois, décrets ou règlements mentionnés à l'article I, et qui leur seront communiqués par les divers pays américains qui auront ratifié cette Convention.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes communiqueront au Conseil Central Exécutif de la Haute Commission Interaméricaine les lois, décrets ou règlements auxquels se réfère l'article I.

Article IV.

Les Hautes Parties contractantes décident de charger le Conseil Central Exécutif de la Haute Commission Interaméricaine de la préparation d'un Annuaire, aussi détaillé que possible, des lois, décrets ou règlements douaniers en vigueur dans les pays américains. Cet Annuaire sera rédigé en espagnol, anglais, portugais et français.

Article V.

Cette Convention entrera en vigueur aussitôt qu'elle aura été ratifiée par six Etats signataires.

Article VI.

Les Pays Américains qui ne se sont pas fait représenter à la Cinquième Conférence Internationale Américaine pourront adhérer à n'importe quel moment à cette Convention. La signature du Protocole respectif se fera à Santiago du Chili, les textes originaux de cette Convention restant déposés dans les archives du Gouvernement de la République du Chili.

Article VII.

Les ratifications de cette Convention seront déposés au Ministère des Affaires étrangères de la République du Chili.

Le Gouvernement de la République du Chili notifiera ce dépôt par la voie diplomatique aux Gouvernements signataires ; cette notification tiendra lieu d'échange de ratifications.

Article VIII.

La présente Convention pourra être dénoncée à n'importe quel moment. La dénonciation sera adressée au Gouvernement de la République du Chili et aura son plein effet, pour l'Etat qui l'aura faite, à l'expiration d'une année, comptée à partir de la date de réception de la communication respective.

Article IX.

Les différends qui pourraient se produire entre les Hautes Parties contractantes, en ce qui concerne l'interprétation ou l'exécution de cette Convention, se décideront par arbitrage.

This Convention is issued in Spanish, English, Portuguese and French, each of which texts is authentic.

In witness whereof the delegates sign this Convention in English, Spanish, Portuguese and French, and affix the seal of the Fifth International Conference of American States, in the city of Santiago, Chile, on the third day of May in the year one thousand nine hundred and twenty-three.

This Convention shall be filed in the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Chile, in order that certified copies may be made and forwarded through appropriate diplomatic channels to each of the signatory States.

(Signed) for *Venezuela :* PEDRO CÉSAR DOMINICI, CÉSAR ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; for *Panama :* NARCISO GARAY, J. E. LEFEVRE ; for the *United States of America :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, LEO S. ROWE ; for *Uruguay :* J. ANTONIO BUERO, JUSTINO JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA, EUGENIO MARTÍNEZ THEDY ; for *Ecuador :* RAFAEL M. ARÍZAGA, JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE, ALBERTO MUÑOZ VERNAZA ; for *Chile :* AGUSTIN EDWARDS, MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE SOLAR, LUIS BARROS BORGONO, EMILIO BELLO CODESIDO, ANTONIO HUNEEUS, ALCIBIADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RIO ; for *Guatemala :* EDUARDO POIRIER, MÁXIMO SOTO HALL ; for *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; for *Costa Rica :* ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS ; for the *United States of Brazil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, SYLVINO GURGEL DO AMARAL, J. DE P. RODRIGUES ALVES, A. DE IPANEMA MOREIRA, HELIO LOBO ; for *El Salvador :* CECILIO BUSTAMANTE ; for *Colombia :* GUILLERMO VALENCIA, LAUREANO GÓMEZ, CARLOS URIBE ECHEVERRI ; for *Cuba :* JOSÉ C. VIDAL Y CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, ARISTIDES DE AGÜERO, MANUEL MÁRQUEZ STERLING ; for *Paraguay :* MANUEL GONDRA, HIGINIO ARBO ; for the *Dominican Republic :* TULIO M. CESTERO ; for *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA MUJICA ; for the *Argentine Republic :* MANUEL A. MONTES DE OCA, FERNANDO SAGUIER, MANUEL E. MALBRÁN ; and for *Haiti :* ARTHUR RAMEAU.

Cette Convention est rédigée en espagnol, anglais, portugais et français et tous les textes seront considérés comme authentiques.

En foi de quoi, les Délégués Plénipotentiaires souscrivent la présente Convention et y apposent le sceau de la Cinquième Conférence Internationale Américaine, à Santiago du Chili, le trois mai mil neuf cent vingt trois, en espagnol, en anglais, en portugais et en français. Cette Convention est déposée au Ministère des Affaires étrangères de la République du Chili, afin qu'il en soit fait des copies authentiques, qui seront envoyées par la voie diplomatique à chacun des Etats signataires.

(Signé) : pour le *Vénézuéla :* PEDRO CESAR DOMINICI, C. ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; pour *Panama :* NARCISO GARAY, J. E. LEFEVRE ; pour les *Etats-Unis d'Amérique :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, L. S. ROWE ; pour l'*Uruguay :* J. A. BUERO, JUSTINO JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA, EUGENIO MARTINEZ THÉDY ; pour l'*Equateur :* RAFAEL M. ARIZAGA, JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE, A. MUNOZ VERNAZA ; pour le *Chili :* AGUSTIN EDWARDS, MANUEL RIVAS VICUNA, CARLOS ALDUNATE S., L. BARROS B., EMILIO BELLO C., ANTONIO HUNEEUS, ALCIBIADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RIO ; pour le *Guatémala :* EDUARDO POIRIER, MÁXIMO SOTO HALL ; pour le *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; pour *Costa-Rica :* ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS ; pour les *Etats Unis du Brésil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, S. GURGEL DO AMARAL, J. DE P. RODRIGUES ALVES, A. DE IPANEMA MOREIRA, HELIO LOBO ; pour le *Salvador :* CECILIO BUSTAMANTE ; pour la *Colombie :* GUILLERMO VALENCIA, LAUREANO GÓMEZ, CARLOS URIBE ECHEVERRI ; pour *Cuba :* J. C. VIDAL CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, A. DE AGUERO, M. MARQUEZ STERLING ; pour le *Paraguay :* M. CONDRA, HIGINIO ARBO ; pour la *République Dominicaine :* TULIO M. CESTERO ; pour le *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA M. ; pour la *République Argentine :* M. A. MONTES DE OCA, FERNANDO SAGUIER, MANUEL E. MALBRAN ; pour *Haïti :* ARTHUR RAMEAU.

N° 831.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, RÉPUBLIQUE ARGENTINE, ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, etc.

Traité pour le règlement pacifique des conflits entre les Etats américains, signé à Santiago de Chili, le 3 mai 1923.

UNITED STATES OF AMERICA, ARGENTINE REPUBLIC, UNITED STATES OF BRAZIL, CHILE, COLOMBIA, etc.

Treaty to avoid or prevent Conflicts between the American States, signed at Santiago, Chile, on May 3, 1923.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

No. 831. — TRATADO[1] PARA EVITAR OU PREVENIR CONFLICTOS ENTRE OS ESTADOS AMERICANOS, ASSIGNADO EM SANTIAGO DO CHILE EM 3 DE MAIO DE 1923.

Textes officiels anglais, espagnol, français et portugais communiqués par le Représentant du Brésil au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 3 mars 1925.

Os Governos representados na Quinta Conferencia Internacional Americana, desejando fortalecer cada vez mais os principios de justiça e de respeito mutuo, nos quaes se inspira a politica que manteem nas suas relações reciprocas, e avivar nos seus povos sentimentos de concordia e de leal amizade, que contribuam para consolidar as ditas relações,

Confirmam o seu mais sincero desejo de manter-se em paz immutavel, não só entre si, senão tambem com todas as outras nações do mundo ;

Condemnam a paz armada, que exagera as forças militares e navaes além das necessidades da segurança interna e da soberania e independencia dos Estados ; e,

Com o firme proposito de promover todos os meios que evitem ou previnam os conflictos que eventualmente possam surgir entre elles, conveem no presente Tratado, ajustado e concluido pelos Srs. Delegados Plenipotenciarios, cujos plenos poderes foram achados em bôa e devida fórma pela Conferencia, a saber :

VENEZUELA : César Zumeta, José Austria.
PANAMÁ : José E. Lefevre.
ESTADOS UNIDOS DA AMERICA DO NORTE: Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe.
URUGUAY : Eugenio Martínez Thédy.
EQUADOR : José Rafael Bustamante.
CHILE : Manoel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luiz Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibíades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alexandro del Rio.
GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall.
NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo.
ESTADOS UNIDOS DO BRASIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, Helio Lobo.
COLOMBIA : Guillermo Valencia.
CUBA : José C. Vidal y Caro, Carlos Garcia Vélez, Aristides Agüero, Manoel Márquez Sterling.
PARAGUAY : Manoel Gondra.
REPUBLICA DOMINICANA : Tulio M. Cestero.
HONDURAS : Benjamin Villaseca Mujica.
ARGENTINA : Manoel E. Malbrán.
HAITI : Arthur Rameau.

Artigo I.

Toda questão que, por qualquer causa, se suscitar entre duas ou mais das Altas Partes Contractantes, e que não tiver podido ser resolvida pela via diplomatica será submettida a arbitramento

[1] Ratifié par les Etats-Unis d'Amérique, les Etats-Unis du Brésil, le Guatémala et le Paraguay.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 831. — TRATADO[1] PARA EVITAR O PREVENIR CONFLICTOS ENTRE LOS ESTADOS AMERICANOS, FIRMADO EN SANTIAGO DE CHILE EL 3 DE MAYO DE 1923.

English, Spanish, French and Portuguese official texts communicated by the Representative of Brazil on the Council of the League of Nations. The registration of this Treaty took place March 3, 1925.

Los Gobiernos representados en la Quinta Conferencia Internacional de los Estados Americanos, deseando fortalecer cada vez más los principios de justicia y de respeto mutuo, en que inspiran la politica que observan en sus relaciones recíprocas y avivar en sus pueblos sentimientos de concordia y de leal amistad, que contribuyan a consolidar dichas relaciones.

Confirman su más sincero anhelo de mantenerse en paz immutable, no sólo entre si, sino también con todas las otras naciones de la tierra;

Condenan la paz armada, que exagera las fuerzas militares y navales más allá de las necesidades de la seguridad interior y de la soberania e independencia de los Estados ; y,

Con el propósito decidido de promover todos los médios que eviten o prevengan los conflictos que, eventualmente, puedan ocurrir entre ellos, convienen en el presente Tratado, ajustado, y concluido por los señores Delegados Plenipotenciarios, cuyos Plenos Poderes fueron hallados en buena y debida forma por la Conferencia, a saber :

VENEZUELA : César Zumeta, José Austria.
PANAMÁ : José Lefèvre.
ESTADOS UNIDOS DE AMERICA : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe.
URUGUAY : Eugenio Martínez Thédy.
ECUADOR : José Rafael Bustamante.
CHILE : Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luiz Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcebíades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio.
GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall.
NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo.
ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, Helio Lobo.
COLOMBIA : Guillermo Valencia.
CUBA : José C. Vidal y Caro, Carlos Garcia Vélez, Aristides Agüero, Manoel Márques Sterling.

PARAGUAY : Manuel Gondra.
REPÚBLICA DOMINICANA : Tulio M. Cestero.
HONDURAS : Benjamin Villaseca Mujica.
ARGENTINA : Manuel E. Malbrán.
HAITI : Arturo Rameau.

Artículo I.

Toda cuestión que por cualquiera causa, se suscitare entre dos o más de las Altas Partes Contratantes, y que no hubiera podido ser resuelta por la via diplomática, ni llevada a arbitraje en

[1] Ratified by the United States of America, the United States of Brazil, Guatemala and Paraguay.

em virtude de Tratados existentes, será sujeita a investigação e relatorio de uma Commissão constituida pela maneira estabelecida pelo artigo IV. As Altas Partes Contractantes se obrigam, em caso de conflicto, a não emprehender mobilisações, concentrações de tropa sobre a fronteira da outra parte, nem executar acto algum hostil nem preparatorio de hostilidades, desde que se promova a convocação de Commissão Investigadora, até depois de apresentado o relatorio da mesma ou de decorrido o prazo a que se refere o artigo VII. Esta estipulação não abroga nem restringe os compromissos estabelecidos nos Convenios de Arbitramento, que esixtam entre duas ou mais das Altas Partes Contractantes, nem as obrigações que delles se derivam.

Fica entendido que nos conflictos que surjam entre Nações que não teem Tratados Geraes de Arbitramento, não caberá a investigação em questões que affectem preceitos constitucionaes, nem em questões já resolvidas por Tratados de outra natureza.

Artigo II.

As questões a que se refere o art. I serão entregues á Commissão Investigadora, quando as negociações ou processos diplomaticos para as solucionar ou submetter a arbitramento se tenham mallogrado, ou nos casos em que circumstancias de facto tornem impossivel negociação alguma ou seja imminente um conflicto armado entre as partes. Qualquer dos dois Governos directamente interessados na investigação dos factos que derem origem á questão, poderá promover a convocação da Commissão Investigadora, para cujo será sufficiente communicar officialmente essa decisão á outra parte e a uma das Commissões Permanentes creadas no art. III.

Artigo III.

Constituir-se-ão duas commissões com séde em Washington (E. U. da America do Norte) e em Montevidéo (Uruguay) e que serão chamadas Permanentes. Ficarão constituidas pelos tres Agentes Diplomaticos Americanos de mais antiguidade entre os acreditados nas ditas capitaes e se organizarão quando chamadas pelas Chancellarias daquelles Estados, designando seus respectivos Presidentes. As suas funcções se limitarão a receber das partes interessadas o pedido de convocacão da Commissão Investigadora e a particípal-o immediatamente á outra parte. O Governo, que pedir a dita convocação, nomeará no mesmo acto as pessoas que, por seu lado, completarão a Commissão Investigadora e o da parte contraria fará, egualmente, a designação dos membros que lhe corresponderem, logo que receber a notificação. A parte que promover o procedimento que este Tratado estabelece poderá dirigir-se, ao fazel-o, á Commissão Permanente, que julgar mais efficaz, para uma rapida constituição da Commissão Investigadora. Recebido o pedido de convocação e feitas as notificações, ficará *ipso facto* suspensa a questão ou a controversia grave que as partes vinham sustentando sem chegar a accôrdo.

Artigo IV.

A Commissão Investigadora compor-se-á de cinco membros, todos nacionaes de Estados Americanos, e designados na fórma seguinte : Cada Governo indicará no momento da convocação dois delles, dos quaes só um poderá ser da sua propria nacionalidade. O quinto será eleito de commum accôrdo pelos já designados e desempenhará as funcções de Presidente ; essa eleição, porém, não poderá recahir em cidadão algum das nacionalidades já representadas na Commissão. Qualquer dos dois Governos poderá, e por motivos que se reserverá para si proprio, não dar a sua acceitação ao membro eleito, e, nesse caso, o substituto será designado dentro dos trinta dias seguintes á notificação desta recusa, de commum accôrdo entre as partes, e, não havendo esse accôrdo, a designação se fará pelo Presidente de uma Republica Americana não interessada no conflicto, e que será eleito por sorteio pelos commissionados já nomeados de uma lista de nunca mais de seis Chefes de Estado

virtud de Tratados existentes, será sometida a la investigación o informe de una Comisión constituida del modo que establece el artículo IV. Las Altas Partes Contratantes se obligan, en caso de conflicto, a no iniciar movilizaciones, concentraciones de tropa sobre la frontera de la otra parte, ni ejecutar ningún acto hostil ni preparatorio de hostilidades, desde que se promueva, la convocatoria de la Comisión Investigadora, hasta después de producido el informe de la misma, o de transcurrido el plazo a que se refiera el artículo VII.

Esta estipulación no abroga ni restringe los compromisos establecidos en los Convenios de Arbitraje, que existan entre dos o más de las Altas Partes Contratantes, ni las obligaciones que de ellos derivan.

Es entendido que en los conflictos que surjan entre Naciones que no tienen Tratados generales de Arbitraje, no procederá la investigación en cuestiones que afecten prescripciones constitucionales ni en cuestiones ya resueltas por Tratados de otra naturaleza.

Artículo II.

Las cuestiones a que se refiere el artículo I serán deferidas a la Comisión de Investigación, cuando las negociaciones ó procedimientos diplomáticos, para solucionarlas ó para someterlas a arbitraje, hayan fracasado, ó en los casos en que circunstancias de hecho hagan imposible negociación alguna y sea inminente un conflicto armado entre las partes. Cualquiera de los dos Gobiernos directamente interesados en la investigación de los hechos que originaren la cuestión, podrá promover la convocatoria de la Comisión Investigadora, para cuyo efecto bastará comunicar oficialmente esta decisión a la otra parte y a una de las Comisiones Permanentes creadas en el artículo III.

Artículo III.

Se constituirán dos Comisiones con sede en Wáshington (Estados Unidos de America) y en Montevideo (Uruguay), y que serán llamadas Permanentes. Estarán formadas por los tres Agentes Diplomáticos Americanos de más antiguedad entre los acreditados en dichas capitales, y al llamado de las Cancillerias de aquellos Estados se organizarán, designando sus respectivos Presidentes. Sus funciones se limitarán a recibir de las partes interesadas el pedido de convocatoria de la Comisión Investigadora, y a notificarlo inmediatamente a la otra parte. El Gobierno que solicite el llamado designará en el mismo acto a las personas que, por su lado, integrarán la Comisión Investigadora, y el de la parte adversa hará, igualmente, la designación de los miembros que le corresponda, tan pronto como reciba la notificación.

La parte que promueva el procedimiento que este Tratado establece, podrá dirigirse, al hacerlo, a la Comisión Permanente que juzgue más eficaz para una rápida constitución de la Comisión Investigadora. Recibido el pedido de convocatoria y hechas las notificaciones, quedará *ipso facto* suspendida la cuestión ó la controversia grave que las partes venían sustentando sin llegar a avenimiento.

Artículo IV.

La Comisión de Investigación se compondrá de cinco miembros, todos nacionales de Estados Americanos, y designados en la siguiente forma : Cada Gobierno señalará, en el momento de la convocatoria, a dos de ellos, de los cuales uno sólo podrá ser de su propia nacionalidad. El quinto será elegido de común acuerdo por los ya designados, y desempeñará las funciones de Presidente; pero esta elección no podrá recaer en ciudadano alguno de las nacionalidades ya representadas en la Comisión. Cualquira de los dos Gobiernos podrá, y por motivos que se reserve, no dar su aceptación al miembro electo, y en tal caso, el reemplazante será designado dentro de los treinta dias siguientes a la notificación de esta recusación de común acuerdo entre las partes, y en defecto de este acuerdo, la designación se hará por el Presidente de una República Americana no interesada en el conflicto, y que será elegido por sorteo por los comisionados ya nombrados, de una lista de no más

Americano, formada da maneira seguinte : Cada Governo que fôr parte na questão, ou, se os Governos directamente interessados nella forem mais de dois, o Governo ou os Governos de um e outro lado da controversia designarão tres Presidentes de Nações Americanas, que mantenham as mesmas relações amistosas com todas as partes em conflicto. Quando houver mais de dois Governos directamente interessados em uma controversia, e os interesses de dois ou mais delles estejam identificados, o Governo ou os Governos, que estiverem de cada lado da questão, poderão augmentar o numero dos seus commissionados, tanto quanto fôr indispensavel, afim de que ambas as partes na controversia tenham sempre representação igual na Commissão.

Constituida assim a Commissão na capital-séde da Commissão Permanente que fez a convocação, participará aos Governos respectivos a data da sua installação e poderá determinar logo o logar ou os logares nos quaes deverá funccionar, tomando em consideração as maiores facilidades de investigação.

A Commissão Investigadora estabelecerá por si mesma as regras de seu procedimento. A este respeito recommenda-se a incorporação a essas normas processuaes das disposições consignadas nos arts. 9, 10, 11, 12 e 13 da Convenção subscripta em Washington em fevereiro de 1923, entre o Governo dos Estados Unidos da America do Norte e os Governos das Republicas de Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua e Costa-Rica, os quaes vão transcriptos no Appendice a este Convenio.

As suas decisões e o relatorio final serão accordados pela maioria dos seus membros.

Cada parte responderá pelos seus proprios gastos e por uma parte egual nos gastos geraes da Commissão.

Artigo V.

As partes na controversia fornecerão os antecedentes e as informações necessarias para a investigação. A Commissão deverá apresentar o seu relatorio antes de um anno, a contar da data da sua installação. Se não se tiver podido completar a investigação nem redigir o relatorio dentro do prazo fixado, poderá o prazo estabelecido ser ampliado por seis mezes mais, sempre que a este respeito estiverem de accôrdo as partes em controversia.

Artigo VI.

As resoluções da Commissão serão consideradas como relatorios sobre as questões que constituirem objecto da investigação, mas não terão o valor ou a força de sentenças judiciaes ou arbitraes.

Artigo VII.

Transmittido o relatorio da Commissão aos Governos em conflicto, disporão estes de um termo de seis mezes para procurar novamente a solução da difficuldade em face das conclusões do referido relatorio ; e, se, durante esse novo prazo, não puderem ainda chegar a uma solução amistosa, as partes em controversia recuperarão toda a sua liberdade de acção para proceder como acreditarem conveniente para os seus interesses no assumpto que foi materia da investigação.

Artigo VIII.

O presente Tratado não abroga convenios analogos existentes ou que possam vir a existir entre duas ou mais das Altas Partes Contractantes, nem deroga parcialmente nenhuma das suas clausulas, ainda que contenham circumstancias ou condições particulares que diffiram das aqui estipuladas.

de seis Jefes de Estado Americanos, formada como sigue : Cada Gobierno, que sea parte en la cuestión, ó si los Gobiernos directamente interesados en ella son más de dos, el Gobierno ó los Gobiernos de uno y otro lado de la controversia, designarán tres Presidentes de Naciones Americanas, que mantengan las mismas amistosas relaciones con todas las partes en conflicto.

Cuando haya más de dos Gobiernos directamente interesados en una controversia, y los intereses de dos ó más de ellos estén identificados el Gobierno ó Gobiernos que estén de cada lado de la cuestión podrán aumentar el número de sus comisionados tanto cuanto sea indispensable, a fin de que ámbos lados en la controversia tengan siempre igual representación en la Comisión.

Constituida así la Comisión en la capital asiento de la Permanente que hizo la convocatoria, participará a los Gobiernos respectivos la fecha de su instalación y podrá determinar luego el lugar ó los lugares en que deba funcionar tomando en cuenta las mayores facilidades de investigación.

La Comisión Investigadora establecerá por si misma las reglas de su procedimiento. En este respecto se recomienda la incorporación a dichas normas procesales de las disposiciones consignadas en los artículos 9, 10, 11, 12 y 13 de la Convención suscripta en Wáshington en febrero de 1923, entre el Gobierno de los Estados Unidos de America y los Gobiernos de las Repúblicas de Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua y Costa Rica, y que se transcriben en el Apéndice que sigue a este Convenio.

Sus decisiones e informe final serán acordados por la mayoría de sus miembros.

Cada parte soportará sus proprios gastos y una parte igual en los gastos generales de la Comisión.

Artículo V.

Las partes en la controversia suministrarán los antecedentes e informaciones necesarias para la investigación. La Comisión deberá presentar su informe antes de un año a contar desde la fecha de su instalación. Si no hubiese podido completarse la investigación ni redactarse el informe dentro del término fijado podrá ampliarse por seis meses más el plazo establecido, siempre que estuvieren de acuerdo a este respecto las partes en controversia.

Artículo VI.

Las resoluciones de la Comisión se considerarán como informes sobre las cuestiones que fueren objeto de la investigación, pero no tendrán el valor o fuerza de sentencias judiciales o arbitrales.

Artículo VII.

Transmitido el informe de la Comisión a los Gobiernos en conflicto, éstos dispondrán de un término de seis meses para procurar nuevamente el arreglo de la dificultad en vista de las conclusiones del mencionado informe ; y si durante este nuevo plazo no pudieran todavia llegar a una solución amistosa, las partes en controversia recuperarán toda su libertad de acción para proceder como crean conveniente a sus intereses en el asunto que fué materia de la investigación.

Artículo VIII.

El presente Tratado no abroga convenios análogos que existan o puedan existir entre dos o más de las Altas Partes Contratantes, ni deroga parcialmente ninguna de sus cláusulas, aunque contengan circunstancias o condiciones particulares que difieran de las aquí estipuladas.

Artigo IX.

O presente Tratado será ratificado pelas Altas Partes Contractantes, segundo os respectivos preceitos constitucionaes, e os instrumentos de ratificação serão depositados no Ministerio das Relações Esteriores da Republica do Chile, que os communicará pela via diplomatica aos demais Governos signatarios ; e entrará em vigor entre as Partes Contractantes á medida que estas o forem ratificando.

Este Tratado vigorará indefinidamente : pode ser denunciado e os seus effeitos no que se refere ao denunciante cessarão um anno depois da notificação da denuncia, ficando o pasto subsistente para os demais signatarios.

A denuncia será dirigida ao Governo do Chile, o qual a transmittirá aos demais Governos signatarios para os devidos effeitos.

Artigo X.

Poderão adherir ao presente Tratado os Estados Americanos que não tiverem tido representação nesta Quinta Conferencia, enviando o instrumento official, no qual se consigne esta adhesão, ao Ministerio das Relações Exteriores da Republica do Chile, o qual o notificará ás outras Partes Contractantes.

APPENDICE

Artigo I.

Os Governos signatarios outorgam a todas as Commissões que se constituirem a faculdade de citar e juramentar as testemunhas e receber provas e testemunhos.

Artigo II.

Durante a investigação serão ouvidas as Partes e poderão estas ser representadas por um ou mais agentes e advogados.

Artigo III.

Todos os membros da Commissão premetterão, perante a mais alta autoridade judicial do logar onde fôr installada, o fiel e leal desempenho do seu commettido.

Artigo IV.

A investigação se realisará contradictoriamente.

Conseguintemente, a Commissão notificará a cada Parte as allegações que a outra apresentar e fixará termos para receber provas.

Uma vez notificadas as Partes, a Commissão procederá á investigação, ainda que não compareçam.

Artigo V.

Desde o momento em que ficar organisada a Commissão Investigadora, poderá esta fixar a situação na qual devem permanecer as Partes que manteem a controversia, a pedido de qualquer dellas, afim de não aggravar o mal e para que a situação se conserve no mesmo estado até que a Commissão apresente o seu relatorio.

Artículo IX.

El presente Tratado será ratificado por las Altas Partes Contratantes, previos los respectivos procedimientos constitucionales, y los instrumentos de ratificación depositados en el Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Cnile, que los comunicará por la via diplomática a los demás Gobiernos signatarios ; y entrará en vigor entre las Partes Contratantes a medida que vayan ratificándolo.

Este Tratado regirá indefinidamente ; puede ser denunciado y sus efectos, en cuanto al denunciante, cesarán un año después de la notificación de la denuncia, quedando el pacto subsistente para los demás signatarios.

La denuncia será dirigida al Gobierno de Chile, quien la transmitirá a los demás Gobiernos signatarios para los efectos consiguientes.

Artículo X.

Podrán adherir al presente Tratado los Estados Americanos que no hayan tenido representación en esta Quinta Conferencia, enviando el instrumento oficial en que se consigne esta adhesión al Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Chile, quien lo notificará a las otras Partes Contratantes.

APENDICE.

Artículo I.

Los Gobiernos signatorios otorgan a todas las Comisiones, que lleguen a constituirse, la facultad de citar y juramentar testigos y de recibir pruebas y testimonios.

Artículo II.

Durante la investigación serán oídas las Partes, y podrán ser reprssentadas por uno o más agentes y abogados.

Artículo III.

Todos los miembros de la Comisión jurarán ante la más alta autoridad judicial del lugar en donde aquélla se instale, el fiel y leal desempeño de su cometido.

Artículo IV.

La investigación se llevará a cabo contradictoriamente. En consecuencia, la Comisión notificará a cada Parte las exposiciones que la otra presente y fijará terminos para recibir pruebas.

Una vez notificadas las Partes, la Comisión procederá a la investigación, no obstante que ellas no comparezcan.

Artículo V.

Desde el momento en que quede organizada la Comisión de Investigación, podrá ésta fijar la situación en que deban permanecer las Partes que sostienen la controversia, a solicitud de cualquiera de ellas, a fin de no agravar el mal y de que las cosas se conserven en el mismo estado mientras la Comisión rinda su informe.

Em fé do que, firmam e sellam com o sello da Quinta Conferencia Internacional Americana o presente Tratado em Santiago do Chile, aos tres dias do mez de Maio do anno de mil novecentos e vinte e tres, em hespanhol, inglez, portuguez e francez. Este Tratado será depositado no Ministerio das Relações Exteriores da Republica do Chile afim de que se tirem copias legalisadas para as remetter pela via diplomatica a cada um dos Estados signatarios.

(Assignados). — Por *Venezuela :* C. ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; por *Panama :* J. E. LEFEVRE ; pelos *Estados Unidos da America do Norte :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, L. S. ROWE ; pelo *Uruguay :* EUGENIO MARTÍNEZ THÉDY, com resalvas no que estabelece o Artigo 1º (primeiro) ao excluir da investigação as questões que affectam preceitos constitucionaes ; pelo *Equador :* JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE ; pelo *Chile :* MANOEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE S., L. BARROS B., EMILIO BELLO C., ANTONIO HUNEEUS, ALCIBIADES ROLDÁN, GUILLERME SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RIO ; por *Guatemala :* EDUARDO POIRIER, MÁXIMO SOTO HALL ; por *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; pelos *Estados Unidos do Brazil :* AFRANIO de MELLO FRANCO, S. GURGEL do AMARAL, HELIO LOBO ; por *Colombia :* GUILLERMO VALENCIA ; por *Cuba :* J. C. VIDAL Y CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, A. de AGÜERO, M. MÁRQUEZ STERLING ; por *Paraguay :* M. GONDRA ; pela *Republica Dominicana :* TULIO M. CESTERO ; por *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA M. ; pela *Republica Argentina :* MANUEL E. MALBRÁN ; por *Haiti :* ARTHUR RAMEAU.

En testimonio de lo cual, firman y sellan con el sello de la Quinta Conferencia Internacional Americana el presente Tratado en Santiago de Chile, a los tres días del mes de Mayo del año mil novecientos veintitres, en castellano, inglés, portugués y francés. Este Tratado será depositado en el Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Chile a fin de que se saquen copias certificadas para enviarlas, por la via diplomatica, a cada uno de los Estados Signatarios.

(Firmado) Por *Venezuela :* C. ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; por *Panamá :* J. E. LEFÈVRE ; por los *Estados Unidos de America :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, L. S. ROWE ; por *Uruguay :* EUGENIO MARTÍNEZ THÉDY, con salvedades en cuanto a lo que establece el artículo 1º (primero) al excluir de la investigación las cuestiones que afecten prescripciones constitucionales ; por el *Ecuador :* JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE ; por *Chile :* MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE S., L. BARROS B., EMILIO BELLO C., ANTONIO HUNEEUS, ALCIBÍADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RIO ; por *Guatemala :* EDUARDO POIRIER, MÁXIMO SOTO HALL ; por *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; por los *Estados Unidos del Brasil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, S. GURGEL DO AMARAL, HELIO LOBO ; por *Colombia :* GUILLERMO VALENCIA ; por *Cuba :* J. C. VIDAL Y CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, A. DE AGÜERO, M. MÁRQUEZ STERLING ; por *Paraguay :* M. GONDRA ; por la *Republica Dominicana :* TULIO M. CESTERO ; por *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA M. ; por la *República Argentina :* MANUEL E. MALBRÁN ; por *Haiti :* ARTHUR RAMEAU.

No. 831. — TREATY TO AVOID OR PREVENT CONFLICTS BETWEEN THE AMERICAN STATES, SIGNED AT SANTIAGO, CHILI, MAY 3, 1923.

The Governments represented at the Fifth International Conference of American States, desiring to strengthen progressively the principles of justice and of mutual respect which inspire the policy observed by them in their reciprocal relations, and to quicken in their peoples sentiments of concord and of loyal friendship which may contribute toward the consolidation of such relations,

Confirm their most sincere desire to maintain an immutable peace, not only between themselves but also with all the other nations of the earth ;

Condemn armed peace which increases military and naval forces beyond the necessities of domestic security and the sovereignty and independence of States, and,

With the firm purpose of taking all measures which will avoid or prevent the conflicts which may eventually occur between them, agree to the present Treaty, negotiated and concluded by the Plenipotentiary Delegates, whose full powers were found to be in good and due form by the Conference.

VENEZUELA : César Zumeta, José Austria.
PANAMA : José Lefevre.
UNITED STATES OF AMERICA : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe.
URUGUAY : Eugenio Martínez Thedy.
ECUADOR : José Rafael Bustamante.
CHILE : Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luis Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibíades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio.
GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall.
NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo.
UNITED STATES OF BRAZIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, Helio Lobo.
COLOMBIA : Guillermo Valencia.
CUBA : José C. Vidal y Caro, Carlos Garcia Vélez, Aristides Agüero, Manoel Márquez Sterling.
PARAGUAY : Manuel Gondra.
DOMINICAN REPUBLIC : Tulio M. Cestero.
HONDURAS : Benjamin Villaseca Mujica.
ARGENTINA : Manuel E. Malbrán.
HAITI : Arturo Rameau.

Article I.

All controversies which for any cause whatsoever may arise between two or more of the High Contracting Parties and which it has been impossible to settle through diplomatic channels, or to submitt to arbitration in accordance with existing treaties, shall be submitted for investigation and report to a Commission to be established in the manner provided for in Article IV. The High Contracting Parties undertake, in case of disputes, not to begin mobilisation or concentration of troops on the frontier of the other Party, nor to engage in any hostile acts or preparations for

No. 831. — TRAITÉ POUR LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS ENTRE LES ÉTATS AMÉRICAINS, SIGNÉ A SANTIAGO DE CHILI, LE 3 MAI 1923.

Les Gouvernements représentés à la Cinquième Conférence Internationale Américaine :

Désirant fortifier de plus en plus les principes de justice et de respect mutuels dont s'inspire la politique qu'ils observent dans leurs relations réciproques ;

Développer parmi leurs peuples les sentiments de concorde et d'amitié loyale qui servent à consolider les dites relations ;

Confirment leur plus sincère désir de maintenir une paix immuable, non seulement entre eux, mais encore avec toutes les nations de la terre ;

Condamnent la paix armée qui exagère les forces militaires et navales au delà des nécessités de leur sécurité intérieure et de la souveraineté et de l'indépendance des États ;

Forment le ferme propos de consacrer par tous les moyens le règlement pacifique des conflits qui pourraient, éventuellement, s'élever ;

Conviennent de conclure le présent Traité et à cet effet ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

VÉNÉZUÉLA : César Zumeta, José Austria.
PANAMA : José E. Lefèvre.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe.
URUGUAY : Eugenio Martínez Thédy.
ÉQUATEUR : José Rafael Bustamante.
CHILI : Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luis Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibíades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio.
GUATÉMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall.
NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo.
ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, Helio Lobo.
COLOMBIE : Guillermo Valencia.
CUBA : José C. Vidal y Caro, Carlos Garcia Vélez, Aristides Agüero, Manuel Márquez Sterling.
PARAGUAY : Manuel Gondra.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : Tulio M. Cestero.
HONDURAS : Benjamin Villaseca Mujica.
ARGENTINE : Manuel E. Malbrán.
HAÏTI : Arthur Rameau.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs à la Conférence, qui les a trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article I.

Tout différend qui, pour quelque cause que ce soit, naîtra entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes, et qui n'aura pas pu être résolu par la voie diplomatique, ni soumis à l'arbitrage, en vertu de Traités existants, sera remis pour investigation et étude à une Commission constituée comme il est établi à l'article IV. Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en cas de conflit, à ne pas commencer les mobilisations et concentrations de troupes sur les frontières, et à n'exécuter aucun acte hostile, ni faire aucun préparatif d'hostilité, à partir du moment où sera faite la convo-

hostilities, from the time steps are taken to convene the Commission until the said Commission has rendered its report or until the expiration of the time provided for in Article VII.

This provision shall not abrogate nor limit the obligations contained in treaties of arbitration in force between two or more of the High Contracting Parties, nor the obligations arising out of them.

It is understood that in disputes arising between nations which have no general treaties of arbitration, investigation shall not take place in questions affecting constitutional provisions nor in questions already settled by other treaties.

Article II.

The controversies referred to in Article I shall be submitted to the Commission of Inquiry whenever it has been impossible to settle them through diplomatic negotiations or procedure or by submission to arbitration, or in cases in which the circumstances of fact render all negotiation impossible and there is imminent danger of an armed conflict between the Parties. Any one of the Governments directly interested in the investigation of the fact giving rise to the controversy may apply for the convocation of the Commission of Inquiry, and to this end it shall be necessary only to communicate officially this decision to the other Party and to one of the Permanent Commissions established by Article III.

Article III.

Two Commissions to be designated as permanent shall be established with their seats at Washington (United States of America) and at Montevideo (Uruguay). They shall be composed of the three American diplomatic agents longest accredited in said capitals, and at the call of the Foreign Offices of those States they shall organise, appointing their respective chairmen. Their functions shall be limited to receiving from the interested Parties the request for a convocation of the Commission of Inquiry and to notifying the other Party thereof immediately. The Government requesting the convocation shall appoint at the same time the persons who shall compose the Commission of Inquiry in representation of that Government, and the other Party shall likewise, as soon as it receives notification, designate its members.

The Party initiating the procedure established by this Treaty may address itself, in doing so, to the Permanent Commission which it considers most efficacious for a rapid organisation of the Commission of Inquiry. Once the request for convocation has been received and the Permanent Commission has made the respective notifications, the question or controversy existing between the Parties and as to which no agreement has been reached will *ipso facto* be suspended.

Article IV.

The Commission of Inquiry shall be composed of five members, all nationals of American States, appointed in the following manner : each Government shall appoint two at the time of convocation, only one of whom may be a national of its country. The fifth shall be chosen by common accord by those already appointed and shall perform the duties of President. However, a citizen of a nation already represented on the Commission may not be elected. Any of the Governments may refuse to accept the elected member, for reasons which it may reserve to itself, and in such event a substitute shall be appointed, with the mutual consent of the Parties, within thirty days following the notification of this refusal. In the failure of such agreement, the designation shall be made by the President of an American Republic not interested in the dispute, who shall be selected by lot by the Commissioners already appointed, from a list of not more than six American Presidents to be formed as follows : each Government Party to the controversy, or if there are more than two Governments directly interested in the dispute, the Government or Governments on each side of the controversy, shall designate three Presidents of American States which maintain the same friendly relations with all the Parties to the dispute.

cation de la Commission d'enquête jusqu'après l'établissement de son rapport, ou passé le délai fixé à l'Article VII.

Cette clause n'abroge ni ne restreint les engagements pris dans les Conventions d'arbitrage qui existent entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes, ni les obligations qui en dérivent.

Il est entendu que pour les conflits qui naîtraient entre les nations qui n'ont pas de traités généraux d'arbitrage, l'enquête n'aura pas lieu pour les questions qui touchent aux prescriptions constitutionnelles, ni pour les questions déjà tranchées par des traités d'une autre espèce.

Article II.

Les questions auxquelles se rapporte l'article I seront déférées à la Commission d'enquête, quand les négociations ou procédés diplomatiques utilisés pour les solutionner ou les soumettre à l'arbitrage auront échoué, où dans les cas ou des circonstances de fait auraient rendu impossible toute négociation et qu'un conflit sera imminent. L'un des deux Gouvernements directement intéressés à la recherche des faits qui auront provoqué la question, pourra susciter la convocation de la Commission d'enquête et, à cet effet, il suffira de communiquer officiellement cette décision à l'autre partie et à l'une des Commissions permanentes prévues à l'article III.

Article III.

Deux Commissions permanentes, siégeant respectivement à Washington (États-Unis d'Amérique) et à Montévideo (Uruguay) seront constituées. Elles seront formées par les trois agents diplomatiques américains les plus anciens parmi ceux accrédités dans les dites capitales, et, à l'appel des Chancelleries de ces États s'organiseront et désigneront leur Président respectif. Leurs fonctions se limiteront à recevoir des parties intéressées la demande de convocation de la Commission d'enquête et à la notifier immédiatement à l'autre partie. Le Gouvernement qui sollicitera la convocation, désignera, en même temps, les personnes qui en ce qui le concerne feront partie de la Commission d'enquête, et celui de la partie adverse fera également la désignation des membres qu il doit choisir aussitôt qu'il aura reçu la notification.

La partie qui mettra en mouvement la procédure établie par ce Traité pourra s'adresser, pour cela, à la Commission permanente qu'il jugera la plus capable de constituer rapidement la Commission d'enquête. Dès la réception de la demande de convocation et une fois les notifications faites, le différend ou les controverses graves que les parties soutenaient sans pouvoir se mettre d'accord, resteront en suspens *ipso facto*.

Article IV.

La Commission d'enquête se composera de cinq membres, tous citoyens d'États américains, et qui seront indiqués de la manière suivante : Chaque Gouvernement désignera deux membres, au moment de la convocation, dont un seul pourra être un de ses nationaux. Le cinquième sera élu d'un commun accord, par ceux déjà désignés et remplira les fonctions de Président, mais ce choix ne pourra retomber sur l'un des citoyens des nationalités déjà représentées dans la Commission. L'un des deux Gouvernements pourra, pour des motifs réservés, ne pas accepter le membre élu, et dans ce cas le remplaçant de celui-ci sera désigné dans les trente jours qui suivront la notification de ce refus, de commun accord entre les parties. A défaut d'accord, la désignation sera faite par le Président d'une des Républiques américaines non intéressées dans le conflit, qui sera élu par tirage au sort par les commissaires déjà nommés d'après une liste non supérieure à six chefs d'États américains, formée comme suit : chaque Gouvernement qui serait partie dans la question controversée, désignera trois Présidents de nations américaines qui maintiendraient les mêmes relations amicales avec les parties en conflit.

Whenever there are more than two Governments directly interested in a controversy, and the interests of two or more of them are identical, the Government or Governments on each side of the controversy shall have the right to increase the number of their Commissioners, as far as it may be necessary, so that both sides in the dispute may always have equal representation on the Commission.

Once the Commission has been thus organised in the capital city, seat of the Permanent Commission which issued the order of convocation, it shall notify the respective Governments of the date of its inauguration, and it may then determine upon the place or places in which it will function, taking into account the greater facilities for investigation.

The Commission of Inquiry shall itself establish its rules of procedure. In this regard there are recommended for incorporation into said rules of procedure the provisions contained in Articles 9, 10, 11, 12 and 13 of the Convention signed in Washington, February 1923, between the Government of the United States of America and the Governments of the Republics of Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, and Costa Rica, which appear in the appendix to this Treaty.

Its decisions and final report shall be agreed to by the majority of its members.

Each Party shall bear its own expenses and a proportionate share of the general expenses of the Commission.

Article V.

The Parties to the controversy shall furnish the antecedents and data necessary for the investigation. The Commission shall render its report within one year from the date of its inauguration. If it has been impossible to finish the investigation or draft the report within the period agreed upon, it may be extended six months beyond the period established, provided the Parties to the controversy are in agreement upon this point.

Article VI.

The findings of the Commission will be considered as report upon the disputes, which were the subjects of the investigation, but will not have the value or force of judicial decisions or arbitral awards.

Article VII.

Once the report is in possession of the Governments Parties to the dispute, six months' time will be available for renewed negotiations in order to bring about a settlement of the difficulty in view of the findings of said report ; and if during this new term they should be unable to reach a friendly arrangement, the Parties in dispute shall recover entire liberty of action to proceed as their interests may dictate in the question dealt with in the investigation.

Article VIII.

The present Treaty does not abrogate analogous conventions which may exist or may in the future exist between two or more of the High Contracting Parties ; neither does it partially abrogate any of their provisions, although they may provide special circumstances or conditions differing from those herein stipulated.

Article IX.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties, in conformity with their respective constitutional procedures, and the ratifications shall be deposited in the Ministry for

S'il y a plus de deux Gouvernements intéressés directement dans une controverse, et que les intérêts de deux ou de plusieurs d'entre eux se rattachent, le ou les Gouvernements qui ont pris parti dans la question pourront augmenter le nombre de leurs commissaires autant que cela sera indispensable, afin que chaque partie intéressée ait toujours une égale représentation dans la Commission.

La Commission ainsi constituée, au siège de la Commission permanente qui a fait la convocation, communiquera la date de son installation aux Gouvernements respectifs et pourra fixer ensuite le lieu ou les lieux où elle devra fonctionner, en tenant compte des plus grandes facilités d'investigation qu'elle y pourra trouver.

La Commission d'enquête réglera elle-même, la procédure dont elle usera. C'est à cette fin, qu'il est recommandé d'y inclure, les dispositions consignées aux articles 9, 10, 11, 12 et 13 de la Convention souscrite à Washington, en février 1923, entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et ceux des Républiques de Guatémala, Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa-Rica, qui sont transcrites dans l'Appendice qui fait suite à cette Convention.

Ses décisions et le rapport final seront adoptés par la majorité de ses membres.

Chaque partie supportera ses propres dépenses et une part égale des frais généraux de la Commission.

Article V.

Les parties en litige fourniront les antécédents et les renseignements nécessaires à l'enquête. La Commission devra présenter son rapport dans le délai d'un an, à compter de la date de son installation. Si l'enquête ou la rédaction du rapport n'était pas terminée dans le délai fixé, ce dernier pourrait être prolongé de six mois, après accord entre les parties.

Article VI.

Les décisions de la Commission seront considérées comme rapports sur les questions qui font l'objet de l'enquête, mais elles n'auront ni la valeur ni la force de sentences judiciaires ou arbitrales.

Article VII.

Après la transmission du rapport de la Commission aux Gouvernements en conflit, ceux-ci disposeront d'un délai de six mois pour rechercher à nouveau la solution de la difficulté d'après les conclusions du dit rapport, et si, pendant ce nouveau délai, ils ne pouvaient arriver à un arrangement amical, ils recouvreraient toute leur liberté d'action pour procéder comme ils le jugeraient convenable à leurs intérêts dans la question qui aurait motivé l'enquête.

Article VIII.

Le présent Traité n'abroge pas les Conventions analogues qui existent ou qui pourraient exister entre deux ou plusieurs des Hautes Parties contractantes ni ne déroge partiellement à aucune de leurs clauses, même si elles contiennent des circonstances ou des conditions particulières qui différeraient de celles stipulées ici.

Article IX.

Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes suivant la procédure constitutionnelle respective, et les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires

Foreign Affairs of the Republic of Chile, which will communicate them through diplomatic channels to the other signatory Governments, and it shall enter into effect for the Contracting Parties in the order of ratification.

The Treaty shall remain in force indefinitely ; any of the High Contracting Parties may denounce it and the denunciation shall take effect as regards the Party denouncing one year after notification thereof has been given.

Notice of the denunciation shall be sent to the Government of Chile, which will transmit it for appropriate action to the other signatory Governments.

Article X.

The American States which have not been represented in the Fifth Conference may adhere to the present Treaty, transmitting the official documents setting forth such adherence to the Ministry for Foreign Affairs of Chile, which will communicate it to the other Contracting Parties.

In witness whereof, the Plenipotentiaries and Delegates sign this Convention in Spanish, English, Portuguese and French and affix the seal of the Fifth International Conference of American States, in the city of Santiago, Chile, on the third day of May in the year one thousand nine hundred and twenty-three.

This Convention shall be filed in the Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Chile in order that certified copies thereof may be forwarded through diplomatic channels to each of the signatory States.

(Signed) for *Venezuela :* C. ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; for *Panama :* J. E. LEFÈVRE ; for the *United States of America :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, L. S. ROWE ; for *Uruguay :* EUGENIO MARTÍNEZ THÉDY, with reservations relative to the provisions of Article I (first), in so far as they exclude from the investigation questions that affect constitutional provisions ; for *Ecuador :* JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE ; for *Chile :* MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE S., L. BARROS B., EMILIO BELLO C., ANTONIO HUNEEUS, ALCIBÍADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RIO ; for *Guatemala :* EDUARDO POIRIER, MÁXIMO SOTO HALL ; for *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; for the *United States of Brazil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, S. GURGEL DO AMARAL, HELIO LOBO ; for *Colombia :* GUILLERMO VALENCIA ; for *Cuba :* J. C. VIDAL Y CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, A. DE AGÜERO, M. MARQUEZ STERLING ; for *Paraguay :* M. GONDRA ; for the *Dominican Republic :* TULIO M. CESTERO ; for *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA M. ; for the *Argentine Republic :* MANUEL E. MALBRÁN ; for *Haiti :* ARTHUR RAMEAU.

APPENDIX.

Article I.

The signatory Governments grant to all the Commissions which may be constituted the power to summon witnesses, to administer oaths and to receive evidence and testimony.

Article II.

During the investigation the Parties shall be heard and may have the right to be represented by one or more agents and counsel.

étrangères de la République du Chili, qui les communiquera par la voie diplomatique aux autres Gouvernements signataires. Il entrera en vigueur, pour les Parties contractantes, à mesure qu'elles le ratifieront.

Ce Traité restera en vigueur indéfiniment. S'il arrivait qu'une des Hautes Parties Contractantes voulût le dénoncer, la dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Puissance qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Gouvernement du Chili, mais le Pacte subsistera pour les autres Gouvernements signataires.

La dénonciation sera adressée au Gouvernement du Chili, qui la transmettra aux autres Gouvernements signataires pour les effets qui doivent en résulter d'après les prescriptions du présent Traité.

Article X.

Les Etats américains qui n'auront pas été représentés à la Cinquième Conférence, pourront adhérer au présent Traité, en envoyant l'instrument officiel établissant leur adhésion, au Ministère des Affaires étrangères de la République du Chili, qui en informera les autres Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité qui a été revêtu du sceau de la Cinquième Conférence Internationale Américaine.

Fait à Santiago-du-Chili, le trois mai mil neuf cent vingt-trois, en espagnol, en anglais, en portugais et en français. Ce Traité sera déposé au Ministère des Affaires étrangères de la République du Chili, afin qu'il en soit fait des copies authentiques, qui seront envoyées, par la voie diplomatique, à chacun des Etats signataires.

(Signé). Pour le *Vénézuéla :* C. ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; pour *Panama :* J. E. LEFÈVRE ; pour les *Etats-Unis d'Amérique :* Henry P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLIARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, L. S. ROWE ; pour *l'Uruguay :* EUGENIO MARTÍNEZ THÉDY avec réserve, en ce qui concerne l'article premier (Art. 1°) qui exclut de l'enquête les questions se rapportant aux prescriptions constitutionnelles ; pour *l'Équateur :* JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE ; pour le *Chili :* MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE S., L. BARROS B., EMILIO BELLO C., ANTONIO HUNEEUS, ALCIBIADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RIO ; pour le *Guatémala :* EDUARDO POIRIER, MÁXIMO SOTO HALL ; pour le *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; pour les *Etats-Unis du Brésil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, S. GURGEL DO AMARAL, HELIO LOBO ; pour la *Colombie :* GUILLERMO VALENCIA ; pour *Cuba :* J. C. VIDAL Y CARO ; CARLOS GARCIA VÉLEZ, A. DE AGÜERO, M. MÁRQUEZ STERLING ; pour le *Paraguay :* M. GONDRA ; pour la *République Dominicaine :* TULIO M. CESTERO ; pour le *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA M. ; pour la *République Argentine :* MANUEL E. MALBRÁN ; pour *Haïti :* ARTHUR RAMEAU.

APPENDICE

Article I.

Les Gouvernements signataires délèguent à toutes les Commissions qui seront constituées, la faculté de convoquer et de faire prêter serment aux témoins, de recevoir des preuves et des témoignages.

Article II.

Pendant l'investigation les parties seront entendues et pourront être représentées par un ou plusieurs agents et avocats.

Article III.

All members of the Commission shall take oath duly and faithfully to discharge their duties before the highest judicial authority of the place where it may meet.

Article IV.

The enquiry shall be conducted so that both Parties shall be heard. Consequently, the Commission shall notify each Party of the statements of facts submitted by the other, and shall fix periods of time in which to receive evidence.

Once the Parties are notified, the Commission shall proceed to the investigation, even though they fail to appear.

Article V.

As soon as the Commission of Inquiry is organised, it shall at the request of any of the Parties to the dispute have the right to fix the status in which the Parties must remain, in order that the situation may not be aggravated and matters may remain in *statu quo* pending the rendering of the report by the Commission.

Article III.

Tous les membres de la Commission prêteront serment, devant la plus haute autorité judiciaire de l'endroit où elle sera installée, de remplir fidèlement et loyalement leur mission.

Article IV.

L'investigation sera faite contradictoirement. En conséquence, la Commission informera chaque partie des exposés que l'autre lui présentera et fixera les délais pour recevoir les preuves.

Une fois les parties averties, la Commission procédera à l'enquête, même en leur absence.

Article V.

A partir du moment où la Commission d'enquête sera organisée, elle pourra fixer la situation dans laquelle les parties doivent se maintenir, sur la demande de l'une d'elles afin de ne pas aggraver le mal et pour que les choses restent dans le même état, tant que la Commission ne se sera pas prononcée.

N° 832.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, RÉPUBLIQUE ARGENTINE, ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, etc.

Convention pour la protection des marques de fabrique, commerce et agriculture et noms commerciaux, signée à Santiago de Chili, le 28 avril 1923.

UNITED STATES OF AMERICA, ARGENTINE REPUBLIC, UNITED STATES OF BRAZIL, CHILE, COLOMBIA, etc.

Convention for the Protection of Commercial, Industrial and Agricultural Trade-Marks and Commercial Names, signed at Santiago, Chile, April 28, 1923.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

No. 832. — CONVENÇÃO[1] PARA A PROTECÇÃO DAS MARCAS DE FABRICA, COMMERCIO OU AGRICULTURA E DOS NOMES COMMERCIAES, ASSIGNADA EM SANTIAGO DE CHILI EM 28 DE ABRIL DE 1923.

Textes officiels anglais, espagnol, français et portugais communiqués par le Représentant du Brésil au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 3 mars 1925.

S. S. E. E. os Senhores Presidentes de Venezuela, do Panamá, dos Estados Unidos da America, do Uruguay, do Ecuador, do Chile, da Guatemala, da Nicaragua, de Costa Rica, do Brasil, do Salvador, da Colombia de Cuba, do Paraguay, da Republica Dominicana, de Honduras, da Republica Argentina e do Haiti :

Desejando que os seus respectivos paizes estivessem representados na Quinta Conferencia Internacional Americana, mandaram a ella, devidamente autorizados, para approvar as Resoluções, Recommendações, Convenções e Tratados que julgassem uteis aos interesses da America, os seguintes Senhores Delegados :

VENEZUELA : Pedro César Dominici, César Zumeta, José Austria ;

PANAMÁ : Narciso Garay, José Lefèvre ;

ESTADOS UNIDOS DA AMERICA : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe ;

URUGUAY : J. Antonio Buero, Justino Jiménez de Aréchaga, Eugenio Martinez Thedy ;

ECUADOR : Rafael M. Arizaga, José Rafael Bustamante, Dr. Alberto Muñoz Vernaza ;

CHILE : Agustin Edwards, Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luis Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibiades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio ;

GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall ;

NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo ;

COSTA RICA : Alejandro Alvarado Quirós :

ESTADOS UNIDOS DO BRASIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, James Darcy, J. de P. Rodrigues Alves, A. de Ipanema Moreira, Helio Lobo ;

SALVADOR : Cecilio Bustamante ;

COLOMBIA : Guillermo Valencia, Laureano Gómez, Carlos Uribe Echeverri ;

CUBA : José C. Vidal y Caro, Carlos Garcia Vélez, Aristides Agüero, Manuel Márquez Sterling ;

PARAGUAY : Manuel Gondra, Higinio Arbo ;

REPUBLICA DOMINICANA : Tulio M. Cestero ;

HONDURAS : Benjamin Vilaseca Mujica ;

ARGENTINA : Manuel Augusto Montes de Oca, Fernando Saguier, Manuel Malbrán ;

HAITI : Arthur Rameau.

Os quaes depois de terem apresentado as suas credenciaes, que foram consideradas em boa e devida forma, deliberaram celebrar a seguinte Convenção para a protecção das marcas de fabrica, commercio ou agricultura e dos nomes commerciaes, que reforma a de 1910 :

[1] Ratifiée par les Etats-Unis du Brésil et le Paraguay.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 832. — CONVENCIÓN PARA[1] LA PROTECCIÓN DE MARCAS DE FÁBRICA, COMERCIO Y AGRICULTURA Y NOMBRES COMERCIALES, FIRMADA EN SANTIAGO DE CHILE EL 28 DE ABRIL DE 1923.

English, Spanish, French and Portuguese official texts communicated by the Representative of Brazil on the Council of the League of Nations. The registration of this Convention took place March 3, 1925.

S. S. E. E. los Presidentes de Venezuela, de Panamá, de los Estados Unidos de América, del Uruguay, del Ecuador, de Chile, de Guatemala, de Nicaragua, de Costa Rica, del Brasil, de El Salvador, de Colombia, de Cuba, del Paraguay, de la República Dominicana, de Honduras, de la República Argentina y de Haití :

Deseando que sus países respectivos fueran representados en la Quinta Conferencia Internacional Americana, enviaron a ella, debidamente autorizados para aprobar las Recomendaciones, Resoluciones, Convenciones y Tratados que juzgaren útiles para los intereses de América, a los siguientes Señores Delegados :

VENEZUELA : Cesar Zumeta, José Austria ;
PANAMÁ : Narciso Garay, José Lefevre ;
ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe ;
URUGUAY : J. Antonio Buero, Eugenio Martinez Thedy ;
ECUADOR : Rafael M. Arízaga, José Rafael Bustamante, Dr. Alberto Muñoz Vernaza ;
CHILE : Agustin Edwards, Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luis Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibiades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio ;
GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall ;
NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo ;
COSTA RICA : Alejandro Alvarado Quirós ;
ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, J. de P. Rodrigues Alves, A. de Ipanema Moreira, Helio Lobo ;
EL SALVADOR : Cecilio Bustamante ;
COLOMBIA : Guillermo Valencia, Laureano Gómez, Carlos Uribe Echeverri ;
CUBA : José C. Vidal y Caro, Carlos Garcia Vélez, Aristides Agüero, Manuel Márquez Sterling ;
PARAGUAY : Manuel Gondra ;
REPÚBLICA DOMINICANA : Tulio M. Cestero ;
HONDURAS : Benjamin Villaseca Mujica ;
ARGENTINA : Manuel Augusto Montes de Oca, Fernando Seguier, Manuel Malbrán ;
HAITI : Arturo Rameau.

Quienes, después de haberse comunicado sus poderes y haberlos encontrado en buena y debida forma, han acordado celebrar la siguiente Convención para la Protección de Marcas de Fábrica, Comercio y Agricultura y Nombres Comerciales, que reforma la de 1910 :

[1] Ratified by the United States of Brazil and Paraguay.

Artigo I.

Paragrapho 1º. As Altas Partes Contractantes convêm em que toda marca de fabrica, commercio ou agricultura, registrada ou depositada em um dos Estados signatarios da Convenção, por toda pessôa que se ache domiciliada em qualquer delles, directamente ou por meio de representante legal, poderá obter em os demais Estados a mesma protecção que estes concedem ás marcas registradas ou depositadas em seu proprio territorio, sem prejuizo de direitos de terceiros e desde que sejam attendidas as condições e formalidades exigidas pela legislação interna de cada Estado e cumpridas as seguintes estipulações :

a) O interessado no registro ou deposito da marca deverá apresentar á respectiva Secretaria Interamericana, por intermedio da Repartição correspondente do Estado de primeiro registro ou deposito, um pedido de reconhecimento dos direitos que allegar, de accordo com os requisitos exigidos no Appendice desta Convenção, o qual e declarado parte integrante da mesma ;

b) O interessado pagará, além dos direitos ou emolumentos fixados pela legislação interna de cada Estado onde pretenda o reconhecimento dos seus direitos e além de outras despezas a que tal reconhecimento dê lugar, uma somma equivalente a cincoenta dollars ouro americano ($ 50.00), por uma só vez em cada periode e por uma só marca, somma essa destinada a cobrir as despezas da respectiva Secretaria Interamericana.

Paragrapho 2º. A protecção durará periodo igual ao concedido pelas leis do respectivo Estado.

Paragrapho 3º. No fim de cada periodo poderá ser renovada em cada Estado a protecção concedida por esta Convenção, desde que sejam observados os requisitos constantes da alinea *b)* d'este artigo. O interessado poderá tambem apresentar directamente á respectiva Secretaria Interamericana o pedido de renovação.

Paragrapho 4º. Os nomes commerciaes, quer formem ou não parte de uma marca, serão protegidos em todos os Estados signatarios, sem obrigação de deposito ou registro, de accordo com a lei interna de cada Estado.

Artigo II.

A data da apresentação do primeiro pedido, no paiz em que o mesmo fôr feito, de registro ou deposito por intermedio da respectiva Secretaria Interamericana, determinará, em falta de outros meios de prova da propriedade da marca, a prioridade para o registro ou deposito em qualquer um dos Estados Contractantes.

Artigo III.

Paragrapho 1º. Os Estados Contractantes, logo após o recebimento de um pedido de reconhecimento transmittido pela respectiva Secretaria Interamericana, resolverão se a protecção pode ser concedida de accordo com as suas leis respectivas e notificarão, com a maior brevidade possivel, da sua decisão á Secretaria Interamericana.

Paragrapho 2º. Caso haja objecção do registro ou deposito de uma marca de accordo com esta Convenção, o prazo para replicar no Estado em que houver sido feita começará a correr noventa dias depois de remettido o aviso de tal objecção á respectiva Secretaria Interamericana. Esta não intervirá de outro qualquer modo no processo a que dê lugar a opposição.

Artigo IV.

A transferencia de marca registrada ou depositada em qualquer dos Estados contractantes será igualmente valida em qualquer dos outros Estados, com a mesma força e effeitos como se

Artículo I.

Párrafo 1. Las Altas Partes Contratantes convienen en que toda marca de fábrica, comercio o agricultura, registrada o depositada en uno de los Estados signatarios de la Convención, por persona domiciliada en cualquiera de ellos, directamente o por médio de representante legal, podrá obtener en los demás la misma protección que éstos otorguen a las marcas registradas o depositadas en su propio territorio, sin perjuicio de derechos de terceros y siempre que se llenen las formalidades y condiciones exigidas por la legislación interna de cada Estado, y se cumpla con los siguientes requisitos :

a) El interesado en el registro o depósito de la marca, deberá presentar a la respectiva Oficina Interamericana, por médio de la Oficina correspondiente del Estado del primer registro o depósito, una solicitud de reconocimento de los derechos que alegue, de acuerdo con los requisitos exigidos en el Apéndice, que se declara parte integrante de esta Convención :

b) Pagará, además de los derechos o emolumentos fijados por la legislación interna de cada Estado en que solicite el reconocimiento de sus derechos, y los otros gastos que este reconocimento origíne, una suma equivalente a cincuenta dólares oro americano por una sola vez en cada período, y por una misma marca, que se destinará a cubrir los gastos de la respectiva Oficina Interamericana.

Párrafo 2. El período durante el cual se otorgue protección, será el mismo que acuerden a las marcas las leyes del respectivo Estado.

Párrafo 3. Al fin de cada período podrá renovarse en cada Estado la protección que otorga esta Convención, prévio cumplimiento de los requisitos establecidos en el inciso *b)* de este artículo. El interesado podrá también presentar directamente a la respectiva Oficina Interamericana la solicitud de renovación.

Párrafo 4. Los nombres comerciales, formen o no parte de una marca, serán protegidos, con arreglo a la ley interna de cada Estado, en todos los Estados signatarios, sin obligación de depósito o registro.

Artículo II.

La fecha de presentación en el pais en que se haga la primera solicitud para el registro o depósito mediante la Oficina Interamericana respectiva, determinará a falta de otros médios de prueba de la propiedad de la marca, la prioridad para el registro o depósito en cualquiera de los Estados contratantes.

Artículo III.

Párrafo 1. Los Estados contratantes, immediatamente que reciban una solicitud de reconocimiento remitida por la Oficina Interamericana respectiva, determinarán, conforme a sus propias leyes, si puede concederse la protección, y notificarán su resolución a la misma Oficina Interamericana a la mayor brevedad posible.

Párrafo 2. En caso de oposición al registro o depósito de una marca conforme a esta Convención, el plazo para contestarla dentro del Estado en que se formule, empezará a correr noventa dias después de remitido el aviso de la oposición a la Oficina Interamericana respectiva, la cual no tendrá otra intervención en el proceso a que de lugar la oposición.

Artículo IV.

La transferencia de marca registrada o depositada en uno de los Estados contratantes será reconocida igualmente en cada uno de los otros Estados con la misma fuerza y efectos que si se

houvesse sido effectuada de accordo com as suas respectivas leis, sempre que se trate de uma marca que tenha sido registrada ou depositada no Estado em que se peça o reconhecimento da transferencia de accôrdo com esta Convencão e comtanto que não sejam contrariados os principios do Artigo V desta Convenção. A transferencia será notificada por intermedio da Administração do Estado do primeiro registro ou deposito e da respectiva Secretaria Interamericana, pagos antecipadamente so direitos cobrados em cada Estado pela dita transferencia.

Artigo V.

Paragrapho 1º. Em qualquer questão de indole civil, criminal ou administrativa levantada em um Estado a respeito de uma marca, tal como opposição, falsificação, imitação ou appropriação indebita, ou ainda a falsa indicaçâo, da procedencia de um producto, só serão competentes as autoridades do mesmo Estado e observadas as suas proprias leis.

Paragrapho 2º. Quando a uma marca fôr negada a protecçâo por esta Convenção n'um Estado signatario por motivo de um previo registro ou de um pedido em instancia, o proprietario terá o direito de requerer o cancellamento da marca registrada anteriormente desde que prove, de accordo com o procedimento legal do Estado em que seja solicitado o cancellamento, existir tal recusa, e mais ainda :

a) Que gozava da protecção legal para a sua marca em um dos Estados signatarios antes da data do pedido do registro que quer annullar ; ou
b) Que a pessôa que obteve o registro não tinha direito á propriedade, uso ou emprego da marca registrada na data do seu deposito ; ou
c) Que a marca protegida pelo registro, cujo cancellamento elle solicita, foi abandonada.

Paragrapho 3º. Transitorio. Aquelles que houverem solicitado as vantagens desta Convenção para as suas marcas e que não tiverem conseguido a protecção em certos Estados poderão prevalecer-se do direito estabelecido neste artigo dentro do prazo de dois annos, a partir da data em que esta Convenção reformada entrar em vigor. Aquelles que desejarem obter posteriormente as vantagens desta Convenção terão o prazo de um anno, contado em cada caso a partir do dia seguinte ao do recebimento pela respectiva Secretaria Interamericana do aviso de recusa da protecção.

Paragrapho 4º. Esse recurso não será applicavel ás marcas de commercio cujo registro ou deposito já seja inatacavel em virtude de lei nacional, porém será applicavel ás renovações.

Paragrapho 5º. A prova de que uma marca de fabrica encobre ou simula a verdadeira qualidade, natureza ou procedencia da mercadoria será causa de annullação do registro ou deposito effectuado por intermedio da respectiva Secretaria Interamericana.

Artigo VI.

Para os fins indicados na presente Convenção fica constituida uma União das Nações Americanas, que actuará por meio de duas Secretarias Interamericanas estabelecidas uma na cidade de Havana e outra na do Rio de Janeiro.

Artigo VII.

As Altas Partes Contractantes convêm em conceder livre franquia á correspondencia official das Secretarias.

Artigo VIII.

As Secretarias Interamericanas para o registro das marcas terão as seguintes funcções :

Paragrapho 1º. Manter um assentamento detalhado dos pedidos de reconhecimento de marcas recebidos por intermedio das repartições nacionaes e que lhes forem enviados para os effeitos desta Convenção, assim como das transferencias ou demais informações relativas ás ditas marcas.

hubiése efectuado conforme a sus leyes respectivas, siempre que se trate de una marca que haya sido registrada o depositada en el Estado en que se solicite el reconocimiento de la transferencia conforme a esta Convención, y mientras no se contraríen las bases del artículo V de esta Convención. Se notificará la transferencia por médio de la Administración del Estado del primer registro depósito y de la respectiva Oficina Interamericana, prévio pago de los derechos que correspondan en cada Estado por dicha transferencia.

Artículo V.

Párrafo 1. En toda cuestión de índole civil, criminal o administrativa que se suscite en un Estado con respecto a una marca, tal como oposición, falsificación, simulación o apropiación indebida, así como la falsa indicación de procedencia de un producto, sólo serán competentes las autoridades de ese mismo Estado, con sujeción a sus propias leyes.

Párrafo 2. Cuando al propietario de una marca que pida el reconocimiento de derechos conforme a esta Convención, se le niegue en uno de los Estados signatarios la protección que esta Convención concede, y esa negativa se base en un registro prévio o en una solicitud pendiente, el propietario tendrá derecho a solicitar la cancelación de la marca registrada anteriormente y a obtener dicha cancelación, si probare, conforme a los procedimientos legales del Estado en que se solicite la cancelación, esa negativa y además, lo siguiente :

a) Que gozaba de protección legal para su marca en uno de los Estados signatarios antes de la fecha de la solicitud del registro que trata de anular ; o

b) Que el registrador no tenía derecho a la propriedad, uso o empleo de la marca registrada en la fecha de su depósito ; o

c) Que ha sido abandonada la marca protegida por el registro cuya cancelación solicita.

Párrafo 3. Transitorio. — Los que hayan solicitado los beneficios de esta Convención para sus marcas y no hayan obtenido protección en algunos Estados, podrán aprovecharse del derecho establecido en este artículo dentro del plazo de dos años, contado desde la fecha en que esta Convención reformada entre en vigor. Los que soliciten dichos beneficios posteriormente podrán hacer valer este derecho dentro del término de un año contado, en cada caso, desde el dia siguiente a la fecha en que la Oficina Interamericana respectiva reciba el aviso, de denegación de la protección.

Párrafo 4. No serán objecto de este recurso las marcas cuyo registro o depósito sea ya inatacable, según la ley nacional ; pero podrán serlo las renovaciones.

Párrafo 5. La comprobación de que una marca de fábrica encubre o simula la cualidad, naturaleza o procedencia reales de la mercaderia que protege, es causa de anulación del registro o depósito efectuado por médio de la Oficina Interamericana correspondiente.

Artículo VI.

Para los fines indicados en la presente Convención, se constituye una Unión de las Naciones Americanas que funcionará por médio de dos Oficinas Interamericanas, establecidas, una en la ciudad de Habana y otra en la de Rio de Janeiro.

Artículo VII.

Las Altas Partes Contratantes convienen en otorgar franqueo libre a la correspondiencia oficial de las Oficinas.

Artículo VIII.

Las Oficinas Interamericanas para el registro de marcas tendrán las siguientes funciones :

Párrafo 1. Llevar nota circunstanciada de las solicitudes de reconocimiento de marcas que reciban por médio de las oficinas nacionales y tramiten para los efectos de esta Convención, así como de las transferencias y demás datos que a dichas marcas se refieran.

Paragrapho 2º. Communicar a cada um dos Estados Contractantes os pedidos de reconhecimento recebidos para os devidos effeitos.

Paragrapho 3º. Repartir as quotas que receberem de accordo com as prescripções da alinea *b)* do Artigo I.

As Secretarias Interamericanas entregarão aos respectivos Governos ou aos seus Agentes devidamente autorizados na Havana e no Rio de Janeiro se aquelles assim o resolverem, os emolumentos fixados, na occasião de pedir o reconhecimento dos direitos allegados pelo peticionario de accordo com esta Convenção. O custo da remessa dos ditos emolumentos correrá por conta do Estado ao qual forem remettidos. As Secretarias Interamericanas enviarão aos interessados as quantias que lhes forem devolvidas.

Paragrapho 4º. Communicar ao Estado do primeiro registro ou deposito, para o conhecimento do proprietario da marca, os avisos recebidos dos outros Estados, relativamente á concessão, opposição ou recusa de protecção, ou qualquer outra circumstancia relativa á marca.

Paragrapho 5º. Publicar periodicamente boletins onde sejam noticiados os pedidos de protecção feitos de accordo com esta Convenção, recebidos e remettidos aos varios Estados segundo as estipulações desta Convenção, assim como documentos, informes, estudos e artigos sobre a protecção da propriedade industrial.

As Altas Partes Contractantes convêm em fornecer ás Secretarias Interamericanos todos os jornaes, revistas e outras publicações officiaes que contenham noticias de registro de marcas de fabrica e nomes commerciaes, assim como dos processos judiciarios e resoluções relativas a essa materia.

Paragrapho 6º. Effectuar toda investigação que o Governo de qualquer dos Estados signatarios lhes peça sobre as questões relacionadas com as marcas de fabrica e estimular o estudo de problemas, difficuldades e obstaculos que embaracem o funccionamento da Convenção.

Paragrapho 7º. Cooperar com os Governos dos Estados Contractantes na elaboração do material para as conferencias internacionaes sobre este assumpto ; apresentar aos ditos Estados as indicações que julguem uteis, assim como as opiniões que lhes sejam solicitadas sobre as modificações que devam ser introduzidas na presente Convenção ou nas leis relativas á propriedade industrial ; e, de um modo geral, facilitar a consecução dos objectivos desta Convenção.

Paragrapho 8º. Informar, pelo menos uma vez por anno, aos Governos contractantes sobre os trabalhos realisados pelas Secretarias.

Paragrapho 9º. Manter relações com Repartições analogas, com Sociedades e organisações scientificas e industriaes afim de trocar publicações, informes e dados que contribuam para o progresso do direito da propriedade industrial.

Paragrapho 10. Estabelecer, de accôrdo com as estipulações desta Convenção, os regulamentos que os Directores julguem necessarios para o trabalho interno das Secretarias.

Artigo IX.

A Secretaria estabelecida na cidade de Havana se entenderá com os Estados Contractantes sobre o registro ou deposito das marcas de commercio, de fabrica e de agricultura procedentes dos Estados Unidos da America, de Cuba, do Haití, da Republica Dominicana, da Guatemala, do Salvador, de Honduras, de Nicaragua, de Costa Rica, do Panamá, da Colombia e do Equador.

A Secretaria estabelecida na cidade do Rio de Janeiro tratará do registro das marcas procedentes do Brasil, do Uruguay, da Republica Argentina, do Paraguay, do Chile e da Venezuela.

Paragrapho Transitorio. A Secretaria Interamericana do Rio de Janeiro será installada logo que a presente Convenção haja sido ratificada por um terço dos Estados signatarios.

Artigo X.

As duas Secretarias Interamericanas serão consideradas como uma só e, afim de uniformisar o seu modo de proceder, fica resolvido :

Párrafo 2. Comunicar a cada uno de los Estados contratantes, las solicitudes de reconocímiento recibidas, para los efectos que correspondan.

Párrafo 3. Distribuir las cuotas que reciban, en conformidad a lo prescrito en el inciso *b)* del artículo I.

Las Oficinas Interamericanas harán a los respectivos Gobiernos o a sus Agentes debidamente autorizados en La Habana y en Rio de Janeiro, si aquéllos así lo resolvieren, los pagos estipulados, al tiempo de pedir el reconocimiento de los derechos alegados por el solicitante conforme a esta Convención. El costo de la remesa de dichos pagos será de cuenta del Estado a quien se haga. Las Oficinas Interamericanas harán llegar a los interesados las sumas que les sean devueltas.

Párrafo 4. Comunicar al Estado de primer registro o depósito, para conocimiento del proprietario de la marca, los avisos recibidos de los otros Estados, con respecto a la concesión, oposición o denegación de protección o cualquiera otra circunstancia que se relacione con la marca.

Párrafo 5. Publicar periódicamente boletines en que se dé noticia de las solicitudes de protección conforme a esta Convención recibidas de los distintos Estados y remitidas a ellos conforme a los preceptos de la Convención, así como documentos, informes, estudios y artículos sobre protección de la propriedal industrial.

Las Altas Partes Contratantes convienen en proporcionar a las Oficinas Interamericanas todas las gacetas, revistas y otras publicaciones oficiales que contengan noticias de registro de marcas de fábrica y nombres comerciales, así como de las actuaciones judiciales y resoluciones relacionadas con esta materia.

Párrafo 6. Llevar a efecto toda investigación que el Gobierno de cualquiera de los Estados signatarios les pída sobre esta materia, y fomentar el estudio de problemas, dificultades o obstáculos que entorpezcan el funcionamiento de la Convención.

Párrafo 7. Cooperar con los Gobiernos de los Estados contratantes en la preparación del material para conferencias internacionales sobre esta materia presentar a dichos Estados las indicaciones que estimen útiles y las opiniones que se les soliciten sobre las modificaciones que deban introducirse en la presente Convención o las leyes que afecten la propiedad industrial ; y, en general, facilitar la realización de los fines de esta Convención.

Párrafo 8. Dar cuenta a los Gobiernos contratantes, por lo menos una vez al año, de los trabajos realizados por las Oficinas.

Párrafo 9. Mantener relaciones con oficinas análogas, con sociedades y organizaciones científicas e industriales, para el canje de publicaciones, informes y datos que tiendan al progreso del derecho de la propiedad industrial.

Párrafo 10. Establecer, de acuerdo con las estipulaciones de esta Convención, los preceptos que los Directores estimen necesarios para el manejo interno de las Oficinas.

Artículo IX.

La Oficina establecida en la ciudad de La Habana gestionará ante los Estados contratantes el registro o depósito de las marcas de comercio, de fábrica y de agricultura que procedan de los Estados Unidos de América, Cuba, Haití, República Dominicana, Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panamá, Colombia y Ecuador.

La Oficina establecida en la ciudad de Rio de Janeiro gestionará el registro de las marcas que procedan del Brasil, Uruguay, la República Argentina, Paraguay, Chile y Venezuela.

Párrafo transitorio. — La Oficina Interamericana de Río de Janeiro se instalará tan pronto como la presente Convención haya sido ratificada por un tercio de los Estados signatarios.

Artículo X.

Las dos Oficinas Interamericanas se considerarán como una sola y, con el objeto de uniformar sus procedimientos, se dispone :

a) Que ambas adoptem um mesmo systema de livros de contabilidade ;
b) Que cada qual remetta á outra copias de todos requerimentos, registros, communicações e mais documentos relativos ao reconhecimento dos direitos dos proprietarios de marcas.

Artigo XI.

As Secretarias Interamericanas se regerão por um só regulamento, redigido de conformidade pelos Governos das Republicas de Cuba e dos Estados Unidos do Brasil.

Artigo XII.

A parte dos direitos que cada Secretaria receber e que fôr para isso estipulada pela presente Convenção será destinada ao custeio da mesma ; terá igual destino o producto da venda de publicações a particulares. Se essas quantias não forem sufficientes, o deficit será coberto pelos Estados Contractantes da seguinte maneira :

80 % do deficit total do orçamento vigente de ambas as Secretarias serão pagos pelos Estados Contractantes proporcionalmente ao numero de marcas que annualmente houverem feito registrar por intermedio das Secretarias Interamericanas, e os restantes vinte por cento, pelos mesmos Estados proporcionalmente ao numero de marcas que tiverem registrado a pedido das Secretarias Interamericanas.

O saldo annual que se verificar em uma das Secretarias será applicado na diminuição do deficit que se verificar na outra.

As Secretarias Interamericanas não incorrerão em dispendio ou compromisso não previsto em seus orçamentos definitivos e para o qual não existam fundos disponiveis na occasião em que se deva attender a tal dispendio ou compromisso.

O orçamento provisorio das despezas annuaes de cada uma das Secretarias será submettido á approvação do Governo do paiz em que tenha séde, e será communicado aos Estados Contractantes para as observações que julguem conveniente fazer.

A fiscalisação das contas de cada Secretaria Interamericana será feita por um funccionario autorisado pelo Governo do paiz da respectiva séde e o seu relatorio será remettido pelo Director da Secretaria aos Estados Contractantes, pela via diplomatica.

Artigo XIII.

As marcas que gozarem da protecção da Convenção de 1910 continuarão sendo protegidas sem pagamento de emolumento algum aos Estados Contractantes.

As Altas Partes Contractantes convêm em continuar a conceder a protecção de suas leis de accordo com a Convenção de 1910, se a tiverem ratificado, a todas as marcas que forem recebidas até o dia em que no seu territorio entre em vigor a Convenção reformada.

Artigo XIV.

As ratificações ou adhesões a esta Convenção serão communicadas ao Governo da Republica do Chile, o qual as communicará aos demais Estados signatarios ou adherentes. Essas communicações farão as vezes de permuta. A Convenção reformada entrará em vigor trinta dias depois que o Governo do Chile receba aviso da sua ratificação por um numero de Estados igual a um terço dos Estados signatarios ; e desde esse momento deixará de vigorar a Convenção firmada em 20 de Agosto de 1910, sem prejuizo do que se estipulou no artigo XIII da presente Convenção.

a) Que ambas adopten un mismo sistema de libros y de contabilidad ;
b) Que se remitan, recíprocamente, copias de todas las solicitudes, registros, comunicaciones y demás documentos que se refieran al reconocimiento de los derechos de los propietarios de marcas.

Artículo XI.

Las Oficinas Interamericanas se regirán por un mismo Reglamento, redactado de acuerdo entre los Gobiernos de las Repúblicas de Cuba y de los Estados Unidos del Brasil.

Artículo XII.

Se dedicará al costo del sostenimiento y funcionamiento de cada Oficina Interamericana la parte de los derechos recibidos por la misma, destinados a este propósito, conforme a lo determinado en esta Convención, y el producto de la venta de sus publicaciones a particulares ; y si esas sumas no bastaren, el exceso del costo será pagado por los Estados contratantes en la forma siguiente :

El déficit total del presupuesto de funcionamiento de ambas Oficinas será cubierto en un ochenta por ciento por los Estados contratantes en proporción al número de marcas que anualmente hayan hecho registrar por medio de las Oficinas Interamericanas, y el veinte por ciento restante, por los mismos Estados, en proporción al número de marcas que hayan registrado a pedido de las Oficinas Interamericanas.

El saldo sobrante anual que hubiere en una Oficina, se aplicará a disminuir el déficit que pudiera haber en la otra.

Las Oficinas Interamericanas no incurrirán en gasto o compromiso alguno que no aparezca en sus presupuestos definitivos y para el cual no existan fondos disponibles en la época en que hubiera de incurrirse en dicho gasto o compromiso.

El presupuesto provisional de gastos anuales de cada una de las Oficinas se someterá a la aprobación del Gobierno del país en que tenga su sede, y se comunicará a los Estados contratantes para las observaciones que juzguen conveniente hacer.

La fiscalización de las cuentas de las Oficinas Interamericanas la hará el funcionario autorizado por el respectivo Gobierno, y su informe lo remitirán los Directores de las Oficinas a los Estados contratantes, por la vía diplomática.

Artículo XIII.

Las marcas que gocen de la protección de la Convención de 1910 continuarán siendo protegidas sin pago de derecho alguno a los Estados contratantes.

Las Altas Partes Contratantes convienen en continuar otorgando la protección de sus leyes de acuerdo con la Convención de 1910, si la hubieren ratificado, a todas las marcas que se reciban hasta el día en que rija en ellas la Convención reformada.

Artículo XIV.

Las ratificaciones o adhesiones a esta Convención serán comunicadas al Gobierno de la República de Chile, el cual las hará saber a los demás Estados signatarios o adherentes. Estas comunicaciones harán las veces de canje de ratificaciones. La convención reformada entrará en vigor treinta dias después de que reciba el Gobierno de Chile aviso de su ratificación por un número de Estados que constituya un tercio de los Estados signatarios ; y desde ese momento cesará la Convención firmada el 20 de Agosto de 1910, sin prejuicio de lo que se previene en el artículo XIII de la presente Convención .

O Governo do Chile se compromette a notificar, pelas vias telegraphica e postal, a todos os Estados signatotios e adherentes, a data em que a Convenção em sua fórma actual entrará em vigor de accordo com o que prevê este artigo.

Artigo XV.

Os Estados Americanos que não estiverem representados nesta Conferencia poderão adherir a esta Convenção communicando a sua decisão em devida fórma ao Governo da Republica do Chile ; elles serão incorporados ao grupo a que desejarem pertencer.

Artigo XVI.

O Estado Contractante que julgar conveniente desligar-se desta Convenção o fará saber ao Governo da Republica do Chile, o qual dará disso communicação aos demais Estados signatarios, e um anno depois de recebida tal notificação cessará a vigencia desta Convenção, relativamente ao Estado que a tiver denunciado ; tal denuncia não affectará, entretanto, os direitos previamente adquiridos em virtude desta Convenção.

Artigo XVII.

As Secretarios Interamericanas continuarão funccionando emquanto permaneçam adherentes a esta Convenção não menos da metade dos Estados que a tiverem ratificado. Se o numero de Estados adherentes á Convenção se reduzir a menos da metade, as Secretarias serão liquidadas sob a direcção dos Governos de Cuba e do Brasil, e os fundos serão distribuidos entre os Estados adherentes na mesma proporção em que teriam, respectivamente, de contribuir para a sua manutenção. Os edificios e outras propriedades materiaes das Secretarias passarão a ser propriedades dos Governos de Cuba e do Brasil, respectivamente, como reconhecimento dos serviços prestados por essas Republicas para tornar exequivel a Convenção ; porém os referidos Governos se compromettem a dedicar essas propriedades a fins de caracter essencialmente interamericano.

As Altas Partes Contractantes convêm em acceitar como definitiva toda providencia que fôr tomada para liquidação das Secretarias.

A cessação da Convenção não affectará os direitos adquiridos durante o tempo em que tiver estado vigente.

Artigo XVIII.

As divergencias entre os Estados Contractantes relativas á interpretação ou execução d esta Convencão serão resolvidas poi arbitramento.

APPENDICE.

DISPOSIÇÕES REGULAMENTARES.

Artigo I.

Todo requerimento de concessão da protecção, de accordo com a Convenção da qual é parte este Appendice, deve ser apresentado pelo proprietario da marca ou o seu representante legal á Administração de Estado de primeiro registro ou deposito, segundo as prescripções dos respectivos regulamentos, e acompanhada de uma ordem de pagamento ao Director da respectiva Secretaria Interamericana, pela

El Gobierno de Chile se compromete a notificar, por las vías telegráphica y postal, a todos los Estados signatarios y adherentes, la fecha en que la Convención en su forma actual éntre en vigor conforme a lo prevenido en este artículo.

Artículo XV.

Los Estados americanos que no han estado representados en esta Conferencia podrán adherirse a esta Convención comunicando su decisión en debida formal al Gobierno de la República de Chile, debiendo ser incorporados al grupo a que deseen pertenecer.

Artículo XVI.

El Estado contratante que creyere conveniente desligarse de esta Convención lo hará saber al Gobierno de la República de Chile, el cual lo comunicará a los demás Estados signatarios ; y, un año después de recibida la comunicación respectiva, cesará la vigencia de esta Convención respecto del Estado que la hubiere denunciado ; pero esta denuncia no afectará los derechos previamente adquiridos conforme a esta Convención.

Artículo XVII.

Las Oficinas Interamericanas continuarán funcionando mientras permanezcan adheridos a la Convención no menos de la mitad de los Estados ratificantes. Si el número de Estados adherentes a la Convención se redujere a menos de la mitad, se liquidarán las Oficinas bajo la dirección de los Gobiernos de Cuba y del Brasil, y se distribuirán sus fondos entre los Estados adherentes en la misma proporción en que ellos, en su caso, hubieran de contribuir para sostenerla. Los edificios y otras propiedades materiales de las Oficinas pasarán a ser propiedad de los Gobiernos de Cuba y del Brasil, respectivamente, en reconocimiento de los servicios de esas Repúblicas para llevar a la práctica la Convención ; pero dichos Gobiernos se comprometen a dedicar esas propiedades a objetos de carácter esencialmente interamericano.

Las Altas Partes Contratantes convienen en aceptar como definitiva toda disposición que se tome para la liquidación de las Oficinas.

La terminación de la Convención no afectará los derechos adquiridos durante el tiempo en que haya estado en vigor.

Artículo XVIII.

Las diferencias entre los Estados contratantes, relativas a la interpretación o ejecución de esta Convención, se decidirán por arbitraje.

APENDICE.

DISPOSICIONES REGLAMENTARIAS.

Artículo I.

Toda solicitud para obtener protección conforme a la Convención de la cual forma parte este Apéndice, debe ser presentada por el dueño de la marca o su representante legal a la Administración del Estado de primer registro o depósito, de la manera prescrita por los reglamentos respectivos, y acompañada de un giro pagadero al Director de la Oficina Interamericana respectiva, por la suma correspondiente,

quantia correspondente, conforme esta Convenção. O pedido e a ordem de pagamento deverão ser acompanhados de um *cliché* que reproduza a marca tal como tiver sido registrada no Estado de primeiro registro ou deposito, e das mesmas dimensões exigidas no Estado de primeiro registro ou deposito.

Artigo II.

Desde que a referida Administração Nacional constate que o registro da marca é regular e está em vigor, transmittirá á Secretaria Interamericana correspondente :

a) A ordem de pagamento ;
b) O *cliché* da marca ;
c) Um certificado em duplicata que contenha os seguintes dados :

1º. O nome e o endereço do proprietario da marca ;
2º. A data do pedido de registro no Estado de primeiro registro ou deposito ;
3º. A data do registro da marca no dito Estado ;
4º. O numero de ordem desse registro ;
5º. A data de expiração da protecção da marca no Estado de primeiro registro ou deposito ;
6º. Um *fac-simile* da marca ;
7º. Uma especificação dos productos aos quaes a marca se applicará ;
8º. A data do pedido do reconhecimento de direitos de accordo com esta Convenção.

Quando o peticionario desejar que a côr seja protegida como elemento distinctivo da marca, enviará trinta copias da marca impressas em papel, com reproducção das côres e uma breve descripção da marca.

Artigo III.

A respectiva Secretaria Interamericana, ao receber da Repartição do Estado do primeiro registro ou deposito a communicação mencionada no artigo anterior, assentará todos os dados em seus livros e communicará á Repartição do Estado remettente o recebimento do requerimento, o numero e a data da annotação.

Artigo IV.

A Secretaria Interamericana respectiva enviará copias dos assentamentos, com todos detalhes necessarios, ás Administrações dos Estados que tiverem ratificado a Convenção e onde seja pedida a protecção ; e, com caracter puramente informativo, aos demais Estados Contractantes.

Artigo V.

As Secretarias Interamericanas publicarão em seus boletins reproducções das marcas recebidas e as necessarias informações.

Artigo VI.

O aviso de acceitação, opposição ou recusa de uma marca por parte dos Estados Contractantes será transmittido pela respectiva Secretaria Interamericana á Administração do Estado do primeiro registro ou deposito para que esta o communique aos interessados.

Artigo VII.

As Secretarias Interamericanas annotarão em seus livros a mudança de propriedade de marcas que lhes forem communicadas e enviarão a respectiva notificação aos outros Estados Contractantes.

según la Convención. La solicitud y el giro deberán ir acompañados de un clisé que reproduzca la marca como haya sido registrada en el Estado de primer registro o depósito, y con las dimensiones exigidas en el Estado de primer registro o depósito.

Artículo II.

Luego que dicha Administración Nacional se cerciore de que el registro de la marca es regular y está en vigor, transmitirá a la Oficina Interamericana correspondiente :

a) El giro ;
b) El clisé de la marca ;
c) Un certificado por duplicado que contenga los siguientes datos :

1. El nombre y dirección del propietario de la marca ;
2. La fecha de la solicitud de registro en el Estado de primer registro o depósito ;
3. La fecha del registro de la marca en el mismo Estado ;
4. El número de orden de ese registro ;
5. La fecha en que expire la protección de la marca en el Estado de primer registro o depósito ;
6. Un facsimil de la marca ;
7. Una especificación de los productos en que se usa la marca ;
8. La fecha de solicitud de reconocimiento de derechos conforme a esta Convención.

Cuando el solicitante deseare que el color sea protegido como elemento distintivo de la marca, enviará treinta copias de la marca, impresas en papel, con los colores reproducidos, y una breve descripción de la misma.

Artículo III.

La Oficina Interamericana respectiva, al recibir de la Oficina del Estado del primer registro o depósito la comunicación mencionada en el artículo anterior, inscribirá todos los datos en sus libros y notificará a la Oficina del Estado remitente el recibo de la solicitud, y el numero y la fecha del asiento.

Artículo IV.

La Oficina Interamericana respectiva enviará copias de la partida del asiento, que contengan todos los detalles necesarios, a las Administraciones de los Estados en donde la Convención haya sido ratificada y se solicite la protección : y, con fines puramente informativos, a los demás Estados contratantes.

Artículo V.

Las Oficinas Interamericanas publicarán en sus boletines reproducciones de las marcas recibidas y los datos que sean necesarios.

Artículo VI.

El aviso de aceptación, oposición o rechazo de una marca por parte de los Estados contratantes, será transmitido por la Oficina Interamericana respectiva a la Administración del Estado de primer registro o depósito para que ésta lo comunique a los interesados.

Artículo VII.

Las Oficinas Interamericanas anotarán en sus libros los cambios de propiedad de marcas que se les comuniquen y enviarán la notificación correspondiente a los otros Estados contratantes.

Artigo VIII.

Os Directores das Secretarias Interamericanas nomearão ou removerão, a seu juizo, os funccionarios ou empregados de suas Secretarias e communicarão essas decisões aos Governos sos paizes de sua séde.

Em fé do que os referidos Plenipotenciarios assignam e sellam a presente Convenção em Santiago do Chile, aos vinte e oito dias do mez de Abril do anno de mil novecentos vinte e tres, em hespanhol inglez, portuguez e francez. Esta Convenção será depositada no Ministerio das Relações Exteriores da Republica do Chile afim de que se tirem copias authenticadas que serão enviadas, pela via diplomatica, a cada um dos Estados signatarios.

(Assignado) por *Venezuela :* CÉSAR ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; por *Panamá :* NARCISO GARAY, JOSÉ LEFÈVRE ; pelos *Estados Unidos da America do Norte :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, LEO S. ROWE ; pelo *Uruguay :* J. ANTONIO BUERO, EUGENIO MARTINEZ THEDY ; pelo *Equador :* RAFAEL M. ARIZAGA, JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE, ALBERTO MUÑOZ VERNAZA ; pelo *Chile :* AGUSTIN EDWARDS, MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE SOLAR, LUIS BARROS BORGOÑO, EMILIO BELLO CODESIDO, ANTONIO HUNEEUS, ALCIBIADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RIO ; por *Guatemala :* EDUARDO POIRIER, MÁXIMO SOTO HALL ; por *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; por *Costa-Rica :* ALEJANDRO ALVARADO QUIROS ; pelos *Estados Unidos do Brasil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, SYLVINO GURGEL DO AMARAL, J. DE P. RODRIGUES ALVES, A. DE IPANEMA MOREIRA, HELIO LOBO ; pelo *São Salvador :* CECILIO BUSTAMANTE ; por *Colombia :* GUILLERMO VALENCIA, LAUREANO GÓMEZ, CARLOS URIBE ECHEVERRI ; por *Cuba :* JOSÉ C. VIDAL Y CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, ARISTIDES AGÜERO, MANUEL MÁRQUEZ STERLING ; por *Paraguay :* MANUEL GONDRA ; pela *Republica Dominicana :* TULIO M. CESTERO ; por *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA MUJICA ; pela *Argentina :* MANUEL MONTES DE OCA, FERNANDO SAGUIER, MANUEL E. MALBRÁN ; por *Haití :* ARTHUR RAMEAU.

Artículo VIII.

Los Directores de las Oficinas Interamericanas nombrarán o removerán a su arbitrio a los funcionarios o empleados de sus oficinas, y comunicarán estas determinaciones a los Gobiernos de los países en que tengan su sede.

Em testimonio de lo cual, firman y sellan la presente Convención en Santiago de Chile, a los veintiocho días del mes de Abril del año mil novecientos veintitrés, en castellano, inglés, portugués y francés. Esta Convención se depositará en el Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Chile a fin de que se saquen copias certificadas para enviarlas, por la vía diplomática, a cada uno de los Estados Signatarios.

(Firmado) por *Venezuela :* CÉSAR ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; por *Panamá :* NARCISO GARAY, JOSÉ LEFEVRE ; por *Estados Unidos de América :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, LEO S. ROWE ; por *Uruguay :* J. ANTONIO BUERO, EUGENIO MARTINEZ THEDY ; por *Ecuador :* RAFAEL M. ARÍZAGA, JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE, ALBERTO MUÑOZ VERNAZA ; por *Chile :* AGUSTÍN EDWARDS, MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE SOLAR, LUIS BARROS BORGOÑO, EMILIO BELLO CODESIDO, ANTONIO HUNEEUS, ALCIBIADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RIO ; por *Guatemala :* EDUARDO POIRIER, MÁXIMO SOTO HALL ; por *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; por *Costa Rica :* ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS ; por *Estados Unidos del Brasil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, SYLVINO GURGEL DO AMARAL, J. DE P. RODRIGUES ALVES, A. DE IPANEMA MOREIRA, HELIO LOBO ; por *El Salvador :* CECILIO BUSTAMANTE ; por *Colombia :* GUILLERMO VALENCIA, LAUREANO GÓMEZ, CARLOS URIBE ECHEVERRY; por *Cuba :* JOSÉ C. VIDAL Y CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, ARÍSTIDES AGÜERO, MANUEL MÁRQUEZ STERLING ; por *Paraguay :* MANUEL GONDRA ; por la *República Dominicana :* TULIO M. CESTERO ; por *Honduras :* BENJAMÍN VILLASECA MUJICA ; por *Argentina :* MANUEL AUGUSTO MONTES DE OCA, FERNANDO SAGUIER, MANUEL E. MALBRÁN ; por *Haití* : ARTURO RAMEAU.

No. 832. — CONVENTION FOR THE PROTECTION OF COMMERCIAL, INDUSTRIAL AND AGRICULTURAL TRADE-MARKS AND COMMERCIAL NAMES, SIGNED ET SANTIAGO, CHILE, APRIL 28, 1923.

Their Excellencies the Presidents of Venezuela, Panama, United States of America, Uruguay Ecuador, Chile, Guatemala, Nicaragua, Costa Rica, Brazil, Salvador, Colombia, Cuba, Paraguay, Dominican Republic, Honduras, Argentine Republic and Haiti,

Being desirous that their respective countries may be represented at the Fifth International Conference of American States, have sent thereto the following Delegates, duly authorised to approve the recommendations, resolutions, conventions and treaties which they might deem advantageous to the interest of America :

VENEZUELA : César Zumeta, José Austria ;
PANAMA : Narciso Garay, José Lefevre ;
UNITED STATES OF AMERICA : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, Frank C. Partridge, George E. Vincent, William Eric Fowler, Leo S. Rowe ;
URUGUAY : J. Antonio Buero, Eugenio Martinez Thedy ;
ECUADOR : Rafael M. Arízaga, José Rafael Bustamante, Dr. Alberto Muñoz Vernaza ;
CHILE : Agustin Edwards, Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luiz Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibíades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio ;
GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall ;
NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo ;
COSTA RICA : Alejandro Alvara do Quirós ;
UNITED STATES OF BRAZIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, J. de P. Rodrigues Alves, A. de Ipanema Moreira, Helio Lobo ;
EL SALVADOR : Cecilio Bustamante ;
COLOMBIA : Guillermo Valencia, Laureano Gómez, Carlos Uribe Echeverri ;
CUBA : José C. Vidal y Caro, Carlos Garcia Vélez, Aristides Agüero, Mauoel Márquez Sterling ;
PARAGUAY : Manuel Gondra ;
DOMINICAN REPUBLIC : Tulio M. Cestero ;
HONDURAS : Benjamin Villaseca Mujica ;
ARGENTINE REPUBLIC : Manuel Augusto Montes de Oca, Fernando Saguier, Manuel Malbrán ;

HAITI : Arturo Rameau.

Who, after presenting their credentials and the same having been found in due and proper form, have agreed upon the following Convention for the Protection of Commercial, Industrial and Agricultural Trade-Marks, and Commercial Names, which shall be regarded as revision of the Convention of Buenos Aires of 1910.

Article I.

Section 1. The High Contracting Parties agree that any commercial, industrial or agricultural trade-mark registered or deposited in any of the States signatory of the Convention, by a person domiciled in any of such States, either directly or through his duly authorised representative, may obtain in the other signatory States the same protection granted by them to the mark registered

No. 832. — CONVENTION POUR LA PROTECTION DES MARQUES DE FABRIQUE, COMMERCE ET AGRICULTURE ET NOMS COMMERCIAUX, SIGNÉE A SANTIAGO DE CHILI, LE 28 AVRIL 1923.

LL. EE. les Présidents du Vénézuéla, de Panama, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Uruguay, de l'Equateur, du Chili, du Guatémala, du Nicaragua, de Costa-Rica, du Brésil, du Salvador, de la Colombie, de Cuba, du Paraguay, de la République Dominicaine, du Honduras, de la République Argentine et d'Haïti ;

Désirant que leurs pays respectifs soient représentés à la Cinquième Conférence Internationale Américaine, y ont envoyé, dûment autorisés, pour approuver les Recommandations, Résolutions, Conventions et Traités qu'ils jugeraient utiles aux intérêts de l'Amérique, Messieurs les Délégués dont les noms suivent :

VÉNÉZUÉLA : César Zumeta, José Austria.
PANAMA : Narciso Garay, José E. Lefevre.
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe.
URUGUAY : J. Antonio Buero, Eugenio Martinez Thedy.
ÉQUATEUR : Rafael M. Arízaga, José Rafael Bustamante, Dr. Alberto Muñoz Vernaza.
CHILI : Agustin Edwards, Manoel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luis Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibíades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio.
GUATÉMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall.
NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo.
COSTA-RICA : Alejandro Alvarado Quirós.
ETATS-UNIS DU BRÉSIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, J. de P. Rodriguez Alves, A. de Ipanema Moreira, Helio Lobo.
LE SALVADOR : Cecilio Bustamante.
COLOMBIE : Guillermo Valencia, Laureano Gómez, Carlos Uribe Echeverri.
CUBA : José C. Vidaly Caro, Carlos Garcia Vélez, Aristides Aguero, Manoel Márquez Sterling.
PARAGUAY : Manoel Gondra.
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : Tulio M. Cestero.
HONDURAS : Benjamin Villaseca Mujica.
RÉPUBLIQUE ARGENTINE : Manoel Augusto Montes de Oca, Fernando Saguier, Manoel E. Malbrán.
HAÏTI : Arthur Rameau.

Lesquels, après avoir communiqué leurs pouvoirs à la Conférence, qui les a trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes, qui modifient la Convention de 1910, pour la protection des marques de fabrique, de commerce, d'agriculture, et des noms commerciaux.

Article I.

Paragraphe 1. Toute personne, domiciliée dans l'un des Etats signataires de la présente Convention, qui aura déposé ou fait enregistrer une marque de fabrique, de commerce ou d'agriculture, soit directement ou par l'intermédiaire de son représentant légal, pourra obtenir dans les autres Etats, une protection identique à celle qui est accordée aux marques enregistrées ou déposées dans

or deposited in their own territory, without prejudice to the rights of third parties and provided that the formalities and conditions required by the domestic law of each State, as well as the following requirements, are complied with :

(a) Any person interested in the registration or deposit of the mark shall present to the proper Inter-American Bureau, through the proper office of the State of first registration or deposit, an application for recognition of the rights claimed, in accordance, with the requirements prescribed in the Appendix of this Convention, which is declared to be a part hereof.

(b) He shall pay, besides the fees of charges established by the domestic legislation of each State in which recognition of rights is desired, and other expenses incident to such recognition, a fee equivalent in value to fifty dollars ($ 50) United States gold, this sum to be paid only once for each period and for a single mark. Such fee shall be used to cover the expenses of the said Inter-American Bureau.

Section 2. The period during which protection is granted shall be the same as that accorded by the laws of the particular State.

Section 3. Protection under this Convention may be renewed at the expiration of each period upon fulfilment of the requirements set forth in paragraph *(b)* hereof. Application for renewal may also be made by the interested party directly to the proper Inter-American Bureau.

Section 4. Commercial names shall be protected in all the signatory States, without deposit or registration, whether the same form part of a trade-mark or not, in accordance with the domestic law of each State.

Article II.

The date of filing in the State where first application is made for registration or deposit through the proper Inter-American Bureau, in the absence of other proof of ownership of a mark, shall determine priority for the registration or deposit of such mark in any of the signatory States.

Article III.

Section 1. Each signatory State, upon receipt of an application for recognition communicated by the proper Inter-American Bureau, shall determine whether protection can be granted in accordance with its laws, and notify the Inter-American Bureau as soon as possible of its decision.

Section 2. In case objection is made to the registration or deposit of a mark under this Convention, the term to answer such objection in the country where it is made shall begin ninety days after the date of sending notice of such objection to the proper Inter-American Bureau. This Bureau shall have no other part in the controversy originated by the opposition.

Article IV.

The transfer of a mark registered or deposited in one of the contracting States shall be equally recognised in each one of the other States with the same force and effect as if made in accordance with the respective laws of each one of those States, provided that the mark transferred is a mark registered or deposited in the country where the recognition of transference under this Convention is applied for, and provided that the principles of Article V of this Convention are not impaired. Notification of transfer shall be made through the proper office of the State of first registration or deposit and the proper Inter-American Bureau upon payment of the fees corresponding to each State for such transference.

leur propre territoire, sans préjudice des droits des tiers. L'intéressé devra se soumettre aux formalités prescrites par la législation interne de chaque Etat et satisfaire aux conditions suivantes :

a) Faire passer, par l'intermédiaire de l'Office auquel est rattaché l'Etat où la première inscription a été faite, la demande de reconnaissance de ses droits, qui sera transmise à l'Office Interaméricain respectif, conformément aux conditions indiquées à l'Appendice qui fait partie intégrante de cette Convention.

b) Payer les droits et émoluments fixés par la législation interne de chaque Etat où il demandera la reconnaissance de ses droits; acquitter les autres frais que cette reconnaissance occasionnera; verser, de plus, une somme équivalente à cinquante dollars-or américain, en une seule fois pour chaque période et pour une même marque. Cette somme sera destinée à couvrir les frais de l'Office Interaméricain respectif.

Paragraphe 2. La durée de la protection sera la même que celle accordée aux marques par les lois de l'Etat respectif.

Paragraphe 3. A la fin de chaque période l'inscription donnant droit à la protection que cette Convention accorde pourra être renouvelée dans chaque Etat suivant les conditions établies à la lettre *b)* de cet article. L'intéressé pourra aussi présenter directement à l'Office Interaméricain respectif la demande de renouvellement.

Paragraphe 4. Les noms commerciaux, faisant ou non partie d'une marque, seront protégés dans tous les pays signataires conformément à la loi interne de chaque Etat sans être tenus au dépôt ou à l'enregistrement.

Article II.

La priorité, pour obtenir l'enregistrement ou le dépôt d'une marque par l'intermédiaire de l'Office Interaméricain respectif, sera déterminée, à défaut d'autres preuves de propriété de celle-ci, par la date de la première inscription ou dépôt dans l'un des Etats signataires.

Article III.

Paragraphe 1. Dès la réception d'une demande de reconnaissance de droits, transmise par l'Office Interaméricain respectif, les Etats contractants détermineront si, d'après leurs propres lois, la protection peut être accordée, et notifieront, dans le plus bref délai, leur résolution au même Office Interaméricain.

Paragraphe 2. Le délai accordé pour répondre à une opposition d'enregistrement ou de dépôt d'une marque conformément à cette Convention, commencera à compter, dans l'Etat où elle sera formulée, quatre-vingt-dix jours après la remise de l'avis d'opposition à l'Office Interaméricain respectif, qui n'aura aucune autre intervention dans la procédure relative à cette opposition.

Article IV.

Le transfert d'une marque enregistrée ou déposée dans l'un des Etats contractants sera reconnu également dans chacun des autres Etats, avec la même force et les mêmes effets que s il était effectué d'après ses lois respectives, pourvu qu'il s'agisse d'une marque qui ait été enregistrée ou déposée dans l'Etat où sera demandée la reconnaissance du transfert conformément à cette Convention, et tant qu'il n'y aura pas contravention aux bases de l'article V. Le transfert sera notifié par l'Administration de l'État du premier enregistrement ou dépôt et par l'Office Interaméricain respectif, après paiement du droit correspondant au dit transfert dans chaque État.

Article V.

Section 1. In any civil, criminal or administrative proceeding arising in a country with respect to a mark, such as opposition, falsification, imitation or unauthorised appropriation, as also the false representation as to the origin of a product, the domestic authorities of the same State alone shall have jurisdiction thereof, and the precepts of law and procedure of that State shall be observed.

Section 2. When refused protection under this Convention in a signatory State because of prior registration or a pending application for registration, the proprietor of a mark claiming recognition of right under this Convention shall have the right to seek and obtain the cancellation of the previously registered mark, upon proving, according to the procedure by law of the country where cancellation is sought, such refusal, and either :

(a) That he had legal protection for his mark in any of the contracting States before that date of application for the registration which he seeks to cancel ; or

(b) That the registrant had no right to the ownership, use or employment of the registered mark at the date of its deposit ; or

(c) That the mark covered by the registration which he seeks to cancel has been abandoned.

Section 3. Transitory. Those who have heretofore sought the benefits of this Convention for their marks and who have been denied protection in certain States, may avail themselves of the right established in this article within two years after the present revision enters into effect. Those who subsequently seek to secure the benefits of the Convention shall have a period of one year calculated in each instance from the day following that of the receipt by the proper Inter-American Bureau of notice of refusal of protection, within which they may avail themselves of this right.

Section 4. This recourse shall not be applicable to trade-marks the registration or deposit of which is already beyond question under national legislation ; but it shall apply to renewals.

Section 5. The proof that a trade-mark conceals or misrepresents the true quality, nature or origin of the merchandise covered by it, shall be cause for cancellation of the registration or deposit effected through the respective Inter-American Bureau.

Article VI.

For the purposes indicated in the present Convention, a union of American nations is hereby constituted which shall act through two international bureaus, established one in the city of Havana and the other in the city of Rio de Janeiro.

Article VII.

The High Contracting Parties agree to confer the postal frank on the official correspondence of the bureaus.

Article VIII.

The Inter-American Bureaus for the registration of trade-marks shall have the following duties :

Section 1. To keep a detailed record of the applications for the recognition of marks received through the national offices of registration of this Convention, as well as of all assignments or transfers thereof and all notices pertaining thereto.

Section 2. To communicate to each of the contracting States, for such action as may be necessary, the application for recognition received.

Section 3. To distribute the fees received, in accordance with the provisions of paragraph *(b)*, Article I.

Article V.

Paragraphe 1. Toute question d'ordre civil, criminel ou administratif — telle que : opposition, contrefaçon, imitation, ou détournement et fausse indication sur la provenance d'un produit — soulevée au sujet d'une marque, sera déférée aux autorités compétentes, agissant conformément aux lois de l'Etat où elle se produira.

Paragraphe 2. Lorque, dans l'un des Etats signataires, le propriétaire d'une marque qui demandera la reconnaissance de ses droits, se verra refuser la protection établie par la présente Convention, et que ce refus sera basé sur un enregistrement préalable ou une demande pendante, l'annulation de la marque enregistrée antérieurement pourra être demandée et obtenue, suivant la procédure légale de l'Etat où elle sera sollicitée, si le propriétaire prouve, en outre du refus d'inscription, ce qui suit :

a) Que sa marque jouissait de la protection légale dans l'un des Etats signataires avant la date de la demande d'enregistrement qu'il cherche à annuler ; ou

b) Que l'enregistreur n'avait pas droit à la propriété, à l'usage ou à l'emploi de la marque de fabrique enregistrée à la date de son dépôt ; ou

c) Que la marque protégée par l'enregistrement dont il demande l'annulation a été abandonnée.

Paragraphe 3. Transitoire : Toute personne qui aura sollicité dans certains Etats le bénéfice de cette Convention pour ses marques sans pouvoir l'obtenir pourra profiter du droit établi par cet article dans un délai de deux ans, à partir de la date de mise en application de cette Convention réformée. Postérieurement, l'intéressé pourra faire valoir ce droit dans le délai d'un an, à compter, pour chaque cas, du lendemain du jour où l'Office Interaméricain respectif recevra avis du rejet de la demande de protection.

Paragraphe 4. Les marques dont l'enregistrement ou dépôt sera inattaquable d'après la loi nationale, ne seront point l'objet de ce recours, mais les renouvellements pourront l'être.

Paragraphe 5. S'il est démontré qu'une marque de fabrique cache ou simule la qualité, nature ou provenance réelles d'une marchandise, l'annulation d'enregistrement ou de dépôt, effectué par l'intermédiaire de l'Office Interaméricain correspondant, peut s'ensuivre.

Article VI.

Aux fins indiquées, par la présente Convention, une Union des nations américaines est instituée et fonctionnera à l'aide de deux Offices Interaméricains établis, l'un dans la ville de La Havane et l'autre à Rio de Janeiro.

Article VII.

Les Hautes Parties contractantes conviennent d'accorder la franchise de port à la correspondance officielle des Offices.

Article VIII.

Les Offices Interaméricains, pour l'enregistrement des marques, auront les fonctions suivantes :

Paragraphe 1. Prendre note détaillée des demandes de reconnaissance de marques, transmises par l'intermédiaire des bureaux nationaux. Leur donner cours, selon cette Convention. Tenir compte des transferts et autres renseignements se rapportant à ces marques.

Paragraphe 2. Communiquer à chacun des Etats contractants, pour la suite à donner, les demandes de reconnaissance reçues.

Paragraphe 3. Distribuer les cotes qu'ils recevront, conformément aux prescriptions de la lettre *b)* de l'article I.

The Inter-American Bureaus shall remit to the proper Governments or, if the Governments should so desire, to their local representatives in Havana and Rio de Janeiro, duly authorised therefore, the charges stipulated, at the time when recognition of the alleged rights is requested by the applicant in accordance with this Convention. The cost of remitting the said charges shall be for account of the States to which remittance is made. The Inter-American Bureaus shall return to the interested parties any sums returned to such Bureaus.

Section 4. To communicate to the State of first registration or deposit, for the information of the owner of the mark, the notices from other countries with respect to the granting, opposition to, or denial of protection, or any other circumstance related to the mark.

Section 5. To publish periodical bulletins in which shall appear notices of applications for protection in accordance with this Convention, received from and sent to the various States under the provisions of the Convention, as well as documents, information, studies and articles concerning protection of industrial property.

The High Contracting Parties agree to furnish to the Inter-American Bureaus all the official gazettes, reviews and other publications containing notices of the registration of trade-marks and commercial names, as well as of judicial proceedings and decisions relative thereto.

Section 6. To carry on any investigation on the subject of trade-marks which the Government of any of the signatory States may request, and to encourage the investigations of problems, difficulties or obstacles which may hinder the operation of this Convention.

Section 7. To co-operate with the Governments of the contracting States in the preparation of material for international conferences on this subject ; to present to the said States such suggestions as they may consider useful, and such opinions as may be requested as to what modifications should be introduced in the present Convention, or in the laws concerning industrial property ; and in general to facilitate the execution of the purposes of this Convention.

Section 8. To inform the signatory Governments at least once a year as to the work which the Bureaus are doing.

Section 9. To maintain relations with similar offices and scientific and industrial institutions and organisations for the exchange of publications, information and dates relative to the progress of the law of industrial property.

Section 10. To establish, in accordance with the provisions of this Convention, the regulations which the Directors may consider necessary for the internal administration of the Bureaus.

Article IX.

The Bureau established in the city of Havana shall arrange with the contracting States for the registration or deposit of commercial, industrial and agricultural trade-marks coming from the United States of America, Cuba, Haiti, Dominican Republic, Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama, Colombia and Ecuador.

The Bureau established in Rio de Janeiro shall arrange for the registration of the marks coming from Brazil, Uruguay, the Argentine Republic, Paraguay, Chile and Venezuela.

Transitory paragraph. The Inter-American Bureau of Rio de Janeiro shall be installed as soon as the present Convention shall have been ratified by one-third of the signatory States.

Article X.

The two Inter-American Bureaus shall be considered as one, and, for the purposes of uniformity in their procedure, it is provided :

(a) That both Bureaus adopt the same system of books and of accounts ;

(b) That each of them send to the other copies of all applications, registrations, communications, and other documents relative to the recognition of the rights of owners of marks.

Les sommes perçues des intéressés, pour demande de reconnaissance de droits par les Offices Interaméricains, seront versées aux Gouvernements qui en feront la demande ou à leurs agents régulièrement accrédités à La Havane et à Rio de Janeiro. Les frais de remise des dits versements seront à la charge de ces Gouvernements. Les Offices Interaméricains feront parvenir aux intéressés les sommes qui leur seront rendues.

Paragraphe 4. Communiquer à l'Etat du premier enregistrement ou dépôt, les avis reçus des autres Etats relatifs à la concession, opposition ou dénégation de protection, ou à toute autre circonstance se rapportant à la marque, pour être portés à la connaissance du propriétaire.

Paragraphe 5. Publier périodiquement des bulletins faisant connaître les demandes de protection, reçues et envoyées par les différents Etats, conformément à la présente Convention, ainsi que les documents, rapports, études et articles ayant trait à la protection de la propriété industrielle.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fournir aux Offices Interaméricains toutes les gazettes, revues et autres publications officielles contenant les nouvelles marques de fabrique et noms commerciaux enregistrés, ainsi que les actions judiciaires et résolutions relatives à cette matière.

Paragraphe 6. Faire les enquêtes que solliciteront les Gouvernements des Etats signataires à ce sujet et encourager l'étude des problèmes, difficultés ou obstacles qui gêneraient l'application de cette Convention.

Paragraphe 7. Coopérer avec les Gouvernements des Etats contractants à la préparation du matériel destiné aux conférences internationales qui traiteront de cette matière, présenter aux dits Etats les indications qu'ils jugeront utiles et les opinions qu'on leur demandera sur les modifications à introduire dans la présente Convention ou les lois qui affectent la propriété industrielle, et, en général, faciliter la réalisation des fins de cette Convention.

Paragraphe 8. Rendre compte aux Gouvernements contractants, au moins une fois par an, des travaux effectués par les bureaux.

Paragraphe 9. Maintenir des relations avec les Offices analogues, les Sociétés et organisations scientifiques et industrielles, pour l'échange des publications, rapports et renseignements tendant au progrès du droit de propriété industrielle.

Paragraphe 10. Etablir, d'après les indications de cette Convention, les règles que les Directeurs estimeront nécessaires au fonctionnement intérieur des bureaux.

Article IX.

L'Office établi dans la ville de La Havane fera toutes les démarches nécessaires auprès des Etats contractants pour obtenir l'enregistrement ou dépôt des marques de commerce, de fabrique et d'agriculture qui proviendront des Etats-Unis d'Amérique, Cuba, Haïti, République Dominicaine, Guatémala, Le Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica, Panama, la Colombie et l'Equateur.

L'Office établi dans la ville de Rio de Janeiro fera toutes les démarches nécessaires pour obtenir l'enregistrement des marques provenant du Brésil, Uruguay, République Argentine, Paraguay, Chili et Vénézuéla.

Paragraphe transitoire : L'Office Interaméricain de Rio de Janeiro sera installé aussitôt que la présente Convention aura été ratifiée par un tiers des Etats signataires.

Article X.

Les deux Offices Interaméricains seront considérés comme n'en formant qu'un et, afin d'uniformiser leurs procédés, il est prescrit :

a) Qu'ils adopteront un même système de livres et de comptabilité.

b) Qu'ils s'adresseront, réciproquement, des copies de toutes les demandes, enregistrements, communications et autres documents relatifs à la reconnaissance des droits des propriétaires de marques.

Article XI.

The Inter-American Bureaus shall both be governed by the same regulations, prepared for the purpose by the Governments of the Republics of Cuba and of Brazil.

Article XII.

The part of the fees received by each Inter-American Bureau which is stipulated for this purpose by the provisions of this Convention shall be assigned to the maintenance and operation thereof.

The proceeds of the sale of publications by the Inter-American Bureaus to individuals shall be assigned to the same purpose ; and if both these sums should be insufficient, the deficit shall be paid by the contracting States in the following manner :

80 % of the total deficit of the operating budget of both Bureaus shall be paid by the contracting States in proportion to the number of marks which they may have had registered each year through the Inter-American Bureaus, and the balance of 20 % by the same States in proportion to the number of marks they may have registered at the request of the Inter-American Bureaus.

Any annual surplus in one of the Bureaus shall be assigned to the reduction of the deficit, if any, of the other.

The Inter-American Bureaus shall not incur any expense or obligation which does not appear in their definitive budgets and for which no funds may have been made available at the time of incurring such expense or obligation.

The provisional budget of annual expenditures of each Bureau shall be submitted to the approval of the Government of the State in which such Bureau is established, and shall be communicated to the contracting States for such observations as they may see fit to formulate.

The auditing of the accounts of the Inter-American Bureaus shall be done by the officer authorised by the respective Government, and the Directors of the Bureaus shall transmit the auditor's report to the contracting States through diplomatic channels.

Article XIII.

Trade-marks which enjoy the protection of the Convention of 1910 shall continue to enjoy this protection without payment of any fees to the contracting States.

The High Contracting Parties agree that the protection accorded by their national legislation to all marks received up to the day on which the revised Convention becomes effective shall continue to be granted in accordance with the Convention of 1910, if they have ratified it.

Article XIV.

The ratification or adhesions to this Convention shall be communicated to the Government of the Republic of Chile, which shall communicate them to the other signatory or adhering States. These communications shall take the place of an exchange of ratifications.

The revised Convention shall become effective thirty days after the receipt by the Government of Chile of notice of ratification by a number of countries equivalent to one-third of the signatory States ; and from that moment the Convention signed on August 20, 1910, shall cease to exist, without prejudice to the provisions of Article XIII of this Convention.

The Government of Chile obligates itself to communicate by telegraph and in writing to all the signatory and adhering States the date on which the Convention in its present form becomes effective in accordance with the provisions of this article.

Article XI.

Les Offices Interaméricains seront régis par le même Règlement, rédigé d'accord par les Gouvernements des Républiques de Cuba et des Etats-Unis du Brésil.

Article XII.

Conformément aux indications de la présente Convention, les dépenses d'entretien et d'administration des Bureaux Interaméricains seront couvertes : par la part qui revient à chacun d'eux sur les droits qu'il aura perçus ; par le produit de la vente de leurs publications aux particuliers ; et, si ces sommes ne suffisaient pas, le complément sera payé par les Etats contractants, de la manière suivante :

Quatre-vingts pour cent du déficit total du budget des deux Offices sera couvert par les Etats contractants, proportionnellement au nombre de marques qu'ils feront annuellement enregistrer par les Offices Interaméricains, et vingt pour cent par ces mêmes Etats, proportionnellement au nombre de marques qu'ils auront enregistrées sur la demande des Bureaux Interaméricains respectifs.

L'excédent budgétaire annuel qu'il pourra y avoir dans un Office sera appliqué à diminuer le déficit qu'il pourra y avoir dans l'autre.

Les Offices Interaméricains ne feront aucune dépense ou ne prendront aucun engagement qui n'apparaisse dans leurs budgets définitifs et pour lesquels il n'y aurait pas de fonds disponibles à l'époque où il faudrait faire cette dépense ou prendre cet engagement.

Le budget provisoire des dépenses annuelles de chacun des Offices sera soumis à l'approbation du Gouvernement du pays où il aura son siège, et sera communiqué aux Etats contractants, pour les observations qu'ils pourront juger convenable de faire.

Le contrôle des comptes des Offices Interaméricains sera fait par un fonctionnaire autorisé du Gouvernement respectif et les Directeurs des Offices en remettront le rapport par la voie diplomatique aux Etats contractants.

Article XIII.

Les marques jouissant de la protection de la Convention de 1910 continueront d'être protégées sans payer aucun droit aux Etats Contractants.

Ceux-ci conviennent de maintenir la protection de leurs lois d'après la Convention de 1910, s'ils l'ont ratifiée, à toutes les marques qui seront reçues jusqu'au jour où entrera en vigueur la Convention réformée.

Article XIV.

Les ratifications ou adhésions à cette Convention seront communiquées au Gouvernement de la République du Chili, qui les fera connaître aux autres Etats signataires ou adhérents. Ces communications tiendront lieu d'échange de ratifications.

La Convention réformée entrera en vigueur trente jours après que le Gouvernement du Chili aura reçu avis de sa ratification par un nombre d'Etats égal au tiers des Etats signataires ; dès ce moment, la Convention signée le 20 août 1910 cessera, sans préjudice de ce que prescrit l'article XIII de la présente Convention.

Le Gouvernement du Chili s'engage à notifier, par les voies télégraphique et postale, à tous les Etats signataires et adhérents, la date de la mise en vigueur de la Convention, sous sa forme actuelle, conformément à ce que prescrit cet article.

Article XV.

The American States not represented in this Conference may adhere to this Convention by communicating their decision in due form to the Government of the Republic of Chile, and shall be assigned to the group which each may select.

Article XVI.

Any signatory State that may see fit to withdraw from this Convention shall so notify the Government of the Republic of Chile, which shall communicate the fact to the other signatory States ; and one year after the receipt of such notification, this Convention shall cease in respect of the State that shall have withdrawn, but such withdrawal shall not affect the rights previously acquired in accordance with this Convention.

Article XVII.

The Inter-American Bureaus shall continue so long as not less than one-half of the ratifying States adhere to the Convention. If the number of States adhering to the Convention shall become less than half, the Bureaus shall be liquidated under the direction of the Governments of Cuba and Brazil, and their funds shall be distributed among the adhering countries in the same proportion as they would have contributed to their support. The buildings and other tangible property of the Bureaus shall become the property of the Governments of Cuba and Brazil respectively, in recognition of the services of those Republics in giving effect to the Convention, it being understood that the said Governments shall dedicate such property to purposes pre-eminently Inter-American in character.

The High Contracting Parties agree to accept as final any steps which may be taken for the liquidation of the Bureaus.

The termination of the Convention shall not affect rights acquired during the period of its effectiveness.

Article XVIII.

Any differences between the contracting States relative to the interpretation or execution of this Convention shall be decided by arbitration.

APPENDIX.

REGULATIONS.

Article I.

Any application to obtain protection under the Convention of which the present appendix is a part shall be made by the owner of the mark or marks or his legal representative to the administration of the State of first registration or deposit, in the manner prescribed by the respective regulations, accompanied by a money order payable to the Director of the proper Inter-American Bureau in the sum required by this Convention. His application and money order shall be accompanied by an electrotype of the mark reproducing it as registered in the State of first registration or deposit and having the dimensions required in the State of first registration or deposit.

Article XV.

Les Etats Américains, qui n'ont pas été représentés à cette Conférence, pourront adhérer à la présente Convention en communiquant leur décision en bonne et due forme au Gouvernement de la République du Chili, et ils devront être incorporés au groupe auquel ils désirent appartenir.

Article XVI.

L'Etat contractant qui croira devoir se délier de cette Convention, en avertira le Gouvernement de la République du Chili, qui en fera part aux autres Etats signataires. Cette Convention cessera d'être en vigueur, pour l'Etat qui l'aura dénoncée, un an après la réception de la communication respective, mais cette dénonciation n'affectera point les droits préalablement acquis, conformément à cette Convention.

Article XVII.

Les Offices Interaméricains continueront à fonctionner tant que la Convention aura l'adhésion de la moitié, au moins, des Etats signataires et si leur nombre était inférieur, les Offices seront liquidés par les soins des Gouvernements de Cuba et du Brésil, leurs fonds seront distribués entre les Etats adhérents, au prorata des sommes qu'ils auraient dû verser pour contribuer à les soutenir. Les édifices et autres propriétés matérielles des Offices seront attribués aux Gouvernements de Cuba et du Brésil, respectivement, en reconnaissance des services qu'ils ont rendus pour permettre l'application de la Convention. Ces Gouvernements s'engagent à affecter ces biens à des fins de caractère essentiellement interaméricain.

Les Hautes Parties contractantes conviennent d'accepter comme définitive toute disposition qui sera prise pour la liquidation des Offices.

La cessation de la Convention n'affectera point les droits acquis pendant le temps où elle aura été en vigueur.

Article XVIII.

Les différends entre les Etats contractants, relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de cette Convention, seront résolus par arbitrage.

APPENDICE.

DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES.

Article I.

Toute demande faite pour obtenir la protection conformément à la présente Convention, dont fait partie cet Appendice, doit être présentée à l'Administration de l'État du premier enregistrement ou dépôt par le propriétaire de la marque ou son représentant légal, dans la forme prescrite par les règlements respectifs, et accompagnée d'un mandat-poste de la somme correspondante, adressé au Directeur de l'Office Interaméricain respectif. A la demande et au mandat sera adjoint un cliché reproduisant exactement les dimensions exigées lors du premier enregistrement ou dépôt de marque.

Article II.

The administration of the State of first registration or deposit, having ascertained that the registration of the mark is regular and in force, shall send to the Inter-American Bureau :

(a) The money order ;
(b) The electrotype of the mark ; .
(c) A certificate in duplicate containing the following details :

1. The name and address of the owner of the mark ;
2. The date of the application in the State of first registration or deposit ;
3. The date of registration of the mark in the State of first registration or deposit ;
4. The order number of the registration in the State of first registration or deposit;
5. The date of expiration of the protection of the mark in the State of first registration or deposit ;
6. A fac simile of the mark ;
7. A statement of the goods on which the mark is used ;
8. The date of the application for recognition of the rights claimed under the Convention.

Should the applicant wish to claim color as a distinctive element of his mark, he shall send thirty copies of the mark printed on paper, showing the color, and a brief description of the same.

Article III.

The proper Inter-American Bureau, upon receipt of the communication of the office of the State of first registration or deposit mentioned in the foregoing article, shall enter all the information in its books and inform the office of the State of first registration or deposit of the receipt of the application and of the number and date of the entry.

Article IV.

Copies of the entry in the books of the respective Inter-American Bureau containing all the details required shall be sent to the administration of the States in which the Convention has been ratified and in which protection is applied for. This date shall also be sent to the other contracting States for the purposes of information.

Article V.

The Inter-American Bureaus shall publish in their bulletins reproductions of the marks received and such particulars as are necessary.

Article VI.

The notice of acceptance, opposition or refusal of a mark by the contracting States shall be transmitted by the proper Inter-American Bureau to the administration of the State of first registration or deposit with a view to its communication to whom it may concern.

Article VII.

Changes in ownership of a mark communicated to the respective Inter-American Bureau shall be entered in its register and corresponding notice sent to the other contracting States.

Article VIII.

The Directors of the Inter-American Bureaus may in their discretion, appoint or remove the officials or employees of their Bureaus, giving notice thereof to the Governments of the countries where such offices are established.

Article II.

Dès que l'Administration d'un Etat se sera assurée de l'enregistrement régulier d'une marque et de sa mise en usage, elle transmettra à l'Office Interaméricain correspondant :

a) Le mandat ;
b) Le cliché de la marque ;
c) Un certificat en double exemplaire contenant les renseignements suivants :

1. Le nom et l'adresse du propriétaire de la marque.
2. La date de la première demande d'enregistrement ou dépôt.
3. La date d'enregistrement dans le premier Etat.
4. Le numéro d'ordre de cet enregistrement.
5. La date à laquelle expire la protection accordée à la marque dans le pays du premier enregistrement ou dépôt.
6. Un fac-similé de la marque.
7. La spécification des produits sur lesquels on appose la marque.
8. La date de l'avis de reconnaissance des droits, conformément à cette Convention.

Lorsque l'intéressé désirera que la couleur soit protégée comme élément distinctif de la marque, il en enverra trente copies imprimées en couleur sur papier, accompagnées d'une courte description de la marque.

Article III.

Quand un Office Interaméricain recevra du Bureau de l'Etat du premier enregistrement ou dépôt, la communication mentionnée dans l'article précédent, il inscrira sur ses livres tous les renseignements qui y sont relatifs et en accusera réception à l'Office expéditeur à qui il indiquera le numéro et la date de l'inscription.

Article IV.

L'Office Interaméricain respectif enverra aux Administrations des Etats signataires de la présente Convention où une demande de protection aura été formulée, et, à titre d'information seulement, aux autres Etats contractants, des copies de l'inscription, contenant tous les détails nécessaires.

Article V.

Les Offices Interaméricains publieront dans leurs Bulletins la reproduction des marques reçues et les renseignements qui seront nécessaires.

Article VI.

L'Office Interaméricain respectif communiquera à l'Administration de l'Etat du premier enregistrement ou dépôt l'avis d'acceptation, d'opposition ou de refus d'inscription d'une marque, dès qu'il en aura été informé par l'un des Etats contractants, pour en donner connaissance à l'intéressé.

Article VII.

Les Offices Interaméricains consigneront dans leurs livres les changements qui leur seront communiqués au sujet de la propriété des marques. Ils enverront la notification correspondante aux autres États contractants.

Article VIII.

Les nominations et destitutions des employés des Bureaux Interaméricains seront du ressort des Directeurs des Offices respectifs, qui en donneront connaissance aux Gouvernements des pays où ils sont établis.

In witness whereof, the Delegates sign this Convention and affix the seal of the Fifth International Conference of American States, in the city of Santiago, Chile, on the twenty-eighth day of the month of April in the year one thousand nine hundred and twenty-three, in English, Spanish, Portuguese and French.

This Convention shall be filed in the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Chile in order that certified copies may be made and forwarded through appropriate diplomatic channels to each of the signatory States.

(Signed) — for *Venezuela :* C. ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; for *Panama :* NARCISO GARAY, J. E. LEFEVRE ; for the *United States of America :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, FRANK C. PARTRIDGE, GEORGE E. VINCENT, WILLIAM ERIC FOWLER, L. S. ROWE ; for *Uruguay :* J. A. BUERO, EUGENIO MARTINEZ THEDY ; for *Ecuador :* RAFAEL M. ARIZAGA, JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE, A. MUÑOZ VERNAZA ; for *Chile :* AGUSTIN EDWARDS, MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE S., L. BARROS B., EMILIO BELLO C., ANTONIO HUNEEUS, ALCIBIADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RIO ; for *Guatemala :* EDUARDO POIRIER, MAXIMO SOTO HALL ; for *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; for *Costa Rica :* ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS ; for the *United States of Brazil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, S. GURGEL DO AMARAL, J. DE P. RODRIGUES ALVES, A. DE IPANEMA MOREIRA, HELIO LOBO ; for *El Salvador :* CECILIO BUSTAMANTE ; for *Colombia :* GUILLERMO VALENCIA, LAUREANO GÓMEZ, CARLOS URIBE ECHEVERRI ; for *Cuba :* C. VIDAL Y CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, A. DE AGÜERO, M. MÁRQUEZ STERLING ; for *Paraguay :* M. GONDRA ; for the *Dominican Republic :* TULIO M. CESTERO ; for *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA M. ; for the *Argentine Republic :* M. A. MONTES DE OCA, FERNANDO SAGUIER, MANUEL E. MALBRÁN ; for *Haiti :* ARTHUR RAMEAU.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention, qui a été revêtue du sceau de la Cinquième Conférence Internationale Américaine.

Fait à Santiago du Chili, le vingt-huit avril mil neuf cent vingt-trois, en espagnol, en anglais, en portugais et en français. Cette Convention sera déposée au Ministère des Affaires étrangères de la République du Chili, afin qu'il en soit fait des copies authentiques qui seront envoyées par la voie diplomatique à chacun des Etats signataires.

(Signé) pour le *Vénézuéla :* C. ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; pour *Panama :* NARCISO GARAY, J. E. LEFEVRE ; pour les *Etats-Unis d'Amérique :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, L. S. ROWE ; pour l'*Uruguay :* J. A. BUERO, EUGENIO MARTINEZ THÉDY ; pour l'*Equateur :* RAFAEL M. ARIZAGA, JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE, A. MUÑOZ VERNAZA ; pour le *Chili :* AGUSTIN EDWARDS, MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE S., L. BARROS B., EMILIO BELLO C., ANTONIO HUNEEUS, ALCIBIADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RIO ; pour le *Guatémala :* EDUARDO POIRIER, MAXIMO SOTO HALL ; pour le *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; pour *Costa-Rica :* ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS ; pour les *Etats-Unis du Brésil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, S. GURGEL DO AMARAL, J. DE P. RODRIGUES ALVES, A. DE IPANEMA MOREIRA, HELIO LOBO ; pour le *Salvador :* CECILIO BUSTAMANTE ; pour la *Colombie :* GUILLERMO VALENCIA, LAUREANO GÓMEZ, CARLOS URIBE ECHEVERRI ; pour *Cuba :* J. C. VIDAL CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, A. DE AGUERO, M. MARQUEZ STERLING ; pour le *Paraguay :* M. GONDRA ; pour la *République Dominicaine :* TULIO M. CESTERO ; pour le *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA M. ; pour la *République Argentine :* M. A. MONTES DE OCA, FERNANDO SAGUIER, MANUEL E. MALBRÁN ; pour *Haïti :* ARTHUR RAMEAU.

N° 833.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, RÉPUBLIQUE ARGENTINE, ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL, CHILI, COLOMBIE, etc.

Convention sur l'uniformité de nomenclature pour la classification des marchandises, signée à Santiago de Chili, le 3 mai 1923.

UNITED STATES OF AMERICA, ARGENTINE REPUBLIC, UNITED STATES OF BRAZIL, CHILE, COLOMBIA, etc.

Convention on Uniformity of Nomenclature for the Classification of Merchandise, signed at Santiago, Chile, May 3, 1923.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

No. 833. — CONVENÇÃO [1] SOBRE A UNIFORMIDADE DE NOMENCLATURA PARA A CLASSIFICAÇÃO DE MERCADORIAS, ASSIGNADA EM SANTIAGO DO CHILE EM 3 DE MAIO DE 1923.

Textes officiels anglais, espagnol, français et portugais communiqués par le Représentant du Brésil au Conseil de la Société des Nations. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 3 mars 1925.

Suas Excellencias os Senhores Presidentes dos Estados Unidos de Venezuela, de Panamá, dos Estados Unidos da America do Norte, do Uruguay, do Equador, do Chile, de Guatemala, de Nicaragua, de Costa-Rica, dos Estados Unidos do Brasil, do Salvador, da Colombia, de Cuba, do Paraguay, da Republica Dominicana, de Honduras, da Republica Argentina e de Haití,

Desejando que os seus respectivos paizes fossem representados na Quinta Conferencia Internacional Americana, mandaram, devidamente autorizados, para approvar as Resoluções, Recommendações, Convenções e Tratados que julgarem de utilidade para os interesses da America, os seguintes Senhores Delegados :

VENEZUELA : Pedro César Dominici, César Zumeta, José Austria.

PANAMÁ : Narciso Garay, José Lefevre.

ESTADOS UNIDOS DA AMERICA : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, Frank C. Partridge, George E. Vincent, William Eric Fowler, Leo S. Rowe.

URUGUAY : J. Antonio Buero, Justino Jiménez de Aréchaga, Eugenio Martínez Thedy.

EQUADOR : Rafael M. Arízaga, José Rafael Bustamante, Alberto Muñoz Vernaza.

CHILE : Agustín Edwards, Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luis Barros Borgoño, Emílio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibíades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Río.

GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall.

NICARAGUA : Carlos Cuadra Pásos, Arturo Elizondo.

COSTA-RICA : Alejandro Alvarado Quirós.

BRASIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, James Darcy, J. de P. Rodrigues Alves, A. de Ipanema Moreira, Helio Lobo.

SÃO SALVADOR : Cecilio Bustamante.

COLOMBIA : Guillermo Valencia, Laureano Gómez, Carlos Uribe Echeverri.

CUBA : José Vidal Caro, Carlos Garcia Vélez, Arístides Agüero, Manuel Márquez Sterling.

PARAGUAY : Manuel Gondra, Higinio Arbo.

REPUBLICA DOMINICANA : Tulio M. Cestero.

HONDURAS : Benjamín Villaseca Mujica.

ARGENTINA : Manuel A. Montes de Oca, Fernando Saguier, Manuel Malbrán.

HAITI : Arthur Rameau.

Os quaes, depois de terem apresentado as suas credenciaes, que foram consideradas em bôa e devida fórma, deliberaram celebrar a seguinte Convenção :

[1] Ratifiée par les Etats-Unis d'Amérique, les Etats-Unis du Brésil, le Guatémala et le Paraguay.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 833. — CONVENCION [1] SOBRE UNIFORMIDAD DE NOMENCLATURA PARA LA CLASIFICACION DE MERCADERIAS, FIRMADA EN SANTIAGO DE CHILE EL 3 DE MAYO DE 1923.

English, Spanish, French and Portuguese official texts communicated by the Representative of Brazil on the Council of the League of Nations. The registration of this Convention took place March 3, 1925.

S. S. E. E. los Presidentes de Venezuela, de Panamá, de los Estados Unidos de América, del Uruguay, del Ecuador, de Chile, de Guatemala, de Nicaragua, de Costa Rica, del Brasil, de El Salvador, de Colombia, de Cuba, del Paraguay, de la República Dominicana, de Honduras, de la República Argentina y de Haití :

Deseando que sus países respectivos fueran representados en la Quinta Conferencia Internacional Americana, enviaron a ella, debidamente autorizados, para aprobar las Recomendaciones, Resoluciones, Convenciones y Tratados que juzgaren útiles para los intereses de América, a los siguientes Señores Delegados :

VENEZUELA : Pedro César Dominici, César Zumeta, José Austria ;
PANAMÁ : Narciso Garay, José Lefevre ;
ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe ;
URUGUAY : J. Antonio Buero, Justino Jiménez de Aréchaga, Eugenio Martínez Thedy ;
ECUADOR : Rafael M. Arízaga, José Rafael Bustamante, Alberto Muñoz Vernaza ;
CHILE : Agustín Edwards, Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luis Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibíades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Río ;
GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall ;
NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo ;
COSTA RICA : Alejandro Alvarado Quirós ;
ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, James Darcy, J. de P. Rodrigues Alves, A. de Ipanema Moreira, Helio Lobo ;
EL SALVADOR : Cecilio Bustamante ;
COLOMBIA : Guillermo Valencia, Laureano Gómez, Carlos Uribe Echeverri ;
CUBA : José C. Vidal y Caro, Carlos García Vélez, Arístides Agüero, Manuel Márquez Sterling ;
PARAGUAY : Manuel Gondra, Higinio Arbo ;
REPÚBLICA DOMINICANA : Tulio M. Cestero ;
HONDURAS : Benjamín Villaseca Mujica ;
REPUBLICA ARGENTINA : Manuel Augusto Montes de Oca, Fernando Saguier, Manuel E. Malbrán ; y
HAITÍ : Arturo Rameau ;

Quienes después de haberse comunicado sus poderes y encontrándolos en buena y debida forma, han acordado celebrar la siguiente Convención :

[1] Ratified by the United States of America, the United States of Brazil, Guatemala and Paraguay.

Artigo I.

As Altas Partes Contractantes convêm em usar a Nomenclatura de Bruxellas, de 1913, nas suas estatisticas de commercio internacional, quer exclusivamente, quer como supplemento de outros systemas.

Artigo II.

Todas as divergencias entre as Partes Contractantes, relativas á interpretação ou execução desta Convenção, serão resolvidas por arbitramento.

Artigo III.

Os paizes americanos que não se fizeram representar na presente Conferencia poderão adherir a esta Convenção, desde que communiquem tal decisão, em devida fórma, ao Governo da Republica do Chile.

Artigo IV.

As ratificações serão depositadas na cidade de Santiago do Chile, e o Governo Chileno as communicará aos demais Estados Contractantes. Esta communicação produzirá o effeito de troca de ratificações.

Artigo V.

Esta Convenção entrará em vigor, em cada um dos Estados signatarios, na data em que elle a ratificar, e ficará em vigor sem limitação de prazo, reservando-se cada um dos Estados signatarios o direito de retirar-se desta mesma Convenção mediante aviso, dado em devida fórma, ao Governo Governo da Republica do Chile, com um anno de antecedencia.

Em testemunho do que, os Delegados Plenipotenciarios assignam a presente Convenção e põem nella o sello da Quinta Conferencia Internacional Americana, na cidade de Santiago do Chile, aos tres dias do mez de Maio de mil e novecentos e vinte e tres, en Hespanhol, Portuguez, Inglez e Francez. Esta Convenção deve ser entregue ao Ministerio das Relações Exteriores da Republica do Chile, para que se tirem copias authenticas, que serão enviadas, por via diplomatica, a cada um dos Estados signatarios.

Por *Venezuela* : PEDRO CÉSAR DOMINICI, CÉSAR ZUMETA e JOSÉ AUSTRIA ; pelo *Panamá :* NARCISO GARAY e JOSÉ LEFEVRE ; pelos *Estados Unidos da America do Norte :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER e LEO S. ROWE ; pelo *Uruguay :* J. ANTONIO BUERO, JUSTINO JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA e EUGENIO MARTÍNEZ THEDY ; pelo *Equador :* RAFAEL M. ARÍZAGA, JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE e ALBERTO MUÑOZ VERNAZA ; pelo *Chile* : AGUSTÍN EDWARDS, MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE SOLAR, LUIS BARROS BORGOÑO, EMILIO BELLO CODESIDO, ANTONIO HUNEEUS, ALCIBÍADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX e ALEJANDRO DEL RÍO ; por *Guatemala :* EDUARDO POIRIER e MÁXIMO SOTO HALL ; por *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS y ARTURO ELIZONDO ; por *Costa Rica :* ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS ; pelos *Estados Unidos do Brasil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, SYLVINO GURGEL DO AMARAL, JAMES DARCY, J. DE P. RODRIGUES ALVES, A. DE IPANEMA MOREIRA e HELIO LOBO ; por *São Salvador :* CECILIO BUSTAMANTE ; pela *Colombia :* GUILLERMO VALENCIA, LAUREANO GÓMEZ e CARLOS URIBE ECHEVERRI ; por *Cuba :* JOSÉ VIDAL CARO, CARLOS GARCÍA VÉLEZ, ARÍSTIDES AGÜERO e MANUEL MÁRQUEZ STERLING ; pelo *Paraguay :* MANUEL GONDRA e HIGINIO ARBO ; pela *Republica Dominicana :* TULIO M. CESTERO ; por *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA MUJICA ; pela *Argentina :* MANUEL AUGUSTO MONTES DE OCA, FERNANDO SAGUIER e MANUEL MALBRÁN ; pelo *Haiti :* ARTHUR RAMEAU.

Artículo I.

Las Altas Partes Contratantes convienen en usar la Nomenclatura de Bruselas de 1913 en sus estadísticas de comercio internacional, sea exclusivamente o como suplemento de otros sistemas.

Artículo II.

Todas las diferencias entre las Altas Partes Contratantes, relativas a la interpretación o ejecución de este Tratado, se decidirán por arbitraje.

Artículo III.

Los países americanos que no han estado representados en la Quinta Conferencia Internacional Americana podrán adherirse a esta Convención comunicando su decisión en debida forma al Gobierno de la República de Chile.

Artículo IV.

Las ratificaciones se depositarán en la ciudad de Santiago de Chile, y el Gobierno Chileno comunicará dichas ratificaciones a los otros Estados signatarios. Esta comunicación producirá el efecto de canje de ratificaciones.

Artículo V.

Esta Convención empezará a regir en cada uno de los Estados signatarios en la fecha de la ratificación por dicho Estado, y quedará en vigor sin limitación de tiempo, reservándose cada uno de los Estados signatarios el derecho de retirarse de esta Convención mediante aviso dado en debida forma al Gobierno de la República de Chile con un año de anticipación.

En testimonio de lo cual, firman y sellan con el sello de la Quinta Conferencia Internacional Americana la presente Convención en Santiago de Chile, a los tres días del mes de Mayo del año mil novecientos veintitres, en castellano, inglés, portugués y francés. Esta Convención será depositada en el Ministerio de Relaciones Exteriores de la República de Chile a fin de que se saquen copias certificadas para enviarlas, por la vía diplomática, a cada uno de los Estados signatarios.

(Firmado) por *Venezuela :* PEDRO CÉSAR DOMINICI, CÉSAR ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; por *Panamá :* NARCISO GARAY, JOSÉ LEFEVRE ; por los *Estados Unidos de América :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, LEO S. ROWE ; por *Uruguay :* J. ANTONIO BUERO, JUSTINO JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA, EUGENIO MARTÍNEZ THEDY ; por *Ecuador :* RAFAEL M. ARÍZAGA, JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE, ALBERTO MUÑOZ VERNAZA ; por *Chile :* AGUSTÍN EDWARDS, MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE SOLAR, LUIS BARROS BORGOÑO, EMILIO BELLO CODESIDO, ANTONIO HUNEEUS, ALCIBÍADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RÍO ; por *Guatemala :* EDUARDO POIRIER, MÁXIMO SOTO HALL ; por *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; por *Costa Rica :* ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS ; por los *Estados Unidos del Brasil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, SYLVINO GURGEL DO AMARAL, JAMES DARCY, J. DE P. RODRÍGUES ALVES, A. DE IPANEMA MOREIRA, HELIO LOBO ; por *El Salvador :* CECILIO BUSTAMANTE ; por *Colombia :* GUILLERMO VALENCIA, LAUREANO GÓMES, CARLOS URIBE ECHEVERRI ; por *Cuba :* JOSÉ C. VIDAL Y CARO, CARLOS GARCÍA VÉLEZ, ARÍSTIDES AGÜERO, MANUEL MÁRQUEZ STERLING ; por *Paraguay :* MANUEL GONDRA, HIGINIO ARBO ; por la *República Dominicana :* TULIO M. CESTERO ; por *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA MUJICA ; por la *República Argentina :* MANUEL AUGUSTO MONTES DE OCA, FERNANDO SAGUIER, MANUEL E. MALBRÁN ; y por *Haití :* ARTURO RAMEAU.

No. 833. — CONVENTION ON UNIFORMITY OF NOMENCLATURE FOR THE CLASSIFICATION OF MERCHANDISE, SIGNED AT SANTIAGO, CHILE, MAY 3, 1923.

Their Excellencies the Presidents of Venezuela, Panama, United States of America, Uruguay, Ecuador, Chile, Guatemala, Nicaragua, Costa Rica, Brazil, Salvador, Colombia, Cuba, Paraguay, Dominican Republic, Honduras, Argentine Republic, and Haiti :

Being desirous that their respective countries may be represented at the Fifth International Conference of American States, have sent thereto the following delegates, duly authorised, to approve recommendations, resolutions, conventions and treaties which they might deem advantageous to the interest of America.

VENEZUELA : Pedro César Dominici, César Zumeta, José Austria ;
PANAMA : Narciso Garay, José E. Lefevre ;
UNITED STATES OF AMERICA : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, George E. Vincent, Frank C. Partridge, William Eric Fowler, Leo S. Rowe ;
URUGUAY : J. Antonio Buero, Justino Jiménez de Aréchaga, Eugenio Martínez Thedy ;
ECUADOR : Rafael M. Arízaga, José Rafael Bustamante, Alberto Muñoz Vernaza ;
CHILE : Agustín Edwards, Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luis Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibíades Roldán, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Rio ;
GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall ;
NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo ;
COSTA RICA : Alejandro Alvarado Quirós ;
UNITED STATES OF BRAZIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, J. de P. Rodrigues Alves, A. de Ipanema Moreira, Helio Lobo ;
EL SALVADOR : Cecilio Bustamante ;
COLOMBIA : Guillermo Valencia, Laureano Gómez, Carlos Uribe Echeverri ;
CUBA : José C. Vidal Caro, Carlos Garcia Vélez, Aristides Agüero, Manuel Márquez Sterling ;
PARAGUAY : Manuel Gondra, Higinio Arbo ;
DOMINICAN REPUBLIC : Tulio M. Cestero ;
HONDURAS : Benjamin Villaseca Mujica ;
ARGENTINE REPUBLIC : Manuel Augusto Montes de Oca, Fernando Saguier, Manuel E. Malbrán ;
HAITI : Arthur Rameau ;

Who, after having presented their credentials and the same having been found in due and proper form, have agreed upon the following Convention :

Article I.

The High Contracting Parties agree to employ the Brussels Nomenclature of 1913 in their statistics of international commerce, either exclusively or as a supplement to other systems.

Article II.

Any controversy which may arise between the High Contracting Parties regarding the interpretation or operation of this Convention shall be settled by arbitration.

No. 833. — CONVENTION SUR L'UNIFORMITÉ DE NOMENCLATURE POUR LA CLASSIFICATION DES MARCHANDISES, SIGNÉE A SANTIAGO DE CHILI, LE 3 MAI 1923.

LL. EE. les Présidents du Vénézuéla, de Panama, des États-Unis d'Amérique, de l'Uruguay, de l'Equateur, du Chili, du Guatémala, du Nicaragua, de Costa-Rica, du Brésil, du Salvador, de la Colombie, de Cuba, du Paraguay, de la République Dominicaine, du Honduras, de la République Argentine et d'Haïti :

Désirant que leurs pays respectifs fussent représentés à la Cinquième Conférence Internationale Américaine, y ont envoyé, dûment autorisés pour approuver les Recommandations, Résolutions, Conventions et Traités qu'ils jugeraient utiles aux intérêts de l'Amérique, MM. les Délégués dont les noms suivent :

VÉNÉZUÉLA : Pedro César Dominici, César Zumeta, José Austria ;
PANAMA : Narciso Garay, José E. Lefevre ;
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE : Henry P. Fletcher, Frank B. Kellogg, Atlee Pomerene, Willard Saulsbury, Frank C. Partridge, George E. Vincent, William Eric Fowler, Leo S. Rowe ;
URUGUAY : J. Antonio Buero, Justino Jiménez de Aréchaga, Eugenio Martínez Thedy ;
EQUATEUR : Rafael M. Arízaga, José Rafael Bustamante, Alberto Muñoz Vernaza ;
CHILI : Agustín Edwards, Manuel Rivas Vicuña, Carlos Aldunate Solar, Luiz Barros Borgoño, Emilio Bello Codesido, Antonio Huneeus, Alcibíades Roldan, Guillermo Subercaseaux, Alejandro del Río ;
GUATEMALA : Eduardo Poirier, Máximo Soto Hall ;
NICARAGUA : Carlos Cuadra Pasos, Arturo Elizondo ;
COSTA-RICA : Alejandro Alvarado Quirós ;
ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL : Afranio de Mello Franco, Sylvino Gurgel do Amaral, J. de P. Rodrigues Alves, A. de Ipanema Moreira, Helio Lobo ;
LE SALVADOR : Cecilio Bustamante ;
COLOMBIE : Guillermo Valencia, Laureano Gómez, Carlos Uribe Echeverri ;
CUBA : José C. Vidal Caro, Carlos Garcia Vélez, Aristides Agüero, Manuel Márquez Sterling ;
PARAGUAY : Manuel Gondra, Higinio Arbo ;
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : Tulio M. Cestero ;
HONDURAS : Benjamin Villaseca Mujica ;
RÉPUBLIQUE ARGENTINE : Manuel A. Montes de Oca, Fernando Saguier, Manuel E. Malbrán ;
HAÏTI : Arthur Rameau.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs et les avoir reconnus comme étant en bonne et due forme, ont décidé de conclure la Convention suivante :

Article I.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de se servir de la Nomenclature de Bruxelles de 1913 dans leurs statistiques du commerce international, soit exclusivement soit comme supplément à d'autres systèmes.

Article II.

Tous les différends entre les Hautes Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou exécution de ce Traité se décideront par l'arbitrage.

Article III.

The American States not represented at the Fifth International Conference may adhere to this Convention by communicating their decision in due form to the Government of the Republic of Chile.

Article IV.

The deposit of ratifications shall be made in the city of Santiago, Chile. The Chilean Government shall communicate such ratifications to the other signatory States. This communication shall have the effect of an exchange of ratifications.

Article V.

This Convention shall become effective for each signatory State on the date of the ratification thereof by such State. It shall remain in force without limitation of time, but each signatory State, upon notification of its intention to the Government of the Republic of Chile, may withdraw from said Convention upon the expiration of the period of one year counting from the date of the notification of such intention.

In witness whereof, the delegates sign this Convention in English, Spanish, Portuguese and French, and affix the seal of the Fifth International Conference of American States, in the city of Santiago, Chile, on the third day of May in the year one thousand nine hundred and twenty three.

This Convention shall be filed in the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Chile, in order that certified copies may be made and forwarded through appropriate diplomatic channels to each of the signatory States.

(Signed) — for *Venezuela :* PEDRO CÉSAR DOMINICI, CÉSAR ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; for *Panama :* NARCISO GARAY, JOSÉ LEFEVRE ; for the *United States of America :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, LEO S. ROWE ; for *Uruguay :* J. ANTONIO BUERO, JUSTINO JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA, EUGENIO MARTÍNEZ THEDY ; for *Ecuador :* RAFAEL M. ARIZAGA, JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE, ALBERTO MUÑOZ VERNAZA ; for *Chile :* AGUSTÍN EDWARDS, MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE SOLAR, LUIS BARROS BORGOÑO, EMILIO BELLO CODESIDO, ANTONIO HUNEEUS, ALCIBÍADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RÍO ; for *Guatemala :* EDUARDO POIRIER, MÁXIMO SOTO HALL ; for *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; for *Costa Rica :* ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS ; for the *United States of Brazil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, SYLVINO GURGEL DO AMARAL, J. DE P. RODRIGUES ALVES, A. DE IPANEMA MOREIRA, HELIO LOBO ; for *El Salvador :* CECILIO BUSTAMANTE ; for *Colombia :* GUILLERMO VALENCIA, LAUREANO GÓMEZ, CARLOS URIBE ECHEVERRI ; for *Cuba :* JOSÉ C. VIDAL CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, ARISTIDES AGÜERO, MANUEL MÁRQUEZ STERLING ; for *Paraguay :* MANUEL GONDRA, HIGINIO ARBO ; for the *Dominican Republic :* TULIO M. CESTERO ; for *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA MUJICA ; for the *Argentine Republic :* MANUEL A. MONTES DE OCA, FERNANDO SAGUIER, MANUEL E. MALBRÁN ; and for *Hayti :* ARTHUR RAMEAU.

Article III.

Les pays américains qui n'ont pas été représentés à la Cinquième Conférence Internationale Américaine pourront adhérer à cette Convention en communiquant leur décision dans la forme établie, au Gouvernement de la République du Chili.

Article IV.

Les ratifications seront déposées dans la ville de Santiago du Chili, et le Gouvernement chilien communiquera les dites ratifications aux autres États signataires. Cette communication aura effet d'un échange de ratifications.

Article V.

Cette Convention commencera à régir dans chacun des États signataires, à partir de la date de sa ratification par ledit État, et restera en vigueur sans limitation de durée, chacun des États signataires se réservant le droit de se retirer de cette Convention après en avoir donné avis une année à l'avance, dans la forme établie, au Gouvernement de la République du Chili.

En foi de quoi, les Délégués Plénipotentiaires souscrivent la présente Convention et y apposent le sceau de la Cinquième Conférence Internationale Américaine, à Santiago du Chili, le trois du mois de mai de l'an mil neuf cent vingt-trois, en espagnol, en anglais, en portugais et en français. Cette Convention est déposée au Ministère des Affaires étrangères de la République du Chili, afin qu'il en soit fait des copies authentiques, qui seront envoyées par la voie diplomatique à chacun des États signataires.

(Signé) : pour le *Vénézuéla :* PEDRO CÉSAR DOMINICI, CÉSAR ZUMETA, JOSÉ AUSTRIA ; pour *Panama :* NARCISO GARAY, J. E. LEFEVRE ; pour les *Etats-Unis d'Amérique :* HENRY P. FLETCHER, FRANK B. KELLOGG, ATLEE POMERENE, WILLARD SAULSBURY, GEORGE E. VINCENT, FRANK C. PARTRIDGE, WILLIAM ERIC FOWLER, LEO S. ROWE ; pour l'*Uruguay :* J. ANTONIO BUERO, JUSTINO JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA, EUGENIO MARTÍNEZ THEDY ; pour l'*Equateur :* RAFAEL M. ARÍZAGA, JOSÉ RAFAEL BUSTAMANTE, ALBERTO MUÑOZ VERNAZA ; pour le *Chili :* AGUSTIN EDWARDS, MANUEL RIVAS VICUÑA, CARLOS ALDUNATE SOLAR, LUIS BARROS BORGOÑO, EMILIO BELLO CODESIDO, ANTONIO HUNEEUS, ALCIBÍADES ROLDÁN, GUILLERMO SUBERCASEAUX, ALEJANDRO DEL RIO ; pour le *Guatémala :* EDUARDO POIRIER, MÁXIMO SOTO HALL ; pour *Nicaragua :* CARLOS CUADRA PASOS, ARTURO ELIZONDO ; pour *Costa-Rica :* ALEJANDRO ALVARADO QUIRÓS ; pour les *Etats-Unis du Brésil :* AFRANIO DE MELLO FRANCO, SYLVINO GURGEL DO AMARAL, J. DE P. RODRIGUES ALVES, A. DE IPANEMA MOREIRA, HELIO LOBO ; pour le *Salvador :* CECILIO BUSTAMANTE ; pour la *Colombie :* GUILLERMO VALENCIA, LAUREANO GÓMEZ, CARLOS URIBE ECHEVERRI ; pour *Cuba :* JOSÉ C. VIDAL CARO, CARLOS GARCIA VÉLEZ, ARISTIDES AGÜERO, MANUEL MÁRQUEZ STERLING ; pour le *Paraguay :* MANUEL GONDRA, HIGINIO ARBO ; pour la *République Dominicaine :* TULIO M. CESTERO ; pour *Honduras :* BENJAMIN VILLASECA MUJICA ; pour la *République Argentine :* MANUEL A. MONTES DE OCA, FERNANDO SAGUIER, MANUEL E. MALBRÁN ; et pour *Haïti :* ARTHUR RAMEAU.

N° 834.

ITALIE ET SUISSE

Traité de conciliation et de règlement judiciaire, signé à Rome, le 20 septembre 1924.

ITALY AND SWITZERLAND

Treaty of Conciliation and Judicial Settlement, signed at Rome, September 20, 1924.

No. 834. — TRAITÉ [1] DE CONCILIATION ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE L'ITALIE ET LA SUISSE, SIGNÉ A ROME, LE 20 SEPTEMBRE 1924.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 3 mars 1925.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE animés du désir de resserrer toujours davantage les liens d'amitié et de bon voisinage qui unissent la Suisse et l'Italie, pénétrés de l'esprit de confiante cordialité qui caractérise leurs rapports réciproques, ont résolu de conclure un Traité pour le règlement amiable des différends qui pourraient s'élever entre les deux Pays, et ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Georges WAGNIÈRE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse en Italie, et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Benito MUSSOLINI, Président du Conseil des Ministres, Ministre des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Parties contractantes, vu les relations d'amitié et de confiance qui les unissent, s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, un règlement judiciaire sera recherché conformément aux articles 15 et suivants du présent Traité.

Demeurent réservés les différends pour la solution desquels une procédure spéciale est prescrite par d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes.

Article 2.

S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 29 janvier 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 834. — TREATY[2] OF CONCILIATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN ITALY AND SWITZERLAND, SIGNED AT ROME, SEPTEMBER 20, 1924.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place March 3, 1925.

The SWISS FEDERAL COUNCIL and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of strengthening still further the ties of friendship and neighbourliness which unite Switzerland and Italy, and being imbued with that spirit of confidence and cordiality which characterises their mutual relations,

have resolved to conclude a Treaty for the friendly settlement of any disputes that may arise between the two countries, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Georges WAGNIÈRE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation in Italy, and

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Benito MUSSOLINI, President of the Council of Ministers and Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Contracting Parties, in view of the friendly and confident relations existing between them, undertake to submit to a procedure of conciliation all disputes of any nature whatever which may arise between them and which it may not have been possible to settle within a reasonable time by diplomacy.

In the event of the procedure of conciliation proving unsuccessful, a judicial settlement shall be sought in conformity with Articles 15 *et seq.* of the present Treaty.

The above shall not apply to disputes for the solution of which a special procedure is laid down by other Conventions in force between the Contracting Parties.

Article 2.

In the case of a dispute which, according to the domestic legislation of one of the Parties, comes within the jurisdiction of the Courts, the defendant Party may oppose the submission of the dispute

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Rome, January 29, 1925.

une procédure de conciliation et, le cas échéant, à un règlement judiciaire avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente.

La demande de conciliation devra, dans ce cas, être formée une année, au plus tard, à compter de ce jugement.

Article 3.

Les Parties contractantes institueront une Commission permanente de conciliation composée de cinq membres.

Elles nommeront chacune un membre à leur gré et désigneront les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne devront, ni être des ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Le président de la Commission sera nommé, d'un commun accord, parmi les membres désignés en commun.

Tant que la procédure n'est pas ouverte, chacune des Parties contractantes aura le droit de révoquer le commissaire nommé par elle et de lui désigner un successeur, comme aussi de retirer son consentement à la nomination de chacun des trois membres désignés en commun. Dans ce cas, il y aura lieu de procéder sans délai au remplacement des membres dont le mandat a pris fin.

Il sera pourvu au remplacement des commissaires selon le mode fixé pour leur nomination,

Article 4.

La Commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervient pas dans ce délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, il sera procédé aux nominations conformément à l'article 45 de la Convention [1] de la Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche de faciliter la solution du différend en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait et en formulant des propositions en vue du règlement de la contestation.

Elle sera saisie sur requête adressée à son président par l'une des Parties contractantes.

Notification de cette requête sera faite, en même temps, à la Partie adverse par la Partie qui demande l'ouverture de la procédure de conciliation.

Article 6.

La Commission se réunira, sauf convention contraire, au lieu désigné par son président.

Article 7.

La procédure devant la Commission sera contradictoire.

La Commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

[1] De Martens. Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome III, page 360.

to a procedure of conciliation or, alternatively, to a judicial settlement, until a final judgment has been given by the competent judicial authority.

In this case the request for conciliation procedure must be made within a year at most from the date of such judgment.

Article 3.

The Contracting Parties shall establish a Permanent Conciliation Commission composed of five members.

Each Party shall nominate one member of its own choosing, the other three being appointed by joint agreement. The latter may not be nationals of the Contracting States, nor be domiciled in their territory nor be employed in their service.

The President of the Commission shall be appointed by joint agreement from among the jointly selected members.

So long as the procedure has not begun, each Contracting Party shall have the right to revoke the appointment of its nominee and replace him by another, and also to withdraw its consent to the appointment of any of the three members nominated jointly. In this case the necessary replacement shall be effected without delay.

Members shall be replaced under the same conditions as were observed in their appointment.

Article 4.

The Commission shall be set up within six months after the ratifications of the present Treaty have been exchanged.

If the appointment of the members to be nominated jointly is not made within this period or, in case of their replacement, within three months after the vacancy occurs, such appointments shall be made in accordance with Article 45 of the Hague Convention [1] of October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes.

Article 5.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to further the settlement of disputes by an impartial and conscientious examination of the facts and by formulating proposals with a view to settling the case.

The Commission shall be seized of a question by an application addressed to its president by one of the Contracting Parties.

This application shall be notified at the same time to the opposing Party by the Party which is requesting the institution of the procedure of conciliation.

Article 6.

The Commission shall meet at the place chosen by the president, unless there is an agreement to the contrary.

Article 7.

In proceedings before the Commission both Parties shall be heard.

The Commission shall draw up its own rules of procedure, regard being had to the regulations laid down in Title III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes, unless the Commission unanimously decides otherwise.

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 100, page 298.

Article 8.

Les délibérations de la Commission auront lieu à huis clos, à moins que la Commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 9.

Les Parties contractantes auront le droit de nommer, auprès de la Commission, des agents spéciaux, qui serviront, en même temps, d'intermédiaires entre elles et la Commission.

Article 10.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission seront prises à la majorité simple des voix.

Article 11.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans la plus large mesure possible, les travaux de la Commission et, en particulier, à user de tous les moyens dont elles disposent, d'après leur législation intérieure, pour lui permettre de procéder, sur leur territoire, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts, ainsi qu'à des descentes sur les lieux.

Article 12.

La Commission présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident, d'un commun accord, de proroger ce délai.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties.

Le rapport de la Commission n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Article 13.

La Commission de conciliation fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de ses propositions.

Ce délai n'excédera pas toutefois la durée de trois mois.

Article 14.

Pendant la durée effective de la procédure, les membres de la Commission de conciliation recevront une indemnité dont le montant sera arrêté entre les Parties contractantes.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale de frais de la Commission.

Article 8.

The deliberations of the Commission shall be heard in private, unless in agreement with the Parties the Commission decides otherwise.

Article 9.

The Contracting Parties shall be entitled to appoint special agents on the Commission. These agents shall also act as intermediaries between the Parties and the Commission.

Article 10.

The Commission shall take its decisions by a majority vote of its members, except as otherwise laid down in the present Treaty.

Article 11.

The Contracting Parties undertake to give the Commission all possible assistance in its work, and, in particular, to employ all the means placed at their disposal by their domestic legislation to enable it to call and hear witnesses or experts within their territory as well as to carry out investigations on the spot.

Article 12.

The Commission shall make its report within six months from the day when the dispute is submitted to it, unless the Contracting Parties agree to an extension of this period.

A copy of the report shall be sent to each Party.

The Commission's report shall not be in the nature of an arbitral award, as regards either the statement of facts or the legal considerations.

Article 13.

The Conciliation Commission shall fix the period within which the Parties will be required to take their decision as regards the Commission's proposals.

This period shall not, however, exceed three months.

Article 14.

For the actual duration of the procedure the members of the Conciliation Commission shall receive an allowance to be fixed by an arrangement between the Contracting Parties.

Each Party shall bear its own costs and half the costs of the Commission.

Article 15.

Si l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la Commission permanente de conciliation ou ne se prononce pas dans le délai fixé par son rapport, chacune d'elles pourra demander que le litige soit soumis à la Cour permanente de Justice internationale [1].

Dans le cas où, de l'avis de la Cour, le litige ne serait pas d'ordre juridique, les Parties conviennent qu'il sera tranché *ex æquo et bono*.

Article 16.

Les Parties contractantes établiront, dans chaque cas particulier, un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis sera établi par échange de notes entre les Gouvernements des Parties contractantes.

Il sera interprété en tous points par la Cour de Justice.

Si le compromis n'est pas arrêté dans les trois mois à compter du jour où l'une des Parties a été saisie d'une demande aux fins de règlement judiciaire, chaque Partie pourra saisir la Cour de Justice par voie de simple requête.

Article 17.

Si la Cour permanente de Justice internationale établissait qu'une décision d'une instance judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens, et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, il serait accordé à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 18.

L'arrêt rendu par la Cour permanente de Justice internationale sera exécuté de bonne foi par les Parties.

Les difficultés auxquelles son interprétation pourrait donner lieu seront tranchées par la Cour de Justice, que chacune des Parties pourra saisir à cette fin par voie de simple requête.

Article 19.

Durant le cours de la procédure de conciliation ou de la procédure judiciaire, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation ou sur l'exécution de l'arrêt de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 20.

Les contestations qui surgiraient au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité seront, sauf convention contraire, soumises directement à la Cour permanente de Justice internationale par voie de simple requête.

[1] Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152 et Vol. XXVII, page 416 de ce Recueil.

Article 15.

If one of the Parties does not accept the proposals of the Permanent Conciliation Commission, or does not announce its decision within the period prescribed in the report, either Party may request that the dispute be submitted to the Permanent Court of International Justice [1].

If, in the opinion of the Court, the case is not of a juridical nature, the Parties shall agree to its being settled *ex æquo et bono*.

Article 16.

In each particular case the Contracting Parties shall draw up a special agreement *(compromis)* specifying clearly the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon the Permanent Court of International Justice, and any other conditions fixed between themselves.

The agreement shall be constituted by an exchange of notes between the Governments of the Contracting Parties.

All points contained therein shall be interpreted by the Court of Justice.

If the agreement is not drawn up within three months from the day on which one of the Parties was requested to submit the matter for judicial settlement, either Party may bring the question before the Court of Justice by a simple application.

Article 17.

Should the Permanent Court of International Justice find that a decision of a court of law or other authority of one of the Contracting States is wholly or partly at variance with international law, and should the constitutional law of that State not allow, or only inadequately allow, the cancellation of this decision by administrative procedure, the Party prejudiced shall be granted equitable satisfaction in some other form.

Article 18.

The judgment given by the Permanent Court of International Justice shall be acted upon by the Parties in good faith.

Any difficulties regarding the interpretation of the judgment shall be settled by the Court of Justice upon a simple application for this purpose by either Party.

Article 19.

During the procedure of conciliation or the judicial procedure, the Contracting Parties shall abstain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Conciliation Commission or the execution of the judgment of the Permanent Court of International Justice.

Article 20.

Any disputes which may arise as to the interpretation or the execution of the present Treaty shall, in the absence of any agreement to the contrary, be submitted direct to the Permanent Court of International Justice by simple application.

[1] Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152 and Vol. XYVII, page 416 of this Series.

Article 21.

Le présent Traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Rome dans le plus bref délai possible.

Le Traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications. Il est conclu pour la durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera censé être renouvelé pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

Si une procédure de conciliation ou une procédure judiciaire est pendante lors de l'expiration du présent Traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent Traité ou de toute autre convention que les Parties contractantes seraient convenues de lui substituer.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait en double exemplaire, à Rome, le vingt septembre 1924.

Pour la Suisse :
(L. S.) WAGNIÈRE.

Pour l'Italie :
(L. S.) MUSSOLINI.

Pour copie conforme :
Berne, le 28 février 1925.

Le Vice-Chancelier de la Confédération :
KAESLIN.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible.

The Treaty shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged. It shall be concluded for a period of ten years from the date of its coming into force. Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall be deemed to have been renewed for a further period of five years, and similarly thereafter.

If a procedure of conciliation or a judicial procedure is pending at the time of the expiration of the present Treaty, it shall pursue its course in accordance with the provisions of the present Treaty or any other convention which the Contracting Parties may have agreed to substitute therefor.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate, at Rome, on the twentieth day of September, 1924.

For Switzerland :
(L. S.) WAGNIÈRE.

For Italy :
(L. S.) MUSSOLINI.

N° 835.

HONGRIE ET NORVÈGE

Convention de Commerce et de Navigation, signée à Christiania, le 16 septembre 1924.

HUNGARY AND NORWAY

Convention of Commerce and Navigation, signed at Christiania, September 16, 1924.

No. 835. — CONVENTION [1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA HONGRIE ET LA NORVÈGE, SIGNÉE A CHRISTIANIA, LE 16 SEPTEMBRE 1924.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 4 mars 1925.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et LE GOUVERNEUR DE HONGRIE, également animés du désir de faciliter et de développer les relations de commerce et de navigation entre la Norvège et la Hongrie, sont convenus de conclure à cet effet une Convention de commerce et de navigation et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Johan Ludwig MOWINCKEL, Son Ministre d'Etat et des Affaires étrangères, et

LE GOUVERNEUR DE HONGRIE :

M. le Baron de BORNEMISZA DE KÁSZON, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Hongrie à Christiania,

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les ressortissants de l'un des Pays contractants et les sociétés civiles ou commerciales constituées conformément aux lois de l'un des pays jouiront dans l'autre, relativement à l'exercice de leur commerce et de leur industrie, des mêmes droits, avantages, immunités et exemptions que les ressortissants et sociétés de la nation la plus favorisée.

Ils auront la même faculté que celle accordée à la nation la plus favorisée d'acquérir et de posséder des biens, droits et intérêts de toutes sortes et d'en disposer, d'exercer toute profession et d'établir des succursales et sociétés filiales.

Article 2.

Les ressortissants et sociétés visés au premier article ne seront, dans l'autre pays, soumis à aucune taxe ou contribution et, en général, à aucune redevance fiscale autre ou plus élevée que celles imposées aux ressortissants et aux sociétés de la nation la plus favorisée.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 14 février 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 835. — CONVENTION [2] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN HUNGARY AND NORWAY, SIGNED AT CHRISTIANIA, SEPTEMBER 16, 1924.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 4, 1925.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and THE GOVERNOR OF HUNGARY, being equally desirous to facilitate and develop relations of trade and navigation between Norway and Hungary, have agreed to conclude a Convention of commerce and navigation to that effect and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Johan Ludwig MOWINCKEL, Minister of State, and Minister for Foreign Affairs, and

THE GOVERNOR OF HUNGARY :

The Baron de BORNEMISZA DE KÁSZON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary at Christiania,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article 1.

The nationals of one of the contracting countries and corporate non trading and trading bodies, duly constituted in accordance with the laws of one of the countries, shall, as regards the carrying, on of their trade and industry in the other country, enjoy the same rights, privileges, immunities and exemptions as the nationals and companies of the most-favoured nation.

They shall have the same rights as are granted to the most-favoured nation to acquire, possess and dispose of property, rights and interests of every kind, to exercise any calling and to establish branches and affiliated companies.

Article 2.

The nationals and companies referred to in the first article shall not be subjected in the other country to any duty or tax and, in general, to any fiscal charge other or higher than those imposed upon the nationals and companies of the most-favoured nation.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Budapest, February 14, 1925.

Article 3.

Chacune des deux Parties contractantes accorde à l'autre le droit de nommer dans ses ports et places de commerce des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, se réservant, toutefois, de n'en pas admettre dans tels lieux qu'elles jugeront convenables de désigner.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires ainsi que leurs chanceliers jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes privilèges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou jouiront ceux des nations les plus favorisées.

Article 4.

Les navires appartenant aux ressortissants ou aux sociétés de chacun des pays contractants, leurs équipages et cargaisons jouiront, dans le territoire de l'autre pays, d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages et cargaisons appartenant aux nationaux ou à la nation la plus favorisée.

Cette stipulation ne s'applique pourtant pas au cabotage.

Article 5.

Chacun des deux pays jouira sans aucune réserve dans le territoire de l'autre, pour tout ce qui concerne le commerce, des mêmes droits et faveurs qui seront accordés à toute autre nation.

Les marchandises et d'autres produits du sol et de l'industrie ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation et la réexportation, être assujettis à d'autres ou plus fortes contributions, restrictions ou obligations générales ou locales ou à d'autres formalités d'entrée ou de sortie que celles qui seront imposées à la nation la plus favorisée.

Article 6.

Chacun des deux pays contractants s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux produits, navires et wagons à destination ou en provenance de l'autre pays et à les assujettir à un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à la nation la plus favorisée.

Sur les chemins de fer et sur les voies navigables lesdits objets jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

Les produits en transit ne seront soumis à aucun droit de transit autre que la taxe de plombage et le droit de statistique.

Article 7.

Les stipulations de la présente Convention ne sont pas applicables aux concessions spéciales accordées ou qui seront accordées par la Norvège à la Suède, au Danemark et à l'Islande, ou par la Hongrie aux États qui lui sont limitrophes.

Article 8.

La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Budapest. Elle restera applicable jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir du jour où l'une des deux Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait en double, à Christiania, le 16 septembre 1924.

(Signé) BORNEMISZA.
(Signé) JOH. LUDW. MOWINCKEL.

Article 3.

Each of the two Contracting Parties shall grant to the other the right to appoint in its ports and commercial centres consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, but they may, however, refuse to allow appointments to places they may deem it desirable to specify.

Consuls-general, consuls, vice-consuls, consular agents and their head clerks shall, subject to reciprocity, enjoy the same privileges, powers and exemptions as are or may in future be enjoyed by those of the most-favoured nations.

Article 4.

Vessels belonging to nationals or companies of each of the contracting countries, and also their crews and cargoes, shall enjoy in the territory of the other country treatment at least as favourable as that accorded to vessels, crews and cargoes belonging to nationals of the country of to the most-favoured nation.

This provision shall not, however, apply to the coasting trade.

Article 5.

Each of the two countries shall, in the territory of the other country, unreservedly enjoy, in all matters concerning trade, the same rights and privileges as may be granted to any other nation.

Goods and other products of the soil and of industry may not, as regards their importation, exportation and re-exportation, be subject to other or most onerous taxes, restrictions or general or local obligations, or to other import or export formalities, than may hereafter be imposed upon the most-favoured nation.

Article 6.

Each of the two contracting countries undertakes to grant free transit through its territory to products, vessels and wagons going to or coming from the other country and to subject them to treatment at least as favourable as that accorded to the most-favoured nation.

On the railways and navigable waterways the said objects shall enjoy, as regards their consignment and costs of transport, the treatment applied to the most-favoured nation.

Products in transit shall not be subject to any transit duty other than the charge for sealing and the statistical duty.

Article 7.

The provisions of the present Convention shall not apply to the special concessions which are or may hereafter be granted by Norway to Sweden, Denmark and Iceland or by Hungary to neighbour States.

Article 8.

The present Convention shall be ratified and shall come into force immediately after the exchange of the instruments of ratification which will take place at Budapest. It shall remain in force until three months after the day on which it is denounced by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate, at Christiania, on September 16, 1924.

(Signed) BORNEMISZA.
(Signed) JOH. LUDW. MOWINCKEL.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et de navigation, conclue à la date de ce jour, entre la NORVÈGE et la HONGRIE, les Plénipotentiaires soussignés au nom de leurs Gouvernements respectifs ont jugé utile de préciser ce qui suit :

Au sujet de l'article 6 il est convenu que sous le terme de « taxe de plombage » sont compris tous les frais de manipulation de transit, par exemple dans le cas de transport d'animaux ou de beurre, les taxes pour l'examen sanitaire, etc.

Le présent Protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les deux Parties contractantes sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la Convention à laquelle il se rapporte, a été dressé en double expédition, à Christiania, le 16 septembre 1924.

(Signé) BORNEMISZA.
(Signé) JOH. LUDW. MOWINCKEL.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères
à Oslo, le 26 février 1925.

Pour le Ministre :
Alfred DANICKEN.
Chef de Division.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Treaty of Commerce and Navigation concluded this day between Norway and Hungary, the undersigned Plenipotentiaries have, on behalf of their respective Governments, considered it advisable to make clear the following point.

With reference to Article 6 it is agreed that the expression " charge for sealing " includes all the charges for handling in transit. For instance, in the case of the transport of animals or of butter, it includes charges for sanitary inspection, etc.

The present Protocol, which shall be regarded as approved and sanctioned by the two Contracting Parties without any other special ratification but solely by the exchange of the ratifications of the Convention to which it refers, has been drawn up in duplicate at Christiania on September 16, 1924.

(Signed) BORNEMISZA.

(Signed) JOH. LUDW. MOWINCKEL.

N° 836.

PAYS-BAS ET ROYAUME-UNI

Accord provisoire au sujet de la navigation aérienne, signé à la Haye, le 11 juillet 1923.

THE NETHERLANDS AND THE UNITED KINGDOM

Provisional Agreement relating to Air Navigation, signed at The Hague, July 11, 1923.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

No. 836. — VOORLOOPIGE SCHIKKING[1] TUSSCHEN NEDERLAND EN HET VEREENIGD KONINKRIJK INZAKE LUCHTVAARTVERKEER, GETEEKEND TE'S GRAVENHA'SE, DEN 11DEN JULI 1923.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 10 *mars* 1925.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIDG KONINKRIJK VAN GROOT-BRITANNIË EN IERLAND EN VAN DE BRITSCHE OVERZEESCHE BEZITTINGEN, KEIZER VAN INDIË,

wenschende tot eene voorloopige schikking nopens het luchtvaartverkeer tusschen Nederland en Groot-Britannië en Noord-Ierland te geraken, hebben daartoe tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Zijne Excellentie Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Minister van Buitenlandsche Zaken, en

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITANNIË EN IERLAND EN VAN DE BRITSCHE OVERZEESCHE BEZITTINGEN, KEIZER VAN INDIË :

Sir Charles MURRAY MARLING, K. C. M. G., C. B., Zijner Majesteits Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te 's-Gravenhage,

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 7 janvier 1925.

No. 836. — PROVISIONAL AGREEMENT[1] BETWEEN THE NETHERLANDS AND THE UNITED KINGDOM, RELATING TO AIR NAVIGATION, SIGNED AT THE HAGUE, JULY 11, 1923.

English and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place March 10, 1925.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA,

being desirous of entering into a provisional agreement relating to air navigation between the Netherlands and Great Britain and Northern Ireland, have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

His Excellency Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Her Majesty's Minister for Foreign Affairs, and

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

Sir Charles MURRAY MARLING, K.C.M.G., C.B., His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague ;

[1] The exchange of ratifications took place at The Hague, January 7, 1925.

die, na elkander hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1.

Deze voorloopige schikking betreft alleen particuliere en handelsluchtvaartuigen, welke als zoodanig onderscheidenlijk door de Nederlandsche en de Britsche Regeering volgens de voorschriften zijn ingeschreven. Elk der beider verdragsluitende Staten verbindt zich in vredestijd aan de particuliere en handelsluchtvaartuigen van den anderen Staat vrijheid van vreedzaam verkeer boven zijn territoir en territoriale wateren toe te staan, mits de in deze voorloopige schikking vermelde voorwaarden worden nageleefd.

Elk der beide verdragsluitende Staten heeft het recht het vervoer van personen en goederen tegen betaling tusschen twee punten binnen zijn territoir ten behoeve van de eigen luchtvaartuigen voor te behouden.

Artikel 2.

De Nederlandsche Regeering en de Britsche Regeering hebben ieder het recht het vliegen boven bepaalde gedeelten van haar territoir, op straffen bij de wet bedreigd, te verbieden, onder het voorbehoud, dat in dit opzicht geen onderscheid zal worden gemaakt tusschen de particuliere en handelsluchtvaartuigen der beide Staten.

In buitengewone omstandigheden evenwel heeft elk der verdragsluitende Staten het vliegen boven zijn territoir of boven gedeelten van zijn territoir te beperken of geheel te verbieden, in welk geval het hierboven bedoelde voorbehoud niet van toepassing is.

De in dit artikel genoemde verbodsbepalingen en beperkingen zullen aan den betrokken Staat worden bekend gemaakt.

Artikel 3.

Elk luchtvaartuig, dat zich boven een verboden gebied bevindt, moet onmiddellijk het noodsignaal geven, hetwelk is voorgeschreven in de luchtvaartreglementen van den Staat, waarboven het zich bevindt, en moet zoo

who, after having communicated to each other their full powers found to be in good and proper form, have agreed as follows :

Article 1.

This provisional Agreement applies only to private and commercial aircraft, duly registered as such by the Netherlands and British Governments respectively. Each of the two Contracting States undertakes in time of peace to allow the private and commercial aircraft of the other State liberty of innocent passage above its territory and territorial waters provided that the conditions set forth in the present provisional Agreement are observed.

Each of the two Contracting States shall have the right to reserve to its national aircraft the carriage of persons and goods for hire between two points within its own territory.

Article 2.

The Netherlands Government and the British Government shall each have the right to forbid flight over certain areas of its territory under the penalties provided by its legislation, but subject to the reservation that no distinction shall be made in this respect between the private and commercial aircraft of the two States.

In exceptional circumstances, however, each of the Contracting States shall have the right to restrict or to forbid the flight over the whole or over parts of its territory, this measure not being subject to the reservation mentioned above.

The prohibitions and restrictions mentioned in this paragraph will be notified to the State interested.

Article 3.

Any aircraft which finds itself above a prohibited area shall immediately give the signal of distress provided in the regulations as to air navigation of the State flown over and shall land as soon as possible on one of

spoedig mogelijk op een der luchtvaartterreinen van dien Staat, en buiten het verboden gebied, landen.

Artikel 4.

Elk luchtvaartuig moet voorzien zijn van een door of vanwege de bevoegde autoriteit van een der beide Staten uitgereikt bewijs van inschrijving en bewijs van luchtwaardigheid, alsmede een journaal. Het moet duidelijke en zichtbare kenmerken voeren, waaruit gedurende de vlucht zijn identiteit kan worden vastgesteld.

Artikel 5.

De bestuurders moeten voorzien zijn van een bewijs van geschiktheid, uitgereikt door de bevoegde autoriteiten van elk der beide Staten of door een door deze erkende vereeniging. Elke bestuurder moet voorts met zich voeren bescheiden, waaruit zijn nationaliteit, zijn identiteit en eventueel zijn militaire rang blijkt, en moet, zoo noodig, voorzien zijn van een paspoort. De passagiers moeten voorzien zijn van alle identiteitsbewijzen en paspoorten, welke de geldende wetten en verordeningen voorschrijven.

Artikel 6.

Een luchtvaartuig mag geen inrichting voor draadlooze telegraphie of telephonie medevoeren zonder bijzondere vergunning van den Staat, tot welks nationaliteit het behoort. Het gebruik van deze inrichtingen boven het territoir van elk der verdragsluitende Staten zal onderworpen zijn aan de voorschriften, welke door de bevoegde autoriteit van dien Staat zijn gegeven. In elk geval mag een zoodanige inrichting slechts bediend worden door die leden der bemanning, die daartoe een bijzondere vergunning hebben.

Geen wapenen, munitie, ontplofbare stoffen, vergiftige gassen of postduiven mogen worden medegevoerd. Geen photographische of cinematographische toestellen mogen worden medegevoerd zonder bijzondere vergunning van den Staat, waarboven het luchtvaartuig zich bevindt.

the aerodromes of that State and outside the prohibited area.

Article 4.

Every aircraft shall be provided with a certificate of registration and a certificate of airworthiness, issued by the competent authorities of either of the two States or under their sanction, and also with a log book. It shall carry distinctive and visible marks allowing it to be identified while flying.

Article 5.

The pilots shall be provided with a certificate of competency issued by the competent authorities of either of the two States or by an association recognised by them. Each pilot shall further carry documents establishing his nationality, his identity, his military rank (if any) and shall, if necessary, be provided with a passport. The passengers shall be provided with all the documents of identity and passports required by the laws and regulations in force.

Article 6.

No apparatus for wireless telegraphy or telephony shall be carried by an aircraft without a special licence issued by the State to which it belongs. The use of such apparatus above the territory of each of the Contracting States shall be subject to the regulations made by the competent authority in that State. In any case such apparatus shall only be used by such members of the crew as are provided with a special licence for the purpose.

No arms, munitions, explosives, asphyxiating gases or carrier pigeons shall be carried. No photographic or cinematographic apparatus shall be carried without special permissions from the State flown over.

Artikel 7.

Een luchtvaartuig, dat aan het internationaal verkeer tusschen de beide Staten deelneemt, mag passagiers en goederen vervoeren, doch moet voorzien zijn :

wat de passagiers betreft, van een naamlijst ;

wat de goederen betreft, van een manifest van lading en een inventaris van de aan boord aanwezige uitrusting en van door de afzenders gedane specifieke aangiften.

Het vervoer van passagiers en goederen moet geschieden overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen. Post mag worden vervoerd, indien te dien einde tusschen de postadministratiën der beide landen een overeenkomst is gesloten en van kracht is.

Artikel 8.

Bij vertrek en landing van de luchtvaartuigen hebben de autoriteiten van beide landen te allen tijde het recht de luchtvaartuigen te onderzoeken, ten einde de bescheiden, waarvan deze moeten zijn voorzien, te verifieeren.

Artikel 9.

Elk luchtvaartterrein in een der beide Staten, dat tot algemeen gebruik ten behoeve van de eigen luchtvaartuigen is opengesteld, zal evenzoo voor de luchtvaartigen van den anderen Staat toegankelijk zijn.

Artikel 10.

Alle luchtvaarartuigen, welke een der beide Staten binnenkomen of verlaten, moeten landen op of opstijgen van daartoe aangewezen (land- of water-) luchtvaartterreinen, welke luchtvaartterreinen over en weer zullen worden bekendgemaakt.

Behoudens in geval van nood mag een luchtvaartuig, dat een der beide Staten verlaat of daar binnenkomt, niet landen tusschen de grens en een der aangewezen luchtvaartterreinen.

Article 7.

An aircraft engaged in international navigation between the two States may carry passengers and goods, but shall be provided :

for passengers, with a list of their names ;

for goods, with a manifest of the goods and an inventory of the supplies carried and with detailed declarations made out by the consignors.

The carriage of passengers and goods shall be in accordance with the laws and regulations in force for the time being. Mails may be carried, if an agreement to this effect has been concluded and is for the time being in force between the postal administrations of the two countries.

Article 8.

Upon the departure and upon the landing of aircraft, the authorities of the two countries shall in all cases have the right to search them with a view to examining and verifying the documents with which they must be provided.

Article 9.

Every aerodrome in either of the two States which is open to public use by its national aircraft shall likewise be open to aircraft of the other State.

Article 10.

All aircraft entering or leaving either of the two States must land at or depart from appointed aerodromes or seaplane stations, such aerodromes and seaplane stations to be reciprocally notified.

Except in cases of distress, an aircraft leaving or entering one of the two States shall make no landing between the frontier and one of the appointed aerodromes or seaplane stations.

Artikel 11.

Totdat anders is bepaald, mogen de grenzen van de beide Staten op elk punt, met uitzondering van de verboden gebieden, worden overgevlogen.

Artikel 12.

Het luchtvaartuig en zijn bemanning is onderworpen aan alle wettelijke verplichtingen, welke voortvloeien uit de algemeene wetgeving, de douane-wetgeving en alle verordeningen betreffende de openbare veiligheid, alsmede aan die verordeningen betreffende de luchtvaart, welke eventueel geldig zijn in den Staat waarin zij zich bevinden ; de ten behoeve van de Nederlandsche luchtvaartuigen en de leden hunner bemanning uitgereikte bewijzen van luchtwaardigheid en van geschiktheid hebben gelijke geldigheid als de overeenkomstige door Groot-Britannië uitgereikte stukken en omgekeerd.

Artikel 13.

Gedurende de vlucht mag als ballast slechts fijn zand of water uit een luchtvaartuig worden geworpen.

Artikel 14.

Gedurende de vlucht mogen geen andere voorwerpen of stoffen dan ballast worden uitgeworpen of op andere wijze verwijderd. Uitzonderingen kunnen worden gemaakt ten aanzien van postluchtvaartuigen, alsmede in die gevallen, waarin een bijzondere vergunning is gegegen.

Article 15.

De Nederlandsche Regeering en de Britsche Regeering zullen elkander mededeeling doen van de regelingen, welke betreffende de luchtvaart onderscheidenlijk in elk der beide landen van kracht zijn.

Artikel 16.

Deze schikking zal worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen zoo spoedig

Article 11.

Until otherwise provided, the frontiers of the two States may be crossed at any point except over prohibited areas.

Article 12.

The aircraft and its crew shall be subject to all the legal obligations which arise from general legislation, from Customs and excise legislation and any regulations which are laid down for public safety, as well as to such regulations as to air navigation as may be in force in the State in which they may be ; the licences and certificates issued in respect of the aircraft and of the crews of aircraft of the Netherlands shall have the same validity as the corresponding documents issued in Great Britain and vice versa.

Article 13.

No ballast, other than fine sand or water, shall be dropped from an aircraft in flight.

Article 14.

No article or substance other than ballast shall be unloaded or discharged in the course of flight. Exceptions may be made for postal aircraft and in cases for which permission may be specifically granted.

Article 15.

The Netherlands Government and the British Government will communicate to each other the regulations relative to air navigation which are in force in their respective countries.

Article 16.

Th epresent Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as

mogelijk worden uitgewisseld. Zij zal van kracht worden op den dag, waarop de bekrachtigingsoorkonden zullen zijn uitgewisseld.

soon as possible. It will come into force on the date of exchange of the ratifications.

Artikel 17.

Deze schikking, welke van voorloopigen aard is, kan door elk der verdragsluitende partijen te allen tijde met een termijn van drie maanden worden opgezegd.

Verder behoudt elk der verdragsluitende partijen zich het recht voor deze schikking zonder eenigen termijn van opzegging te doen eindigen, zondra de beide verdragsluitende partijen de op 13 October 1919 te Parijs geteekende Luchtvaartconventie[1] zullen hebben bekrachtigd.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden deze overeenkomst hebben geteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage in tweevoud in de Nederlandsche en in de Engelsche taal, den 11den Juli 1923.

Article 17.

The present Agreement, which is of a provisional character, may be denounced by either of the Contracting Parties at any time by giving notice three months in advance.

Furthermore each of the Contracting Parties reserves to itself the right to denounce the present Agreement, such denunciation to take immediate effect, after the two Contracting Parties have ratified the International Air Convention[1] signed at Paris the 13th October, 1919.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done at the Hague in duplicate in the Dutch and English languages, the 11th July, 1923.

VAN KARNEBEEK.
CHARLES M. MARLING.

BIJLAGE.

1. Wat betreft de vluchten binnen de grenzen van en boven haar gebied heeft elk der verdragsluitende partijen het recht de bewijzen van geschiktheid, welke aan een van haar onderdanen door den anderen Staat zijn uitgereikt, niet te erkennen.

2. De partijen zijn het er over eens, dat het instellen van een geregelden dienst naar en van een der verdragsluitende Staten alsmede daarbinnen door dien Staat aan bijzondere voorschriften kan worden onderworpen.

3. Deze bijlage zal als een integreerend deel van de bovenvermelde schikking worden beschouwd.

ANNEX.

(1) For the purpose of flights within the limits of and above its own territory each of the Contracting Parties has the right to refuse to recognise certificates of competency and licences granted to one of its nationals by the other Contracting State.

(2) It is agreed that the establishment of a regular service to and from one of the Contracting States and within that State may be made subject to special regulations by that State.

(3) The present Annex shall be considered as an integral part of the above Agreement.

[1] Vol. XI, page 173 et vol. XXIV, page 174 de ce Recueil.

[1] Vol. XI, page 173, and Vol. XXIV, page 174, of this Series.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 836. — ACCORD PROVISOIRE ENTRE LES PAYS-BAS ET LE ROYAUME-UNI AU SUJET DE LA NAVIGATION AÉRIENNE, SIGNÉ A LE HAYE, LE 11 JUILLET 1923.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE, des DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES,

Désireux de conclure un accord provisoire relatif à la navigation aérienne entre les Pays-Bas et la Grande-Bretagne et l'Irlande septentrionale, ont nommé à cet effet comme leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Son Excellence le Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, son Ministre des Affaires étrangères, et

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Sir Charles MURRAY MARLING, K.C.M.G., C. B., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à La Haye ;

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Le présent Accord provisoire s'applique exclusivement aux appareils aériens privés et commerciaux, dûment enregistrés comme tels par les Gouvernements britannique et néerlandais, respectivement.

Chacun des deux Etats contractants s'engage à accorder, en temps de paix, aux appareils privés et commerciaux de l'autre Etat la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire et de ses eaux territoriales, sous réserve que soient observées les conditions énoncées dans le présent Accord provisoire.

Chacun des deux Etats contractants aura le droit de réserver à ses appareils nationaux le transport payant de passagers et de marchandises entre deux points de son propre territoire.

Article 2.

Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement britannique auront le droit d'interdire le survol de certaines zones de leurs territoires, sous réserve des sanctions prévues par leurs législations respectives, mais à condition qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre les appareils privés et commerciaux des deux Etats.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles, chacun des deux Etats contractants aura le droit de restreindre ou d'interdire le survol de la totalité ou de certaines parties de son territoire, cette mesure n'étant pas soumise à la réserve formulée ci-dessus.

Les interdictions et restrictions visées dans le présent article seront notifiées à l'Etat intéressé.

Article 3.

Tout appareil se trouvant au-dessus d'une zone interdite devra immédiatement donner le signal de détresse prévu dans les règlements de circulation aérienne de l'Etat survolé et atterrir au plus tôt sur l'un des aérodromes de cet Etat, et en dehors de la zone interdite.

Article 4.

Tout appareil devra être pourvu de pièces d'immatriculation et d'un certificat de navigabilité délivrés par les autorités compétentes de l'un ou l'autre des deux Etats ou avec leur assentiment ; il devra également posséder un livre de bord et porter des marques distinctives apparentes permettant de l'identifier en plein vol.

Article 5.

Les pilotes devront être munis d'un brevet délivré par les autorités compétentes de l'un ou l'autre des deux Etats ou par une association reconnue par elles. Chaque pilote devra, en outre, porter des papiers établissant sa nationalité, son identité, éventuellement son grade militaire, et être pourvu, s'il y a lieu, d'un passeport. Les passagers devront être munis de toutes les pièces d'identité et passeports exigés par les lois et règlements en vigueur.

Article 6.

Aucun dispositif de T. S. F. ou de radiotéléphonie ne pourra être portée par un appareil, sans une licence spéciale délivrée par l'Etat auquel il ressort. L'usage de ces dispositifs au-dessus du territoire de chacun des Etats contractants sera assujetti aux règlements édictés par les autorités compétentes dudit Etat. De toute façon ces dispositifs ne pourront être employés que par ceux des membres de l'équipage qui seront munis à cet effet d'une licence spéciale.

Il ne sera pas transporté d'armes, de munitions, d'explosifs, de gaz asphyxiants ou de pigeons voyageurs. Aucun appareil photographique ou cinématographique ne pourra être transporté sans autorisation spéciale de l'Etat survolé.

Article 7.

Les appareils affectés à la navigation internationale entre les deux Etats pourront transporter des voyageurs et des marchandises, mais devront être munis :

Pour les voyageurs : d'une liste nominative (rôle des passagers) ;

Pour les marchandises : d'un manifeste des marchandises et denrées transportées, ainsi que de déclarations détaillées établies par les expéditeurs.

Le transport des passagers et des marchandises devra s'effectuer conformément aux lois et règlements en vigueur. Le courrier postal pourra être transporté si une entente a été conclue à cet effet et se trouve alors en vigueur entre les administrations postales des deux pays.

Article 8.

Au départ et à l'atterissage d'un appareil, les autorités des deux pays auront, dans tous les cas, le droit de le visiter à l'effet d'examiner et de vérifier les pièces dont il doit être muni.

Article 9.

Tout aérodrome ouvert dans l'un ou l'autre des deux Etats qui est publiquement autorisé pour les appareils nationaux sera, dans les mêmes conditions, ouvert aux appareils de l'autre Etat.

Article 10.

Tout appareil entrant dans l'un ou l'autre des deux Etats ou le quittant, devra effectuer son atterrissage ou son départ dans des aérodromes ou des stations d'hydroplanes qui seront désignés d'avance, et que se notifieront réciproquement les deux Etats contractants.

Sauf en cas de détresse, les appareils quittant l'un des deux Etats ou y pénétrant, ne devront pas atterrir entre la frontière et l'un quelconque des aérodromes ou stations d'hydroplanes désignés d'avance.

Article 11.

Jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, les frontières des deux Etats pourront être franchies en tous les points situés hors des zones interdites.

Article 12.

L'appareil et l'équipage seront soumis à toutes les obligations juridiques résultant de la législation générale et des législations douanière et fiscale, ainsi que des règlements relatifs à la sécurité publique ; ils seront soumis également aux règlements de navigation aérienne en vigueur dans l'Etat où ils se trouvent ; les brevets et licences délivrés aux appareils et aux équipages des Pays-Bas auront la même valeur que les pièces correspondantes délivrées en Grande-Bretagne, et réciproquement.

Article 13.

Il est interdit de jeter d'un aéronef en vol d'autre lest que du sable fin et de l'eau.

Article 14.

Il est interdit de jeter ou de décharger en cours de route autre chose que du lest. Il pourra être fait exception à cette règle en ce qui concerne les appareils postaux ainsi que dans les cas où une autorisation aura été spécialement accordée à cet effet.

Article 15.

Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement britannique se communiqueront réciproquement les règlements relatifs à la navigation aérienne qui sont en vigueur sur leurs territoires respectifs.

Article 16.

Le présent Accord sera ratifié et les ratifications seront échangées aussitôt que possible. Il entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

Article 17.

Le présent Accord, qui n'a qu'un caractère provisoire, peut être dénoncé par l'une ou l'autre des deux Parties contractantes à n'importe quel moment, moyennant un préavis de trois mois.

En outre, chacune des Parties contractantes se réserve le droit de dénoncer le présent Accord, cette dénonciation devant entrer immédiatement en vigueur, lorsque les deux Parties contractantes auront ratifié la Convention internationale aérienne, signée à Paris, le 13 octobre 1919.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à La Haye, en double expédition, en langues néerlandaise et anglaise, le 11 juillet 1923.

VAN KARNEBEEK. CHARLES M. MARLING.

ANNEXE.

1. Pour les vols effectués au-dessus de son propre territoire et dans les limites de ce territoire, chacune des Parties contractantes a le droit de refuser de reconnaître les brevets et licences délivrés à l'un de ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

2. Il est convenu que l'établissement d'un service aérien régulier en provenance ou à destination de l'un des Etats contractants et à l'intérieur du territoire de cet Etat, peut être subordonné à des règlements spéciaux édictés par ledit Etat.

3. La présente Annexe sera considérée comme faisant partie intégrante de l'Accord ci-dessus.

N° 837.

ALLEMAGNE ET COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU BASSIN DE LA SARRE

Accord au sujet de l'application de la Convention de Berne sur le transport des marchandises par chemin de fer au trafic germano-sarrois, signé à Berlin, le 19 février et à Sarrebruck, le 28 février 1925.

GERMANY AND THE SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION

Agreement relating to the application of the Berne Convention for the transport of goods by rail to the traffic between Germany and the Saar Territory, signed at Berlin, February 19, and at Sarrebruck, February 28, 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 837. — ABKOMMEN [1] ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETS, ZUR ANWENDUNG DES BERNER INTERNATIONALEN ÜBEREINKOMMENS ÜBER EISENBAHNFRACHTVERKEHR, GEZEICHNET ZU BERLIN, DEN 19. UND ZU SAARBRÜCKEN, DEN 28. FEBRUAR 1925.

Texte officiel allemand communiqué par le Président de la Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 11 *mars* 1925.

German official text communicated by the Chairman of the Saar Basin Governing Commission. The registration of this Agreement took place March 11, 1925.

Die DEUTSCHE REGIERUNG und die REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETS sind zur Ausführung der Bestimmungen des Artikels III der zwischen ihnen getroffenen Abrede [2] vom 9/17 Januar 1923 über folgende Bestimmungen übereingekommen :

Einziger Artikel.

Für den Wechselverkehr zwischen Deutschland und dem Saargebiet wird die Anwendung des Berner Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr und damit die Benutzung des Internationalen Frachtbriefes durch den Tarif vorgeschrieben. Der Tarif kann jedoch, unbeschadet der Geltung des Berner Internationalen Übereinkommens, bestimmen, dass es dem Absender frei steht, den für den Binnenverkehr des Versandgebietes gültigen Frachtbrief zu verwenden. Der Tarif kann ferner bestimmen, dass der in Artikel 3 Satz 2 der Abrede vom 9/17. Januar 1923 vorgesehne Hinweis auf die vertragliche Anwendung des gewählten Frachtbriefmusters unterbleibt.

Der diesen Bestimmungen entsprechende Tarif soll eingeführt werden, sobald es technisch möglich ist.

Geschehen in doppelter Ausfertigung.

BERLIN, *den* 19. *Februar* 1925.

Gez. STRESEMANN.

SAARBRÜCKEN, *den* 28. *Februar* 1925.

Gez. V. RAULT.

[1] Cet Accord a été ratifié par l'Allemagne le 19 février 1925, et par la Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre le 28 février 1925.

[2] Vol. XXVII' page 289 de ce Recueil.

[1] This Agreement was ratified by Germany on February 19, 1925, and by the Saar Basin Governing Commission on February 28, 1925.

[2] Vol. XXVII, page 289 of this Series.

[1] TRADUCTION.

No. 837. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU BASSIN DE LA SARRE, AU SUJET DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION DE BERNE SUR LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER AU TRAFIC GERMANO-SARROIS, SIGNÉ A BERLIN, LE 19 FÉVRIER ET A SARREBRUCK, LE 28 FÉVRIER 1925.

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND et la COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE sont convenus ce qui suit au sujet de l'exécution des prescriptions de l'article 3 de la Convention passée entre eux le 9/17 janvier 1923.

Article unique.

La Convention internationale de Berne sur le transport des marchandises est applicable dans le trafic d'échange entre l'Allemagne et la Sarre. Il s'ensuit donc qu'il y a lieu à emploi, dans ledit trafic, de la lettre de voiture internationale. Le tarif peut cependant admettre que, la validité de la Convention internationale de Berne restant acquise, il soit loisible à l'expéditeur d'employer la lettre de voiture valable dans le trafic intérieur de celui des pays où se fait l'expédition. Il pourra, en outre, être indiqué au tarif que la lettre de voiture

[1] Communiquée par le Président de la Commission de Gouvernement du Bassin de la Sarre.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] TRANSLATION.

No. 837. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND THE SAAR BASIN GOVERNING COMMISSION RELATING TO THE APPLICATION OF THE BERNE CONVENTION FOR THE TRANSPORT OF GOODS BY RAIL TO THE TRAFFIC BETWEEN GERMANY AND THE SAAR TERRITORY, SIGNED AT BERLIN, FEBRUARY 19, AND AT SAARBRUCK, FEBRUARY 28, 1925.

The GERMAN GOVERNMENT and the GOVERNING COMMISSION OF THE SAAR TERRITORY have agreed upon the following regulations regarding the execution of the provisions contained in Article 3 of the Convention concluded between them on January 9 and 17, 1923.

Sole Article.

The Berne International Convention with regard to the transport of goods by rail shall be applied to traffic between Germany and the Saar Territory, and accordingly the international way-bill provided for in the tariff shall be used. Nevertheless, without prejudice to the validity of the Berne International Convention, the tariff may authorise the consignor to use the way-bill provided for inland traffic in the consigning country. The tariff may further provide that the reference contained in the second sentence of Article 3 of the Convention

[1] Communicated by the Chairman of the Saar Basin Governing Commission.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

utilisée ne comportera pas la mention prévue par la dernière phrase de l'article 3 de la Convention du 9/17 janvier 1923.

Le tarif mis en accord avec les indications qui précèdent sera appliqué dès que ce sera possible au point de vue technique.

Fait en double.

Berlin, le 19 janvier 1925.

(L. S.) STRESEMANN.

SARREBRUCK, *le 28 février 1925.*

(L. S.) V. RAULT.

dated January 9 and 17, 1923, with regard to the compulsory use of the prescribed form of way-bill shall not apply.

The tariff shall be introduced in accordance with these regulations, as soon as it is technically possible.

Done in duplicate.

Berlin, on February 19, 1925.

(L. S.) STRESEMANN.

SAARBRÜCK, *February 28, 1925.*

(L. S.) V. RAULT.

N° 838.

ALLEMAGNE ET FINLANDE

Déclaration concernant la rémunération à payer pour le sauvetage d'un navire ou de sa cargaison par un établissement ou un navire de l'Etat, signée à Helsingfors, le 2 février 1925.

GERMANY AND FINLAND

Declaration regarding the Compensation which shall be payable for the Rescue by Establishments or Vessels belonging to the State of a Vessel or her Cargo from Perils of the Sea, signed at Helsingfors, February 2, 1925.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 838. — SELITYSKIRJA SUOMEN JA SAKSAN HALLITUSTEN VÄLILLÄ KOSKEVA KORVAUSTA, JOKA ON SUORITOTTAVA KUN ALUS TAI SEN LASTI VALTIONLAITOSTEN TAI VALTIONALUSTEN TOIMESTA PELASTETAAN MERIHÄDÄSTÄ, ALLEJOITETTU HELSINGISSÄ 2 PÄIVÄNÄ HELMIKUUTA 1925.

Textes officiels allemand, finnois et suédois communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette Déclaration a eu lieu le 16 *mars* 1925.

SUOMEN HALLITUKSEN ja SAKSAN HALLITUKSEN välillä on tehty seuraava sopimus korvauksesta, joka on suoritettava, kun alus tai sen lasti valtionlaitosten tai valtionalusten toimesta pelastetaan merihädästä :

Jos toisen sopimuspuolen alus tai sen lasti, kun aluksen miehistö ei ole menettänyt käyttövaltaansa niihin eikä niitä jättänyt, toisen sopimuspuolen valtionlaitosten tahi valtionalusten toimesta pelastetaan merihädästä, vaadittakoon vain korvaus avustuksen aiheuttamista suoranaisista omista kustannuksista sekä kohtuullinen palkkio avustukseen osaaottaneelle miehistölle, ellei lainrikkomuksen johdosta sakko tai tavarain tai aluksen menettäminen lain mukaan tule kysymykseen.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 838. — ERKLÄRUNG ABGEGEBEN ZWISCHEN FINNLAND UND DEUTSCHLAND BETREFFEND DIE ZU ZAHLENDE VERGÜTUNG BEI RETTUNG EINES SCHIFFES ODER DESSEN LAST AUS SEENOT DURCH VERMITTLUNG STAATLICHER EINRICHTUNGEN ODER STAATLICHER SCHIFFE, GEZEICHNET ZU HELSINGFORS DEN 2. FEBRUAR 1925.

German Finnish, and Swedish official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place March 16, 1925.

Zwischen der DEUTSCHEN REGIERUNG und der FINNISCHEN REGIERUNG ist die nachstehende Vereinbarung betreffend die Vergütung für die durch staatliche Einrichtungen oder staatliche Schiffe erfolgte Rettung eines Schiffes oder dessen Ladung aus Seenot getroffen worden :

Falls ein Schiff des einen Teiles oder dessen Ladung, ohne dass sie der Verfügung der Schiffsbesatzung entzogen oder von ihr verlassen waren, durch die staatlichen Einrichtungen oder staatlichen Schiffe des anderen Teiles aus einer Seenot gerettet wird, soll nur die Vergütung der durch die Hilfeleistung entstandenen unmittelbaren Selbstkosten sowie eine angemessene Belohnung für die an der Hilfeleistung beteiligte Besatzung gefordert werden, wenn nicht durch Verletzung des Gesetzes Geldstrafe oder die Verwirkung der Waren oder des Schiffes gesetzmässig in Frage kommen.

Tämä selityskirja voidaan milloin tahansa irtisanoa, mutta se jää kuitenkin voimaan kuudeksi kuukaudeksi irtisanomisen jälkeen.

Tämä selityskirja on laadittu kahtena kappaleena.

HELSINGISSÄ 2 *päivänä helmikuuta* 1925.

Diese Erklärung kann zu jeder Zeit gekündigt werden, bleibt jedoch nach erfolgter Kündigung noch sechs Monate in Kraft.

Diese Erklärung ist in zwei Exemplaren ausgefertigt.

HELSINGFORS, *den 2. Februar* 1925.

(L. S.) (signé) Hj. J. PROCOPÉ.
(L. S.) (Signé) Graf JULIUS VON ZECH-BURKERSRODA.

Pour copie conforme,
à Helsingfors,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 6 février 1925 :
(signé) Niilo IDMAN.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 838. — DEKLARATION MELLAN FINLAND OCH TYSKLAND ANGÅENDE ERSÄTTNING VID RÄDDNING AV FARTYG ELLER LAST FRÅN SJÖNÖD GENOM FÖRMEDLING AV STATLIGA INRÄTTNINGAR ELLER FARTYG, UNDERTECKNAD I HELSINGFORS DEN 2 FEBRUARI 1925.

Mellan FINLANDS REGERING och TYSKLANDS REGERING har nedannämnda överenskommelse träffats angående den ersättning, som vid räddning av fartyg eller dess last från sjönöd genom förmedling av statliga inrättningar eller staten tillhörande fartyg skall erläggas :

Därest den ena fördragsslutande parten tillhörande fartyg eller dess last, i de fall fartygets besättning icke förlorat möjligheten att förfoga över desamma eller övergivit dem, räddas från sjönöd genom åtgärd av inrättning eller fartyg tillhörande den andra staten, må anspråk på ersättning framställas allenast för direkta självkostnader, vilka föranletts av den lämnade hjälpen, och en skälig belöning åt besättningen, som tagit del i räddningen, därest icke tillföljd av begången lagöverträdelse bötesstraff eller lastens eller fartygets dömande förbrutna enligt lag ifrågakommer.

Denna deklaration kan vid varje tidpunkt uppsägas ; dock skall densamma förbliva gällande under sex månader efter det dylik uppsägning ägt rum.

Denna deklaration är upprättad i två exemplar.

HELSINGFORS, *den 2 februari* 1925.

(L. S.) (Signé) Hj. J. PROCOPÉ.
(L. S.) (Signé) Graf JULIUS VON ZECH-BURKERSRODA.

Pour copie conforme,
à Helsingfors, au Ministère des Affaires étrangères,
le 6 février 1925 :
Niilo IDMAN.

[1] TRADUCTION.

No. 838. — DÉCLARATION GERMANO-FINLANDAISE CONCERNANT LA RÉMUNÉRATION A PAYER POUR LE SAUVETAGE D'UN NAVIRE OU DE SA CARGAISON PAR UN ÉTABLISSEMENT OU UN NAVIRE DE L'ÉTAT, SIGNÉE A HELSINGFORS, LE 2 FÉVRIER 1925.

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND et le GOUVERNEMENT FINLANDAIS conviennent de l'Accord suivant concernant les indemnités dues pour le sauvetage en mer de navires ou de leur chargement par des organisations ou des bâtiments officiels :

Si un navire de l'une des Parties contractantes, ou son chargement, sans que l'équipage en ait perdu possession ou les ait abandonnés, sont préservés d'un sinistre, grâce aux organisations ou aux bâtiments officiels de l'autre Partie, l'indemnité à réclamer ne pourra viser que les frais résultant directement de l'aide apportée et une rémunération convenable pour l'équipage ayant participé au sauvetage, à moins qu'une infraction à la loi n'expose le capitaine ou le propriétaire du navire à une amende ou à la confiscation des marchandises ou du navire.

Cette Déclaration peut être dénoncée en tout temps ; elle demeurera, cependant, en vigueur six mois après dénonciation.

Fait en double, à Helsingfors, le 2 février 1925.

(L. S.) (Signé) Hj. J. PROCOPÉ.
(L. S.) (Signé) Graf JULIUS VON ZECH-BURKERSRODA.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 838. — GERMANO-FINNISH DECLARATION REGARDING THE COMPENSATION WHICH SHALL BE PAYABLE FOR THE RESCUE, BY ESTABLISHMENTS VESSELS OR BELONGING TO THE STATE, OF A VESSEL OR HER CARGO FROM PERILS OF THE SEA, SIGNED AT HELSINGFORS, FEBRUARY 2, 1925.

The following Agreement has been concluded between the GERMAN and FINNISH GOVERNMENTS regarding the compensation which shall be payable for the rescue, by vessels or establishments belonging to the State, of a vessel or her cargo from perils of the sea.

Should a vessel of one Party, or the cargo of such a vessel, be rescued from perils of the sea by establishments or vessels belonging to the Government of the other Party, without, however, being taken out of the control of her crew or having been abandoned by the latter, compensation may only be claimed up to the amount of the actual expenditure directly incurred in effecting the rescue, with the addition of an appropriate recompense for the rescuing crew, except in cases in which the law has been infringed, with consequent liability to a fine, or to the forfeiture of the merchandise or vessel.

The present Declaration may be denounced at any time, but shall remain in force for six months after the date of its denunciation.

Done in duplicate at Helsingfors, February 2, 1925.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 839.

DANEMARK ET FINLANDE

Convention relative à l'institution d'une Commission de conciliation, signée à Stockholm, le 27 juin 1924.

DENMARK AND FINLAND

Convention concerning the Establishment of a Conciliation Commission, signed at Stockholm, June 27, 1924.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 839. — KONVENTION[1] MELLEM DANMARK OG FINLAND ANGAAENDE FORLIGSNAEVN, UNDERTEGNET I STOCKHOLM DEN 27 JUNI 1924.

Textes officiels danois, finnois, français et suédois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne et par le Ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 17 mars 1925.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND og REPUBLIKEN FINLANDS PRÆSIDENT, som er besjælede af Ønsket om at fremme Udviklingen af Forligsbehandling i internationale Tvister i en med Folkenes Forbunds Pagt overensstemmende Aand, og som herved for deres Vedkommende har villet gennemføre Principerne i Forbundets Delegeretforsamlings Resolution af 22. September 1922 om Afslutning af Konventioner om Forligsnævn, er blevet enige om i dette Øjemed at afslutte en Konvention og har til deres Befuldmægtigede udset :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Hans Majestæts chargé d'affaires a. i. i Stockholm Bent Fritz FALKENSTJERNE ;

REPUBLIKEN FINLANDS PRÆSIDENT :

Dr. Werner SÖDERHJELM, Republikens overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i Stockholm ;

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 839. — SOPIMUS[1] SOVINTOLAUTAKUNNISTA SUOMEN JA TANSKAN VÄLILLÄ, ALLEKIRJOITETTU TUKHOLMASSA KESÄKUUN 27 PÄIVÄNÄ 1924.

HÄNEN MAJESTEETTINSA TANSKAN JA ISLANNIN KUNINGAS ja SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI, haluten edistää sovintomenettelyä kansainvälisissä riitaisuuksissa Kansainliiton liittosopimuksen mukaisessa hengessä ja pyrkien täten omasta puolestaan toteuttamaan Kansainliiton yleiskokouksen syyskuun 22 päivänä 1922 tekemää päätöstä, joka koskee sovintolautakuntain asettamista tarkoittavien sopimusten aikaansaamista, ovat päättäneet tätä varten tehdä keskenään sopimuksen ja ovat valtuutetuikseen määränneet :

HÄNEN MAJESTEETTINSA TANSKAN JA ISLANNIN KUNINGAS :

väliaikaisen Asiainhoitajansa Tukholmassa Bent Fritz FALKENSTJERNEN ;

ja SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Tasavallan Tukholmassa olevan Erikoislähettilään ja Täysivaltaisen Ministerin T:ri Werner SÖDERHJELMIN,

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 7 mars 1925.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 839. — KONVENTION[1] MELLAN DANMARK OCH FINLAND ANGÅENDE FÖRLIKNINGSNÄMNDER, UNDERTECKNAD I STOCKHOLM DEN 27 JUNI 1924.

No. 839. — CONVENTION[1] ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE, RELATIVE A L'INSTITUTION D'UNE COMMISSION DE CONCILIATION, SIGNÉE A STOCKHOLM LE 27 JUIN 1924.

Danish, Finnish, French and Swedish official texts communicated by the Danish Minister a Berne and the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 17, 1925.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK OCH ISLAND och REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT, vilka äro besjälade av önskan att främja utvecklingen av förlikningsförfarande i internationella tvister i en med akten för Nationernas förbund överensstämmande anda och som därvid velat för sin del förverkliga principerna i förbundsförsamlingens resolution den 22 september 1922 om avslutande av konventioner rörande förlikningsnämnder, hava överenskommit att i detta syfte avsluta en konvention och hava till sina fullmäktige utsett :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, animés du désir de favoriser le développement de la procédure de conciliation des différends internationaux dans un esprit conforme au Pacte de la Société des Nations,

Décidés à réaliser, dans les rapports entre les deux Etats, les principes de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, en date du 22 septembre 1922, tendant à l'institution de commissions de conciliation par voie de conventions entre les Etats,

Ont résolu de conclure à cet effet une Convention et ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK OCH ISLAND :

Sin Chargé d'Affaires ad interim i Stockholm Bent Fritz FALKENSTJERNE ; och

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Bent Fritz FALKENSTJERNE, son Chargé d'affaires *ad interim* à Stockholm, et

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT REPUBLIKENS :

Envoyé extraordinaire och Ministre plénipotentiaire i Stockholm Dr. Werner SÖDERHJELM,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. le Dr Werner SÖDERHJELM, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République à Stockholm,

[1] The exchange of ratifications took place at Copenhagen, March 7, 1925.

hvilke, behørigt befuldmægtigede, er kommet overens om følgende Artikler :

Artikel 1.

De kontraherende Parter forpligter sig til at henvise til et staaende Nævn, som oprettes paa den nedenfor angivne Maade, til Undersøgelse og Forligsbehandling alle Tvister, af hvad Art de maatte være, som ikke indenfor rimelig Tid har kunnet løses ad diplomatisk Vej og ikke ifølge Statuten[1] for den faste mellemfolkelige Domstol eller anden Overenskomst mellem dem skal underkastes enten nævnte Domstols eller en Voldgiftsrets Afgørelse.

Artikel 2.

Naar en Tvist, som af den ene Part er henvist til Nævnet, af den anden Part indbringes for Domstolen eller for en Voldgiftsret i Henhold til de i Artikel 1 nævnte Bestemmelser, skal Nævnet udsætte Behandlingen af Tvisten, indtil Domstolens eller Voldgiftsrettens Beslutning angaaende deres Kompetence foreligger.

Artikel 3.

Nævnet skal bestaa af fem Medlemmer. Enhver af Parterne vælger to af disse, af hvilke den ene kan vælges blandt Statens egne Undersaatter. Det femte Medlem, som skal være Nævnets Formand, skal være af anden Nationalitet end Nævnets øvrige Medlemmer. Formanden vælges af Parterne i Forening. Skulde disse ikke kunne blive enige om Valget, skal han efter Anmodning fra en af Parternes Side vælges af Presidenten for den faste mellemfolkelige Domstol eller, hvis denne er Statsborger i nogen af de kontraherende Stater, af Domstolens Vicepræsident.

Nævnet skal være oprettet inden seks Maaneder efter Udvekslingen af Ratifikationerne af nærværende Konvention.

Artikel 4.

Nævnets Medlemmer vælges for en Tid af tre Aar. Deres Hverv kan ikke tilbagekaldes

jotka, siihen asianmukaisesti valtuutettuina ovat sopineet seuraavista artikloista :

1 *art.*

Sopimusvaltiot sitoutuvat pysyväiseen lautakuntaan, joka muodostetaan alempana mainitulla tavalla, tutkintaa ja sovintoa varten lykkäämään kaikki riitaisuudet, olkoot mitä laatua tahansa, joita ei kohtuullisessa ajassa ole voitu ratkaista diplomaattista tietä ja joita ei Kansainvälisen pysyväisen tuomioistuimen säännön[1] taikka muun niitten kesken voimassa olevan sopimuksen mukaan ole alistettava joko sanotun tuomioistuimen taikka välitysoikeuden ratkaistaviksi.

2 *art.*

Jos riitaisuus, jonka toinen sopimuspuoli on saattanut lautakunnan tutkittavaksi, toisen sopimuspuolen toimesta pannaan vireille tuomioistuimessa taikka välitysoikeudessa sellaisten sopimusmääräysten nojalla, joita 1 artiklassa tarkoitetaan, tulee lautakunnan lykätä riitaisuuden käsittely, kunnes tuomioistuin taikka välitysoikeus on ratkaissut kysymyksen omasta pätevyydestään.

3 *art.*

Lautakuntaan kuuluu viisi jäsentä. Kumpikin sopimuspuoli asettaa niistä kaksi, ioista toinen voidaan valita valtion omista kansalaisista. Viidennen jäsenen, jonka on toimittava puheenjohtajana, pitää olla toista kansallisuutta kuin lautakunnan muut jäsenet. Puheenjohtajan sopimuspuolet yhteisesti valitsevat. Elleivät he voisi vaalista sopia, valitsee hänet, jommankumman sopimuspuolen pyynnöstä, pysyväisen kansainvälisen tuomioistuimen presidentti taikka, jos tämä olisi jommankumman sopimusvaltion kansalainen, tuomioistuimen varapresidentti.

Lautakunnan pitää olla asetettuna kuusi kuukautta sen jälkeen kuin tämän sopimuksen ratifioimisasiakirjat on vaihdettu.

4 *art.*

Lautakunnan jäsenet valitaan kolmeksi vuodeksi. Heidän toimeksiantoaan ei voida toi-

[1] Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152 et vol. XXVII, page 416 de ce Recueil.

vilka, därtill behörigen bemyndigade, överenskommit om följande artiklar :

Artikel 1.

De fördragsslutande parterna förplikta sig att till en stående nämnd, som upprättas på sätt nedan sägs, för undersökning och förlikning hänskjuta alla tvister, av vilket slag de vara må, som icke inom skälig tid kunna lösas på diplomatisk väg och icke enligt stadgan [1] för den fasta mellanfolkliga domstolen eller annan överenskommelse mellan dem skola underkastas antingen sagda domstols eller skiljedomstols avgörande.

Artikel 2.

Därest tvist, som av ena parten hänskjutits till nämnden, av andra parten anhängiggöres vid domstol eller skiljedomstol på grund av bestämmelser, som avses i art. 1, skall nämnden uppskjuta handläggningen av tvisten i avbidan på domstolens eller skiljedomstolens beslut rörande sin behörighet.

Artikel 3.

Nämnden skall bestå av fem medlemmar. Vardera parten utser två av dessa, av vilka en kan väljas bland statens egna medborgare. Den femte medlemmen, vilken skall vara nämndens ordförande, skall vara av annan nationalitet än nämndens övriga medlemmar. Ordföranden utses av parterna i förening. Skulle dessa icke kunna enas om valet, skall han efter anmodan av endera parten utses av presidenten för den fasta mellanfolkliga domstolen eller, därest denne är medborgare i någon av de fördragsslutande staterna, av domstolens vice president.

Nämnden skall vara tilsatt inom sex månader efter utväxlingen av ratifikationerna till denna konvention.

Artikel 4.

Nämndens medlemmar utses för en tid av tre år. Deras uppdrag kan ej återkallas

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre, aux fins d'enquête et de conciliation, à une Commission permanente, constituée dans les conditions prévues ci-dessous, tous différends, de quelque nature qu'ils soient, qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable et qui ne doivent pas être déférés, aux termes, soit du Statut [1] de la Cour permanente de Justice internationale, soit de tout autre accord conclu entre elles, à ladite Cour ou à un tribunal d'arbitrage.

Article 2.

Si un différend, dont l'une des Parties a saisi la Commission, est porté par l'autre Partie, conformément aux dispositions visées à l'article premier, devant la Cour permanente ou un tribunal d'arbitrage, la Commission suspendra l'examen du différend jusqu'à ce que la Cour ou le tribunal ait statué sur la compétence.

Article 3.

La Commission se compose de cinq membres. Chaque Etat en désigne deux, dont l'un peut être choisi parmi ses propres nationaux. Le cinquième, qui remplit les fonctions de président, doit appartenir à une autre nationalité qu'à celles des autres membres de la Commission. Le président est désigné d'un commun accord par les Parties. Au cas où cet accord ne pourrait s'établir, sa nomination sera effectuée à la requête de l'une des Parties, par le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant d'un des Etats contractants, par le vice-président de la Cour.

La Commission devra être constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications de la présente Convention.

Article 4.

Les membres de la Commission sont nommés pour trois ans. Sauf accord contraire entre

[1] Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152 and Vol. XXVII, page 416 of this Series.

før Udløbet af det Tidsrum, for hvilket de er valgt, med mindre Parterne derom er enige. Hvis et Medlem dør eller fratræder sin Stilling skal for Resten af Valgperioden en anden vælges i hans Sted saavidt muligt to Maaneder derefter og i ethvert Fald saasnart Tvist henvises til Nævnet.

Artikel 5.

Inden Udløbet af fjorten Dage, efterat en Part har henvist en Tvist til Nævnet, har Parterne Adgang til for Behandlingen af den paagældende Tvist at erstatte det ene af de fra deres udsete Medlemmer med en Person, som med Hensyn til foreliggende Spørgsmaal er i Besiddelse af særlig Sagkundskab, dog med Iagttagelse af den i Artikel 3 fastsatte Regel angaaende Medlemmernes Nationalitet.

Den Part, som vil benytte denne Adgang, skal derom straks underrette Modparten, og denne har i saa Fald, inden fjorten Dage efter at han har erholdt denne Underretning, Adgang til at tage tilsvarende Skridt.

Artikel 6.

Hvis ved Udløbet af det Tidsrum, for hvilket et Medlem er valgt, et andet Medlem ikke er blevet udset i hans Sted, skal den paagældendes Mandat anses fornyet for tre Aar; Formandens Mandat skal dog ophøre ved Valgperiodens Udløb, hvis dette forinden er krævet af nogen af Parterne.

Et Medlem, hvis Mandat ophører, medens en Tvist er til Behandling af Nævnet, skal, selvom Efterfølger er blevet valgt, fortsætte med Behandlingen af Tvisten, indtil denne er afsluttet.

Artikel 7.

En Tvist henvises til Nævnet ved en fra en af Parterne til Nævnets Formand rettet Meddelelse. Om saadan Meddelelse skal der straks gives den anden Part Underretning. Formanden skal snarest muligt sammenkalde Nævnet.

mikauden kestäessä peruuttaa, paitsi jos sopimuspuolet ovat siitä yhtä mieltä. Jos jäsen kuolee tai luopuu toimestaan, on toinen valittava hänen sijalleen, mikäli mahdollista kahden kuukauden kuluessa sen jälkeen ja joka tapauksessa niin pian kuin jokin riitaisuus on saatettu lautakunnan käsiteltäväksi.

5 *art.*

Kun riitaisuus on saatettu lautakunnan käsiteltäväksi, on kummallakin sopimuspuolella valta neljäntoista päivän kuluessa sen jälkeen, sanotun riitaisuuden käsittelyä varten, korvata toinen hänen puoleltaan valittu jäsen toisella henkilöllä, jolla käsiteltävässä kysymyksessä on erityistä asiantuntemusta, noudattaen kuitenkin 3 artiklan säännöstä lautakunnan jäsenten kansallisuudesta.

Sopimuspuolen, joka tahtoo käyttää tätä oikeutta hyväkseen, tulee heti antaa siitä tieto vastapuolelle, joka silloin neljäntoista päivän kuluessa tiedon siitä saatuaan voi ryhtyä vastaavaan toimenpiteeseen.

6 *art.*

Jos jäsenen toimikauden päättyessä toista jäsentä ei olisi hänen sijalleen asetettu, katsotaan hänen toimensa kolmeksi vuodeksi uudistetuksi; puheenjohtajan toimi kuitenkin lakkaa toimikauden päättyessä, jos jompikumpi sopimuspuoli sitä ennen on sitä vaatinut.

Jäsen, jonka toimi päättyy jonkun riitaisuuden ollessa lautakunnassa vireillä, ottaa edelleen osaa riitaisuuden käsittelyyn, kunnes se on päättynyt.

7 *art.*

Riitaisuus saatetaan lautakunnan käsiteltäväksi ilmoituksella, jonka jompikumpi sopimuspuoli antaa lautakunnan puheenjohtajalle. Sellainen ilmoitus on viipymättä saatettava toisen sopimuspuolen tietoon. Puheenjohtajan tulee mahdollisimman pian kutsua lautakunta koolle.

under mandatstiden, med mindre parterna äro därom ense. I händelse medlem dör eller avgår från sin befattning, skall för återstoden av mandatstiden en annan utses i hans ställe, såvitt möjligt inom två månader därefter, och i varje fall så snart tvist hänskjutits till nämnden.

Artikel 5.

Inom loppet av fjorton dagar från det någondera parten hänskjutit tvist till nämnden, äger part att för behandling av ifrågavarande tvist ersätta den ene av de från hans sida utsedda medlemmarna med en person, som i den föreliggande frågan äger speciell sakkunskap, dock med iakttagande av den i art. 3 stadgade regeln rörande medlemmarnas nationalitet.

Part, som vill begagna denna rätt, skall därom genast underrätta motparten, och äger i ty fall denne att inom fjorton dagar, sedan han erhållit underrättelsen, vidtaga motsvarande åtgärd.

Artikel 6.

Om vid utgången av en medlems mandatstid annan medlem ej blivit i hans ställe utsedd, skall hans mandat anses förnyat på tre år ; dock att ordförandens mandat skall upphöra vid mandatstidens utgång, därest detta dessförinnan påyrkats av endera av parterna.

Medlem, vars mandat utgår, medan en tvist beror på nämndens handläggning, skall, ändå att efterträdare blivit utsedd, fortsätta att deltaga i handläggningen av tvisten till dess den avslutats.

Artikel 7.

Tvist hänskjutes till nämnden genom meddelande från en av de fördragsslutande parterna till nämndens ordförande. Sådant meddelande skall omedelbart delgivas andra parten. Ordföranden skall snarast möjligt sammankalla nämnden.

es Parties, ils ne pourront pas être révoqués pendant la durée de leur mandat. En cas de décès ou de retraite de l'un d'eux il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les deux mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la Commission.

Article 5.

Dans un délai de quinze jours, à dater de celui où l'un des Etats contractants aura porté un différend devant la Commission, chacune des Parties pourra, pour l'examen du litige visé, remplacer l'un des membres désignés par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière, sous réserve, toutefois, de la règle stipulée à l'article 3 concernant la nationalité des membres de la Commission.

La Partie qui voudrait user de ce droit, en avertira immédiatement la Partie adverse ; dans ce cas, celle-ci a la faculté d'user du même droit, dans un délai de quinze jours à partir de celui où l'avertissement lui est parvenu.

Article 6.

Si, à l'expiration du mandat d'un membre, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; toutefois, sur la demande de l'une des Parties, les fonctions du président doivent cesser à la fin de son mandat.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant ait été désigné.

Article 7.

Les différends sont portés devant la Commission par la notification qui en est faite par l'une des Parties au président de la Commission. Cette notification doit être portée immédiatement à la connaissance de la Partie adverse. Le président doit convoquer la Commission dans le plus bref délai.

Meddelelse om Tvistens Henvisning til Nævnet skal af vedkommende Part bringes til Folkenes Forbunds Generalsekretærs Kundskab.

Artikel 8.

Nævnet sammentræder paa det Sted, hvor Folkenes Forbund har sit Sæde, hvis Parterne ikke i særligt Tilfælde træffer anden Aftale.

Artikel 9.

Parterne forpligter sig til at tilstille Nævnet alle for dets Opgave nødvendige Oplysninger samt til iøvrigt paa enhver Maade at lette Nævnet Udførelsen af dets Hverv.

Nævnet kan hos Folkenes Forbunds Generalsekretær anmode om Sekretariatets Bistand, naar denne maatte være nødvendig for Nævnets Virksomhed.

Artikel 10.

Parterne har Ret til at udse særlige Repræsentanter ved Nævnet, hvilke ligeledes skal være Mellemled mellem dem og Nævnet.

Artikel 11.

Nævnets Forhandlinger er ikke offentlige, med mindre Beslutning derom træffes af Nævnet med Parternes Samtykke.

Artikel 12.

Forhandlingerne for Nævnet er kontradiktoriske.

Nævnet fastsætter iøvrigt Reglerne for Forhandlingerne, dog saaledes, at Bestemmelserne i Kapitel III i Haagerkonventionen [1] af 18. Oktober 1907 angaaende fredelig Bilæggelse af internationale Stridigheder skal anvendes, med mindre Nævnet enstemmig beslutter Afvigelse fra disse Regler.

Asianomaisen sopimuspuolen tulee toimittaa ilmoitus riitaisuuden saattamisesta lautakunnan käsiteltäväksi Kansainliiton pääsihteerin tietoon.

8 *art.*

Lautakunnan tulee kokoontua sillä paikkakunnalla, missä Kansainliitolla on toimikeskuksensa, elleivät sopimuspuolet erikoistapauksen varalta ole toisin sopineet.

9 *art.*

Sopimuspuolet sitoutuvat toimittamaan lautakunnalle kaikki tarpeelliset tiedot sekä muuten valmistamaan sille kaikki sen toimen suorittamiseen tarvittavat helpotukset.

Lautakunta voi Kansainliiton pääsihteeriltä pyytää sihteeristön apua, milloin tämä on lautakunnan toiminnalle tarpeen.

10 *art.*

Sopimuspuolilla on oikeus asettaa lautakuntaan erityiset asiamiehet, jotka myöskin toimivat välittäjinä heidän ja lautakunnan välillä.

11 *art.*

Lautakunnan käsittelyt eivät ole julkiset, ellei lautakunta itse sopimuspuolten suostumuksella päätä julkisesti käsitellä asiaa.

12 *art.*

Asian käsittely lautakunnassa on kontradiktoorinen.

Lautakunnan asiana on itse vahvistaa muut menettelyä koskevat säännöt, kuitenkin niin että lokakuun 18 päivänä 1907 Haagissa päivätyn [1], kansainvälisten riitaisuuksien rauhanomaista ratkaisemista koskevan yleissopimuksen III osastossa olevia säännöksiä on sovellutettava, ellei lautakunta yksimielisesti toisin päätä.

[1] De Martens : Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome III, page 360.

Meddelande om tvistens hänskjutande till nämnden skall av vederbörande part tillställas Nationernas förbunds generalsekreterare för kännedom.

Artikel 8.

Nämnden skall sammanträda å den ort, där Nationernas förbund har sitt säte, såvida icke parterna för särskilt fall annorlunda överenskommit.

Artikel 9.

Parterna förbinda sig att tillställa nämnden alla erforderliga upplysningar samt i övrigt bereda nämnden alla för fullgörande av dess uppdrag erforderliga lättnader.

Nämnden äger att hos Nationernas förbunds generalsekreterare anhålla om sekretariatets bistånd, där detta är för nämndens verksamhet behövligt.

Artikel 10.

Parterna äga rätt att utse särskilda ombud hos nämnden, vilka även skola tjäna såsom mellanhand mellan dem och nämnden.

Artikel 11.

Förhandlingarna inför nämnden äro ej offentliga med mindre nämnden med parternas samtycke annorledes beslutar.

Artikel 12.

Förfarandet inför nämnden är kontradiktoriskt.

Nämnden skall i övrigt själv fastställa reglerna för förfarandet, dock att bestämmelserna i avdelning III i Haag-konventionen[1] den 18 oktober 1907 för avgörande på fredlig väg av internationella tvister skola tillämpas med mindre nämnden genom enhälligt beslut annorlunda bestämmer.

La Partie ayant saisi la Commission du différend en avisera le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 8.

La Commission se réunit au siège de la Société des Nations, à moins que les Parties ne lui aient assigné, dans un cas particulier, un autre lieu de réunion.

Article 9.

Les Parties s'engagent à fournir à la Commission toutes les informations utiles et à lui faciliter, à tous égards, l'accomplissement de sa tâche.

La Commission pourra demander au Secrétaire général de la Société des Nations l'assistance du Secrétariat, si la Commission en a besoin pour ses travaux.

Article 10.

Les Parties ont le droit de nommer des agents spéciaux auprès de la Commission qui devront en même temps servir d'intermédiaires entre elles et la Commission.

Article 11.

Les débats devant la Commission ne sont publics que si la Commission, d'accord avec les Parties, en décide ainsi.

Article 12.

La procédure devant la Commission est contradictoire.

La Commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, à défaut d'une décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention[1] de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 100, page 298.

Artikel 13.

Nævnets Beslutninger træffes ved simpel Majoritet, naar intet andet er bestemt i nærværende Konvention. Hvert Medlem har en Stemme, og Formandens Stemme gør ved lige Stemmetal Udslaget.

Nævnet er beslutningsdygtig, hvis samtlige Medlemmer er behörigt indkaldt, og Formanden samt mindst to andre Medlemmer er tilstede.

13 *art.*

Lautakunta tekee päätöksensä yksinkertaisella enemmistöllä, mikäli ei tässä sopimuksessa toisin säädetä. Kullakin jäsenellä on yksi ääni. Jos äänet menevät tasan, ratkaisee puheenjohtajan ääni. Lautakunta on päätösvaltainen, jos kaikki jäsenet ovat saaneet asianmukaisen kutsun istuntoon ja puheenjohtaja sekä ainakin kaksi muuta jäsentä ovat siinä saapuvilla.

Artikel 14.

Nævnet skal afgive Betænkning i enhver Tvist, som er henvist til det. Betænkningen skal indeholde et Forslag til Forlig, hvis Sagens Beskaffenhed dertil giver Anledning, om mindst tre af Nævnets Medlemmer er enige i saadant Forslag.

Afvigende Mening indenfor Nævnet skal sammen med Begrundelse for denne angives i Betænkningen.

14 *art.*

Lautakunnan tulee antaa mietintö kustakin riitaisuudesta, joka on saatettu sen käsiteltäväksi. Mietinnön tulee sisältää ehdotus riitaisuuden ratkaisemiseksi, jos asian laatu antaa siihen aihetta ja lautakunnan jäsenistä ainakin kolme yhtyy kannattamaan sellaista ehdotusta.

Lautakunnassa ilmennyt eriävä mielepide on perusteluineen mietinnössä mainittava.

Artikel 15.

Nævnet skal afslutte sit Arbejde inden seks Maaneder at regne fra det Tidspunkt, Tvisten er henvist til Nævnet, hvis Parterne ikke maatte blive enige om Forlængelse af denne Frist.

I ovennævnte Frist medregnes ikke den Tid, i hvilken Nævnets Virksomhed maatte have været afbrudt paa Grund af Bestemmelsen i Artikel 2.

15 *art.*

Lautakunnan tulee suorittaa työnsä loppuun kuuden kuukauden kuluessa luettuna siitä päivästä, jolloin riitaisuus saatettiin lautakunnan käsiteltäväksi, ollen kuitenkin sopimuspuolten vallassa sopia tämän ajan pidentämisestä.

Edellämainittuun määräaikaan ei lueta sitä aikaa, jolloin lautakunnan toiminta 2 artiklassa olevan säännöksen nojalla on ollut keskeytettynä.

Artikel 16.

Nævnets Betænkning undertegnes af Formanden og skal ufortøvet bringes til Parternes og Folkenes Forbunds Generalsekretærs Kundskab.

Parterne forpligter sig til indenfor rimelig Tid at underrette hinanden om, hvorvidt de godkender Betænkningens Indhold og antager det Forslag til Forlig, som deri maatte være fremsat.

16 *art.*

Lautakunnan mietintö on puheenjohtajan allekirjoitettava. Se on viipymättä saatettava sopimuspuolten sekä Kansainliiton pääsihteerin tietoon.

Sopimuspuolet sitoutuvat kohtuullisessa ajassa ilmoittamaan toisilleen, hyväksyvätkö he mietinnön sisällön ja suostuvatko he siihen sovintoehdotukseen, joka siinä ehkä esitetään.

Artikel 13.

Beslut av nämnden fattes med enkel majoritet, där ej annorledes i denna konvention stadgas. Varje medlem äger en röst och ordföranden vid lika röstetal utslagsröst. Nämnden är beslutmässig, om samtliga medlemmar erhållit vederbörlig kallelse till sammanträdet och ordföranden jämte minst två andra medlemmar äro närvarande.

Article 13.

Sous réserve des dispositions contraires de la présente Convention, les décisions de la Commission sont prises à la majorité simple. Chaque membre dispose d'une voix, celle du président étant décisive en cas de partage. La Commission peut délibérer valablement si tous les membres ont été dûment convoqués et si le président et au moins deux autres membres sont présents.

Artikel 14.

Nämnden skall avgiva betänkande i varje tvist, som hänskjutits till densamma. Betänkandet skall innehålla ett förslag till förlikning, om sakens beskaffenhet därtill giver anledning och minst tre av nämndens medlemmar förena sig om dylikt förslag.

Avvikande mening inom nämnden skall jämte motivering för densamma angivas i betänkandet.

Article 14.

La Commission fera un rapport sur chaque différend qui lui a été soumis. Le rapport comportera un projet de règlement du différend, si les circonstances y donnent lieu et si trois au moins des membres de la Commission se mettent d'accord sur un tel projet.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Artikel 15.

Nämnden bör avsluta sitt arbete inom sex månader från det tvisten hänskjutits till nämnden, parterna likväl obetaget att överenskomma om förlängning av denna tidrymd.

I ovannämnda tidrymd inräknas ej tid, varunder nämndens verksamhet varit avbruten på grund av bestämmelsen i art. 2.

Article 15.

Sous réserve du droit des Parties de prolonger ce délai, la Commission doit achever ses travaux dans un délai de six mois, à dater du jour où le différend a été porté devant la Commission.

Le temps durant lequel les travaux de la Commission sont suspendus, selon les dispositions de l'article 2, n'est pas compris dans le délai susmentionné.

Artikel 16.

Nämndens betänkande undertecknas av ordföranden och skall ofördröjligen bringas till parterna och Nationernas förbunds generalsekreterares kännedom.

Parterna förplikta sig att inom skälig tid underrätta varandra, huruvida de godkänna betänkandets innehåll och antaga det förlikningsförslag, som däri må hava framställts.

Article 16.

Le rapport de la Commission est signé par le président et porté sans délai à la connaissance des Parties et du Secrétaire général de la Société des Nations.

Les Parties s'engagent à porter à leur connaissance réciproque dans un délai raisonnable si elles acceptent les constatations du rapport et les propositions qu'il renferme.

Det beror paa Overenskomst mellem Parterne, hvorvidt Nævnets Betænkning skal offentliggøres straks efter dens Afgivelse ; dog kan Nævnet, hvor særlige Grunde foreligger, beslutte, at Betænkningen ogsaa uden saadan Overenskomst straks offentliggøres.

Sopimuspuolten keskinäisestä välipuheesta riippuu, onko lautakunnan mietintö julkaistava heti kun se on annettu ; lautakunta voi kuitenkin, milloin erityisiä syitä siihen on olemassa, päättää, että mietintö on heti julkaistava, vaikka sellaista välipuhetta ei ole tehty.

Artikel 17.

Vederlag til Nævnets Medlemmer for deres Arbejde med en til Nævnet henvist Tvist udredes saaledes, at hver af Parterne betaler Vederlag til de Medlemmer af Nævnet, som den selv har valgt, og yder Halvdelen af Formandens Vederlag.

Parterne bør søge at træffe Aftale om, at Vederlaget til de fra hver Side valgte Medlemmer udredes efter samme Grundsætninger

Hver Part bærer selv sine egne Sagsomkostninger og Halvdelen af dem, som Nævnet erklærer for fælles.

17 *art.*

Lautakunnan jäsenille suoritetaan korvausta heidän toimestaan lautakunnan käsiteltäväksi saatetussa asiassa siten, että kumpikin sopimuspuoli suorittaa korvauksen hänen valitsemilleen jäsenille sekä puolet puheenjohtajalle tulevasta korvauksesta.

Sopimuspuolten tulee pyrkiä keskenään sopimaan siitä, että korvausta suoritetaan samojen perusteiden mukaan kummaltakin puolen välituille lautakunnan jäsenille.

Kummankin sopimuspuolen on suoritettava menettelyn aiheuttamat omat kustannuksensa sekä puolet niistä kustannuksista, joitten lautakunta on harkinnut olevan yhteisiä.

Artikel 18.

Denne Konvention affattes paa Dansk, Finsk, Svensk og Fransk, saaledes at i Tvivlstilfælde den franske Tekst anses som den autentiske.

Denne Konvention skal ratificeres, og Ratifikationerne skal udveksles i København, saa snart ske kan. Den træder i Kraft straks efter Ratifikationernes Udveksling og gælder fem Aar at regne fra dette Tidspunkt. Hvis den ikke inden seks Maaneder før Udløbet af nævnte Tidsrum er blevet opsagt, gælder den yderligere fem Aar og skal fremdeles anses for forlænget for Femaarsperioder, hvis den ikke inden seks Maaneder før Udløbet af den nærmest foregaaende Femaarsperiode er blevet opsagt.

18 *art.*

Tämä sopimus on laadittu tanskan, suomen ruotsin ja ranskan kielillä ja on ranskalainen teksti sopimuksen tulkintaan nähden oleva todistusvoimainen.

Tämä sopimus on ratifioitava ja ratifioimisasiakirjat on vaihdettava Köpenhaminassa niin pian kuin mahdollista on. Sopimus tulee voimaan heti kun ratifioimisasiakirjat on vaihdettu ja on voimassa viisi vuotta mainitusta ajankohdasta luettuna. Ellei sitä ole irtisanottu viimeistään kuutta kuukautta ennen mainitun viisivuotiskauden päättymistä, on se oleva voimassa edelleen viisi vuotta. Tämän jälkeenkin sopimus jatkuvasti katsotaan pidennetyksi viideksi vuodeksi kerrallaan, ellei sitä ole irtisanottu vähintäin kuutta kuukautta ennen lähinnä edellisen viisivuotiskauden päättymistä.

På överenskommelse mellan parterna beror, huruvida nämndens betänkande skall publiceras omedelbart efter dess avgivande ; dock kan nämnden, där synnerliga skäl föreligga, besluta, att betänkandet även utan sådan överenskommelse skall omedelbart offentliggöras.

Il appartient aux Parties de décider, d'un commun accord, si le rapport de la Commission doit être publié immédiatement. Toutefois, même à défaut de cet accord, la Commission pourra, en cas de raisons spéciales, procéder à la publication immédiate du rapport.

Artikel 17.

Ersättning till medlemmarna av nämnden för deras befattning med en till nämnden hänskjuten tvist utgår sålunda, att vardera parten utbetalar ersättning till de av honom utsedda meldemmarna och hälften av ersättningen tifl ordföranden.

Parterna böra söka träffa överenskommelse i syfte att ersättning skall utgå efter samma grunder till de från vardera sidan utsedda medlemmarna.

Vardera parten har att själv vidkännas sina utgifter i anledning av förfarandet samt hälften av dem, som av nämnden prövats vara gemensamma.

Article 17.

Chacune des Parties indemnisera les membres de la Commission nommés par elle et fournira la moitié de l'indemnité du président.

Les Parties doivent chercher à s'entendre pour que, des deux côtés, les indemnités des membres de la Commission soient fixées d'après les mêmes chiffres.

Chaque Partie supportera les frais de procédure encourus par elle et la moitié de ceux déclarés communs par la Commission.

Artikel 18.

Denna konvention är avfattad på danska, finska, svenska och franska språken och skall, i fråga om tolkningen av konventionen, den franska texten äga vitsord.

Denna konvention skall ratificeras och ratifikationerna skola utväxlas i Köpenhamn så snart ske kan. Den träder i kraft omedelbart efter ratifikationernas utväxlande och gäller fem år räknat från denna tidpunkt. Därest den ej senast sex månader före utgången av nämnda tidrymd blivit uppsagd, skall den gälla ytterligare fem år ; och skall den allt framgent anses förlängd för en tidrymd av fem år, om den icke minst sex månader före utgången av närmast föregående femårsperiod blivit uppsagd.

Article 18.

La présente Convention est rédigée en langues danoise, finnoise, suédoise et française. Dans toutes les questions relatives à son interprétation, c'est le texte français qui fera foi.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Copenhague, aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq années à dater de l'échange des ratifications. Si elle n'a pas été dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce délai, elle restera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans et sera ainsi de suite censée renouvelée chaque fois pour cinq ans, sauf dénonciation six mois au moins avant l'expiration de la précédente période de cinq ans.

Til Bekræftelse heraf har de respektive Befuldmægtigede undertegnet denne Konvention og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i to Eksemplarer i Stockholm den 27. Juni 1924.

Ylläolevan vakuudeksi asianomaiset valtuutetut ovat tämän sopimuksen allekirjoittaneet ja sineteillään varustaneet.

Laadittu Tukholmassa, kahtena kappaleena, kesäkuun 27 päivänä 1924.

Till bekräftelse härav hava de respektive fullmäktige undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm, i två exemplar, den 27 juni 1924.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Stockholm, en deux exemplaires, le 27 juin 1924.

(L. S.) BENT FALKENSTJERNE.
(L. S.) WERNER SÖDERHJELM.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 13 mars 1925.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 839. — CONVENTION BETWEEN DENMARK AND FINLAND CONCERNING THE ESTABLISHMENT OF A CONCILIATION COMMISSION, SIGNED AT STOCKHOLM, JUNE 27, 1924.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK and THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC, being desirous of promoting the development of the procedure of conciliation in international disputes in accordance with the spirit of the Covenant of the League of Nations, and being desirous of carrying into effect the principles laid down in the Resolution regarding the conclusion of conciliation Conventions which was adopted by the Assembly of the League of Nations on September 22, 1922, have for this purpose agreed to conclude a Convention, and have appointed as their Plenipotentiaries the following :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :
M. Bent Fritz FALKENSTJERNE, His Chargé d'Affaires *a.i.* at Stockholm.

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :
Dr. Werner SÖDERHJELM, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic at Stockholm,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

who, having been duly appointed with full powers for that purpose, have agreed upon the following articles :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to refer to a Permanent Commission, to be appointed in the manner set forth below, for investigation and settlement by conciliation, all disputes of any nature whatever which it has not been possible to settle within reasonable time through diplomatic channels and which should not, under the terms of the Statute of the Permanent Court of International Justice or of any other agreement between the Parties, be submitted either to the Permanent Court or to a Court of Arbitration.

Article 2.

When a dispute which has been referred to the Commission by one of the Parties has been brought before the Permanent Court or a Court of Arbitration by the other Party under the terms of Article 1, the Commission shall postpone its investigation of the dispute until the Permanent Court or the Court of Arbitration shall have determined the question of competence in the case.

Article 3.

The Commission shall be composed of five members. Each Party shall appoint two members, one of which may be a national of the appointing State. The fifth member, who shall act as Chairman of the Commission, shall be a national of a State not otherwise represented on the Commission. He shall be appointed jointly by the Parties. Should the Parties be unable to agree, the Chairman shall, at the request of one of the Parties, be appointed by the President of the Permanent Court of International Justice or, should the latter be a national of one of the Contracting States, by the Vice-President of the Court.

The Commission shall be appointed within six months after the ratifications of the present Convention have been exchanged.

Article 4.

The members of the Commission shall be appointed for three years. They shall be irremovable during their term of office unless the Parties agree otherwise. In the event of the death or retirement of a member, the vacancy must be filled for the remainder of his term of office, within, if possible, the next two months, but in any case as soon as a dispute has been submitted to the Commission.

Article 5.

Either of the Parties may, within fifteen days after one of them has submitted a dispute to the Commission, replace one of the members whom it has appointed by a person specially qualified to deal with the particular case before the Commission, subject, however, to the rules laid down in Article 3 with regard to the nationality of members.

If one Party desires to avail itself of this right, it shall at once inform the other Party, which may take a similar step within fifteen days of receiving such notification.

Article 6.

If, at the end of his term of office, a member of the Commission has not been replaced, his, term of office shall be considered as renewed for a period of three years. The Chairman, however,

shall, at the request of one of the Parties, cease to hold office at the end of his appointed term.

If a member's term of office expires in the course of proceedings in connection with a dispute, he shall continue to take part in such proceedings until the dispute has been settled, even if his successor has been appointed.

Article 7.

When one of the Parties desires to submit a dispute to the Commission, it shall notify the President. The other Party shall also be informed at once of such notification. The President shall convene the Commission as soon as possible.

The Party which has submitted the dispute to the Commission shall notify the Secretary-General of the League of Nations.

Article 8.

The Commission shall meet at the seat of the League of Nations unless, in special cases, the Parties decide otherwise.

Article 9.

The Parties shall supply the Commission with all the information which may be useful and shall in every respect assist it in the accomplishment of its task.

The Commission may apply to the Secretary-General of the League of Nations for the assistance of the Secretariat if it appears that such assistance is necessary to facilitate its task.

Article 10.

The Parties shall be entitled to appoint special representatives on the Commission. These representatives shall also act as intermediaries between the Parties and the Commission.

Article 11.

Proceedings before the Commission shall not be public unless the Commission so decides and the Parties agree.

Article 12.

In proceedings before the Commission both Parties shall be heard.

The Commission shall draw up rules to govern its procedure, subject to the proviso that the regulations laid down in Chapter III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes shall be applied, unless the Commission unanimously agrees to depart from these regulations.

Article 13.

The Commission shall take its decisions by a majority vote of its members except where otherwise laid down in the present Convention.

Each member shall have one vote, and in case of a tie the President shall have a casting vote.

A quorum shall be constituted if all the members have been duly summoned and if the President and not less than two other members are present.

Article 14.

The Commission shall make a report on each dispute submitted to it. The report shall include a proposal for the settlement of the dispute, if a settlement is possible, and if at least three members agree to the proposals. The reasoned opinion of the members who are in the minority shall be recorded in the report.

Article 15.

The Commission shall complete its task within six months from the day when the dispute is submitted to it, unless the Parties agree to an extension of this period.

The above period shall not include any time during which the Commission's work is interrupted for reasons arising out of the provisions of Article 2.

Article 16.

The Commission's report shall be signed by the President, who shall immediately bring it to the knowledge of the Parties and of the Secretary-General of the League.

The Parties undertake to inform each other within reasonable time as to how far they approve the findings of the report and accept the settlement proposed therein.

The Parties shall decide, in agreement with one another, whether the Commission's report shall be published immediately after it has been issued ; in special circumstances, however, the Commission may decide that the report shall be published at once, even in the absence of any such agreement.

Article 17.

Each Party shall pay the allowances of the members of the Commission which it has appointed and shall also pay half the allowances of the Chairman.

The Parties shall endeavour to arrange that the allowances of the members of the Commission on both sides shall be fixed at the same figure.

Each Party shall bear the costs of procedure which it has incurred and half of those which the Commission may declare to be joint costs.

Article 18.

The present Convention is drafted in Danish, Finnish, Swedish and French. In any questions concerning its interpretation the French text shall be authoritative.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Copenhagen as soon as possible. It shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged and shall remain in force for five years from that date. Unless denounced within six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years and shall thereafter be regarded as renewed for successive periods of five years, unless denounced within six months before the expiration of the preceding period of five years.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Stockholm, June 27, 1924.

(L.S.) BENT FALKENSTJERNE. (L.S.) WERNER SÖDERHJELM.

N° 840.

DANEMARK ET SUÈDE

Convention relative à l'institution d'une Commission de conciliation, signée à Stockholm, le 27 juin 1924.

DENMARK AND SWEDEN

Convention concerning the Establishment of a Conciliation Commission, signed at Stockholm, June 27, 1924.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 840. — KONVENTION [1] MELLEM DANMARK OG SVERIGE ANGAAENDE FORLIGSNAEVN, UNDERTEGNET I STOCKHOLM DEN 27 JUNI 1924.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 17 mars 1925.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND og HANS MAJESTÆT SVERIGES KONGE, som er besjælede af Ønsket om at fremme Udviklingen af Forligsbehandling i internationale Tvister i en med Folkenes Forbunds Pagt overensstemmende Aand, og som herved for deres Vedkommende har villet gennemføre Principerne i Forbundets Delegeretforsamlings Resolution af 22. September 1922 om Afslutning af Konventioner om Forligsnævn, er blevet enige om i dette Øjemed at afslutte en Konvention og har til deres Befuldmægtigede udset :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Hans Majestæts chargé d'affaires a. i. i Stockholm Bent Fritz FALKENSTJERNE ;

HANS MAJESTÆT SVERIGES KONGE :

Hans Excellence Friherre Erik Teodor MARKS VON WÜRTEMBERG, Hans Majestæts Udenrigsminister ;

hvilke, behørigt befuldmægtigede, er kommet overens om følgende Artikler :

Artikel 1.

De kontraherende Parter forpligter sig til at henvise til et staaende Nævn, som oprettes paa den nedenfor angivne Maade, til Undersøgelse og Forligsbehandling alle Tvister, af hvad Art de maatte være, som ikke indenfor rimelig Tid har kunnet løses ad diplomatisk Vej og ikke ifølge Statuten [2] for den faste mellemfolkelige Domstol eller anden Overenskomst mellem dem skal underkastes enten nævnte Domstols eller en Voldgiftsrets Afgørelse.

Artikel 2.

Naar en Tvist, som af den ene Part er henvist til Nævnet, af den anden Part indbringes for Domstolen eller for en Voldgiftsret i Henhold til de i Artikel 1 nævnte Bestemmelser, skal Nævnet udsætte Behandlingen af Tvisten, indtil Domstolens eller Voldgiftsrettens Beslutning angaaende deres Kompetence foreligger.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague le 7 mars 1925.

[2] Vol. VI., page 379. Vol. XI, page 404. Vol. XV, page 304. Vol. XXIV, page 152 et Vol. XXVII, page 416 de ce Recueil.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 840. — KONVENTION [1] MELLAN SVERIGE OCH DANMARK ANGÅENDE FÖRLIKNINGSNÄMNDER, UNDERTECKNAD I STOCKHOLM DEN 27 JUNI 1924.

Danish and Swedish official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Convention took place March 17, 1925.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK OCH ISLAND och HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE, vilka äro besjälade av önskan att främja utvecklingen av förlikningsförfarande i internationella tvister i en med akten för Nationernas förbund överensstämmande anda och som därvid velat för sin del förverkliga principerna i förbundsförsamlingens resolution den 22 september 1922 om avslutande av konventioner rörande förlikningsnämnder, hava överenskommit att i detta syfte avsluta en konvention och hava till sina fullmäktige utsett :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV DANMARK OCH ISLAND :

Sin Chargé d'Affaires ad interim i Stockholm Bent Fritz FALKENSTJERNE ;

OCH HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Minister för Utrikes Ärendena Hans Excellens Friherre Erik Teodor MARKS VON WÜRTEMBERG ;

vilka, därtill behörigen bemyndigade, överenskommit om följande artiklar :

Artikel 1.

De fördragsslutande parterna förplikta sig att till en stående nämnd, som upprättas på sätt nedan sägs, för undersökning och förlikning hänskjuta alla tvister, av vilket slag de vara må, som icke inom skälig tid kunna lösas på diplomatisk väg och icke enligt stadgan [2] för den fasta mellanfolkliga domstolen eller annan överenskommelse mellan dem skola underkastas antingen sagda domstols eller skiljedomstols avgörande.

Artikel 2.

Därest tvist, som av ena parten hänskjutits till nämnden, av andra parten anhängiggöres vid domstol eller skiljedomstol på grund av bestämmelser, som avses i art. 1, skall nämnden uppskjuta handläggningen av tvisten i avbidan på domstolens eller skiljedomstolens beslut rörande sin behörighet.

[1] The exchange of ratifications took place at Copenhagen, March 7, 1925.

[2] Vol. VI, page 379. Vol. XI, page 404, Vol. XV, page 304, Vol. XXIV, page 152 and Vol. XXVII, page 416 of this Series.

Artikel 3.

Nævnet skal bestaa af fem Medlemmer. Enhver af Parterne vælger to af disse, af hvilke den ene kan vælges blandt Statens egne Undersaatter. Det femte Medlem, som skal være Nævnets Formand, skal være af anden Nationalitet end Nævnets øvrige Medlemmer. Formanden vælges af Parterne i Forening. Skulde disse ikke kunne blive enige om Valget, skal han efter Anmodning fra en af Parternes Side vælges af Præsidenten for den faste mellemfolkelige Domstol eller, hvis denne er Statsborger i nogen af de kontraherende Stater, af Domstolens Vicepræsident.

Nævnet skal være oprettet inden seks Maaneder efter Udvekslingen af Ratifikationerne af nærværende Konvention.

Artikel 4.

Nævnets Medlemmer vælges for en Tid af tre Aar. Deres Hverv kan ikke tilbagekaldes før Udløbet af det Tidsrum, for hvilket de er valgt, med mindre Parterne derom er enige. Hvis et Medlem dør eller fratræder sin Stilling skal for Resten af Valgperioden en anden vælges i hans Sted saavidt muligt to Maaneder derefter og i ethvert Fald, saasnart Tvist henvises til Nævnet.

Artikel 5.

Inden Udløbet af fjorten Dage, efterat en Part har henvist en Tvist til Nævnet, har Parterne Adgang til for Behandlingen af den paagældende Tvist at erstatte det ene af de fra deres Side udsete Medlemmer med en Person, som med Hensyn til foreliggende Spørgsmaal er i Besiddelse af særlig Sagkundskab, dog med Iagttagelse af den i Artikel 3 fastsatte Regel angaaende Medlemmernes Nationalitet.

Den Part, som vil benytte denne Adgang, skal derom straks underrette Modparten, og denne har i saa Fald, inden fjorten Dage efter at han har erholdt denne Underretning, Adgang til at tage tilsvarende Skridt.

Artikel 6.

Hvis ved Udløbet af det Tidsrum, for hvilket et Medlem er valgt, et andet Medlem ikke er blevet udset i hans Sted, skal den paagældendes Mandat anses fornyet for tre Aar ; Formandens Mandat skal dog ophøre ved Valgperiodens Udløb, hvis dette forinden er krævet af nogen af Parterne.

Et Medlem, hvis Mandat ophører, medens en Tvist er til Behandling af Nævnet, skal, selvom Efterfølger er blevet valgt, fortsætte med Behandlingen af Tvisten, indtil denne er afsluttet.

Artikel 7.

En Tvist henvises til Nævnet ved en fra en af Parterne til Nævnets Formand rettet Meddelelse. Om saadan Meddelelse skal der straks gives den anden Part Underretning. Formanden skal snarest muligt sammenkalde Nævnet.

Meddelelse om Tvistens Henvisning til Nævnet skal af vedkommende Part bringes til Folkenes Forbunds Generalsekretærs Kundskab.

Artikel 8.

Nævnet sammentræder paa det Sted, hvor Folkenes Forbund har sit Sæde, hvis Parterne ikke i særligt Tilfælde træffer anden Aftale.

Artikel 3.

Nämnden skall bestå av fem medlemmar. Vardera parten utser två av dessa, av vilka en kan väljas bland statens egna medborgare. Den femte medlemmen, vilken skall vara nämndens ordförande, skall vara av annan nationalitet än nämndens övriga medlemmar. Ordföranden utses av parterna i förening. Skulle dessa icke kunna enas om valet, skall han efter anmodan av endera parten utses av presidenten för den fasta mellanfolkliga domstolen eller, därest denne är medborgare i någon av de fördragsslutande staterna, av domstolens vice president.

Nämnden skall vara tillsatt inom sex månader efter utväxlingen av ratifikationerna till denna konvention.

Artikel 4.

Nämndens medlemmar utses för en tid av tre år. Deras uppdrag kan ej återkallas under mandatstiden, med mindre parterna äro därom ense. I händelse medlem dör eller avgår från sin befattning, skall för återstoden av mandatstiden en annan utses i hans ställe, såvitt möjligt inom två månader därefter, och i varje fall så snart tvist hänskjutits till nämnden.

Artikel 5.

Inom loppet av fjorton dagar från det någondera parten hänskjutit tvist till nämnden, äger part att för behandling av ifrågavarande tvist ersätta den ene av de från hans sida utsedda medlemmarna med en person, som i den föreliggande frågan äger speciell sakkunskap, dock med iakttagande av den i art. 3 stadgade regeln rörande medlemmarnas nationalitet.

Part, som vill begagna denna rätt, skall därom genast underrätta motparten, och äger i ty fall denne att inom fjorton dagar, sedan han erhållit underrättelsen, vidtaga motsvarande åtgärd.

Artikel 6.

Om vid utgången av en medlems mandatstid annan medlem ej blivit i hans ställe utsedd, skall hans mandat anses förnyat på tre år ; dock att ordförandens mandat skall upphöra vid mandatstidens utgång, därest detta dessförinnan påyrkats av endera av parterna.

Medlem, vars mandat utgår, medan en tvist beror på nämndens handläggning, skall, ändå att efterträdare blivit utsedd, fortsätta att deltaga i handläggningen av tvisten till dess den avslutats.

Artikel 7.

Tvist hänskjutes till nämnden genom meddelande från en av de fördragsslutande parterna till nämndens ordförande. Sådant meddelande skall omedelbart delgivas andra parten. Ordföranden skall snarast möjligt sammankalla nämnden.

Meddelande om tvistens hänskjutande till nämnden skall av vederbörande part tillställas Nationernas förbunds generalsekreterare för kännedom.

Artikel 8.

Nämnden skall sammanträda å den ort, där Nationernas förbund har sitt säte, såvida icke parterna för särskilt fall annorlunda överenskommit.

Artikel 9.

Parterne forpligter sig til at tilstille Nævnet alle for dets Opgave nødvendige Oplysninger samt til iøvrigt paa enhver Maade at lette Nævnet Udførelsen af dets Hverv.

Nævnet kan hos Folkenes Forbunds Generalsekretær anmode om Sekretariatets Bistand, naar denne maatte være nødvendig for Nævnets Virksomhed.

Artikel 10.

Parterne har Ret til at udse særlige Repræsentanter ved Nævnet, hvilke ligeledes skal være Mellemled mellem dem og Nævnet.

Artikel 11.

Nævnets Forhandlinger er ikke offentlige, med mindre Beslutning derom træffes af Nævnet med Parternes Samtykke.

Artikel 12.

Forhandlingerne for Nævnet er kontradiktoriske.

Nævnet fastsætter iøvrigt Reglerne for Forhandlingerne, dog saaledes, at Bestemmelserne i Kapitel III i Haagerkonventionen [1] af 18. Oktober 1907 angaaende fredelig Bilæggelse af internationale Stridigheder skal anvendes, med mindre Nævnet enstemmig beslutter Afvigelse fra disse Regler.

Artikel 13.

Nævnets Beslutninger træffes ved simpel Majoritet, naar intet andet er bestemt i nærværende Konvention. Hvert Medlem har en Stemme, og Formandens Stemme gør ved lige Stemmetal Udslaget.

Nævnet er beslutningsdygtig, hvis samtlige Medlemmer er behørigt indkaldt, og Formanden samt mindst to andre Medlemmer er tilstede.

Artikel 14.

Nævnet skal afgive Betænkning i enhver Tvist, som er henvist til det. Betænkningen skal indeholde et Forslag til Forlig, hvis Sagens Beskaffenhed dertil giver Anledning, og mindst tre af Nævnets Medlemmer er enige i saadant Forslag.

Afvigende Mening indenfor Nævnet skal sammen med Begrundelse for denne angives i Betænkningen.

Artikel 15.

Nævnet skal afslutte sit Arbejde inden seks Maaneder at regne fra det Tidspunkt, Tvisten er henvist til Nævnet, hvis Parterne ikke maatte blive enige om Forlængelse af denne Frist.

I ovennævnte Frist medregnes ikke den Tid, i hvilken Nævnets Virksomhed maatte have været afbrudt paa Grund af Bestemmelsen i Artikel 2.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième Série, tome III, page 360.

Artikel 9.

Parterna förbinda sig att tillställa nämnden alla erforderliga upplysningar samt i övrigt bereda nämnden alla för fullgörande av dess uppdrag erforderliga lättnader.

Nämnden äger att hos Nationernas förbunds generalsekreterare anhålla om sekretariatets bistånd, där detta är för nämndens verksamhet behövligt.

Artikel 10.

Parterna äga rätt att utse särskilda ombud hos nämnden, vilka även skola tjäna såsom mellanhand mellan dem och nämnden.

Artikel 11.

Förhandlingarna inför nämnden äro ej offentliga med mindre nämnden med parternas samtycke annorledes beslutar.

Artikel 12.

Förfarandet inför nämnden är kontradiktoriskt.

Nämnden skall i övrigt själv fastställa reglerna för förfarandet, dock att bestämmelserna i avdelning III i Haag-konventionen [1] den 18 oktober 1907 för avgörande på fredlig väg av internationella tvister skola tillämpas med mindre nämnden genom enhälligt beslut annorlunda bestämmer.

Artikel 13.

Beslut av nämnden fattas med enkel majoritet, där ej annorledes i denna konvention stadgas. Varje medlem äger en röst och ordföranden vid lika röstetal utslagsröst. Nämnden är beslutmässig, om samtliga medlemmar erhållit vederbörlig kallelse till sammanträdet och ordföranden jämte minst två andra medlemmar äro närvarande.

Artikel 14.

Nämnden skall avgiva betänkande i varje tvist, som hänskjutits till densamma. Betänkandet skall innehålla ett förslag till förlikning, om sakens beskaffenhet därtill giver anledning och minst tre av nämndens medlemmar förena sig om dylikt förslag.

Avvikande mening inom nämnden skall jämte motivering för densamma angivas i betänkandet.

Artikel 15.

Nämnden bör avsluta sitt arbete inom sex månader från det tvisten hänskjutits till nämnden, parterna likväl obetaget att överenskomma om förlängning av denna tidrymd.

I ovannämnda tidrymd inräknas ej tid, varunder nämndens verksamhet varit avbruten på grund av bestämmelsen i art. 2.

[1] British and Foreign State Papers. Vol. 100, page 298.

Artikel 16.

Nævnets Betænkning undertegnes af Formanden og skal ufortøvet bringes til Parternes og Folkenes Forbunds Generalsekretærs Kundskab.

Parterne forpligter sig til indenfor rimelig Tid at underrette hinanden om, hvorvidt de godkender Betænkningens Indhold og antager det Forslag til Forlig, som deri maatte være fremsat.

Det beror paa Overenskomst mellem Parterne, hvorvidt Nævnets Betænkning skal offentliggøres straks efter dens Afgivelse ; dog kan Nævnet, hvor særlige Grunde foreligger, beslutte, at Betænkningen ogsaa uden saadan Overenskomst straks offentliggøres.

Artikel 17.

Vederlag til Nævnets Medlemmer for deres Arbejde med en til Nævnet henvist Tvist udredes saaledes, at hver af Parterne betaler Vederlag til de Medlemmer af Nævnet, som den selv har valgt, og yder Halvdelen af Formandens Vederlag.

Parterne bør søge at træffe Aftale om, at Vederlaget til de fra hver Side valgte Medlemmer udredes efter samme Grundsætninger.

Hver Part bærer selv sine egne Sagsomkostninger og Halvdelen af dem, som Nævnet erklærer for fælles.

Artikel 18.

Denne Konvention skal ratificeres, og Ratifikationerne skal udveksles i København, saa snart ske kan. Den træder i Kraft straks efter Ratifikationernes Udveksling og gælder fem Aar at regne fra dette Tidspunkt. Hvis den ikke inden seks Maaneder før Udløbet af nævnte Tidsrum er blevet opsagt, gælder den yderligere fem Aar og skal fremdeles anses for forlænget for Femaarsperioder, hvis den ikke inden seks Maaneder før Udløbet af den nærmest foregaaende Femaarsperiode er blevet opsagt.

Til Bekræftelse heraf har de respektive Befuldmægtigede undertegnet denne Konvention og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i to Eksemplarer i Stockholm den 27. Juni 1924.

(L. S.) BENT FALKENSTJERNE.

Artikel 16.

Nämndens betänkande undertecknas av ordföranden och skall ofördröjligen bringas till parternas och Nationernas förbunds generalsekreterares kännedom.

Parterna förplikta sig att inom skälig tid underrätta varandra, huruvida de godkänna betänkandets innehåll och antaga det förlikningsförslag, som däri må hava framställts.

På överenskommelse mellan parterna beror, huruvida nämndens betänkande skall publiceras omedelbart efter dess avgivande ; dock kan nämnden, där synnerliga skäl föreligga, besluta, att betänkandet även utan sådan överenskommelse skall omedelbart offentliggöras.

Artikel 17.

Ersättning till medlemmarna av nämnden för deras befattning med en till nämnden hänskjuten tvist utgår sålunda, att vardera parten utbetalar ersättning till de av honom utsedda medlemmarna och hälften av ersättningen till ordföranden.

Parterna böra söka träffa överenskommelse i syfte att ersättning skall utgå efter samma grunder till de från vardera sidan utsedda medlemmarna.

Vardera parten har att själv vidkännas sina utgifter i anledning av förfarandet samt hälften av dem, som av nämnden prövats vara gemensamma.

Artikel 18.

Denna konvention skall ratificeras och ratifikationerna utväxlas i Köpenhamn så snart ske kan. Den träder i kraft omedelbart efter ratifikationernas utväxlande och gäller fem år räknat från denna tidpunkt. Därest den ej senast sex månader före utgången av nämnda tidrymd blivit uppsagd, skall den gälla ytterligare fem år, och skall den allt framgent anses förlängd för en tidrymd av fem år, om den icke minst sex månader före utgången av närmast föregående femårsperiod blivit uppsagd.

Till bekräftelse härav hava de respektive fullmäktige undertecknat denna konvention och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm, i två exemplar, den 27 juni 1924.

(L. S.) E. MARKS von WÜRTEMBERG.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 13 mars 1925,

Georg Cohn,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

[1] TRADUCTION.

No. 840. — CONVENTION ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE RELATIVE A L'INSTITUTION D'UNE COMMISSION DE CONCILIATION, SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 27 JUIN 1924.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE animés du désir de favoriser le développement de la procédure de conciliation des différends internationaux dans un esprit conforme au Pacte de la Société des Nations,

Décidés à réaliser, dans les rapports entre les deux États, les principes de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, en date du 22 septembre 1922, tendant à l'institution de commissions de conciliation par voie de conventions entre les États,

Ont résolu de conclure à cet effet une Convention et ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Bent Fritz FALKENSTJERNE ; Son Chargé d'Affaires *a. i.* à Stockholm ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. le Baron Erik Teodor MARKS VON WÜRTEMBERG, Son Ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre aux fins d'enquête et de conciliation, à une Commission permanente constituée dans les conditions prévues ci-dessous, tous différends, de quelque nature qu'ils soient, qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable et qui ne doivent pas être portés, aux termes soit du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, soit de tout autre accord conclu entre elles, devant ladite Cour ou à un tribunal d'arbitrage.

Article 2.

Si un différend, dont l'une des Parties a saisi la Commission, est porté par l'autre Partie, conformément aux dispositions visées à l'article premier, devant la Cour permanente ou un tribunal d'arbitrage, la Commission suspendra l'examen du différend jusqu'à ce que la Cour ou le tribunal ait statué sur la compétence.

Article 3.

La Commission se compose de cinq membres. Chaque État en désigne deux, dont l'un peut être choisi parmi ses propres nationaux. Le cinquième, qui remplit les fonctions de président, doit appar-

[1] D'après l'original en français de la Convention du 27 juin 1924 entre la Finlande et la Suède.

[1] According to the original in French of the Convention of June 27, 1924, between Finland and Sweden.

[1] TRANSLATION.

No. 840. — CONVENTION BETWEEN DENMARK AND SWEDEN CONCERNING THE ESTABLISHMENT OF CONCILIATION COMMISSIONS, SIGNED AT STOCKHOLM, JUNE 27, 1924.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, being desirous of promoting the development of the procedure of conciliation in international disputes in accordance with the spirit of the Covenant of the League of Nations, and being desirous of carrying into effect the principles laid down for this purpose in the resolution regarding the conclusion of conciliation Conventions which was adopted by the Assembly of the League on September, 22, 1922, have, for this purpose, agreed to conclude a Convention, and have appointed as their Plenipotentiaries the following :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

M. Bent Fritz FALKENSTJERNE, His Chargé d'Affaires *a.i.* at Stockholm ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency Baron Erik Teodor MARKS VON WÜRTEMBERG, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having been duly provided with full powers for that purpose, have agreed upon the following articles :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to refer to a Permanent Commission, to be appointed in the manner set forth below, for investigation and settlement by conciliation, all disputes of any nature whatever which it has not been possible to settle within reasonable time through diplomatic channels, and which should not, under the terms of the Statute of the Permanent Court of International Justice or of any other agreement between the Parties, be submitted either to the Permanent Court or to a Court of Arbitration.

Article 2.

When a dispute, which has been referred to the Commission by one of the Parties, has been brought before the Permanent Court or a Court of Arbitration by the other Party under the terms of Article 1, the Commission shall postpone its investigation of the dispute until the Permanent Court or the Court of Arbitration shall have determined the question of competence in the case.

Article 3.

The Commission shall be composed of five members. Each Party shall appoint two members, one of which may be a national of the appointing State. The fifth member, who shall act as chairman

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

tenir à une autre nationalité qu'à celle des autres membres de la Commission. Le président est désigné d'un commun accord par les Parties. Au cas où cet accord ne pourrait s'établir, la nomination du président sera effectuée à la requête de l'une des Parties, par le Président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant d'un des États contractants, par le Vice-Président de la Cour.

La Commission devra être constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications de la présente Convention.

Article 4.

Les membres de la Commission sont nommés pour trois ans. Sauf accord contraire entre les Parties, ils ne pourront pas être révoqués pendant la durée de leur mandat. En cas de décès ou de retraite de l'un d'eux, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les deux mois qui suivront, et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la Commission.

Article 5.

Dans un délai de quatorze jours, à dater de celui où l'un des États contractants aura porté un différend devant la Commission, chacune des Parties pourra, pour l'examen du différend en question, remplacer l'un des membres désignés par elle, par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière, sous réserve, toutefois, de la règle stipulée à l'article 3 concernant la nationalité des membres de la Commission.

La Partie qui voudrait user de ce droit, en avertira immédiatement la Partie adverse ; dans ce cas, celle-ci a la faculté d'user du même droit, dans un délai de quinze jours à partir de celui où l'avertissement lui est parvenu.

Article 6.

Si, à l'expiration du mandat d'un membre, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; toutefois, sur la demande de l'une des Parties, les fonctions du président doivent cesser à la fin de son mandat.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son successeur a été désigné.

Article 7.

Les différends sont portés devant la Commission par la notification qui en est faite par l'une des Parties au président de la Commission. Cette notification doit être portée immédiatement à la connaissance de la Partie adverse. Le président doit convoquer la Commission dans le plus bref délai.

La Partie ayant saisi la Commission du différend en avisera le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 8.

La Commission se réunit au siège de la Société des Nations, à moins que les Parties ne lui aient assigné, dans un cas particulier, un autre lieu de réunion.

Article 9.

Les Parties s'engagent à fournir à la Commission toutes informations utiles et à lui faciliter, à tous égards, l'accomplissement de sa tâche.

of the Commission, shall be a national of a State not otherwise represented on the Commission. He shall be appointed jointly by the Parties. Should the Parties be unable to agree, the chairman shall, at the request of one of the Parties, be appointed by the President of the Permanent Court of International Justice, or, should the latter be a national of one of the Contracting States, by the Vice-President of the Court.

The Commission shall be appointed within six months after the ratifications of the present Convention have been exchanged.

Article 4.

The members of the Commission shall be appointed for three years. They shall be irremovable during their period of office unless the Parties agree otherwise. In the event of the death or retirement of a member, the vacancy must be filled for the remainder of his term of office within the next two months if possible, but, in any case, as soon as a dispute has been submitted to the Commission.

Article 5.

Either of the Parties may, within fourteen days after one of them has submitted a dispute to the Commission, replace one of the members whom it has appointed by a person specially qualified to deal with the particular case before the Commission, subject, however, to the rules laid down in Article 3 with regard to the nationality of members.

If one Party desires to avail itself of this right, it shall at once inform the other Party, which may take a similar step within fourteen days of receiving such notification.

Article 6.

If, at the end of his term of office, a member of the Commission has not been replaced, his term shall be considered as renewed for a period of three years. The chairman, however, shall, at the request of one of the Parties, cease to hold office at the end of his appointed term.

If a member's term of office expires in the course of proceedings in connection with a dispute, he shall continue to take part in such proceedings until the dispute has been settled, even if his successor has been appointed.

Article 7.

When one of the Parties desires to submit a dispute to the Commission, it shall notify the president. The other Party shall also be informed at once of such notification. The president shall convene the Commission as soon as possible.

The Party which has submitted the dispute to the Commission shall notify the Secretary-General of the League of Nations.

Article 8.

The Commission shall meet at the seat of the League of Nations unless, in special cases, the Parties decide otherwise.

Article 9.

The Parties shall supply the Commission with all the information which may be useful, and shall in every respect assist it in the accomplishment of its task.

La Commission pourra demander au Secrétaire général de la Société des Nations l'assistance du Secrétariat, si la Commission en a besoin pour ses travaux.

Article 10.

Les Parties ont le droit de nommer auprès de la Commission des agents spéciaux qui devront, en même temps, servir d'intermédiaires entre elles et la Commission.

Article 11.

Les débats devant la Commission ne sont publics que si la Commission, d'accord avec les Parties, en décide ainsi.

Article 12.

La procédure devant la Commission est contradictoire. La Commission réglera elle-même sa procédure, en tenant compte, à défaut d'une décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 13.

Sous réserve des dispositions contraires de la présente Convention, les décisions de la Commission sont prises à la majorité simple. Chaque membre dispose d'une voix, celle du président étant décisive en cas de partage. La Commission peut délibérer valablement si tous ses membres ont été dûment convoqués et si le président et au moins deux autres membres sont présents.

Article 14.

La Commission fera un rapport sur chaque différend qui lui a été soumis. Le rapport comportera un projet de règlement du différend, si les circonstances y donnent lieu et si trois au moins des membres de la Commission se mettent d'accord sur un tel projet.

L'avis motivé des membres de la minorité sera consigné dans le rapport.

Article 15.

Sous réserve du droit des Parties de prolonger ce délai, la Commission achèvera ses travaux dans un délai de six mois, à dater du jour où le différend aura été porté devant la Commission.

Le temps durant lequel les travaux de la Commission sont suspendus selon les dispositions de l'article 2 n'est pas compris dans le délai susmentionné.

Article 16.

Le rapport de la Commission est désigné par le président et porté sans délai à la connaissance des Parties et du Secrétaire général de la Société des Nations.

Les Parties s'engagent à porter à leur connaissance réciproque, dans un délai raisonnable, si elles acceptent les constatations du rapport et les propositions qu'il renferme.

The Commission may apply to the Secretary-General of the League of Nations for the assistance of the Secretariat if it appears that such assistance is necessary to facilitate its task.

Article 10.

The Parties shall be entitled to appoint special representatives on the Commission. These representatives shall also act as intermediaries between the Parties and the Commission.

Article 11.

Proceedings before the Commission shall not be public unless the Commission so decides and the Parties agree.

Article 12.

In proceedings before the Commission both Parties shall be heard.

The Commission shall draw up rules to govern its procedure, subject to the proviso that the regulations laid down in Chapter III of the Hague Convention of 18 October 1907, for the pacific settlement of international disputes shall be applied unless the Commission unanimously agrees to depart from these regulations.

Article 13.

The Commission shall take its decisions by a majority vote of its members except where otherwise laid down in the present Convention. Each member shall have one vote, and in case of a tie the president shall have a casting vote.

A quorum shall be constituted if all the members have been duly summoned, and if the president and not less than two other members are present.

Article 14.

The Commission shall make a report on each dispute submitted to it. The report shall include a proposal for the settlement of the dispute if a settlement is possible and if at least three members agree to the proposals.

The reasoned opinion of the members who are in the minority shall be recorded in the report.

Article 15.

The Commission shall complete its task within six months from the day when the dispute is submitted to it, unless the Parties agree to an extension of this period.

The above period shall not include any time during which the Commission's work is interrupted for reasons arising out of the provisions of Article 2.

Article 16.

The Commission's report shall be signed by the president, who shall immediately bring it to the knowledge of the Parties and of the Secretary-General of the League.

The Parties undertake to inform each other within reasonable time as to how far they approve the findings of the report and accept the settlement proposed therein.

Il appartient aux Parties de décider, d'un commun accord, si le rapport de la Commission doit être publié immédiatement. Toutefois, même à défaut de cet accord, la Commission pourra, en cas de raisons spéciales, procéder à la publication immédiate du rapport.

Article 17.

Chacune des Parties indemnisera les membres de la Commission nommés par elle et fournira la moitié de l'indemnité du président.

Les Parties doivent chercher à s'entendre pour que, des deux côtés, les indemnités des membres de la Commission soient fixées au même taux.

Chaque Partie supportera les frais de procédure encourus par elle et la moitié de ceux que la Commission déclarera communs.

Article 18.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Copenhague aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq années à dater dudit échange. Si elle n'a pas été dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce délai, elle restera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans et sera ainsi de suite censée renouvelée chaque fois pour cinq ans, sauf dénonciation six mois au moins avant l'expiration de la précédente période de cinq ans.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Stockholm, en deux exemplaires, le 27 juin 1924.

(L. S.) E. MARKS VON WÜRTEMBERG.
(L. S.) BENT FALKENSTJERNE.

The Parties shall decide, in agreement with one another, whether the Commission's report shall be published immediately after it has been issued ; in special circumstances, however, the Commission may decide that the report shall be published at once, even in the absence of any such agreement.

Article 17.

Each Party shall pay the allowances of the members of the Commission which it has appointed, and shall also pay half of the allowances of the chairman.

The Parties shall endeavour to arrange that the allowances of the members of the Commission on both sides shall be fixed at the same figure.

Each Party shall bear the costs of procedure which it has incurred, and half of those which the Commission may declare to be joint costs.

Article 18.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Copenhagen as soon as possible. It shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged, and shall remain in force for five years from that date. Unless denounced within six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years and shall thereafter be regarded as renewed for successive periods of five years unless denounced within six months before the expiration of the preceding period of five years.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Stockholm, on June 27, 1924.

(L. S.) BENT FALKENSTJERNE.
(L. S.) E. MARKS VON WÜRTEMBERG.

N° 841.

COLOMBIE ET PANAMA

Traité relatif à la délimitation de la frontière, signé à Bogota, le 20 août 1924.

COLOMBIA AND PANAMA

Boundary Treaty, signed at Bogota, August 20, 1924.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 841. — TRATADO[1] DE LÍMITES ENTRE COLOMBIA Y PANAMÁ. FIRMADO EN BOGOTÁ EL 20 DE AGOSTO DE 1924.

Texte officiel espagnol communiqué par le Ministre de Colombie à Berne. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 17 mars 1925.

Spanish official text communicated by the Colombian Minister at Berne. The registration of this Treaty took place March 17, 1925.

LA REPÚBLICA DE COLOMBIA y LA REPÚBLICA DE PANAMÁ, animadas del propósito de fundar y reglamentar amistosas relaciones, han juzgado conveniente celebrar un Tratado de limites; y con este fin, han nombrado sus Plenipotenciarios respectivos, a saber :

Su Excellencia el Presidente de Colombia, al señor Jorge VÉLEZ, Ministro de Relaciones Exteriores, y Su Excelencia el Presidente de Panamá, al señor Nicolás VICTORIA J., Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Panamá, ante el Gobierno de Colombia.

Quienes habiéndose comunicado, y hallado en debida forma, sus correspondientes plenos poderes, han convenido en lo siguiente :

Artículo I.

La linea de frontera entre la República de Colombia y la República de Panamá, queda acordada convenida y fijada en los términos que en seguida se expresan y que son los mismos de la Ley colombiana de 9 de junio de 1855 :

Del cabo Tiburón a las cabeceras del rio de la Miel, y siguiendo la cordillera por el cerro de Gandi a la sierra de Chugargun y de Mali, a bajar por los cerros de Nigue a los altos de Aspave, y de alli a un punto sobre el Pacifico, equidistante de Cocalito y la Ardita.

Artículo II.

Los Gobiernos de Colombia y de Panamá nombrarán una Comisión mixta, compuesta de tres individuos por cada parte, para que señale y amojone sobre el terreno la linea de frontera convenida en el articulo anterior. La Comisión será nombrada dentro de los seis meses siguientes al canje de las ratificaciones del presente Tratado, y se instalará en la ciudad de Panamá dentro del plazo que se considere necesario para que sus miembros puedan reunirse y comenzar immediatamente los trabajos de demarcación, salvo que lo impida algun accidente imprevisto, caso en el cual los dos Gobiernos podrán señalar un nuevo plazo para empezar dichos trabajos.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bogota, le 31 janvier 1925.

[1] The exchange of ratifications took place at Bogota, January 31, 1925.

Artículo III.

La Comisión demarcadora harà que en los lugares donde la frontera no esté formada por limites naturales como montes, cordilleras, etc., quede señalada por medio de postes, columnas y otros signos perdurables, de modo que la linea divisoria pueda reconocerse en cualquier tiempo con toda exactitud.

Artículo IV.

Si entre los grupos de la Comisión demarcadora ocurrieren diferencias acerca de las operaciones de su cargo, esas diferencias serán sometidas para su resolución a los dos Gobiernos, sin interrumpir por eso la demarcación de la linea.

Artículo V.

Con excepción de los sueldos de los grupos de la Comisión mixta demarcadora, los demás gastos que cause la demarcación serán por mitad de cargo de cada Gobierno.

Artículo VI.

Este Tratado será ratificado por las Altas Partes contratantes, de acuerdo con la legislación de cada Estado, y las ratificaciones seran canjeadas en Bogotá dentro de los tres meses siguientes a la fecha de la última.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios expresados firman en doble ejemplar el presente Tratado, y lo sellan con sus respectivos sellos, en Bogotá, el dia veinte de agosto de mil novecientos veinticuatro.

(L. S.) JORGE VÉLEZ.
(L. S.) NICOLÁS VICTORIA J.

Legación de Colombia en Suiza :
Es auténtico
El Ministro :
Francisco José URRUTÌA.

[1] TRADUCTION

No. 841. — TRAITÉ RELATIF A LA DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LA COLOMBIE ET LE PANAMA, SIGNÉ A BOGOTA, LE 20 AOUT 1924.

LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE et la RÉPUBLIQUE DE PANAMA, animées du désir d'établir et d'assurer entre elles des relations amicales, ont jugé opportun de conclure un Traité relatif à la délimitation des frontières et ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires respectifs, à savoir :

Son Excellence le Président de la République de Colombie, M. Jorge VÉLEZ, Ministre des Affaires étrangères et Son Excellence le Président de la République de Panama, M. Nicolas VICTORIA J., Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Panama auprès du Gouvernement de Colombie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article I.

La ligne frontière entre la République de Colombie et la République de Panama est déterminée d'un commun accord et fixée dans les termes indiqués ci dessous, qui sont conformes aux stipulations de la loi colombienne du 9 juin 1855 :

Du Cap Tiburon aux sources de la rivière de la Miel, en suivant la Cordillière par le coteau de Gandi jusqu'à la chaîne de Chugargun et de Mali; en descendant par les coteaux de Nigue, jusqu'aux hauteurs d'Aspave et de là à un point sur le Pacifique équidistant de Cocalito et de la Ardita.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 841. — BOUNDARY TREATY BETWEEN COLOMBIA AND PANAMA, SIGNED AT BOGOTA, AUGUST 20, 1924.

THE REPUBLIC OF COLOMBIA and THE REPUBLIC OF PANAMA, being desirous of establishing and regularising friendly relations with each other, have decided to conclude a Boundary Treaty, and for that purpose have appointed as their Plenipotentiary Representatives the following :

His Excellency the President of Colombia, M. Jorge VÉLEZ, Minister for Foreign Affairs, and His Excellency the President of Panama, M. Nicolas VICTORIA J., Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Panama to the Government of Colombia;

Who, having exchanged their full powers, which were found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The frontier line between the Republic of Colombia and the Republic of Panama is agreed upon, settled and fixed on the terms set forth below, which are the same as those of the Colombian Law of June 9, 1855.

The frontier line shall run from Cape Tiburon to the source of the La Miel river, following the crest of the Gandi mountain to the Chugargun and Mali range, thence across the hills of Nigue to the heights of Aspave, and thence to a point on the Pacific equidistant from Cocalito and from the Ardita.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article II.

Les Gouvernements de Colombie et de Panama nommeront une Commission mixte, composée de trois représentants de chacun de ces deux pays et chargée d'indiquer et de jalonner sur le terrain la ligne frontière convenue, conformément à l'article précédent. La Commission sera nommée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité et s'établira dans la ville de Panama dans le délai jugé nécessaire pour que ses membres puissent se réunir et commencer immédiatement les travaux de délimitation, à moins qu'un incident imprévu ne les en empêche ; dans ce cas les deux Gouvernements pourront fixer un nouveau délai avant le début des travaux.

Article III.

La Commission de délimitation prendra les mesures nécessaires pour que, dans les régions où la frontière n'est pas constituée par des limites naturelles, comme des montagnes, des Cordillères, etc., elle soit indiquée au moyen de poteaux, de bornes ou d'autres signes permanents, de telle sorte qu'il soit possible en tous temps de reconnaître avec une parfaite exactitude la ligne de démarcation.

Article IV.

Si des divergences de vues surgissaient entre les deux groupes de la Commission de délimitation, au sujet de leurs fonctions, ces divergences seraient soumises, en vue d'un règlement, aux deux Gouvernements, sans que les travaux de délimitation soient pour cela interrompus.

Article V.

A l'exception des dépenses relatives aux traitements des membres des deux groupes de la Commission mixte de délimitation, les autres frais entraînés par lesdites opérations seront supportés de moitié par chaque Gouvernement.

Article II.

The Governments of Colombia and Panama shall appoint a mixed commission, composed of three representatives of each Party, to fix and mark on the ground the boundary line agreed upon in the preceding article. The Commission shall be appointed within six months after the exchange of the ratifications of the present Treaty, and shall be convened at the city of Panama within a period sufficient to enable its members to meet and begin the work of demarcation forthwith. If, however, this arrangement is prevented by any unforeseen occurrence, the two Governments shall fix a fresh period within which the work is to be begun.

Article III.

At places where there are no natural boundaries, such as mountains, mountain ranges, etc., which constitute the frontier, the Boundary Commission shall mark the frontier by means of posts, cairns or other permanent landmarks, in such a way that the exact boundary line may be found at any time.

Article IV.

Any disputes regarding the Commission's work which may arise between the two Parties on the Commission shall be submitted to the two Governments for settlement ; in such cases, however, the work of demarcation shall not be suspended.

Article V.

All expenses arising out of the work of demarcation, except the remuneration of the members of the two Parties on the Commission, shall be borne in equal parts by the two Governments.

Article VI.

Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, conformément à la législation de chaque Etat et l'échange des instruments de ratification aura lieu à Bogota, dans les trois mois qui suivront la date de la dernière ratification.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus mentionnés ont signé le présent Traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Bogota, le vingt août mil neuf cent vingt-quatre.

Article VI.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with the laws of each State, and the instruments of ratification shall be exchanged at Bogota within three months after the date of the later of the two ratifications.

In faith whereof, the Plenipotentiary Representatives have signed the present Treaty in duplicate and have thereto affixed their seals, at Bogota, on the twentieth day of August, one thousand nine hundred and twenty-four.

(L. S.) JORGE VÉLEZ.
(L. S.) NICOLÁS VICTORIA J.

N° 842.

DANEMARK ET NORVÈGE

Convention relative à l'institution d'une Commission de conciliation, signée à Stockholm, le 27 juin 1924.

DENMARK AND NORWAY

Convention concerning the Establishment of a Conciliation Commission, signed à Stockholm, June 27, 1924.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 842. — KONVENTION[1] OM FORLIGSNAEVN MELLEM DANMARK OG NORGE, UNDERTEGNET I STOCKHOLM DEN 27 JUNI 1924.

Textes officiels danois et norvégien communiqués par le Ministre de Danemark à Berne et par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 21 mars 1925.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND og HANS MAJESTÆT NORGES KONGE, som er besjælede af Ønsket om at fremme Udviklingen af Forligsbehandling i internationale Tvister i en med Folkenes Forbunds Pagt overensstemmende Aand, og som herved for deres Vedkommende har villet gennemføre Principperne i Forbundets Delegeretforsamlings Resolution af 22. September 1922 om Afslutning af Konventioner om Forligsnævn, er blevet enige om i dette Øjemed at afslutte en Konvention og har til deres Befuldmægtigede udset :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND :

Hans Majestæts chargé d'affaires a. i. i Stockholm Bent Fritz FALKENSTJERNE ;

HANS MAJESTÆT NORGES KONGE :

Hans Majestæts overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister i Stockholm Johan Herman WOLLEBÆK ;

hvilke, behørigt befuldmægtigede, er kommet overens om følgende Artikler :

Artikel 1.

De kontraherende Parter forpligter sig til at henvise til et staaende Nævn, som oprettes paa den nedenfor angivne Maade, til Undersøgelse og Forligsbehandling alle Tvister, af hvad Art de maatte være, som ikke indenfor rimelig Tid har kunnet løses ad diplomatisk Vej og ikke ifølge Statutten[2] for den faste mellemfolkelige Domstol eller anden Overenskomst mellem dem skal underkastes enten nævnte Domstols eller en Voldgiftsrets Afgørelse.

Artikel 2.

Naar en Tvist, som af den ene Part er henvist til Nævnet, af den anden Part indbringes for Domstolen eller for en Voldgiftsret i Henhold til de i Artikel 1 nævnte Bestemmelser, skal Nævnet udsætte Behandlingen af Tvisten, indtil Domstolens eller Voldgiftsrettens Beslutning angaaende deres Kompetence foreligger.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo le 14 mars 1925.

[2] Vol. VI, page 379 ; vol, XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 et vol XXVII, page 416 de ce Recueil.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

No. 842. — KONVENTION[1] ANGAAENDE FORLIKSNEVNDER MELLEM DANMARK OG NORGE, UNDERTEGNET I STOCKHOLM DEN 27 JUNI 1924.

Danish and Norwegian official texts communicated by the Danish Minister at Berne and the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 21, 1925.

HANS MAJESTET KONGEN AV DANMARK OG ISLAND og HANS MAJESTET NORGES KONGE, som er besjelet av önsket om å fremme utviklingen av forliksbehandling i internasjonale tvistigheter i en ånd som stemmer med Folkenes Forbunds Pakt, og som herved for sitt vedkommende har villet gjennem före prinsippene i Forbundets Forsamlings resolusjon av 22 september 1922 om avslutning av konvensjoner om forliksnevnder, er blitt enig om i dette öiemed å avslutte en konvensjon og har til sine befullmektige opnevnt :

HANS MAJESTET KONGEN AV DANMARK OG ISLAND :

Hans Majestets chargé d'affaires ad interim i Stockholm Bent Fritz FALKENSTJERNE ;

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Hans Majestets overordentlige sendemann og befullmektigede minister i Stockholm Johan Herman WOLLEBÆK,

hvilke, behörig befullmektigede, er kommet overens om följende artikler :

Art. 1.

De kontraherende parter forplikter sig til å henvise til en fast nevnd, som oprettes på nedenfor angitte måte, til undersökelse og forliksbehandling alle tvister, av hvilken art de enn måtte være, som ikke innen rimelig tid har kunnet löses ad diplomatisk vei og ikke ifölge vedtektene for den faste domstol[2] for internasjonal rettspleie eller annen overenskomst mellem dem skal underkastes enten nevnte domstols eller en voldgiftsretts avgjörelse.

Art. 2.

Når en tvist som av den ene part er henvist til nevnden av den annen part innbringes for domstolen eller for en voldgiftsrett i henhold til bestemmelser som nevnes i art. 1, skal nevnden utsette behandlingen av tvisten inntil domstolen eller voldgiftsretten har truffet beslutning om kompetansespörsmålet.

[1] The exchange of ratifications took place at Oslo March 14, 1925.

[2] Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152 and vol. XXVII, page 416 of this Series.

Artikel 3.

Nævnet skal bestaa af fem Medlemmer. Enhver af Parterne vælger to af disse, af hvilke den ene kan vælges blandt Statens egne Undersaatter. Det femte Medlem, som skal være Nævnets Formand, skal være af anden Nationalitet end Nævnets øvrige Medlemmer. Formanden vælges af Parterne i Forening. Skulde disse ikke kunne blive enige om Valget, skal han efter Anmodning fra en af Parternes Side vælges af Præsidenten for den faste mellemfolkelige Domstol eller, hvis denne er Statsborger i nogen af de kontraherende Stater, af Domstolens Vicepræsident.

Nævnet skal være oprettet inden seks Maaneder efter Udvekslingen af Ratifikationerne af nærværende Konvention.

Artikel 4.

Nævnets Medlemmer vælges for en Tid af tre Aar. Deres Hverv kan ikke tilbagekaldes før Udløbet af det Tidsrum, for hvilket de er valgt, med mindre Parterne derom er enige. Hvis et Medlem dør eller fratræder sin Stilling skal for Resten af Valgperioden en anden vælges i hans Sted saavidt muligt to Maaneder derefter og i ethvert Fald, saasnart Tvist henvises til Nævnet.

Artikel 5.

Inden Udløbet af fjorten Dage, efterat en Part har henvist en Tvist til Nævnet, har Parterne Adgang til for Behandlingen af den paagældende Tvist at erstatte det ene af de fra deres Side udsete Medlemmer med en Person, som med Hensyn til foreliggende Spørgsmaal er i Besiddelse af særlig Sagkundskab, dog med Iagttagelse af den i Artikel 3 fastsatte Regel angaaende Medlemmernes Nationalitet.

Den Part, som vil benytte denne Adgang, skal derom straks underrette Modparten, og denne har i saa Fald, inden fjorten Dage efter at han har erholdt denne Underretning, Adgang til at tage tilsvarende Skridt.

Artikel 6.

Hvis ved Udløbet af det Tidsrum, for hvilket et Medlem er valgt, et andet Medlem ikke er blevet udset i hans Sted, skal den paagældendes Mandat anses fornyet for tre Aar ; Formandens Mandat skal dog ophøre ved Valgperiodens Udløb, hvis dette forinden er krævet af nogen af Parterne.

Et Medlem, hvis Mandat ophører, medens en Tvist er til Behandling af Nævnet, skal selvom Efterfølger er blevet valgt, fortsætte med Behandlingen af Tvisten, indtil denne er afsluttet.

Artikel 7.

En Tvist henvises til Nævnet ved en fra en af Parterne til Nævnets Formand rettet Meddelelse. Om saadan Meddelelse skal der straks gives den anden Part Underretning. Formanden skal snarest muligt sammenkalde Nævnet.

Meddelelse om Tvistens Henvisning til Nævnet skal af vedkommende Part bringes til Folkenes Forbunds Generalsekretærs Kundskab.

Artikel 8.

Nævnet sammentræder paa det Sted, hvor Folkenes Forbund har sit Sæde, hvis Parterne ikke i særligt Tilfælde træffer anden Aftale.

Art. 3.

Nevnden skal bestå av fem medlemmer. Hver av partene velger to av disse, av hvilke den ene kan velges blandt statens egne borgere. Det femte medlem, som skal være nevndens formann skal være av annen nasjonalitet enn nevndens övrige medlemmer. Formannen velges av partene i forening. Skulde disse ikke kunne bli enige om valget, skal han efter anmodning fra en av partene velges av presidenten for den faste domstol for internasjonal rettspleie eller, hvis denne er borger av noen av de kontraherende stater, av domstolens vise-president.

Nevnden skal være oprettet innen seks måneder efter utvekslingen av ratifikasjonene av nærværende konvensjon.

Art. 4.

Nevndens medlemmer velges for en tid av tre år. Deres mandat kan ikke tilbakekalles för utlöpet av det tidsrum for hvilket de er valgt, medmindre partene er enige derom. Hvis et medlem dör eller fratrer sin stilling, skal for resten av valgperioden en annen velges i hans sted, såvidt mulig innen to måneder derefter, og i ethvert fall såsnart tvist henvises til nevnden.

Art. 5.

Innen utlöpet av fjorten dager efterat en part har henvist en tvist til nevnden, har partene adgang til for behandlingen av tvisten å erstatte det ene av de medlemmer som fra deres side er utsett med en person som er i besiddelse av særlig sakkunskap i det foreliggende spörsmål, dog må den regel iakttas som i art. 3 er fastsat om medlemmenes nasjonalitet.

Den part som vil benytte denne adgang skal derom straks underrette motparten, og denne har i så fall adgang til å ta tilsvarende skritt innen fjorten dager efterat han har mottat denne underretning.

Art. 6.

Hvis ved utlöpet av det tidsrum for hvilket et medlem er valgt, et annet medlem ikke er blitt utsett i hans sted, skal hans mandat anses fornyet for tre år ; formannens mandat skal dog ophöre ved valgperiodens utlöp hvis dette forinnen forlanges av noen av partene.

Et medlem hvis mandat ophörer mens en tvist er til behandling av nevnden, skal, selv om efterfölger er blitt valgt, fortsette med behandlingen av tvisten inntil denne er avsluttet.

Art. 7.

En tvist henvises til nevnden ved meddelelse rettet til nevndens formann fra en av partene. Om sådan meddelelse skal der straks gis den annen part underretning. Formannen skal snarest mulig sammenkalle nevnden.

Den part som har henvist tvisten til nevnden, skal underrette generalsekretæren for Folkenes Forbund herom.

Art. 8.

Nevnden sammentrer på det sted hvor Folkenes Forbund har sitt sete, medmindre partene i særlig tilfelle har truffet annen avtale.

Artikel 9.

Parterne forpligter sig til at tilstille Nævnet alle for dets Opgave nødvendige Oplysninger samt til iøvrigt paa enhver Maade at lette Nævnet Udførelsen af dets Hverv.

Nævnet kan hos Folkenes Forbunds Generalsekretær anmode om Sekretariatets Bistand, naar denne maatte være nødvendig for Nævnets Virksomhed.

Artikel 10.

Parterne har Ret til at udse særlige Repræsentanter ved Nævnet, hvilke ligeledes skal være Mellemled mellem dem og Nævnet.

Artikel 11.

Nævnets Forhandlinger er ikke offentlige, med mindre Beslutning derom træffes af Nævnet med Parternes Samtykke.

Artikel 12.

Forhandlingerne for Nævnet er kontradiktoriske.

Nævnet fastsætter iøvrigt Reglerne for Forhandlingerne, dog saaledes, at Bestemmelserne i Kapitel III i Haagerkonventionen [1] af 18. Oktober 1907 angaaende fredelig Bilæggelse af internationale Stridigheder skal anvendes, med mindre Nævnet enstemmig beslutter Afvigelse fra disse Regler.

Artikel 13.

Nævnets Beslutninger træffes ved simpel Majoritet, naar intet andet er bestemt i nærværende Konvention. Hvert Medlem har en Stemme, og Formandens Stemme gør ved lige Stemmetal Udslaget.

Nævnet er besluttningsdygtig, hvis samtlige Medlemmer er behørigt indkaldt, og Formanden samt mindst to andre Medlemmer er tilstede.

Artikel 14.

Nævnet skal afgive Betænkning i enhver Tvist, som er henvist til det. Betænkningen skal indeholde et Forslag til Forlig, hvis Sagens Beskaffenhed dertil giver Anledning, og mindst tre af Nævnets Medlemmer er enige i saadant Forslag.

Afvigende Mening indenfor Nævnet skal sammen med Begrundelse for denne angives i Betænkningen.

Artikel 15.

Nævnet skal afslutte sit Arbejde inden seks Maaneder at regne fra det Tidspunkt, Tvisten er henvist til Nævnet, hvis Parterne ikke maatte blive enige om Forlængelse af denne Frist.

I ovennævnte Frist medregnes ikke den Tid, i hvilken Nævnets Virksomhed maatte have været afbrudt paa Grund af Bestemmelsen i Artikel 2.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième Série, tome III, page 360.

Art. 9.

Partene forplikter sig til å gi nevnden alle nödvendige oplysninger og iövrig på enhver måte lette nevnden utförelsen av dens hverv.

Nevnden kan anmode generalsekretæren for Folkenes Forbund om sekretariatets bistand når denne måtte være nödvendig for nevndens virksomhet.

Art. 10.

Partene har rett til å opnevne særlige representanter ved nevnden ; de skal likeledes være mellemled mellem dem og nevnden.

Art. 11.

Forhandlingene ved nevnden er ikke offentlige medmindre beslutning derom treffes av nevnden med partenes samtykke.

Art. 12.

Forhandlingene for nevnden er kontradiktoriske.

Nevnden fastsetter iövrig reglene for forhandlingene, dog således at bestemmelsene i titel III i Haagkonvensjonen [1] av 18 oktober 1907 angående fredlig bileggelse av internasjonale stridigheter skal anvendes, medmindre nevnden enstemmig beslutter avvikelse fra disse regler.

Art. 13.

Nevndens beslutninger treffes med simpelt flertall når ikke noe annet er bestemt i nærværende konvensjon. Hvert medlem har en stemme, og formannens stemme gjör ved like stemmetal utslaget.

Nevnden er beslutningsdyktig hvis samtlige medlemmer er behörig innkalt og formannen samt minst to andre medlemmer er tilstede.

Art. 14.

Nevnden skal avgi betenkning i hver tvist som er henvist til den. Betenkningen skal inneholde et forslag till forlik hvis sakens beskaffenhet dertil gir anledning og minst tre av nevndens medlemmer er enig i sådant forslag.

Avvikende mening innen nevnden skal sammen med begrunnelse for denne angis i betenkningen.

Art. 15.

Nevnden bör avslutte sitt arbeide innen seks måneder å regne fra det tidspunkt tvisten er henvist til den, hvis partene ikke måtte bli enig om forlengelse av denne frist.

I ovennevnte frist medregnes ikke den tid hvori nevndens virksomhet måtte ha været avbrutt på grunn av bestemmelsen i artikkel 2.

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 100, page 298.

Artikel 16.

Nævnets Betænkning undertegnes af Formanden og skal ufortøvet bringes til Parternes og Folkenes Forbunds Generalsekretærs Kundskab.

Parterne forpligter sig til indenfor rimelig Tid at underrette hinanden om, hvorvidt de godkender Betænkningens Indhold og antager det Forslag til Forlig, som deri maatte være fremsat.

Det beror paa Overenskomst mellem Parterne, hvorvidt Nævnets Betænkning skal offentliggøres straks efter dens Afgivelse ; dog kan Nævnet, hvor særlige Grunde foreligger, beslutte, at Betænkningen ogsaa uden saadan Overenskomst straks offentliggøres.

Artikel 17.

Vederlag til Nævnets Medlemmer for deres Arbejde med en til Nævnet henvist Tvist udredes saaledes, at hver af Parterne betaler Vederlag til de Medlemmer af Nævnet, som den selv har valgt, og yder Halvdelen af Formandens Vederlag.

Parterne bør søge at træffe Aftale om, at Vederlaget til de fra hver Side valte Medlemmer udredes efter samme Grundsætninger.

Hver Part bærer selv sine egne Sagsomkostninger og Halvdelen af dem, som Nævnet erklærer for fælles.

Artikel 18.

Denne Konvention skal ratificeres, og Ratifikationerne skal udveksles i Kristiania, saa snart ske kan. Den træder i Kraft straks efter Ratifikationernes Udveksling og gælder fem Aar at regne fra dette Tidspunkt. Hvis den ikke inden seks Maaneder før Udløbet af nævnte Tidsrum er blevet opsagt, gælder den yderligere fem Aar og skal fremdeles anses for forlænget for Femaarsperioder, hvis den ikke inden seks Maaneder før Udløbet af den nærmest foregaaende Femaarsperiode er blevet opsagt.

Til Bekræftelse heraf har de respektive Befuldmægtigede undertegnet denne Konvention og forsynet den med deres Segl.

Udfærdiget i to Eksemplarer i Stockholm den 27. Juni 1924.

(L. S.) BENT FALKENSTJERNE.

Art. 16.

Nevndens betenkning undertegnes av formannen og skal straks meddeles partene og generalsekretæren for Folkenes Forbund.

Partene forplikter sig til innen rimelig tid å underette hverandre om hvorvidt de godkjenner betenkningens innhold og antar det forslag till forlik som deri er fremsatt.

Det beror på overenskomst mellem partene om nevndens betenkning skal offentliggjöres straks efter at den er avgitt ; dog kan nevnden, når særlige grunner foreligger, beslutte at betenkningen også uten sådan overenskomst straks skal offentliggöres.

Art. 17.

Godtgjörelse til nevndens medlemmer for deres arbeide med en til nevnden henvist tvist utredes således, at hver part utbetaler godtgjörelse til de medlemmer som den selv har valgt og yder halvdelen av godtgjörelsen til formannen.

Partene bör söke å treffe avtale om at godtgjörelsen til de fra hver side valgte medlemmer utredes efter samme satser.

Hver part bærer selv sine egne saksomkostninger og halvdelen av dem som nevnden erklærer for felles.

Art. 18.

Denne konvensjon skal ratifiseres og ratifikasjonene skal utveksles i Kristiania så snart skje kan. Den trer i kraft straks ratifikasjonene er utvekslet og gjelder fem år å regne fra dette tidspunkt. Hvis den ikke er blitt opsagt innen seks måneder för utlöpet av nevnte tidsrum, gjelder den ytterligere fem år, og skal fremdeles anses forlenget for femårsperioder hvis den ikke innen seks måneder för utlöpet av nærmest foregående femårsperiode er blitt opsagt.

Til bekreftelse herav har de respektive befullmektigede undertegnet denne konvensjon og forsynet den med sine segl.

Utferdiget i Stockholm i to eksemplarer, den 27 juni 1924.

(L. S.) J. H. WOLLEBÆK.

Pour copie conforme.

Copenhague, le 17 mars 1925.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

Pour copie conforme.

Helge KLAESTADT,
Chef de Division.

[1] TRADUCTION.

No. 842. — CONVENTION ENTRE LE DANEMARK ET LA NORVÈGE RELATIVE A L'INSTITUTION D'UNE COMMISSION DE CONCILIATION, SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 27 JUIN 1924.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, animés du désir de favoriser le développement de la procédure de conciliation des différends internationaux dans un esprit conforme au Pacte de la Société des Nations,

Décidés à réaliser, dans les rapports entre les deux Etats, les principes de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, en date du 22 septembre 1922, tendant à l'institution de commissions de conciliation par voie de conventions entre les États, ont résolu de conclure à cet effet une Convention et ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Bent Fritz FALKENSTJERNE, Son Chargé d'Affaires *a. i.* à Stockholm ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Johan Herman WOLLEBÆK, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Stockholm ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, ont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre aux fins d'enquête et de conciliation, à une Commission permanente constituée dans les conditions prévues ci-dessous, tous différends, de quelque nature qu'ils soient, qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable et qui ne doivent pas être portés, aux termes soit du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, soit de tout autre accord conclu entre elles, devant ladite Cour ou à un tribunal d'arbitrage.

Article 2.

Si un différend, dont l'une des Parties a saisi la Commission, est porté par l'autre Partie, conformément aux dispositions visées à l'article 1er, devant la Cour permanente ou un tribunal d'arbitrage, la Commission suspendra l'examen du différend jusqu'à ce que la Cour ou le tribunal ait statué sur la compétence.

Article 3.

La Commission se compose de cinq membres. Chaque État en désigne deux, dont l'un peut être choisi parmi ses propres nationaux. Le cinquième, qui remplit les fonctions de président,

[1] D'après l'original en français de la Convention du 27 juin 1924, entre la Finlande et la Suède.

[1] According to the original in French of the Convention of June 27, 1924, between Finland and Sweden.

[1] TRANSLATION.

No. 842. — CONVENTION BETWEEN DENMARK AND NORWAY CONCERNING THE ESTABLISHMENT OF A CONCILIATION COMMISSION, SIGNED AT STOCKHOLM, JUNE 27, 1924.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, being desirous of promoting the development of the procedure of conciliation in international disputes in accordance with the spirit of the Covenant of the League of Nations, and being desirous of carrying into effect the principles laid down for this purpose in the resolution regarding the conclusion of conciliation Conventions which was adopted by the Assembly of the League on the September 22, 1922, have for this purpose agreed to conclude a Convention, and have appointed as their Plenipotentiaries the following :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Bent Fritz FALKENSTJERNE, His Chargé d'Affaires at Stockholm ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Johan Herman WOLLEBÆK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Stockholm ;

Who, having been duly provided with full powers for that purpose, have agreed upon the following articles :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to refer to a Permanent Commission, to be appointed in the manner set forth below, for investigation and settlement by conciliation, all disputes of any nature whatever which it has not been possible to settle within reasonable time through diplomatic channels, and which should not, under the terms of the Statute of the Permanent Court of International Justice or of any other agreement between the Parties, be submitted either to the Permanent Court or to a Court of Arbitration.

Article 2.

When a dispute, which has been referred to the Commission by one of the Parties, has been brought before the Permanent Court or a Court of Arbitration by the other Party under the terms of Article 1, the Commission shall postpone its investigation of the dispute until the Permanent Court or the Court of Arbitration shall have determined the question of competence in the case.

Article 3.

The Commission shall be composed of five members. Each Party shall appoint two members, one of which may be a national of the appointing State. The fifth member, who shall act as

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

doit appartenir à une autre nationalité qu'à celle des autres membres de la Commission. Le président est désigné d'un commun accord par les Parties. Au cas où cet accord ne pourrait s'établir, la nomination du président sera effectuée à la requête de l'une des Parties, par le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant d'un des États contractants, par le vice-président de la Cour.

La Commission devra être constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications de la présente Convention.

Article 4.

Les membres de la Commission sont nommés pour trois ans. Sauf accord contraire entre les Parties, ils ne pourront pas être révoqués pendant la durée de leur mandat. En cas de décès ou de retraite de l'un d'eux, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les deux mois qui suivront, et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la Commission.

Article 5.

Dans un délai de quatorze jours, à dater de celui où l'un des États contractants aura porté un différend devant la Commission, chacune des Parties pourra, pour l'examen du différend en question, remplacer l'un des membres désignés par elle, par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière, sous réserve, toutefois, de la règle stipulée à l'article 3 concernant la nationalité des membres de la Commission.

La Partie qui voudrait user de ce droit, en avertira immédiatement la Partie adverse ; dans ce cas, celle-ci a la faculté d'user du même droit, dans un délai de quinze jours à partir de celui où l'avertissement lui est parvenu.

Article 6.

Si, à l'expiration du mandat d'un membre, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; toutefois, sur la demande de l'une des Parties, les fonctions du président doivent cesser à la fin de son mandat.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son successeur a été désigné.

Article 7.

Les différends sont portés devant la Commission par la notification qui en est faite par l'une des Parties au président de la Commission. Cette notification doit être portée immédiatement à la connaissance de la Partie adverse. Le président doit convoquer la Commission dans le plus bref délai.

La Partie ayant saisi la Commission du différend en avisera le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 8.

La Commission se réunit au siège de la Société des Nations à moins que les Parties ne lui aient assigné, dans un cas particulier, un autre lieu de réunion.

Article 9.

Les Parties s'engagent à fournir à la Commission toutes informations utiles et à lui faciliter, à tous égards, l'accomplissement de sa tâche.

chairman of the Commission, shall be a national of a State not otherwise represented on the Commission. He shall be appointed jointly by the Parties. Should the Parties be unable to agree, the chairman shall, at the request of one of the Parties, be appointed by the President of the Permanent Court of International Justice, or, should the latter be a national of one of the Contracting States, by the Vice-President of the Court.

The Commission shall be appointed within six months after the ratifications of the present Convention have been exchanged.

Article 4.

The members of the Commission shall be appointed for three years. They shall be irremovable during their period of office unless the Parties agree otherwise. In the event of the death or retirement of a member, the vacancy must be filled for the remainder of his term of office within the next two months if possible, but, in any case, as soon as a dispute has been submitted to the Commission.

Article 5.

Either of the Parties may, within fourteen days after one of them has submitted a dispute to the Commission, replace one of the members whom it has appointed by a person specially qualified to deal with the particular case before the Commission, subject, however, to the rules laid down in Article 3 with regard to the nationality of members.

If one Party desires to avail itself of this right, it shall at once inform the other Party, which may take a similar step within fourteen days of receiving such notification.

Article 6.

If, at the end of his term of office, a member of the Commission has not been replaced, his term shall be considered as renewed for a period of three years. The chairman, however, shall, at the request of one of the Parties, cease to hold office at the end of his appointed term.

If a member's term of office expires in the course of proceedings in connection with a dispute, he shall continue to take part in such proceedings until the dispute has been settled, even if his successor has been appointed.

Article 7.

When one of the Parties desires to submit a dispute to the Commission, it shall notify the President. The other Party shall also be informed at once of such notification. The President shall convene the Commission as soon as possible.

The Party which has submitted the dispute to the Commission shall notify the Secretary-General of the League of Nations.

Article 8.

The Commission shall meet at the seat of the League of Nations, unless, in special cases, the Parties decide otherwise.

Article 9.

The Parties shall supply the Commission with all the information which may be useful, and shall in every respect assist it in the accomplishment of its task.

La Commission pourra demander au Secrétaire général de la Société des Nations l'assistance du Secrétariat, si la Commission en a besoin pour ses travaux.

Article 10.

Les Parties ont le droit de nommer auprès de la Commission des agents spéciaux qui devront en même temps servir d'intermédiaires entre elles et la Commission.

Article 11.

Les débats devant la Commission ne sont publics que si la Commission, d'accord avec les Parties, en décide ainsi.

Article 12.

La procédure devant la Commission est contradictoire. La Commission réglera elle-même sa procédure, en tenant compte, à défaut d'une décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 13.

Sous réserve des dispositions contraires de la présente Convention, les décisions de la Commission sont prises à la majorité simple. Chaque membre dispose d'une voix, celle du président étant décisive en cas de partage. La Commission peut délibérer valablement si tous ses membres ont été dûment convoqués et si le président et au moins deux autres membres sont présents.

Article 14.

La Commission fera un rapport sur chaque différend qui lui a été soumis. Le rapport comportera un projet de règlement du différend, si les circonstances y donnent lieu et si trois au moins des membres de la Commission se mettent d'accord sur un tel projet.

L'avis motivé des membres de la minorité sera consigné dans le rapport.

Article 15.

Sous réserve du droit des Parties de prolonger ce délai, la Commission achèvera ses travaux dans un délai de six mois, à dater du jour où le différend aura été porté devant la Commission.

Le temps durant lequel les travaux de la Commission sont suspendus selon les dispositions de l'article 2 n'est pas compris dans le délai susmentionné.

Article 16.

Le rapport de la Commission est signé par le président et porté sans délai à la connaissance des Parties et du Secrétaire général de la Société des Nations.

Les Parties s'engagent à porter à leur connaissance réciproque dans un délai raisonnable si elles acceptent les constatations du rapport et les propositions qu'il renferme.

The Commission may apply to the Secretary-General of the League of Nations for the assistance of the Secretariat if it appears that such assistance is necessary to facilitate its task.

Article 10.

The Parties shall be entitled to appoint special representatives on the Commission. These representatives shall also act as intermediaries between the Parties and the Commission.

Article 11.

Proceedings before the Commission shall not be public unless the Commission so decides and the Parties agree.

Article 12.

In proceedings before the Commission both Parties shall be heard.

The Commission shall draw up rules to govern its procedure, subject to the proviso that the regulations laid down in Chapter III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall be applied unless the Commission unanimously agrees to depart from these regulations.

Article 13.

The Commission shall take its decisions by a majority vote of its members except where otherwise laid down in the present Convention. Each member shall have one vote, and in case of a tie the President shall have a casting vote.

A quorum shall be constituted if all the members have been duly summoned, and if the President and not less than two other members are present.

Article 14.

The Commission shall make a report on each dispute submitted to it. The report shall include a proposal for the settlement of the dispute if a settlement is possible and if at least three members agree to the proposals.

The reasoned opinion of the members who are in the minority shall be recorded in the report.

Article 15.

The Commission shall complete its task within six months from the day when the dispute is submitted to it, unless the Parties agree to an extension of this period.

The above period shall not include any time during which the Commission's work is interrupted for reasons arising out of the provisions of Article 2.

Article 16.

The Commission's report shall be signed by the President, who shall immediately bring it to the knowledge of the Parties and of the Secretary-General of the League.

The Parties undertake to inform each other within reasonable time as to how far they approve the findings of the report and accept the settlement proposed therein.

Il appartient aux Parties de décider, d'un commun accord, si le rapport de la Commission doit être publié immédiatement. Toutefois, même à défaut de cet accord, la Commission pourra, en cas de raisons spéciales, procéder à la publication immédiate du rapport.

Article 17.

Chacune des Parties indemnisera les membres de la Commission nommés par elle et fournira la moitié de l'indemnité du président.

Les Parties doivent chercher à s'entendre pour que, des deux côtés, les indemnités des membres de la Commission soient fixées au même taux.

Chaque Partie supportera les frais de procédure encourus par elle et la moitié de ceux que la Commission déclarera communs.

Article 18.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Christiania, aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq années à dater dudit échange. Si elle n'a pas été dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce délai, elle restera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans et sera ainsi de suite censée renouvelée chaque fois pour cinq ans, sauf dénonciation six mois au moins avant l'expiration de la précédente période de cinq ans.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Stockholm, en deux exemplaires, le 27 juin 1924.

(L. S.) BENT FALKENSTJERNE. (L. S.) J. H. WOLLEBÆK.

The Parties shall decide, in agreement with one another, whether the Commission's report shall be published immediately after it has been issued ; in special circumstances, however, the Commission may decide that the report shall be published at once, even in the absence of any such agreement.

Article 17.

Each Party shall pay the allowances of the members of the Commission which it has appointed, and shall also pay half of the allowances of the chairman.

The Parties shall endeavour to arrange that the allowances of the members of the Commission on both sides shall be fixed at the same figure.

Each Party shall bear the costs of procedure which it has incurred, and half of those which the Commission may declare to be joint costs.

Article 18.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Christiania as soon as possible. It shall come into force as soon as the instruments of ratification have been exchanged, and shall remain in force for five years from that date. Unless denounced within six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years, and shall thereafter be regarded as renewed for successive periods of five years unless denounced within six months before the expiration of the preceding period of five years.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Stockholm, on June 27, 1924.

(L. S.) BENT FALKENSTJERNE. (L. S.) J. H. WOLLEBÆK.

N° 843.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET NORVÈGE

Convention relative à l'échange de notifications concernant les aliénés, signée à Buenos-Ayres, le 7 octobre 1924.

ARGENTINE REPUBLIC AND NORWAY

Agreement concerning the Exchange of Notifications with regard to Persons of Unsound Mind, signed at Buenos-Aires, October 7, 1924.

TEXTE NORVÉGIEN - NORWEGIAN TEXT.

No. 843. — OVERENSKOMST [1] AVSLUTTET MELLEM KONGERIKET NORGE OG DEN ARGENTINSKE REPUBLIK, VEDRÖRENDE UTVÄXLING AV MEDDELELSER ANGAAENDE SINDSSYKE, UNDERTEGNET I BUENOS AIRES, OKTOBER 7, 1924.

Textes officiels espagnol, français et norvégien communiqués par les Ministres des Affaires étrangères de la République Argentine et de Norvège. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 21 mars 1925.

Ved sammenkomst i den Argentinske republiks utenriksministerium den 7 oktober Nittenhundredeogfireogtyve, er Hans Majestet Kongen av Norges Overordentlige Sendemand og Befuldmegtigede Minister Hans Excellence Halvard HUITFELDT BACHKE, og republikkens utenriks minister, Hans Excellence Doktor Angel GALLARDO, besjelet av forsettet om at ordne paa en regelmessig og varig vis utvekslingen av oplysninger angaaende indleggelse av sine sindssyke medborgere i offentlige og private anstalter i de respektive lande, paa grundlag av gjensidighet, kommet overens om följende :

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT

No. 843. — CONVENIO [1] ENTRE LA REPÚBLICA ARGENTINA Y EL REINO DE NORUEGA PARA REGLAMENTAR EL CANJE DE NOTIFICACIONES REFERENTES A LOS ALIENADOS. FIRMADO EN BUENOS AIRES EL 7 DE OCTUBRE 1924.

French, Norwegian and Spanish official texts communicated by the Ministers for Foreign Affairs of the Argentine Republic and of Norway. The registration of this Convention took place March 21, 1925.

Reunidos el dia 7 de octubre del 1924 en el Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto de la República Argentina, Su Excelencia el Señor Ministro del ramo Doctor Don Angel GALLARDO, y Su Excelencia el Señor Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Noruega, Don Halvard HUITFELDT BACHKE, animados del propósito de establecer de manera regular y permanente el canje de informaciones referentes a internación de sus connacionales alienados en los establecimientos públicos o privados de sus respectivos paises, han convenido, a titulo de reciprocidad, lo siguiente :

[1] Traduction du Secrétariat de la Société des Nations.

No. 843. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LE ROYAUME DE NORVÈGE RELATIVE A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. BUENOS-AYRES, LE 7 OCTOBRE 1924.

Réunis le 7 octobre 1924, au Ministère des Affaires étrangères et du Culte de la République Argentine, Son Excellence le Dr Don Angel GALLARDO, Ministre des Affaires étrangères et Son Excellence Don Halvard Huitfeldt BACHKE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Norvège, animés du désir d'établir, d'une manière régulière et permanente, un échange de renseignements relatif à l'internement de leurs nationaux, atteints d'aliénation mentale, dans les établissements publics ou privés de leurs pays respectifs, sont convenus, sous condition de réciprocité, des dispositions suivantes :

Artikel 1.

Naar en borger av et av de to kontraherende lande, bosat i det andet land, måtte bli angrepet av sindssykdom, skal hans indleggelse i en offentlig eller privat sindssykeanstalt, hans utskrivning eller död meddeles til vedkommende Legation.

Artikel 2.

De meddelelser som er omhandlet i foregaaende artikkel, skal angi navnet paa síndssykeanstalten og indeholde, om mulig, följgende oplysninger vedrörende den syke.

1. Fornavn og navn;

2. Födselsdag of födselssted;

3. Stilling eller yrke;

4. Bopel ved indleggelsen i anstalten;

5. Sidste bopel i hjemlandet;

6. Foreldrenes eller nermeste slegtningers fornavn og navn etc., tillikemed deres bopel;

7. Hvis den syke er gift egtefellens fornavn og navn samt bopel;

8. Datoen for den sykes indleggelse i anstalten eller for hans utskrivning eller dödsdagen;

9. Navnet paa den person eller myndighet paa hvis begjäring han blev indlagt;

Articulo 1.

Cuando un nacional de uno de los paises contratantes residente en el otro, fuera atacado de enagenación mental, su internación en un establecimiento de alienados, público o privado o su salida o fallecimiento será comunicado a la Legación correspondiente.

Articulo 2.

Las notificaciones previstas en el artículo anterior, deberán mencionar el nombre de la casa de alienados donde el enfermo está internado y contener si fuera posible, las indicaciones siguientes relativas al enfermo.

1. Nombre y apellido;

2. Fecha y lugar del nacimiento;

3. Calidad o profesión;

4. Domicilio en la época de la internación en el establecimiento;

5. Ultimo domicilio en el pais de origen;

6. Nombre y apellido etc. del padre y madre o de los parientes mas cercanos, con indicación de sus domicilios;

7. Si el enfermo es casado nombre y apellido de su conyuge con indicacion de su domicilio;

8. Fecha en que el enfermo ha sido internado, en el establecimiento o en que salió del mismo o falleció;

9. Nombre de la persona o autoridad a cuya solicitud fué internado;

Article 1.

Quand un national de l'un des pays contractants, résidant dans l'autre, sera attaqué d'aliénation mentale, son internement dans un établissement d'aliénés, public ou privé, ou sa sortie ou son décès, seront communiqués à la Légation correspondante.

Article 2.

Les notifications prévues dans l'article précédent devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, s'il est possible, les indications suivantes s'appliquant au malade.

1. Les noms et prénoms;

2. La date et le lieu de la naissance;

3. La qualité ou profession;

4. Le domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement;

5. Le dernier domicile dans le pays d'origine;

6. Les noms, prénoms, etc., du père et de la mère, ou des plus proches parents, avec indication de leur domicile;

7. Si le malade est marié, les nom et prénoms de son conjoint avec indication de son domicile;

8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou à laquelle il en est sorti, ou est décédé;

9. Nom de la personne, ou de l'autorité, à la réquisition de laquelle il a été interné;

10. Hvis indleggelsen skedde i henhold til en legeerkläring, datoen for denne erkläring og legens navn og bopel;

11. Den sykes tilstand og om den tillater hans hjemsendelse samt opgave over antallet av vogtere nödvendig for hans transport.

10. Si la admisión se efectuó a raiz de un informe médico, fecha de ese informe y nombre y domicilio del médico;

11. Estado del enfermo y si permite su repatriación, así como indicación del número de cuidadores necesarios para vigilar su traslado.

10. Si l'admission a été effectuée en raison d'un rapport médical, la date de ce rapport, ainsi que le nom et le domicile du médecin;

11. L'état du malade et, si son rapatriement est permis, l'indication, en même temps, du nombre de gardiens nécessaires pour surveiller son transport.

Artikel 3.

Med hensyn til de forpligtelser som nærværende overenskomst skaper for den argentinske regjering, erklærer den at den alene forpligter sig til dens nöie opfyldelse forsaavidt angaar sindssyke indlagt i offentlige eller private anstalter i byen Buenos Aires eller under federal regjeringens jurisdiktion Hvad angaar dem som kommer ind paa anstalter henliggende under provinsernes jurisdiktion, kan den argentinske regjering, av grunde beroende paa foreliggende faktiske omstendigheter, ikke garantere dens nöie opfyldelse, men forpligter sig alene til at gjöre hvad der staar i dens magt for at de provinsielle eller municipale myndigheter, under hvilke anstalterne hörer, opfylder den paa bedste vis.

Articulo 3.

Respecto a las obligaciones que crea el presente convenio al Gobierno Argentino,éste declara que solo se compromete a su cumplimiento estricto, respecto a los alienados internados en los establecimientos públicos o privados de la ciudad de Buenos Aires o de jurisdicción del Gobierno Federal. En cuanto a los que ingresen a los establecimientos situados en jurisdicción de las Provincias, el Gobierno Argentino, no pudiendo por razones circunstanciales y de hecho garantizar su fiel cumplimiento, solo se compromete a hacer todo cuanto este de su parte, a fin de que las autoridades provinciales o municipales de que dependan dichos, establecimientos lo cumplan en la mejor forma.

Article 3.

A l'égard des obligations que crée la présente Convention au Gouvernement argentin, celui-ci déclare ne s'engager à son exécution stricte que pour les aliénés internés dans les établissements publics ou privés de la ville de Buénos-Ayres ou de la juridiction du Gouvernement fédéral. Quant à ceux qui entrent dans les établissements situés dans la juridiction des provinces, le Gouvernement argentin, ne pouvant, pour des raisons circonstancielles et de fait garantir leur fidèle accomplissement, il s'engage seulement à faire de son côté tous ses efforts pour que les autorités provinciales ou municipales dont dépendent ces établissements, les accomplissent dans la meilleure forme.

Artikel 4.

Nærværende overenskomst skal undertegnes i det norske, det kastellanske og det franske sprog, og, i tilfælde av at der maatte opstaa nogen tvil angaaende dens rekkevidde eller dens fortolkning, skal lösningen gjöres overensstemmende med den franske tekst.

Articulo 4.

Este Convenio se firma en los idiomas noruego, castellano y francés, y en caso de que pudiera surgir alguna duda respecto al alcance o interpretación del mismo, será resuelta de acuerdo con el texto en francés.

Article 4.

La présente Convention sera signée en langues norvégienne, castillane et française, et, dans le cas où quelque doute pourrait surgir sur sa portée ou son interprétation, la solution en sera faite conformément à son texte français.

Artikel 5.

Nærværende overenskomst træer i kraft fra det öieblik den er administrativt godkjendt av de to regjeringer og vedblir at gjælde saalenge den ikke er opsagt av en av dem med behörig forhaandsvarsel av seks maaneder.

Articulo 5.

El presente Convenio comenzará a regir desde que sea aprobado administrativamente por ambos Gobiernos contratantes, y continuará en vigor hasta tanto no sea denunciado por uno de ellos prévia notificación en forma hecha con seis meses.

Article 5.

La présente Convention commencera à produire effet dès qu'elle sera approuvée administrativement par les deux Gouvernements contractants. Et elle restera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par l'un d'eux, après notification préalable faite six mois d'avance, en la forme d'usage.

[1] Til bekreftelse av hvilket de undertegnede underskriver og paaförer sine segl, i dobbelt eksemplar.

[1] En fe de lo cual los infrascriptos, firman y sellan el presente convenio en doble ejemplar.

(u.) ANGEL GALLARDO. (Firmado)
(u.) H. H. BACHKE. (Firmado)

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 17 mars 1925.
W. Foss,
Chef du Protocole.

Es copia :
(Signature illisible).
Jefe de la Division Politica.

---

[1] Traduction du Secrétariat de la Société des Nations.

En foi de quoi, les soussignés ont apposé leurs signatures et leurs sceaux sur la présente Convention, rédigée en double exemplaire.

(Signé) ANGEL GALLARDO.
(Signé) H. H. BACHKE.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 843. — AGREEMENT BETWEEN THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE KINGDOM OF NORWAY CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND SIGNED AT BUENOS AYRES, OCTOBER 7, 1924.

At a meeting held on October 7, 1924, at the Ministry of Foreign Affairs and Public Worship of the Argentine Republic, His Excellency Dr. Angel GALLARDO, the Minister concerned, and His Excellency M. Halvard Huitfeldt BACHKE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Norway, being desirous of establishing a regular and permanent exchange of information regarding the internment of their nationals who are mentally affected in the public and private establishments of their respective countries, have agreed to the following provisions, which are binding on both sides :

Article 1.

Should any national of one of the contracting countries residing in the other be attacked with mental disease, his confinement in a lunatic asylum, private or public, or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the competent Legation.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1, mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Trade or profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

(6) Names and surnames, etc., of the father and mother, or the names and surnames of the nearest relatives, with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

As regards the obligations devolving upon the Argentine Government under the present Convention, the Argentine Government declares that it can only undertake the strict execution of this Convention in the case of insane persons who are interned in public or private establishments situate in the town of Buenos Ayres or within the Federal Government's jurisdiction. In the case of persons who become inmates of the establishments within the jurisdiction of the provinces, the Argentine Government, being unable, by reason of the circumstances and facts of its position, to guarantee their strict fulfilment, can only declare that it will use every endeavour to ensure that the provincial and municipal authorities under whose supervision these establishments are placed shall adequately carry out the obligations in question.

Article 4.

The present Convention shall be signed in the Norwegian, Spanish and French languages. If any doubt should arise as to its scope or interpretation, it shall be decided by reference to the French version.

Article 5.

The present Convention shall come into force as soon as it is officially approved by the two Contracting Governments. It shall remain valid until denounced by one of the Parties, notice to be given in the usual form six months in advance.

In faith whereof the undersigned have signed the present Convention in duplicate and have affixed thereto their seals.

(Signed) ANGEL GALLARDO.
(Signed) H. H. BACHKE.

N° 844.

SUÈDE ET SUISSE

Traité de conciliation, signé à Stockholm, le 2 juin 1924.

SWEDEN AND SWITZERLAND

Conciliation Treaty, signed at Stockholm, June 2, 1924.

No. 844. — TRAITÉ [1] DE CONCILIATION ENTRE LA SUÈDE ET LA SUISSE, SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 2 JUIN 1924.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 21 mars 1925.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Suisse et la Suède et de favoriser, dans l'intérêt de la paix générale, le développement de la procédure de conciliation appliquée aux différends internationaux,

Décidés à donner, dans les rapports entre les deux pays, la plus large application possible aux principes consacrés par la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, en date du 22 septembre 1922, relative à l'institution de commissions de conciliation entre Etats,

Ont résolu de conclure, à cet effet, un traité et ont désigné leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Henri SCHREIBER, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Stockholm ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. le Baron Erik MARKS VON WÜRTEMBERG, Son Ministre des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à une Commission permanente de conciliation tous les différends s'élevant entre elles qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique et ne seraient pas susceptibles d'un règlement judiciaire au sens de l'article 36, alinéa 2, du Statut [2] de la Cour permanente de Justice internationale.

Il appartiendra à chacune des Parties de décider du moment à partir duquel la procédure de conciliation pourra être substituée aux négociations diplomatiques.

Les Parties contractantes peuvent convenir qu'un différend qui serait susceptible d'un règlement judiciaire au sens de l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale soit préalablement déféré à la procédure de conciliation.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 14 février 1925.

[2] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 et vol. XXVII page 416 de ce Recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 844. — CONCILIATION TREATY [2] BETWEEN SWEDEN AND SWITZERLAND SIGNED AT STOCKHOLM, JUNE 2, 1924.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place March 21, 1925.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, being desirous of strengthening the ties of friendship which unite Switzerland and Sweden and of encouraging in the interests of general peace the development of the procedure of conciliation as applied to international disputes; and

Being determined to give the widest possible application, in the relations between the two countries, to the principles laid down by the Resolution of the Assembly of the League of Nations, dated September 22, 1922, relating to the establishment of commissions of conciliation between States;

Have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries:

THE SWISS FEDERAL COUNCIL:

M. Henri SCHREIBER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation at Stockholm, and

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN:

Baron Erik MARKS VON WÜRTEMBERG, Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions:

Article 1.

The Contracting Parties undertake to submit to a Permanent Conciliation Commission any disputes that may arise between them and which it may not have been possible to settle through the diplomatic channel, and which shall not be capable of judicial settlement under Article 36, paragraph 2, of the Statute [3] of the Permanent Court of International Justice.

Each Contracting Party shall be free to decide at what period the procedure of conciliation may be substituted for diplomatic negotiations.

The Contracting Parties may agree that a dispute which is capable of judicial settlement under Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice shall be previously submitted to the procedure of conciliation.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Stockholm, February 14, 1925.

[3] Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152, and Vol. XXVII, page 416 of this Series.

Article 2.

La Commission permanente de conciliation se compose de cinq membres.

Les Parties contractantes nomment chacune un membre à leur gré et désignent les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne doivent ni être des ressortissants des Etats contractants, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Le président de la Commission est nommé d'un commun accord parmi les membres désignés en commun.

La Commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun ou du président n'intervient pas dans les six mois à compter de l'échange des ratifications ou, en cas de retraite ou de décès, dans les deux mois à compter de la vacance du siège, les nominations seront effectuées, à la demande d'une seule des Parties, par le Président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant de l'un des Etats contractants, par le vice-président de la Cour.

Article 3.

Les membres de la Commission sont nommés pour trois ans. Sauf accord contraire entre les Parties contractantes, ils ne pourront être révoqués pendant la durée de leur mandat. En cas de décès ou de retraite d'un membre, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat.

Si le mandat d'un membre désigné d'un commun accord expire sans qu'aucune des Parties s'oppose à son renouvellement, il est censé renouvelé pour une nouvelle période de trois ans. De même, si, à l'expiration du mandat d'un membre désigné par l'une des Parties, il n'a pas été pourvu à son remplacement, son mandat sera censé renouvelé pour trois ans.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à clôture de la procédure.

Article 4.

Dans les quinze jours qui suivent la notification d'une demande de conciliation à la Commission permanente, chacune des Parties pourra remplacer le membre librement désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière qui fait l'objet du différend.

La Partie qui entendrait user de ce droit en avertira immédiatement la Partie adverse ; dans ce cas, celle-ci pourra user du même droit dans un délai de quinze jours à compter de la notification qu'elle a reçue.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation a pour tâche de faciliter la solution du différend, en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait et en formulant des propositions en vue du règlement de la contestation.

Elle est saisie sur requête adressée à son président par l'une des Parties contractantes.

Notification de cette requête sera faite en même temps à la Partie adverse par la Partie qui demande l'ouverture de la procédure de conciliation.

Article 6.

La Commission se réunira, sauf convention contraire, au lieu désigné par son président.

Article 2.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members.

Each Contracting Party shall nominate one member of its own choosing, the other three being appointed by joint agreement. The latter may not be nationals of the Contracting States, nor be domiciled in their territory, nor be employed in their service.

The President of the Commission shall be appointed by joint agreement from among the jointly selected members.

The Commission shall be set up within six months after the ratifications of the present Treaty have been exchanged.

If the appointment of the members to be nominated jointly or of the President is not made within six months from the exchange of ratifications or, in the event of resignation or death, within two months after the vacancy occurs, these appointments shall be made at the request of either Party by the President of the Permanent Court of International Justice, or, if the latter is a national of one of the Contracting States, by the Vice-President of the Court.

Article 3.

The members of the Commission shall be appointed for three years. Their appointment shall not be revoked during the term of their mandate, unless the Contracting Parties decide otherwise. In the event of the death or resignation of a member, arrangements shall be made to replace him for the remainder of his mandate.

If the mandate of a member selected by joint agreement shall expire, and if neither Party is opposed to its renewal, it shall be deemed to be renewed for a further period of three years. Similarly, if, on the expiry of the mandate of a member appointed by one of the Parties, no arrangements have been made to replace him, his mandate shall be deemed renewed for three years.

A member whose mandate expires in the course of a procedure shall continue to take part in the examination of the dispute until the procedure is completed.

Article 4.

Within the fortnight following the notification of a request for conciliation to the Permanent Commission, either Party may replace the member of its own choosing by a person possessing special competence in the matter which forms the subject of the dispute.

The Party which intends to make use of this right shall immediately notify the opposing Party. In this case, the latter may make use of the same right within a fortnight after receiving the notification.

Article 5.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to further the settlement of disputes by an impartial and conscientious examination of the facts and by formulating proposals with a view to settling the case.

The Commission shall be seized of a question by an application addressed to its President by one of the Contracting Parties.

This application shall be notified at the same time to the opposing Party by the Party which is requesting the institution of the procedure of conciliation.

Article 6.

The Commission shall meet at the place chosen by the President, unless there is an agreement to the contrary.

Article 7.

Les Parties contractantes ont le droit de nommer auprès de la Commission des agents spéciaux qui serviront, en même temps, d'intermédiaires entre elles et la Commission.

Article 8.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans la plus large mesure possible, les travaux de la Commission et, en particulier, à user de tous les moyens dont elles disposent, d'après leur législation intérieure, pour lui permettre de procéder, sur leur territoire, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts ainsi qu'à des descentes sur les lieux.

Article 9.

Les délibérations de la Commission ont lieu à huis clos, à moins que la Commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 10.

La procédure devant la Commission est contradictoire.

La Commission réglera elle-même la procédure en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention [1] de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 11.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission sont prises à la majorité simple des voix.

La Commission peut délibérer valablement si tous les membres ont été dûment convoqués et si le président et au moins deux autres membres sont présents.

Article 12.

La Commission présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident, d'un commun accord, d'abréger ou de proroger ce délai.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties.

Le rapport n'a, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence arbitrale.

Il appartiendra aux Parties de décider d'un commun accord si le rapport de la Commission peut être publié immédiatement.

Article 13.

La Commission permanente de conciliation fixera le délai dans lequel les Parties auront à se prononcer à l'égard de ses propositions. Ce délai n'excédera pas, toutefois, la durée de trois mois.

[1] De Martens : Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome III, page 360.

Article 7.

The Contracting Parties shall be entitled to appoint special agents on the Commission, who shall also act as intermediaries between the Parties and the Commission.

Article 8.

The Contracting Parties undertake to give the Commission all possible assistance in its work and, in particular, to employ all the means placed at their disposal by their domestic legislation to enable it to call and hear witnesses or experts within their territory as well as to carry out investigations on the spot.

Article 9.

The deliberations of the Commission shall be held in private, unless, in agreement with the Parties, the Commission decides otherwise.

Article 10.

In proceedings before the Commission both Parties shall be heard.

The Commission shall draw up rules to govern its procedure, subject to the proviso that the regulations laid down in Chapter III of the Hague Convention[1] of October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes shall be applied, unless the Commission unanimously agrees to depart from these regulations.

Article 11.

The Commission shall take its decisions by a majority vote of its members, except where otherwise laid down in the present Treaty.

A quorum shall be constituted if all the members have been duly summoned and if the President and not less than two other members are present.

Article 12.

The Commission shall make its report within six months from the day on which the dispute is submitted to it, unless the Contracting Parties agree to a curtailment or extension of this period.

The report shall contain the reasoned opinion of the members who form the minority.

A copy of the report shall be sent to each Party.

The report shall not be in the nature of an arbitral award, as regards either the statement of facts or the legal considerations.

The Parties shall decide in agreement with one another whether the Commission's report shall be immediately published.

Article 13.

The Permanent Conciliation Commission shall fix the period within which the Parties will be required to take their decision as regards the Commission's proposal. This period shall not, however, exceed three months.

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 100, page 298.

Article 14.

Pendant la durée effective de la procédure, les membres de la Commission de conciliation reçoivent une indemnité dont le montant sera arrêté entre les Parties contractantes.

Chaque Partie supporte ses propres frais et une part égale des frais de la Commission.

Article 15.

Durant le cours de la procédure de conciliation, les Parties contractantes s'abstiendront de tout acte pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission permanente de conciliation.

Article 16.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à Stockholm dans le plus bref délai possible.

Le Traité est conclu pour la durée de dix ans à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Stockholm, le 2 juin 1924.

(L. S.) SCHREIBER.
(L. S.) E. MARKS VON WÜRTEMBERG

Pour copie conforme :
Berne, le 20 mars 1925.
Au nom de la Chancellerie fédérale suisse :
Le vice-chancelier :
KAESLIN.

Article 14.

For the actual duration of the procedure, the members of the Conciliation Commission shall receive an allowance to be fixed by arrangement between the Contracting Parties.

Each Party shall bear its own costs and half the costs of the Commission.

Article 15.

During the procedure of conciliation, the Contracting Parties shall abstain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Permanent Conciliation Commission.

Article 16.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Stockholm as soon as possible.

The Treaty is concluded for a period of ten years from the date of the exchange of ratifications. Unless denounced at least six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years, and similarly thereafter.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate, at Stockholm, on June 2, 1924.

(L. S.) SCHREIBER.

(L. S.) E. MARKS VON WÜRTEMBERG.

N° 845.

BULGARIE ET ROUMANIE

Convention judiciaire, signée à Bucarest, le 19 avril 1924.

BULGARIA AND ROUMANIA

Judicial Convention, signed at Bucharest, April 19, 1924.

N° 845. — CONVENTION [1] JUDICIAIRE ENTRE LA BULGARIE ET LA ROUMANIE, SIGNÉE A BUCAREST, LE 19 AVRIL 1924.

Texte officiel français communiqué par le Chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 23 mars 1925.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, animés du désir de régler entre la Bulgarie et la Roumanie, en matière civile et commerciale, certaines questions de procédure et de droit privé, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. le Général FITCHEFF, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Bulgares à Bucarest ;
M. Ph. POPOFF, Président à la Haute Cour de Cassation à Sofia ;
M. C. MINCOFF, Ministre plénipotentiaire, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères de Bulgarie ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Georges MARZESCO, Ministre de la Justice, Ministre des Affaires étrangères par intérim, et
M. Gregoire BILCIURESCO, Ministre plénipotentiaire, Directeur au Ministère des Affaires étrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs personnes et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

Ils auront libre et facile accès aux tribunaux de l'autre pays et y pourront ester en justice aux mêmes conditions et dans les mêmes formes que les nationaux. Notamment, aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étranger, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux ressortissants de l'une des Parties contractantes ayant leur domicile dans le territoire de l'une de ces Parties et qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux de l'autre Partie contractante.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 5 mars 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 845. — JUDICIAL CONVENTION [2] BETWEEN BULGARIA AND ROUMANIA, SIGNED AT BUCHAREST, APRIL 19, 1924.

French official text communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Convention took place March 23, 1925.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being desirous of regulating certain questions of procedure and private law with regard to civil and commercial matters, have decided for this purpose to conclude a Convention, and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

General FITCHEFF, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the Bulgarians at Bucharest ;
M. Ph. POPOFF, President of the High Court of Appeal at Sofia ;
M. C. MINCOFF, Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Bulgarian Ministry for Foreign Affairs.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. George MARZESCO, Minister of Justice, Interim Minister for Foreign Affairs.

M. Gregory BILCIURESCO, Minister Plenipotentiary, Director in the Ministry for Foreign Affairs ;

who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The nationals of each of the Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other Party, the same treatment as the nationals of that Party in all matters concerning the legal and judicial protection of their persons and property.

They shall have free and ready access to the courts of the other country, and may appear in court on the same terms and in the same manner as the nationals of the country concerned. In particular, nationals of one of the Contracting Parties who are domiciled in the territory of one of the said Parties and are bringing an action or intervening in the courts of the other, shall not be required to give any surety or make any deposit, under whatsoever designation, by reason either of their being foreigners or of their not possessing a domicile or a residence in the country.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Bucharest, March 5, 1925.

Les parties ressortissantes de l'un des Etats, habitant hors du territoire de l'autre, seront tenues, en introduisant leurs demandes sur ce territoire, d'indiquer une personne habitant ce territoire, qui sera en droit de recevoir en leur nom les actes de procédure.

Dans les faillites ouvertes sur le territoire de l'un des pays contractants, les créanciers ressortissants de l'autre seront entièrement assimilés aux créanciers nationaux.

Article 2.

Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre le demandeur ou intervenant, dispensé de la caution ou du dépôt en vertu soit de l'article 1, soit de la loi de l'Etat où l'action a été intentée, seront, sur une demande faite par voie diplomatique, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente de l'autre Partie contractante, d'après la loi du pays.

Article 3.

Les décisions relatives aux frais et dépens seront rendues exécutoires sans entendre les parties, mais sauf recours ultérieur de la partie condamnée, conformément à la législation du pays où l'exécution est poursuivie.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'exequatur se bornera à examiner :

1. si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;

2. si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée ;

3. si le dispositif de la décision est rédigé ou bien s'il est traduit, conformément à la règle contenue dans l'article 8, alinéa 3.

Pour satisfaire aux conditions prescrites par l'alinéa précédent, numéros 1 et 2, il suffira d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant, constatant que la décision est passée en force de chose jugée. La déclaration dont il vient d'être parlé doit être rédigée ou traduite conformément à la règle contenue dans l'article 8, alinéa 3.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront admis dans les territoires de l'autre au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

Article 5.

Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçu par les autorités de la résidence habituelle du requérant, ou, à défaut de celle-ci, par les autorités de sa résidence actuelle. Dans le cas où la résidence du requérant ne serait pas située dans les territoires des Parties contractantes et que les autorités de sa résidence ne délivreraient pas ou ne recevraient pas des certificats ou des déclarations de cette nature, il suffira d'un certificat ou d'une déclaration délivré ou reçu par un agent diplomatique ou un fonctionnaire consulaire du pays auquel le requérant appartient.

Si le requérant ne réside pas dans les territoires de la Partie contractante, dont les autorités seront saisies de la demande, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou un fonctionnaire consulaire du pays où le document doit être produit.

Nationals of one of the States residing outside the territory of the other shall be required, when bringing actions in this territory, to name a person resident in the territory who shall be empowered to be served with process on their behalf.

In bankruptcy proceedings instituted in the territory of one of the contracting countries, creditors who are nationals of the other country shall be treated in exactly the same manner as creditors who are nationals of the country concerned.

Article 2.

Orders to pay the costs of an action which are made by the courts of one of the Contracting Parties against a plaintiff or person intervening in an action who has been exempted from giving surety or making a deposit in virtue either of Article 1 or of the law of the State in which the action was brought, shall, upon an application being submitted through the diplomatic channel, be made executory free of charge, by the competent authority of the other Contracting Party, in conformity with the laws of that country.

Article 3.

Decisions regarding costs shall be made executory without the parties being heard, but subject to the subsequent right of appeal of the unsuccessful party in accordance with the laws of the country where execution is carried out.

The competent authority for hearing applications for execution shall restrict itself to considering :

(1) Whether, according to the laws of the country where an order was made, the document containing the decision fulfils the required conditions in respect of authenticity ;

(2) Whether, according to the same law, the decision has acquired the force of law ;

(3) Whether the terms of the decision are drawn up or have been translated in conformity with the rule laid down in Article 8, sub-paragraph 3.

To meet the requirements prescribed in the preceding sub-paragraphs (1) and (2), it will be sufficient if the competent authority of the State making application attests that the decision has acquired the force of law. This attestation shall be drawn up or translated in accordance with the rule laid down in Article 8, sub-paragraph 3.

Article 4.

The nationals of both Contracting Parties shall, in the territories of the other Contracting Party, be entitled to free legal assistance in the same way as the nationals of that State, provided that they conform to the laws of the State in which free legal assistance is claimed.

Article 5.

In all cases the certificate or declaration of poverty shall be issued or received by the authorities of the State in which the applicant's habitual residence is situated, or, in default of such residence, by the authorities of the State in which he is residing for the time being. Should the applicant not be resident in the territory of either of the Contracting Parties, and should the authorities of his country of residence not issue or receive certificates or declarations of this kind, it will be sufficient if a certificate or declaration is issued or received by a diplomatic agent or consular official of the country to which the applicant belongs.

If the applicant does not reside in the territory of the Contracting Party to whose authorities the application is made, the certificate or declaration of poverty shall be legalised free of charge by a diplomatic agent or consular official of the country where the document is to be produced.

Article 6.

L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités de l'autre Partie contractante.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

Article 7.

La partie en cause, à laquelle l'assistance judiciaire gratuite a été accordée par le tribunal de l'une des Parties contractantes, jouit aussi de cette assistance au cours des procédures et d'autres actes judiciaires, introduits à la requête dudit tribunal, dans la même cause, par un tribunal de l'autre Partie contractante.

Dans les procès, dont la décision rentre dans la compétence d'un tribunal de l'une des Parties contractantes, la partie en cause, domiciliée ou de résidence permanente dans le territoire de l'autre Partie contractante, peut réclamer, sous forme de procès-verbal, l'assistance judiciaire gratuite, auprès du tribunal de son domicile ou de sa résidence permanente.

Dans les causes civiles qui, d'après les lois, ne réclament pas la représentation des parties par des avocats, le demandeur pourra simultanément formuler la requête dans le procès-verbal et en demander la transmission au tribunal compétent pour juger le procès. La requête devra être accompagnée d'une traduction dans la langue de ce dernier tribunal.

Article 8.

Les Parties contractantes s'engagent, en matière civile et commerciale, à faire signifier réciproquement les citations ou autres actes et à faire exécuter les commissions rogatoires par leurs autorités respectives, dans la forme prescrite par la législation intérieure de l'Etat requis ou dans une forme spéciale demandée par l'autorité requérante, pourvu que cette forme ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

Les actes en question seront transmis par voie diplomatique.

S'ils ne sont pas rédigés dans la langue de l'autorité requise, ils seront accompagnés de traductions faites dans cette langue ou en langue française. Ces traductions pourront être certifiées également par un fonctionnaire qualifié, dont la qualité sera attestée par l'autorité requérante.

Les actes émanant d'autorités judiciaires seront exempts de légalisation. Ils seront seulement revêtus du sceau de l'autorité qui les expédie.

Les actes dressés par des notaires publics, huissiers et autres fonctionnaires judiciaires devront être légalisés. La légalisation sera considérée comme régulière si le document est revêtu de la signature et du sceau d'office d'une autorité judiciaire de l'Etat où réside le fonctionnaire qui a dressé ce document.

Les actes sous seing privé, qui auront été légalisés par une autorité judiciaire, ne seront pas soumis à une légalisation ultérieure.

Les dispositions de cet article ne s'opposent pas à la faculté pour chaque Partie contractante de faire signifier directement, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires de carrière, toutefois sans contrainte, les actes émanant des autorités judiciaires et destinés à ses ressortissants se trouvant sur le territoire de l'autre Partie.

Article 9.

L'exécution de la signification prévue par l'article 8 ne pourra être refusée que si l'Etat sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou sa sécurité.

Article 6.

The authority competent to issue or receive the certificate or declaration of poverty may make enquiries of the authorities of the other Contracting Party regarding the financial position of the applicant.

The authority appointed to deal with the application for free legal assistance shall be entitled, within the limits of its competence, to verify the certificates, declarations and information submitted to it.

Article 7.

The party to whom free legal assistance has been granted by a court of one of the Contracting Parties shall also enjoy such assistance during proceedings and other steps of a judicial character taken in the same suit, at the request of the said court, by a court of the other Contracting Party.

In proceedings in which a court of one of the Contracting Parties is competent to give a decision, the party to the suit who has his domicile or permanent residence in the territory of the other Contracting Party may, by making a formal statement for the purpose, claim free legal assistance from the court of his place of domicile or permanent residence.

In civil cases in which the law does not require the parties to be represented by counsel, the plaintiff may put forward his application in the formal statement and at the same time request that it should be transmitted to the court which is competent to judge the case. The application shall be accompanied by a translation in the language of the latter court.

Article 8.

The Contracting Parties reciprocally undertake, in civil and commercial cases, through the intermediary of the competent authorities, to cause summonses or other documents to be served and commissions to examine witnesses to be executed in the form prescribed by the internal laws of the State to which application is made or in a special form demanded by the authority making application, provided that such form is not in contravention of the laws of the State to which application is made.

These documents shall be transmitted by diplomatic channel. If they are not drawn up in the language of the authority to whom the application is made they shall be accompanied by translations in this language or in French. These translations may also be certified by a qualified official whose competence shall be attested by the authority making the application.

Documents issued by judicial authorities shall be exempt from legalisation. They need only bear the seal of the authority issuing them.

Documents drawn up by public notaries, " huissiers " and other judicial officials require to be legalised. The legalisation shall be considered to be in due form if the document is provided with the signature and official seal of a judicial authority of the State in which the official who has prepared the document has his residence.

Documents which have not been witnessed by a notary public (sous seing privé) but which have been legalised by a judicial authority shall not require further legalisation.

The provisions of the present article shall not affect the right of both Contracting Parties to cause documents issued by judicial authorities and intended for their own nationals in the territory of the other Party to be served direct, though without constraint, through their regular diplomatic or consular agents.

Article 9.

A State may only refuse to effect service of process within its territory, as provided for in Article 8, if it considers that its sovereign rights would be infringed or its security endangered thereby.

La preuve de la signification se fera au moyen, soit d'un récépissé du destinataire daté et légalisé, soit d'une attestation de l'autorité de l'Etat requis, constatant le fait, la forme et la date de la signification.

Si l'acte à signifier a été transmis en double exemplaire, le récépissé ou l'attestation doit se trouver sur l'un des doubles ou y être annexé.

Article 10.

L'autorité judiciaire, à laquelle une commission rogatoire prévue par l'article 8 est adressée sera obligée d'y satisfaire, en usant des mêmes moyens de contrainte que pour l'exécution d'une commission des autorités de l'Etat requis ou d'une demande formée à cet effet par une partie intéressée. Ces moyens de contrainte ne seront pas nécessairement employés, s'il s'agit de la comparution de parties en cause.

L'autorité requérante sera, si elle le demande, informée de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée, afin que la partie intéressée soit en état d'y assister.

L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

1. si, l'authenticité du document n'est pas établie ;

2. si, dans l'Etat requis l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3. si l'Etat sur le territoire duquel l'exécution devrait avoir lieu la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans les cas de l'alinéa 3, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée, et, dans le cas de l'alinéa précédent, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

Article 11.

Les citations, les significations d'actes, les déclarations ou interrogatoires de témoins, les rapports d'experts, les actes d'instruction judiciaire et, en général, tout acte auquel il sera procédé en matière civile ou commerciale, d'après commission rogatoire d'un tribunal de l'une des Parties contractantes sur les territoires de l'autre, doit recevoir son exécution sur papier non timbré et sans paiement de frais.

Les frais occasionnés par la signification des citations et d'autres actes judiciaires ou par l'exécution des commissions rogatoires resteront à la charge de l'Etat requis.

La disposition du premier alinéa ne se rapportera qu'aux droits dus en pareil cas aux Gouvernements respectifs et ne comprendra, en aucune façon, ni les indemnités dues aux témoins et aux experts, ni les émoluments qui pourraient être dus aux fonctionnaires, toutes les fois que leur intervention serait requise par les lois pour l'accomplissement de l'acte demandé. Ces frais resteront à la charge des parties intéressées et devront être payés suivant les lois en vigueur dans le pays où l'exécution aura lieu ; ils seront avancés, si la nécessité se présente, par l'Etat requis.

Les frais, dont il est question dans le précédent alinéa, seront supportés par l'Etat requérant, si leur remboursement ne peut être obtenu des parties intéressées.

Proof of service shall be furnished either by a duly dated and legalised receipt given by the addressee or by an attestation of the authority of the State to which application is made testifying to the circumstances, form and date of service.

If the document to be served is transmitted in duplicate, the receipt or attestation should be given on one of the copies or be attached thereto.

Article 10.

The legal authority to which a commission to examine witnesses, as provided for in Article 8, is addressed, shall be required to execute it and to use the same means of constraint for that purpose as when executing a commission of the authorities of the State to which application is made, or when giving effect to a request of that nature presented by one of the parties concerned. Such means of constraint shall not necessarily be employed if the object in view is to secure the attendance of the parties to the suit.

The authority making application shall, if it so requests, be informed of the date and place of execution of the measures demanded, so that the party concerned may be able to attend.

Execution of the commission to examine witnesses can only be refused :

(1) If the authenticity of the document is not proved ;

(2) If, in the State to which application is made, the execution of the commission does not lie within the competence of the legal authority ;

(3) If the State on whose territory execution is to take place considers that its sovereign rights would be infringed, or its security endangered thereby.

Should the authority to which application is made not be competent to deal with the matter, the commission shall be transmitted *ex officio* to the competent legal authority of the same State, in conformity with the laws of such State.

In all cases in which the commission is not executed by the authority to which application is made, such authority shall immediately notify to that effect the authority making application, indicating, in the case of sub-paragraph 3, the reasons for which the execution of the commission has been refused, and, in the case of the preceding sub-paragraph, the authority to which the commission has been transmitted.

Article 11.

Summonses, extracts from dossiers, depositions and evidence of witnesses, reports of experts, records of judicial proceedings, and, generally, any documents relating to civil or commercial cases, furnished at the request of a Tribunal of one of the Contracting Parties on the territory of the other Party, shall be written on unstamped paper and delivered free of charge.

The costs in connection with the serving of summonses and other legal documents and with the execution of commissions to examine witnesses shall be borne by the State to which application is made.

The provisions contained in the first paragraph shall only be applied to fees payable in such cases to the respective Governments, and shall in no way cover either the allowances granted to witnesses or experts or the fees which may be payable to officials in all cases in which the law requires their intervention in order to accomplish the desired measure. These costs shall be borne by the parties to the suit and shall be paid in conformity with the laws in force in the country where the execution takes place ; if necessary, they shall be advanced by the State to which the application is made.

The costs referred to in the preceding paragraph shall be borne by the State making application if they cannot be refunded by the interested parties.

Article 12.

Les jugements définitifs rendus en matière civile ou commerciale par les autorités judiciaires compétentes de l'une des Parties contractantes seront exécutés réciproquement sur le territoire de l'autre Partie contractante dans les conditions prévues par les lois des deux pays.

Article 13.

Les litiges qu'un père légitime ou ses héritiers pourraient intenter pour contester la légitimité d'un enfant seront de la compétence des tribunaux de la Partie contractante dont le père légitime est ou serait ressortissant.

Les décisions passées en force de chose jugée en cette matière seront reconnues, sans aucune formalité, sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 14.

La confirmation d'une adoption sera de la compétence des autorités de l'Etat dont la personne adoptante ressort et non de celle de l'Etat dont ressort la personne à adopter.

Si les lois de l'Etat dont la personne à adopter est ressortissante prévoient, en ce qui concerne le consentement et les autorisations nécessaires, d'autres dispositions que celles exigées par la loi nationale de l'adoptant, on observera à ce sujet les dispositions prévues par la loi nationale de la personne à adopter.

Les décisions y relatives seront reconnues, sans aucune formalité, sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 15.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

Elle sera exécutoire trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'à une année à partir de la date de sa dénonciation par une des Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 19 avril 1924.

(L. S.) GÉNÉRAL FITCHEFF.
(L. S.) PH. POPOFF.
(L. S.) C. MINCOFF.
(L. S.) G. MARZESCU.
(L. S.) GR. BILCIURESCO.

Article 12.

Final judgments given in civil or commercial matters by the competent judicial authorities of either of the Contracting Parties shall be executed in the territory of the other Contracting Party in accordance with the laws of the respective countries.

Article 13.

Litigation instituted by a legitimate father or his heirs in order to contest the legitimacy of a child shall be within the competence of the courts of the Contracting Party of which the legitimate father is or is alleged to be a national.

Final decisions on such questions shall be recognised without further formality in the territory of the other Contracting Party.

Article 14.

Confirmation of adoption shall be within the competence of the authorities of the State to which the adopting person belongs and not of the State to which the adopted person belongs.

If the laws of the State to which the adopted person belongs contain provisions in respect of the necessary consent and authorisation other than those provided by the laws of the country to which the adopting person belongs, the provisions observed shall be those contained in the laws of the former.

Decisions in this matter shall be recognised without further formality in the territory of the other Contracting Party.

Article 15.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Bucharest as early as possible.

It shall be executory three months after the exchange of the ratifications and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which one of the Contracting Parties denounces it.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have set their signatures and seals hereto.

Done in duplicate, at Bucharest, on the 19th day of April, 1924.

(L. S.) GENERAL FITCHEFF.
(L. S.) PH. POPOFF.
(L. S.) C. MINCOFF.
(L. S.) G. MARZESCU.
(L. S.) GR. BILCIURESCO.

N° 846.

BULGARIE ET ROUMANIE

Convention d'extradition, signée à Bucarest, le 19 avril 1924.

BULGARIA AND ROUMANIA

Extradition Convention, signed at Bucharest, April 19, 1924.

No. 846. — CONVENTION[1] D'EXTRADITION ENTRE LA BULGARIE ET LA ROUMANIE, SIGNÉE A BUCAREST, LE 19 AVRIL 1924.

Texte officiel français communiqué par le Chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 23 mars 1925.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, désirant, d'un commun accord, conclure une convention à l'effet de régler l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. le Général FITCHEFF, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Bulgares à Bucarest ;
M. Ph. POPOFF, Président à la Haute Cour de cassation à Sofia, et
M. C. MINCOFF, Ministre plénipotentiaire, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères de Bulgarie ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Georges MARZESCO, Ministre de la Justice, Ministre des Affaires étrangères par intérim, et
M. Grégoire BILCIURESCO, Ministre plénipotentiaire, Directeur au Ministère des Affaires étrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Le Gouvernement bulgare et le Gouvernement roumain s'engagent à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, les individus poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'une des Parties contractantes, et qui se trouveront sur le territoire de l'autre Partie.

L'extradition n'aura lieu qu'en cas de poursuite ou de condamnation pour une infraction commise hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée.

Article 2.

Si la demande concerne une personne condamnée, l'extradition ne sera accordée que si l'infracteur a été condamné définitivement à une peine supérieure à six mois d'emprisonnement, pour un fait punissable d'après la législation des deux pays.

[1] L'échange de ratifications a eu lieu à Bucarest, le 5 mars 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION

No. 846. — EXTRADITION CONVENTION [2] BETWEEN BULGARIA AND ROUMANIA, SIGNED AT BUCHAREST, APRIL 19, 1924.

French official text communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Convention took place March 23, 1925.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being equally desirous of concluding a Convention for the purpose of regulating the extradition of persons charged, accused or sentenced, have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

General FITCHEFF, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of his Majesty the King of the Bulgarians at Bucharest ;
M. Ph. POPOFF, President of the Supreme Court of Appeal, at Sofia, and
M. C. MINCOFF, Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Bulgarian Ministry for Foreign Affairs.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. George MARZESCO, Minister of Justice, Acting Minister for Foreign Affairs, and

M. Gregory BILCIURESCO, Minister Plenipotentiary, Director at the Ministry for Foreign Affairs,

who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Bulgarian Government and the Roumanian Government undertake to deliver to each other any persons, other than their own nationals, who have been prosecuted or sentenced by the local authorities of one of the Contracting Parties and who may be in the territory of the other Party.

Extradition shall only take place in the case of prosecution or sentence for an offence committed outside the territory of the State to which application for extradition is made.

Article 2.

If the application for extradition relates to a convicted person, such person shall only be surrendered if he has been finally sentenced to a term of more than six months' imprisonment for offences punishable under the legislation of both countries.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Bucharest, March 5, 1925.

En cas de demande concernant une personne poursuivie, l'extradition ne sera accordée que si l'acte incriminé peut être puni, d'après la législation des deux pays, d'une peine jusqu'à deux ans d'emprisonnement ou davantage.

Article 3.

L'extradition sera accordée également en cas de tentative ou de participation, sous n'importe quelle forme et de n'importe quelle nature, au cas où la tentative ou la participation seraient punies de prison par les législations de l'Etat requérant et de l'Etat requis.

Article 4.

L'extradition ne sera pas accordée :

a) pour les infractions politiques.

Ne sera pas considérée comme infraction politique ni comme fait connexe à une semblable infraction, l'attentat contre la personne d'un chef d'Etat ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait de meurtre ou de tentative ou de complicité à ce fait ;

b) pour les infractions d'ordre purement militaire ;

c) pour les infractions de presse ;

d) pour les infractions qui ne sont poursuivies que sur la plainte de la partie lésée et dont la poursuite peut être arrêtée par le renoncement de celle-ci ;

e) si l'individu réclamé est poursuivi par l'Etat requérant pour une infraction prescrite d'après ses lois, celles de l'Etat requis ou de l'Etat où l'infraction a été commise ; et

f) si l'individu réclamé est poursuivi pour la même infraction dans le pays requis, ainsi que s'il y a déjà été définitivement mis hors de cause, condamné, absous ou acquitté pour le même fait.

Article 5.

L'extradé ne pourra dans aucun cas être poursuivi ou puni pour une infraction politique antérieure à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à une pareille infraction.

Il ne pourra être poursuivi ni puni dans le pays auquel l'extradition a été accordée, ni extradé à un Etat tiers pour une infraction non politique, antérieure à l'extradition, à moins qu'il n'ait eu, dans l'un ou l'autre cas, la liberté de quitter de nouveau le pays requérant dans le courant du mois ayant suivi son jugement et, en cas de condamnation, après avoir purgé sa peine, ou après avoir été amnistié ou gracié, ou qu'il n'y soit retourné de son plein gré.

Il ne pourra non plus être poursuivi ou puni par l'Etat auquel l'extradition a été accordée, du chef d'une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, sans le consentement exprès du Gouvernement qui a livré l'extradé et qui pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés à l'article 11 de la présente Convention. Le consentement de ce Gouvernement sera de même requis pour permettre l'extradition de l'inculpé à un Etat tiers. Toutefois, ce consentement ne sera pas nécessaire lorsque l'inculpé aura demandé spontanément à être jugé ou à subir sa peine, ou lorsqu'il n'aura pas quitté, dans le délai fixé plus haut, le territoire du pays auquel il a été livré, ou lorsqu'il y sera retourné par la suite.

Article 6.

L'Etat requis sera seul en droit de juger, sur la base de la présente Convention, s'il y a lieu de refuser l'extradition.

If the application for extradition relates to a person who has not yet been convicted, such person shall only be extradited if the punishable offence of which he is accused involves a term of not less than two years' imprisonment under the legislation of both countries.

Article 3.

Extradition shall also be granted in respect of attempted offences or of participation, in any form or of any nature, should the attempt or participation be punishable, under the legislation of both States, by imprisonment.

Article 4.

Extradition shall not be granted

(a) For political offences.

An attack on the person of the head of a State or on the person of any member of his family, when such attack constitutes murder or an attempt at murder or complicity therein, shall not be regarded as a political offence nor as an act connected with a political offence ;

(b) For purely military offences ;

(c) For Press offences ;

(d) For offences in respect of which proceedings can only be taken on a charge being brought by the injured party and which may be stayed upon the withdrawal of the charge by the injured party ;

(e) If the party whose surrender is claimed is proceeded against by the State making application for an offence in respect of which exemption from punishment has been acquired by lapse of time in accordance with its laws, those of the State to which application is made or those of the State in which the offence was committed, and

(f) If the party is being prosecuted for the same offence in the country to which application is made or if he has already been finally discharged, sentenced, pardoned or acquitted in respect of the same offence.

Article 5.

The person surrendered shall in no case be tried or punished for a political offence committed prior to surrender or for any act connected with such offence.

He shall not be tried or punished in the country to which extradition has been granted, or surrendered to a third State for any non-political offence committed prior to his extradition, unless in either case he has been at liberty to leave the country making application within the month following his trial or — in the event of his having been sentenced — within a month after he has served his sentence, or after his amnesty or pardon, or unless he has returned to that country of his own free will.

No person shall be tried or punished by the State to which extradition has been granted for any offence other than that in respect of which extradition was granted, without the express consent of the Government surrendering him, which may, if it thinks fit, demand the production of one of the documents mentioned in Article 11 of the present Convention. The consent of the latter Government is also required to permit the extradition of the accused to a third State. Nevertheless, this consent shall not be required if the accused of his own free will asks to be tried or to serve his penalty ; or if within the period fixed above he does not leave the territory of the country to which he has been surrendered, or if he subsequently returns to that country.

Article 6.

The State to which application is made shall alone judge, on the basis of the present Convention, whether extradition shall be refused.

Article 7.

L'inculpé poursuivi ne pourra être condamné, par les autorités judiciaires de l'Etat requérant, à une peine plus grave que celle prévue, pour la même infraction, par la législation pénale de l'Etat requis ou de l'Etat tiers, sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

Conformément à ce principe et vu que la peine de mort ne figure point parmi les peines admises par la législation pénale de la Roumanie, le Gouvernement roumain n'accordera l'extradition des criminels, qui, d'après les lois pénales de la Bulgarie, seraient passibles de la susdite peine, que si le Gouvernement bulgare s'engage par une déclaration formelle à ce que la peine capitale prononcée contre eux ne soit pas exécutée.

Article 8.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis pour quelqu'autre infraction que celle qui a motivé la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait subi la peine ou qu'il en ait obtenu la remise.

Néanmoins, si, d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription ou d'autres difficultés importantes, en ce qui concerne la poursuite de l'inculpé, pouvaient résulter de cet ajournement, sa remise temporaire sera accordée, à moins de considérations spéciales qui s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer l'extradé, aussitôt que la poursuite dans le pays requérant sera terminée.

Dans le cas où l'individu réclamé serait empêché, par l'extradition, de remplir les obligations contractées par lui envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sauf à ces derniers, à faire valoir leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 9.

Si l'individu, dont l'extradition est demandée par une des Parties contractantes, est réclamé également par un ou plusieurs autres Etats, en raison d'autres infractions, il sera d'abord livré à l'Etat sur le territoire duquel a été commise l'infraction la plus grave, et, en cas de gravité égale, à l'Etat dont la demande est parvenue la première à l'Etat requis.

Article 10.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Article 11.

L'extradition sera accordée sur la production soit du jugement, soit d'un acte de poursuite ou d'arrestation, tel que, par exemple, un acte de mise sous accusation, une ordonnance définitive, un réquisitoire définitif ou introductif, un mandat d'arrêt ou de tout autre acte judiciaire ayant la même force, et qui indiqueront la nature et la gravité du fait incriminé, ainsi que sa qualification et le texte de la loi pénale en vigueur dans le pays requérant, applicable à l'infraction dont il s'agit et la peine qu'elle entraîne.

Lorsqu'il s'agit de délits contre la propriété, il sera indiqué toujours le montant approximatif du dommage réel ou tenté.

Ces pièces seront expédiées en original ou en copie légalisée par le tribunal ou par toute autre autorité compétente du pays requérant ; elles seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé ou d'autres indications pouvant servir à vérifier son identité.

Article 7.

The accused shall not be sentenced by the local authorities of the State making application to a punishment more severe than that provided in respect of the same offence by the penal law of the State surrendering him or of the third State on whose territory the offence was committed.

In compliance with the above principle, and in view of the fact that capital punishment is not admitted by the penal law of Roumania, the Roumanian Government shall not surrender criminals who are liable to the said penalty under the penal laws of Bulgaria unless the Bulgarian Government undertakes by a formal declaration not to carry out the capital sentence which may be pronounced on such criminals.

Article 8.

If the person whose surrender is claimed, is prosecuted or sentenced in the State to which application is made for any other offence than that which gave rise to the application for extradition, the surrender of such person may be postponed until his sentence has been served or until he has obtained its remission.

Nevertheless if, under the laws of the country applying for extradition, the expiration of the period of prescription or other serious difficulties in connection with the proceedings against the accused might result from such postponement, he shall be temporarily surrendered unless there are special reasons to the contrary, and subject to the obligation of returning the person so surrendered as soon as the proceedings in the country making application are terminated.

Should the person whose surrender is claimed be prevented by extradit on from fulfilling his contractual obligations to private parties, he shall nevertheless be surrendered, subject to the latter proving their legal right before the competent authority.

Article 9.

If the person whose extradition is applied for by one of the Contracting Parties is also claimed for other offences by one or more other States, such person shall be surrendered to the State in whose territory the most serious offence was committed, and when the offences are equally serious to the State whose application is received first.

Article 10.

The application for extradition shall always be made through diplomatic channels.

Article 11.

Extradition shall be granted on the production either of the judgment or of a writ of prosecution or arrest, such as a writ of summons, an order of commitment, a final or preliminary arraignment, a warrant for arrest or any other legal instrument having the same force ; such document to indicate the nature and gravity of the offence, and give its description, together with the text of the penal law in force in the country demanding extradition which is applicable to the offence in question, and the penalty which it involves.

In the case of offences against property, the approximate amount of the actual or attempted damages shall always be indicated.

The originals of the documents in question shall be forwarded, or olse copies legalised by the Court or other competent authority of the country making application ; they shall where possible be accompanied by a description of the person whose surrender is claimed or other particulars which may help to establish his identity.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si l'infraction, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente Convention, des explications seront demandées au Gouvernement requérant et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes. Il est entendu que, pour prévenir l'éventualité d'une évasion, les autorités compétentes de l'Etat requis procéderont, aussitôt que celui-ci aura reçu les documents désignés ci-dessus, à l'arrestation de l'accusé, tout en se réservant la décision sur la demande d'extradition.

Dans le cas où des explications auraient été demandées relativement à l'extradition, l'individu arrêté pourra être élargi, si les explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai d'un mois à partir du jour où la demande en sera parvenue à l'Etat requérant.

Article 12.

L'arrestation provisoire aura lieu non seulement sur la production d'un des documents mentionnés à l'art. 11, mais, en cas d'urgence, sur tout avis, transmis par la poste ou par le télégraphe signalant l'existence d'un mandat d'arrêt, à la condition toutefois que cet avis soit donné, par voie diplomatique, au Ministère des Affaires étrangères du pays requis.

En cas d'extrême urgence, l'arrestation provisoire aura également lieu sur la demande d'une autorité compétente de l'une des Parties contractantes, adressée directement à celle de l'autre Partie.

Article 13.

L'étranger arrêté aux termes du second alinéa de l'art. 12 sera mis en liberté si, dans le délai de dix jours à partir de la date de l'arrestation, avis n'est donné de l'existence d'un mandat d'arrêt émanant d'une autorité judiciaire.

Dans tous les cas, la mise en liberté de l'individu arrêté aux termes de l'art. 12 aura lieu si, dans le délai d'un mois à partir du jour de l'arrestation, le Gouvernement requis n'a reçu communication, par voie diplomatique, d'un des documents mentionnés à l'art. 11.

Article 14.

Les objets dans la possession desquels l'inculpé se trouve par suite de l'infraction, ou ceux qui ont été saisis sur lui, les instruments ayant servi à commettre l'infraction, ainsi que toute autre pièce à conviction, seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis au Gouvernement réclamant l'extradition, en même temps que l'inculpé et même dans le cas où l'extradition, déjà accordée, ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de la fuite du coupable.

Cette remise comprendra également tous les objets de même nature que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers auraient acquis sur les objets en question, lesquels devront être rendus en cas d'acquittement aux ayants-droit sans frais, après la conclusion du procès.

Article 15.

Si l'extradition d'un infracteur a lieu entre l'une des Parties contractantes et une tierce Puissance, le transit de cet individu, à travers son territoire, sera accordé par l'autre Partie, à moins que l'individu en question ne lui appartienne par sa nationalité, à la condition que l'action donnant lieu à l'extradition ne rentre pas dans les prévisions de l'art. 4.

In the event of there being any question whether the offence in respect of which proceedings are being taken comes within the scope of the present Convention, the Government making application shall be asked for further particulars, and extradition shall only be granted if the particulars supplied are of a nature to dispel all uncertainty. It is agreed that, in order to prevent the possibility of escape, the competent authorities of the State to which application is made shall proceed to the arrest of the accused, immediately upon receipt of the documents specified above, while reserving judgment regarding the application for extradition.

In the event of explanations being requested in regard to extradition, the person arrested may be released if the explanations so requested are not supplied to the State to which application is made within one month from the date on which the request for such explanations have been received by the State making application.

Article 12.

Provisional arrest shall be effected not only on the production of one of the documents mentioned in Article 11 but also, in urgent cases, on any notification by post or telegraph of the existence of a warrant for arrest, provided that this notification is made through diplomatic channels to the Ministry for Foreign Affairs of the State to which the application is made.

In cases of extreme urgency provisional arrest shall also be effected on the direct application being made by the competent authority of one of the Contracting Parties to the competent authority of the other Contracting Party.

Article 13.

Aliens arrested in accordance with the second paragraph of Article 12 shall be released if no notification of the existence of a warrant of arrest issued by judicial authority is given within ten days from the date of arrest.

In all cases persons arrested in accordance with Article 12 shall be released if the Government to which application is made has not received any of the documents mentioned in Article 11 through diplomatic channels within one month from the date of the arrest.

Article 14.

The articles which the accused may have in his possession as a result of his offence, or those found upon him at the time of his arrest, and objects which may have been used in committing the offence together with any other articles serving as evidence of the offence shall, at the discretion of the competent authority, be handed over to the State applying for extradition at the same time as the accused ; they may also be handed over even if extradition has been granted but becomes impossible by reason of the death or escape of the accused.

All articles of a similar nature which the accused may have concealed or deposited in the country granting extradition and which may subsequently be discovered shall also be handed over.

Nevertheless, the rights of third parties to the articles in question shall be reserved and such articles shall in the event of acquittal be returned to the lawful owners free of cost after the conclusion of the trial.

Article 15.

If the extradition of an offender is effected between one of the Contracting Parties and a third Power, the other Contracting Power shall allow the transit of the extradited person through its territory, unless the person in question is its own national, provided that the offence giving rise to extradition does not come within the provisions of Article 4.

Pour que, conformément au présent article, le transit d'un inculpé soit accordé, la demande devra être faite et agréée préalablement par voie diplomatique, après production en original ou en copie dûment légalisée, d'un des actes de procédure mentionnés à l'art. 11.

Article 16.

Les Parties contractantes renoncent réciproquement à toute réclamation ayant pour objet le remboursement des frais occasionnés, sur leurs territoires respectifs, par la détention, la garde et le transport de l'infracteur et par la remise temporaire mentionnée à l'art. 8.

Les frais de transit d'un individu dont l'extradition ou la remise temporaire aurait été accordée au Gouvernement requérant par une tierce Puissance seront à la charge du Gouvernement requérant.

Article 17.

Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est jugée nécessaire ou désirable, le Gouvernement de l'Etat, sur le territoire duquel se trouve ce dernier, l'engagera à se rendre à l'assignation qui lui sera adressée à cet effet de la part des autorités de l'autre Etat, sans pouvoir toutefois prendre contre lui des mesures de coercition.

Les frais de la comparution personnelle d'un témoin seront toujours supportés par l'Etat requérant et l'invitation, qui sera envoyée à cet effet, par voie diplomatique, indiquera la somme qui sera allouée au témoin à titre de frais de route et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra, sauf remboursement de l'Etat requérant, faire au témoin sur la somme intégrale.

Cette avance lui sera faite aussitôt qu'il aura déclaré vouloir se rendre à l'assignation.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans le pays de l'une des Parties contractantes, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre Partie, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations antérieures à la comparution, ni sous prétexte de complicité dans les faits qui font l'objet du procès où il figurera comme témoin.

Article 18.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, pendante devant les tribunaux de l'une des Parties contractantes, la production de pièces à conviction ou d'actes judiciaires est jugée nécessaire, la demande en sera faite par voie diplomatique et il y sera donné suite en tant que des considérations spéciales ne s'y opposent. Les pièces seront toutefois restituées aussitôt que possible.

Article 19.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat, ou tout autre acte d'instruction judiciaire, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par voie diplomatique et il y sera donné suite, en observant les lois du pays dans lequel l'audition des témoins ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Les commissions rogatoires émanées de l'autorité compétente étrangère et tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou des pièces à conviction, ne pourront être exécutées que dans les cas n'entrant pas dans l'art. 4 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'art. 14.

Les Gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires sauf les sommes versées aux témoins et aux experts.

For the purpose of allowing transit in conformity with the present Article, application must previously be made and granted through diplomatic channels, after production of the original or a duly authenticated copy of one of the legal instruments mentioned in Article 11.

Article 16.

The Contracting Parties reciprocally renounce any claim in respect of the refund of expenses incurred on their respective territories by the detention, custody and conveyance of the offender and by the temporary surrender of his person under Article 8.

The cost of transit of a person whose extradition or temporary surrender has been granted by a third Power to the Government making application shall be borne by the Government making application.

Article 17.

If it is considered necessary or desirable to summon a witness in a criminal case of a non-political nature, the Government of the State in whose territory the witness is residing shall advise him to obey the subpoena served on him for this purpose by the authorities of the other State, but shall not be entitled to subject him to measures of coercion.

The cost of summoning a witness shall always be borne by the State making application, and the request, sent for this purpose through diplomatic channels, shall show the amount allowed to the witness for travelling expenses and subsistence, together with the amount of the advance that the State to which application is made may pay to the witness out of the total sum, subject to repayment by the State making application.

This advance shall be paid to him as soon as he has declared his willingness to comply with the subpoena.

No witness of any nationality whatsoever, who is summoned to the country of one of the Contracting Parties and appears of his own free will before a Court of the other Party, may be prosecuted in that Court or detained for previous criminal offences or convictions, or on the pretext that he was an accessory to the offences in the case in which he is to appear as a witness.

Article 18.

When the production of articles serving as evidence in the case or legal documents is judged necessary in a criminal case of a non-political nature awaiting judgment before the Courts of one of the Contracting Parties, the request therefor shall be made through diplomatic channels and shall be complied with unless there are special objections to this course. Such articles and documents shall, however, be returned as soon as possible.

Article 19.

When one of the Governments deems it necessary to hear witnesses domiciled in the other State or to take any other measure of judicial enquiry in the prosecution of a criminal case of a non-political nature, a " commission rogatoire " shall be sent through diplomatic channels for this purpose and shall be complied with in accordance with the laws of the country in which the witnesses are heard or the measures of judicial enquiry are to be taken.

" Commissions rogatoires " emanating from the competent foreign authority and requiring either a search of premises or the seizure of the *corpus delicti* or of articles constituting evidence in the case shall only be executed in cases not covered by Article 4 and subject to the reservation laid down in the last paragraph of Article 14.

The respective Governments renounce all claims for the refund of expenditure arising from the execution of such " commissions rogatoires " with the exception of sums disbursed to witnesses and experts.

Article 20.

Si l'une des Parties contractantes juge nécessaire qu'un acte de procédure pénale soit communiqué à une personne qui se trouve sur le territoire de l'autre Partie, cette communication se fera par voie diplomatique à l'autorité compétente de l'Etat requis, laquelle renverra par la même voie le document constatant la remise, ou fera connaître les motifs qui s'y opposent. Les jugements de condamnation rendus par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre les ressortissants de l'autre Partie ne seront toutefois pas signifiés à ces derniers. L'Etat requis n'assume aucune responsabilité du fait de la notification de ces actes judiciaires.

Article 21.

Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution des frais, les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute espèce, qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi, par voie diplomatique, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné, du jugement prononcé et devenu définitif ou d'un bulletin de condamnation.

Article 22.

Les actes judiciaires mentionnés à l'art. 11 seront munis gratuitement d'une traduction française, dûment légalisée, à moins qu'ils ne soient rédigés ou accompagnés d'une traduction faite dans la langue de l'Etat requis.

Les commissions rogatoires en matière pénale et leurs annexes, ainsi que les actes à communiquer en vertu de l'art. 20, rédigés dans une langue autre que celle du tribunal requis, seront accompagnés, pour la Bulgarie, d'une traduction bulgare, pour la Roumanie, d'une traduction roumaine ; ces traductions, dûment légalisées, seront également expédiées sans frais.

Les réponses aux commissions rogatoires et les pièces dressées en exécution des commissions rogatoires, ainsi que les actes à transmettre en vertu de l'art. 18 et les jugements ou bulletins, qui doivent être communiqués conformément à l'art. 21, ne seront pourvus d'une traduction qu'à la demande de l'Etat requérant et contre remboursement des frais de traduction.

Seront exempts de légalisation les actes expédiés en matière pénale par les autorités judiciaires des Parties contractantes. Ces actes seront revêtus du sceau de l'autorité judiciaire qui les a délivré s

Article 23.

Le Ministère de la Justice d'une des Parties contractantes procurera, sur demande, au Ministère de la Justice de l'autre Partie le texte des lois en vigueur sur son territoire.

Article 24.

Les termes « législation pénale », employés dans la présente Convention, se rapportent, pour ce qui concerne la Roumanie, à la législation en vigueur dans l'ancien Royaume ou à celle qui lui serait éventuellement substituée.

Article 20.

If one of the Contracting Parties deems it necessary to give notice of legal proceeding to a person in the territory of the other Party, this communication shall be effected through diplomatic channels to the competent authority in the State to which application is made, which shall return through the same channels the document certifying that the notification has been made or give the reasons preventing such notification. Sentences passed by the courts of one of the Contracting Parties on nationals of the other Party shall not, however, be notified to the latter. The State to which application is made takes no responsibility in respect of the notification of such legal proceedings.

Article 21.

The two Governments undertake to communicate to each other without reimbursement of costs sentences in respect of crimes and offences of all kinds pronounced by the courts of one of the two States against the subjects of the other.

This communication shall be effected by sending the text of the judgment passed or a certificate of the sentence to the Government of the country to which the convicted person belongs through diplomatic channels.

Article 22.

The legal documents mentioned in Article 11 shall be accompanied free of charge by a duly authenticated French translation unless they are drawn up in the language of the State to which application is made or accompanied by a translation in that language.

" Commissions rogatoires " in regard to criminal cases, and their annexes, together with the documents to be communicated under Article 20, when drawn up in a language other than that of the Court to which application is made, shall be accompanied in the case of Bulgaria by a Bulgarian translation and in the case of Roumania by a Roumanian translation ; these translations duly authenticated shall also be forwarded free of charge.

Replies to " Commissions rogatoires " and documents drawn up in execution of such commissions, together with documents transmitted in virtue of Article 18 and judgments or certificates communicated in virtue of Article 21, shall only be accompanied by a translation if the State making application so requests and subject to re-payment of the costs of translation.

Documents relating to criminal cases despatched by the judicial authorities of the Contracting Parties shall not require legalisation. Such documents shall bear the seal of the judicial authority issuing them.

Article 23.

The Ministry of Justice of one of the Contracting Parties shall supply the Ministry of Justice of the other Party on request with the text of the laws in force in its territory.

Article 24.

As regards Roumania, the term " penal law " employed in the present Convention signifies the legislation in force in the old Kingdom or such legislation as may subsequently be substituted therefor.

Article 25.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

Elle sera exécutoire trois mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'à une année à partir de la date de sa dénonciation par une des Parties contractantes.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 19 avril 1924.

(L. S.) GÉNÉRAL FITCHEFF.
(L. S.) PH. POPOFF.
(L. S.) C. MINCOFF.
(L. S.) G. MARZESCO.
(L. S.) GR. BILCIURESCO.

Article 25.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

It shall enter into force three months after the exchange of ratifications and shall remain in force until one year after the date of its denunciation by one of the Contracting Parties.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Bucharest, in duplicate, on April 19, 1924.

(L. S.) GENERAL FITCHEFF.
(L. S.) PH. POPOFF.
(L. S.) C. MINCOFF.
(L. S.) G. MARZESCO.
(L. S.) GR. BILCIURESCO.

N° 847.

FRANCE ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Paris, les 14 mars, 28 septembre et 1 octobre 1923.

FRANCE AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Exchange of Notifications with regard to Persons of Unsound Mind. Paris, March 14, September 28 and October 1, 1923.

No. 847. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. PARIS, LES 14 MARS, 28 SEPTEMBRE ET 1er OCTOBRE 1923.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet Echange de Notes a eu lieu le 27 mars 1925.

LÉGATION DE NORVÈGE.

1 annexe.

PARIS, *le* 14 *mars* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence en la priant de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement français est disposé à conclure avec le Gouvernement norvégien un arrangement conforme au projet ci-joint au sujet d'informations à se donner réciproquement concernant les aliénés norvégiens admis dans les maisons de santé françaises et les aliénés français admis dans les asiles norvégiens.

Pour le cas où le Gouvernement français y serait disposé, le Gouvernement norvégien considérerait l'arrangement comme conclu à la réception d'une assurance de réciprocité de la part du Gouvernement français.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, de Votre Excellence

(Signé) F. WEDEL JARLSBERG.

Son Excellence,
Monsieur POINCARÉ,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 20 mars 1925.

Le Chef du Protocole,
W. FOSS.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 847. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FRENCH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN ARRANGEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. PARIS, MARCH 14, SEPTEMBER 28 AND OCTOBER 1, 1923.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place March 27, 1925.

NORWEGIAN LEGATION.

1 Annex.

PARIS, *March* 14, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to request you to inform me whether the French Government is prepared to conclude with the Norwegian Government an arrangement, in conformity with the annexed draft, regarding the reciprocal exchange of information in respect of Norwegian persons of unsound mind admitted to French asylums and of French persons of unsound mind admitted to Norwegian asylums.

Should the French Government view this proposal with favour, the Norwegian Government will regard the arrangement as concluded on receipt of an assurance of reciprocity on the part of the French Government.

I have the honour to be, etc.

(Signed) F. WEDEL JARLSBERG.

To His Excellency,
M. POINCARÉ,
Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

PROJET D'ARRANGEMENT.

Article 1.

Quand un sujet français est admis dans une maison d'aliénés en Norvège, la quitte, ou y meurt, la Légation de France à Christiania en sera avisée.

Article 2.

Des communications prévues à l'article 1 doivent en même temps indiquer la maison où l'aliéné est en traitement et en plus contenir les informations ci-dessous mentionnées aussi détaillées que possible sur le malade :

1. Nom et prénoms.
2. Date et lieu de naissance.
3. Qualité et profession.
4. Domicile à l'époque de l'internement dans la maison d'aliénés.
5. Dernier domicile dans le pays d'origine.
6. Noms, prénoms et domicile des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents, avec indication de leur domicile.
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile.
8. Date à laquelle le malade a été interné dans la maison d'aliénés, ou en est sorti, ou y est décédé.
9. Nom de la personne ou de l'autorité à la demande de laquelle le malade a été interné dans la maison d'aliénés.
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport, ainsi que le nom et le domicile du médecin.
11. Situation de santé du malade et si son état permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller son transport.

Article 3.

Une demande faite par le Gouvernement norvégien pour qu'un sujet français aliéné soit reçu en France doit être accompagnée des informations prévues à l'article 2.

Article 4.

Quand un sujet français aliéné est rapatrié en France, un extrait du journal tenu à la maison d'aliénés où le malade a été traité et le concernant, sera transmis à l'autorité compétente française.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 20 mars 1925.

Le Chef du Protocole,
W. Foss.

DRAFT ARRANGEMENT.

Article 1.

Whenever a French subject is confined in a lunatic asylum in Norway or is released therefrom or dies, the French Legation at Christiania shall be informed.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information as detailed as possible regarding the patient :

(1) Names and surname ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Trade or profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or, if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Norwegian Government demands the repatriation of a French subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by a notification containing the information referred to under Article 2.

Article 4.

When a French subject suffering from mental disease is repatriated to France, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the French competent authorities.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

1 annexe.

PARIS, *le* 28 *septembre* 1923.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement français est tout disposé à conclure avec le Gouvernement norvégien un accord relatif aux aliénés, sur la base du projet qui accompagnait votre lettre du 14 mars dernier.

Vous trouverez, sous ce pli, ce projet d'arrangement dont la rédaction a été légèrement modifiée. Dans le cas où le Gouvernement norvégien l'approuverait, il suffirait que vous me le fassiez savoir pour que l'arrangement soit considéré comme conclu et entre en vigueur à la date du 1er novembre 1923 qui y est indiquée.

Agréez, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) POINCARÉ.

Monsieur BENTZON,
Chargé d'Affaires de Norvège,
à Paris.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 20 mars 1925.

Le Chef du Protocole,
W. Foss.

PROJET D'ARRANGEMENT.

Article 1.

Toutes les fois qu'un Français sera admis dans une maison d'aliénés en Norvège, en sortira ou y décédera, le Gouvernement norvégien en donnera avis à la Légation de France à Christiania.

Article 2.

L'avis prévu à l'article premier indiquera la maison où l'aliéné est en traitement ; il contiendra, aussi complets que possible, les renseignements ci-dessous mentionnés concernant le malade :

1. Nom et prénoms.
2. Date et lieu de naissance.
3. Qualité et profession.
4. Domicile à l'époque de l'internement dans la maison d'aliénés.
5. Dernier domicile dans le pays d'origine.

FRENCH REPUBLIC,
MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

1 Annex.

PARIS, *September* 28, 1923.

SIR,

I have the honour to inform you that the French Government is prepared to conclude with the Norwegian Government an agreement regarding persons of unsound mind on the basis of the draft which accompanied your letter of March 14 last.

I enclose herewith this draft arrangement, the wording of which has been slightly modified. Should the Norwegian Government approve of the draft, it will be sufficient for you to notify me of the fact for the arrangement to be regarded as concluded and for it to come into force on the date of November 1, 1923, indicated therein.

I have the honour to be, etc.

(Signed) POINCARÉ.

To M. BENTZON.
Norwegian Chargé d'Affaires,
Paris.

DRAFT ARRANGEMENT.

Article 1.

Whenever a French subject is confined in a lunatic asylum or is released therefrom or dies, the Norwegian Government shall inform the French Legation at Christiania.

Article 2.

The information provided for under Article 1 shall mention the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and it shall contain the following information as detailed as possible regarding the patient :

(1) Names and surname ;
(2) Date and place of birth ;
(3) Trade or profession ;
(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;
(5) The patient's last place of residence in his native country ;

6. Noms, prénoms et domicile des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents, avec indication de leur domicile.

7. Si le malade est marié, nom et prénom de l'autre époux et indication de son domicile.

8. Date à laquelle le malade a été interné dans la maison d'aliénés, ou en est sorti, ou y est décédé.

9. Nom de la personne ou de l'autorité à la demande de laquelle le malade a été interné dans la maison d'aliénés.

10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport, ainsi que le nom et le domicile du médecin.

11. Situation de santé du malade et si son état permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller son transport.

Article 3.

Toute demande du Gouvernement norvégien tendant au rapatriement d'un Français aliéné doit être accompagnée des renseignements prévus à l'article 2.

Article 4.

En cas de rapatriement d'un Français aliéné, un extrait du journal tenu à la maison où le malade était en traitement, extrait relatif à ce malade rapatrié, sera transmis à l'autorité compétente française.

Article 5.

Les dispositions ci-dessus sont applicables par réciprocité dans le cas d'un aliéné norvégien.

Article 6.

Le présent Accord entrera en vigueur le 1er novembre 1923. Il pourra être dénoncé à toute époque, moyennnnt préavis de trois mois.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 20 mars 1925.

Le Chef du Protocole,

W. Foss.

(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person or of the authority at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Royal Norwegian Government demands the repatriation of a French subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by the information referred to under Article 2.

Article 4.

When a French subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the French competent authorities.

Article 5.

The above-mentioned provisions shall be, subject to reciprocity, applicable in the case of a Norwegian subject suffering from mental disease.

Article 6.

The present Agreement shall come into force as from November 1, 1923. It may be denounced at any time subject to three months' notice.

LÉGATION DE NORVÈGE.

PARIS, *le* 1er *octobre* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 28 du mois passé au sujet d'un accord relatif aux aliénés et de vous faire savoir que le Gouvernement royal approuve le projet d'arrangement, dont une copie était jointe à votre dite lettre, et qu'il le considère comme conclu et entré en vigueur à la date du 1er novembre 1923.

Veuillez agréer les assurances de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, de Votre Excellence,

(Signé) SIGURD BENTZON.

Son Excellence,
Monsieur POINCARÉ.
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 20 mars 1925.

Le Chef du Protocole,
W. Foss.

NORWEGIAN LEGATION.

PARIS, *October* 1, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated the 28th of last month regarding an agreement in respect of persons of unsound mind, and to inform you that the Royal Government approves the draft arrangement, of which a copy was annexed to the said letter, and that it regards this arrangement as concluded and as coming into force on November 1, 1923.

I have the honour to be, etc.

(Signed) SIGURD BENTZON.

To His Excellency,
M. POINCARÉ,
Prime Minister,
Minister of Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

N° 848.

CHILI ET NORVÈGE

Echange de notes comportant une Convention relative à l'échange de notifications concernant les aliénés. Valparaiso, le 30 avril 1923 et Santiago, le 27 juillet 1923.

CHILE AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Exchange of Notifications with regard to Persons of Unsound Mind. Valparaiso, April 30, 1923, and Santiago, July 27, 1923.

No. 848. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS CHILIEN ET NORVÉGIEN, COMPORTANT UNE CONVENTION RELATIVE A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. VALPARAISO, LE 30 AVRIL 1923 ET SANTIAGO, LE 27 JUILLET 1923.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet Echange de Notes a eu lieu le 27 mars 1925.

French and Spanish official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place on March 27, 1925.

I.

VALPARAISO, *le 30 avril* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vue de faciliter le traitement des aliénés étant sujets des deux pays respectifs, le Gouvernement royal de Norvège regarderait comme désirable la conclusion entre la Norvège et le Chili d'une convention du contenu suivant, pour ce qui concerne les devoirs des autorités norvégiennes.

Article 1.

Lorsque un sujet chilien est interné dans une maison d'aliénés en Norvège, ou en est sorti, ou y est décédé, la Légation du Chili à Christiania en sera informée.

Article 2.

Les informations mentionnées dans l'article 1 doivent indiquer la maison d'aliénés dans laquelle le malade est interné ; en outre ils doivent autant que possible contenir les renseignements suivants sur le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualité et profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans la maison d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms, prénoms et domicile des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents, avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans la maison d'aliénés, ou en est sorti, ou y est décédé ;

9. Nom de la personne ou de l'autorité à la demande de laquelle le malade a été interné dans la maison d'aliénés ;

10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport, ainsi que le nom et le domicile du médecin ;

11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Des demandes faites par le Gouvernement royal qu'un sujet chilien aliéné sera reçu au Chili doivent être accompagnées d'une communication comme celle mentionnée dans l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un sujet chilien aliéné est renvoyé au Chili, un extrait du journal, concernant le malade, tenu à la maison d'aliénés en question doit être envoyé aux autorités compétentes chiliennes.

D'ordre de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de recourir à l'intermédiaire bienveillant de Votre Excellence pour savoir si le Gouvernement du Chili soit disposé à conclure avec le Gouvernement de Norvège une convention comme celle indiquée ci-dessus. Le Gouvernement norvégien regarderait la convention comme étant conclue dès qu'il reçoive du Gouvernement chilien une assurance de réciprocité.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) EINAR MASENG.

Son Excellence,
M. Luis IZQUIERDO,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 20 mars 1925.

Le Chef du Protocole,
W. Foss.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

II.

REPUBLICA DE CHILE
MINISTERIO
RELACIONES EXTERIORES.
J. P. V.

SANTIAGO, 27 *de Julio de* 1923.

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS :

Me es grato manifestar a U.S. que mi Gobierno, previo informe favorable de las autoridades competentes, accepta el acuerdo sobre intercambio de informaciones oficiales acerda de los enajena-

dos de uno u otro país que fueren internados en el territorio del otro, a que se refiere la nota de esa Legación, fechada el 30 de Abril último, en los términos que en la misma comunicacion se detallan.

Este Ministerio ha pedido al del Interior dicte las providencias necesarias para que por parte de Chile se dé el debido cumplimiento al acuerdo de que se trata.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a U.S. las seguridades de mi distinguida consideración.

(Firmado) EMILIO BELLO C.

Al. Hon. Señor Einar MASENG,
Encargado de Negocios de Noruega.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 20 mars 1925.

Le Chef du Protocole,
W. FOSS.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.
MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
J. P. V.

SANTIAGO, 27 *juillet* 1923.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Je suis heureux de vous faire connaître que mon Gouvernement, sur l'avis favorable des autorités compétentes, accepte, telle qu'elle se trouve formulée dans la Note de la Légation de Norvège du 30 avril dernier, l'Accord relatif à l'échange de renseignements officiels sur les aliénés, ressortissants de la Norvège ou du Chili, qui ont été internés sur le territoire du Chili ou de la Norvège respectivement.

Ce Ministère a demandé au Ministère de l'Intérieur de vouloir bien promulguer les dispositions nécessaires, pour que le Chili donne régulièrement effet à l'Accord en question.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) EMILIO BELLO C.

A l'Honorable M. Einar MASENG,
Chargé d'Affaires de Norvège.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 848. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE CHILIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. VALPARAISO, APRIL 30, 1923, AND SANTIAGO, JULY 27, 1923.

I.

VALPARAISO, *April* 30, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

With a view to facilitating the treatment of persons of unsound mind who are nationals of one of the two countries in question, the Royal Norwegian Government considers it desirable that an agreement should be concluded between Norway and Chile containing, in so far as the duties of the Norwegian authorities are concerned, the following clauses :

Article 1.

Should any Chilian subject be attacked in Norway with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Chilian Legation at Christiania.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Trade and profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or, if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Royal Government demands that a Chilian subject suffering from mental disease should be admitted to Chile, the request shall be accompanied by a notification similar to that referred to under Article 2.

Article 4.

When a Chilian subject suffering from mental disease is sent back to Chile the medical record of the patient, which is kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent Chilian authorities.

I have been instructed by my Government to ask Your Excellency if the Chilian Government is prepared to conclude an Agreement with the Norwegian Government similar to that set out above. The Norwegian Government will consider the Convention as being concluded as soon as it receives from the Chilian Government an assurance of reciprocal treatment.

I have the honour, etc.

(Signed) EINAR MASENG.

His Excellency,
M. Luis IZQUIERDO,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

REPUBLIC OF CHILE.
MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
J. P. V.

SANTIAGO, *July* 27, 1923.

SIR,

I have the honour to inform you that my Government, having received a favourable report on the subject from the competent authorities, accepts the Agreement with regard to the exchange of official information concerning persons of unsound mind belonging to either country who may be kept in confinement in the territory of the other, which is contained in the Note of April 30 last from your Legation, in the form in which the Convention is set out in that Note.

The Chilian Ministry of Foreign Affairs has requested the Ministry of the Interior to take all the necessary steps to enable Chile to carry out the Convention in question.

I have the honour, etc.,

(Signed) EMILIO BELLO C.

M. EINAR MASENG,
Norwegian Chargé d'Affaires.

N° 849.

ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE ET NORVÈGE

Echange de notes comportant une Convention relative à l'échange de notifications concernant les aliénés. Mexico, le 1 er octobre 1923.

UNITED STATES OF MEXICO AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement concerning the Exchange of Notifications with regard to Persons of Unsound Mind. Mexico, October 1, 1923.

No. 849. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS MEXICAIN ET NORVÉGIEN, COMPORTANT UNE CONVENTION RELATIVE A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. MEXICO, LE 1er OCTOBRE 1923.

Textes officiels espagnol et français communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet Echange de Notes a eu lieu le 27 mars 1925.

Spanish and French official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place on March 27, 1925.

I.

LÉGATION ROYALE
DE NORVÈGE.

MEXICO, *le 1er octobre* 1923.

MONSIEUR LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ETAT.

Estimant qu'il serait dans les intérêts de nos deux pays et de ses nationaux d'avoir une Convention par laquelle les deux Gouvernements s'engageaient de se communiquer les cas de sujets norvégiens souffrant de maladie mentale, internés dans une maison d'aliénés du Mexique, et de sujets mexicains souffrant de telle maladie et internés dans une maison d'aliénés de Norvège, mon Gouvernement m'a autorisé de proposer à Votre Excellence qu'une convention à cet effet soit conclue entre nos deux pays, contenant les articles suivants :

Article 1.

Lorsqu'un sujet mexicain est interné dans une maison d'aliénés de Norvège, en sort, ou y meurt, la Légation des Etats-Unis de Mexique à Christiania en sera avisée.

Article 2.

La notification dont fait mention l'article 1er, doit indiquer la maison d'aliénés où le malade a été interné et doit, en outre, contenir, dans la mesure possible, les renseignements suivants concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualité et profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans la maison d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms, prénoms et domicile des père et mère ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents, avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;

8. Date à laquelle le malade a été interné dans la maison d'aliénés, ou en est sorti, ou est décédé ;

9. Nom de la personne ou de l'autorité à la demande de laquelle le malade a été interné dans la maison d'aliénés ;

10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;

11. Etat du malade et s'il permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

La demande faite par le Gouvernement norvégien qu'un sujet mexicain souffrant d'une maladie mentale soit reçu au Mexique doit être accompagnée de la notification mentionnée dans l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un sujet mexicain souffrant d'une maladie mentale est rapatrié au Mexique, un extrait du journal d'observation concernant le malade, pourvu qu'un tel journal a été tenu dans la maison d'aliénés où le malade a été interné, sera transmis aux autorités mexicaines compétentes.

Je suis autorisé d'ajouter que mon Gouvernement considérera l'accord établi aussitôt qu'il recevra l'assurance de réciprocité de la part du Gouvernement des Etats-Unis de Mexique.

Le Gouvernement de Norvège n'a aucune objection à ce que la convention, en ce qui concerne le Mexique, ne s'applique qu'au District fédéral et aux Territoires de Baja California et de Quintana Roo, mon Gouvernement présumant que le Gouvernement mexicain aurait l'obligeance d'informer les gouverneurs des autres Etats de l'Union de la Convention et de les prier d'avoir la bonté de communiquer à cette Légation les cas analogues qui se signaleraient dans leurs Etats respectifs.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) WALDEMAR ECKELL.

Son Excellence
Monsieur le Général Aarón SÁENZ,
Sous-Secrétaire d'Etat, Chargé de la Direction
du Ministère des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 20 mars 1925.

Le Chef du Protocole,
W. Foss.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

II.

SECRETARIA
DE
RELACIONES EXTERIORES.

MEXICO, 1 de *octubre* 1923.

SEÑOR MINISTRO,

Como contestación a la atenta nota de Vuestra Excelencia, de fecha 1º del actual, relativa a los deseos expresados por vuestro gobierno para convenir en un Arreglo con el Mexicano para la protección de individuos que fuesen atacados de enagenación mental, súbditos o ciudadanos de Noruega o México, en el territorio de cualquiera de los dos paises, me permito manifestaros que el Señor Presidente de la República, tomando en consideración los altos sentimientos de humanidad contenidos en dicho Arreglo, se ha servido aceptar lo propuesto, que conforme a lo indicado en la correspondencia cruzada al efecto, comenzará a surtir sus efectos desde esta fecha, mediante este cambio de notas, siendo obligatorio su complimento para México, dentro de los limites que marcan la extensión territorial de su Distrito y Territorios Federales, y por parte de Noruega dentro de los limites que demarquen su extensión.

Las cláusulas obligatorias para México, son las siguientes :

Artículo 1.

Cuando un individuo noruego se halle internado en un manicomio de México, salga o mueia en él, la Legación Real de Noruega en esta Capital, será notificada.

Artículo 2.

La notificación a que alude el artículo primero, debe indicar el manicomio en que el paciente se halle internado, debiendo contener, además, dentro de lo posible los informes siguientes acerca del enfermo :

1. Nombre y apellidos ;
2. Fecha y lugar del nacimiento ;
3. Estado y profesión ;
4. Domicilio en la época en que fué internado en el manicomio ;
5. Ultimo domicilio en el pais de origen ;
6. Apellidos, nombres y domicilio del padre y de la madre, o, si éstos han muerto, apellidos y nombres de las personas más allegadas, con indicación de su domicilio ;
7. Si el enfermo es casado, apellido y nombre del otro conyuge, indicando su domicilio ;
8. Fecha en que el enfermo entró en el manicomio o fecha en que salió de él o murió en él ;
9. Nombre de la persona o de la autoridad a petición de quien el enfermo fué internado en el manicomio ;
10. Si la admisión se efectuó en virtud de algún informe médico, fecha de ese informe, y el nombre y domicilio del médico ;
11. Estado en que se halla el enfermo y si es posible su repatriación asi como la indicación del número de acompañantes necesasio para vigilar su transporte.

Artículo 3.

La solicitud que el Gobierno mexicano haga para que un noruego que padece de enfermedad mental sea recibido en Noruega, debe ir acompañada de la notificación mencionada en el articulo segundo.

Artículo 4.

Cuando algún noruego padezca de enfermedades mentales y sea repatriado a Noruega, se transmitirá a las autoridades noruegas competentes un extracto de las observaciones que diariamente se hayan hecho del paciente con la condición de que esas observaciones diarias hayan sido anotadas en el manicomio mismo en que se hallaba el enfermo.

Con este motivo me es grato renovar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi muy atenta y distinguida consideración.

(S.) AARÓN SAENZ.

A Su Excelencia el Señor
Harald August Waldemar ECKELL,
Enviado Extraordinario y
Ministro Plenipotenciario de Noruega &
Presente.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 20 mars 1925.

Le Chef du Protocole :
W. Foss.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

SECRÉTARIAT
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MEXICO, 1er *octobre* 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note de Votre Excellence, du 1er octobre 1923, relative au désir exprimé par votre Gouvernement de conclure avec le Gouvernement mexicain une Convention pour la protection des personnes atteintes d'aliénation mentale, sujets ou citoyens de la Norvège ou du Mexique, sur le territoire de l'un quelconque de ces deux pays, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Président de la République, prenant en considération les sentiments humanitaires élevés dont s'inspire la Convention proposée, déclare accepter ladite Convention. Conformément aux indications formulées dans la correspondance qui a été échangée à cet effet, cette Convention commencera à entrer en vigueur à partir de la date de ce jour en vertu du présent échange de notes ; en ce qui concerne le Mexique, elle sera obligatoirement applicable dans les limites territoriales du District

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

de la capitale et des Territoires fédéraux, et, en ce qui concerne la Norvège, dans tout le territoire compris dans les limites de ce pays.

Les clauses obligatoires pour le Mexique sont les suivantes :

Article 1.

Quand un ressortissant norvégien sera interné dans une maison d'aliénés du Mexique, sa sortie d'un tel établissement, ou, éventuellement, sa mort, sera notifiée à la Légation royale de Norvège dans cette capitale.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article premier devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualité ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne ou de l'autorité à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. Etat du malade, s'il permet son rapatriement, ainsi qu'indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Dans tous les cas où le Gouvernement mexicain demande qu'un ressortissant norvégien atteint d'aliénation mentale soit reçu en Norvège, la demande sera accompagnée de la notification mentionnée à l'article 2.

Article 4.

Lorsqu'un ressortissant norvégien atteint d'une maladie mentale est rapatrié, un extrait du journal médical le concernant et tenu à la maison d'aliénés même où il était interné, sera communiqué aux autorités compétentes norvégiennes.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) AARÓN SÁENZ.

Son Excellence
M. Harald August Waldemar ECKELL,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, etc.
En Ville.

N° 849

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 849. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE MEXICAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. MEXICO, OCTOBER 1, 1923.

I.

ROYAL NORWEGIAN LEGATION.

Mexico, *October* 1, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

Considering that it would be in the interests of our two countries and of their nationals that a convention should exist under which the two Governments should undertake to communicate to each other cases of Norwegian subjects suffering from mental disease and interned in lunatic asylums in Mexico, and of Mexican subjects suffering from the same diseases and interned in lunatic asylums in Norway, my Government has authorised me to transmit to you the proposal that a Convention to this effect should be concluded between our two countries and that it should contain the following clauses :

Article 1.

Should a Mexican subject be confined in a lunatic asylum of Norway, his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Legation of the United States of Mexico at Christiania.

Article 2.

In the notification provided for under Article 1, mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and it shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Trade or profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or, if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person or of the authority at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Norwegian Government demands the repatriation of a Mexican subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by the notification referred to under Article 2.

Article 4.

When a Mexican subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, if such a record has been kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Mexico.

I am authorised to add that my Government will consider the Agreement as concluded as soon as it receives an assurance of reciprocity from the Government of the United States of Mexico.

The Norwegian Government has no objection to the Convention's applying, as far as Mexico is concerned, to the Federal District and to the territories of Baja California and of Quintana Roo, as my Government presumes that the Mexican Government will be so good as to bring this Convention to the notice of the Governors of the other States of the Union and will request them to communicate to this Legation any cases of this nature which may occur in their respective States.

I have the honour to be, etc.

(Signed) WALDEMAR ECKELL.

To His Excellency General Aaron SAENZ,
Under-Secretary of State in charge of
the Ministry for Foreign Affairs.

II.

DEPARTMENT
FOR
FOREIGN AFFAIRS.

MEXICO, *October* 1, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your note of to-day's date regarding the wishes of your Government in respect of the conclusion of a Convention with the Mexican Government for the protection of subjects or nationals of Norway and Mexico of unsound mind in the territory of either of the two countries, I have the honour to inform you that H.E. the President of the Republic, in consideration of the lofty humanitarian principles contained in the said arrangement, has consented to accept the proposal. As stipulated in the correspondence exchanged on the subject, this arrangement will come into force on to-day's date and in virtue of the present exchange of notes, and will be binding in the case of Mexico within the boundaries of the Federal District and territories, and in the case of Norway within the boundaries of the national territory.

The clauses which are binding on Mexico are as follows :

Article 1.

Should any Norwegian subject be confined in a lunatic asylum of Norway, his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Royal Norwegian Legation at Mexico.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1 mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Trade or profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

(6) Name and surname, etc., of the father and mother, or, if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surname of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person or of the authority at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation' and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

In all cases where the Mexican Government demands the repatriation of a Norwegian subject suffering from mental disease, the request shall be accompanied by the notification referred to under Article 2.

Article 4.

When a Norwegian subject suffering from mental disease is repatriated, the medical record of the patient, if such a record has been kept in the lunatic asylum, shall be communicated to the competent authorities of Mexico.

I have the honour to be, etc.

(Signed) AARÓN SAENZ.

His Excellency
M. Harald August Waldemar ECKELL,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Norway, etc.

No. 849

N° 850.

JAPON ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Tokio, les 23 octobre et 6 novembre 1923.

JAPAN AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Exchange of Notifications with regard to Persons of Unsound Mind. Tokio, October 23, and November 6, 1923.

No. 850. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS JAPONAIS ET NORVÉGIEN, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. TOKIO, LES 23 OCTOBRE ET 6 NOVEMBRE 1923.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet Echange de Notes a eu lieu le 27 mars 1925.

LÉGATION ROYALE DE NORVÈGE.

TOKIO, *le 23 octobre* 1923.

MONSIEUR LE BARON,

En me référant à la lettre de Son Excellence Monsieur le Comte Uchida, en date du 8 juin dernier, au sujet des communications qu'auront à se faire mutuellement la Norvège et le Japon dans le cas où un ressortissant de l'un de ces pays serait atteint dans l'autre d'une maladie mentale, communications concernant son admission dans un établissement d'aliénés, sa sortie ou son décès, j'ai l'honneur de proposer au nom de mon Gouvernement, à titre de réciprocité, les articles suivants :

Article 1.

Quand un ressortissant japonais aura été atteint, en Norvège, d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés ou sa sortie d'un tel établissement ou éventuellement sa mort seront notifiés à la Légation du Japon à Christiania.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1 devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes, concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualités ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 850. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE JAPANESE AND NORWEGIAN GOVERNMENTS, CONSTITUTING AN ARRANGEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. TOKIO, OCTOBER 23, AND NOVEMBER 6, 1923.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place March 27, 1925.

ROYAL NORWEGIAN LEGATION.

TOKIO, *October* 23, 1923.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to His Excellency Count Uchida's letter dated June 8 last, regarding the communications to be exchanged between Norway and Japan in the event of a national of one of these countries becoming afflicted with a mental disease in the other country, and in regard to the admission of such person into a lunatic asylum, his discharge therefrom or his decease, I have the honour, on behalf of my Government, to propose the following clauses, subject to reciprocity.

Article 1.

Should any Japanese subject be attacked in Norway with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Japanese Legation at Christiania.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1, mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surname ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Trade or profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents, avec indication de leur domicile ;

7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;

8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement, ou en est sorti, ou y est décédé ;

9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;

10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport, ainsi que le nom et le domicile du médecin ;

11. Etat du malade, permet-il son rapatriement; indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er janvier 1924 et pourra prendre fin sur un préavis de trois mois de l'une des deux Puissances.

Je suis autorisé à ajouter que cette proposition sera considérée par mon Gouvernement comme un engagement dès que le Gouvernement japonais en aura assuré la réciprocité, laquelle, selon l'avis de mon Gouvernement, serait établie si Votre Excellence voulait bien insérer dans sa réponse les stipulations visées ci-dessus.

Je saisis l'occasion de renouveler à Votre Excellence les assurances de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc...

(Signé) L. GRÖNVOLD.

Son Excellence,
Monsieur le Baron IJUIN,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 20 mars 1925.
Le Chef du Protocole,
W. Foss.

TOKIO, *le* 6 *novembre* 1923.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Le Gouvernement du Japon étant d'accord avec le Gouvernement royal sur votre proposition en date du 23 octobre 1923, au sujet des communications qu'auront à se faire mutuellement le Japon et la Norvège dans le cas où un ressortissant de l'un des pays serait atteint dans l'autre d'une maladie mentale, communications concernant son admission dans un établissement d'aliénés, sa sortie, ou son décès, j'ai l'honneur de promettre, au nom de mon Gouvernement, et sous condition de réciprocité, ce qui suit :

Article 1.

Quand un ressortissant norvégien aura été atteint au Japon d'aliénation mentale, son internement dans une maison d'aliénés, ou sa sortie d'un tel établissement, ou, éventuellement, sa mort, seront notifiés à la Légation de Norvège à Tokio.

(6) Name and surnames, etc., of the father and mother, or, if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives, with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surnames of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

The present Arrangement shall come into force on January 1, 1924, and may be terminated after three months' notice by one of the two Powers.

I am authorised to add that this proposal will be considered binding by my Government whenever the Japanese Government undertakes to grant reciprocal treatment. This treatment would, in the opinion of my Government, be secured if you would embody in your reply the above provisions with any modifications which may be considered necessary.

I have the honour, etc.

(Signed) L. GRÖNVOLD.

To His Excellency Baron IJUIN,
Minister for Foreign Affairs,
etc. etc., etc.

TOKIO, *November* 6, 1923.

SIR,

The Japanese Government, being in agreement with the Royal Government in regard to your proposal dated October 23, 1923, respecting the communications to be exchanged between Japan and Norway in the event of a national of one of the countries becoming afflicted with a mental disease in the other country, and in regard to the admission of such person into a lunatic asylum, his discharge therefrom or his decease, I have the honour, on behalf of my Government, to subscribe to the following clauses, subject to reciprocity.

Article 1.

Should any Norwegian subject be attacked in Japan with mental disease, his confinement in a lunatic asylum or his release from such an institution or his death, as the case may be, shall be notified to the Norwegian Legation at Tokio.

Article 2.

Les notifications prévues à l'article 1 devront mentionner le nom de la maison d'aliénés où le malade est interné et contenir, si possible, les indications suivantes, concernant le malade :

1. Nom et prénoms ;
2. Date et lieu de naissance ;
3. Qualités ou profession ;
4. Domicile à l'époque de l'internement dans l'établissement d'aliénés ;
5. Dernier domicile dans le pays d'origine ;
6. Noms et prénoms, etc., des père et mère, ou, si ceux-ci sont décédés, noms et prénoms des plus proches parents, avec indication de leur domicile ;
7. Si le malade est marié, nom et prénoms de l'autre époux et indication de son domicile ;
8. Date à laquelle le malade a été interné dans l'établissement, ou en est sorti, ou y est décédé ;
9. Nom de la personne à la demande de laquelle le malade a été interné dans l'établissement ;
10. Si l'admission a eu lieu en raison d'un rapport médical, date de ce rapport, ainsi que le nom et le domicile du médecin ;
11. Etat du malade, permet-il son rapatriement; indication du nombre de convoyeurs nécessaires pour surveiller le transport.

Article 3.

Le présent Arrangement entrera en vigueur le 1er janvier 1924 et pourra prendre fin sur un préavis de trois mois de l'une des deux Puissances.

J'ajoute que j'entends par l'expression « la Légation du Japon à Christiania », qui figure dans l'article 1er de votre proposition, la Légation du Japon à Stockholm qui a, en même temps, la charge des intérêts japonais en Norvège.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances réitérées de ma considération très distinguée.

(Signé) Baron HIKOKICHI IJUIN,
Ministre des Affaires étrangères.

Monsieur L. GRÖNVOLD,
Chargé d'Affaires de Norvège.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 20 mars 1925

Le Chef du Protocole,
W. Foss.

Article 2.

In the notifications provided for under Article 1, mention shall be made of the name of the lunatic asylum where the patient is confined, and they shall, if possible, contain the following information regarding the patient :

(1) Name and surnames ;

(2) Date and place of birth ;

(3) Trade or profession ;

(4) Place of residence at the time when the confinement in the lunatic asylum took place ;

(5) The patient's last place of residence in his native country ;

(6) Name and surnames, etc., of the father and mother, or, if these are dead, the names and surnames of the nearest relatives, with information as to their domicile ;

(7) If the patient is married, name and surnames of the husband or wife, and the indication of his or her domicile ;

(8) The date at which the patient was confined in the institution, or on which he left it, or on which he died ;

(9) The name of the person at whose request the patient was confined in the institution ;

(10) If the patient was admitted on a medical report, the date of this report and the name and residence of the doctor ;

(11) The condition of the patient and whether his state allows of his repatriation, and also an indication of the number of attendants required in order to take care of the patient during the journey.

Article 3.

The present Arrangement shall come into force on January 1, 1924, and may be terminated after three months' notice by one of the two Powers.

I may add that by the expression " the Japanese Legation at Christiania ", mentioned in Article 1 of your proposal, I mean the Japanese Legation at Stockholm, which has also to take care of the Japanese interests in Norway.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Baron HIKOKICHI IJUIN,
Minister for Foreign Affairs.

To M. L. GRÖNVOLD,
Norwegian Chargé d'Affaires.

N° 851.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SUÈDE

Convention d'arbitrage, signée à Washington, le 24 juin 1924.

UNITED STATES OF AMERICA AND SWEDEN

Arbitration Convention, signed at Washington, June 24, 1924.

No. 851. — CONVENTION[1] D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA SUÈDE, SIGNÉE A WASHINGTON, LE 24 JUIN 1924.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 27 mars 1925.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE désirant, en application des principes énoncés dans les articles XXXVII-XL de la Convention [2] pour le règlement pacifique des conflits internationaux, signée à La Haye le 18 octobre 1907, entrer en négociations pour la conclusion d'une Convention d'arbitrage, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. le Capitaine Axel F. WALLENBERG, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Washington ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles Evans HUGHES, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 18 mars 1925.

[2] De Martens, Nouveau Recueil général de Traités, troisième série, tome III, page 360.

No. 851. — ARBITRATION CONVENTION[1] BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SWEDEN, SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 24, 1924.

English and French official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place on March 27, 1924.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA desiring, in pursuance of the principles set forth in Article XXXVII-XL of the Convention [2] for the Pacific Settlement of International Disputes signed at The Hague October 18, 1907, to enter into negotiations for the conclusion of an Arbitration Convention, have named as their Plenipotentiairies, to wit :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Captain Axel F. WALLENBERG, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Washington ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Charles Evans HUGHES, Secretary of State of the United States ;

Who, after having communicated to one another their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Differences which may arise of a legal nature or relating to the interpretation of treaties

[1] The exchange of ratifications took place at Washington, on March 18, 1925.

[2] British and Foreign State Papers, Vol. 100, page 298.

les Parties contractantes, qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage, établie par les Conventions [1] du 29 juillet 1899 [1] et du 18 octobre 1907 [2], à La Haye, à la condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux ni l'indépendance ou l'honneur des Etats contractants, et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances.

Article 2.

Dans chaque cas particulier, les Parties contractantes, avant de s'adresser à la Cour permanente d'arbitrage, signeront un compromis spécial, déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des Arbitres et les délais à observer en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure. Il est entendu que, pour ce qui concerne la Suède, les compromis spéciaux seront faits par le Roi, dans les formes et aux conditions qu'il jugera nécessaires ou convenables et, pour ce qui concerne les Etats-Unis, par le Président des Etats-Unis avec l'avis et le consentement du Sénat.

Article 3.

La présente Convention sera ratifiée par les Parties contractantes. Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra et la Convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Article 4.

La présente Convention est conclue pour une durée de cinq années, à partir de l'échange des ratifications. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, six mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, la Convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration de six

existing between the Contracting Parties and which it may not have been possible to settle by diplomacy, shall be referred to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Conventions of July 29, 1899 [1], and October 18, 1907 [2], provided, nevertheless, that they do not affect the vital interests, the independence, or the honour of the two Contracting States, and do not concern the interests of third Parties.

Article 2.

In each individual case the Contracting Parties, before appealing to the Permanent Court of Arbitration, shall conclude a special Agreement defining clearly the matter in dispute, the scope of the powers of the Arbitrators and the periods to be fixed for the formation of the Arbitral Tribunal and the several stages of the procedure. It is understood that on the part of Sweden such special agreements will be made by the King in such forms and conditions as he may find requisite or appropriate, and on the part of the United States by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article 3.

The present Convention shall be ratified by the Contracting Parties. The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the Convention shall take effect on the date of the exchange of ratifications.

Article 4.

The present Convention is concluded for a term of five years, dating from the exchange of ratifications. In case neither Contracting Party should give notice six months before the expiration of that period of its intention to terminate the Convention, it will continue binding until the expiration of six months

[1] De Martens, Nouveau Recueil général de Traités deuxième serie, tome XXVI, page 920.

[2] Voir renvoi 2, à la page précédente.

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 91, page 970.

[2] See footnote 2 on preceeding page.

mois à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncée.

Fait à Washington, en double exemplaire, en langues française et anglaise, ce vingt-quatrième jour de juin, mil neuf cent vingt-quatre.

from the day when either Contracting Party shall have denounced it.

Done in duplicate at the City of Washington, in the French and English languages, this twenty-fourth day of June, one thousand nine hundred and twenty-four.

(L. S.) (Signé) AX. WALLENBERG.
(L. S.) (Signé) CHARLES EVANS HUGHES.

Pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères, le 21 mars 1925.

Le Chef des Archives.
CARL TANDGREN.

N° 852.

DANEMARK ET FRANCE

Echange de notes au sujet de certificats d'origine et de factures consulaires. Copenhague, le 25 février 1925.

DENMARK AND FRANCE

Exchange of Notes concerning Certificates of Origin and Consular Invoices. Copenhagen, February 25, 1925.

No. 852. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET FRANÇAIS AU SUJET DE CERTIFICATS D'ORIGINE ET DE FACTURES CONSULAIRES. COPENHAGUE, LE 25 FÉVRIER 1925.

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet Echange de Notes a eu lieu le 30 mars 1925.

LÉGATION
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN DANEMARK.

COPENHAGUE, *le 25 février* 1925.

MONSIEUR LE COMTE,

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de proposer au Gouvernement Royal la conclusion d'un arrangement qui remplacerait celui du 27 octobre 1892 et règlementerait sur les bases suivantes le régime des certificats d'origine et des factures consulaires :

Les certificats d'origine seront établis en texte double français et danois, selon la formule ci-annexée.

Les certificats et les factures consulaires seront respectivement visés par les autorités consulaires françaises moyennant des taxes dont le montant sera de cinq francs à la parité de l'or, à l'exclusion de toutes autres taxes sur lesdits certificats et factures consulaires. La gratuité sera accordée pour les certificats et les factures consulaires accompagnant les marchandises danoises dont la valeur ne dépassera pas cent francs à la parité de l'or.

Aucune taxe supplémentaire ne sera perçue par les autorités consulaires pour l'attestation par elles de la valeur de la marchandise sur le certificat d'origine et pareille attestation tiendra lieu de la production d'une facture consulaire visée.

Le Gouvernement danois accordera de son côté la gratuité dans les mêmes conditions et n'établira pas de taxe de visa supérieure à cinq francs à la parité de l'or sur les certificats et les factures consulaires qui seraient demandés pour les marchandises françaises dont la valeur dépasserait cent francs à la parité de l'or.

Les deux Gouvernements s'accordent réciproquement le bénéfice des avantages qui seraient consentis ultérieurement en pareille matière à une tierce Puissance.

La mise en vigueur du présent régime sera fixée au 1er mars prochain.

Si le Gouvernement du Roi donne son adhésion aux présentes propositions, je vous serais reconnaissant de m'en informer et les lettres ainsi échangées consacreront l'accord intervenu.

Veuillez agréer, M. le Comte, les assurances de ma haute considération.

(Signé) L. HERMITE.

Monsieur le Comte MOLTKE,
Ministre des Affaires étrangères.
Christiansborg Slot.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 852. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND FRENCH GOVERNMENTS CONCERNING CERTIFICATES OF ORIGIN AND CONSULAR INVOICES. COPENHAGEN, FEBRUARY 25, 1925.

French official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place on March 30, 1925.

LEGATION
OF THE FRENCH REPUBLIC
IN DENMARK.

COPENHAGEN, *February* 25, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to propose to the Royal Danish Government the conclusion of an Arrangement which will supersede that of October 27, 1892, and by which the system of certificates of origin and consular invoices will be organised on the following bases :

Certificates of origin shall be drawn up in both French and Danish, in accordance with the annexed specimen form.

Certificates and consular invoices shall be visaed by the French consular authorities on payment of a fee of five francs at gold parity, and no other fees shall be chargeable on the said certificates or consular invoices. Certificates and consular invoices accompanying Danish goods of value not exceeding 100 francs at gold parity shall be visaed free of charge.

No supplementary fee shall be charged by the consular authorities for attesting the value of goods on certificates of origin, and such attestation shall take the place of a visaed consular invoice.

The Danish Government shall grant visas free of charge in the same circumstances, and shall not establish a visa fee of more than five francs at gold parity on certificates and consular invoices required for French goods of value exceeding 100 francs at gold parity.

The two Governments shall accord each other the benefit of any advantages which may hereafter be conceded in similar matters to a third Power.

This system shall come into force on March 1 next. I should be grateful if you would inform me whether the Royal Government accepts these proposals ; the letters thus exchanged will confirm the Agreement arrived at.

I have the honour, etc.

(Signed) L. HERMITE.

Count MOLTKE,
Minister for Foreign Affairs,
Christiansborg Slot.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

UDENRIGSMINISTERIET.

COPENHAGUE, *le 25 février* 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une lettre d'aujourd'hui et conformément aux instructions de votre Gouvernement, vous avez bien voulu proposer au Gouvernement Royal la conclusion entre le Danemark et la France d'un arrangement qui remplacerait celui du 27 octobre 1892 et réglementerait sur les bases suivantes le régime des certificats d'origine et des factures consulaires :

Les certificats d'origine seront établis en texte double français et danois, selon la formule ci-annexée.

Les certificats et les factures consulaires seront respectivement visés par les autorités consulaires françaises moyennant des taxes, dont le montant sera de cinq francs à la parité de l'or à l'exclusion de toutes autres taxes sur les dits certificats et factures consulaires. La gratuité sera accordée pour les certificats et les factures consulaires accompagnant les marchandises danoises dont la valeur ne dépassera pas cent francs à la parité de l'or.

Aucune taxe supplémentaire ne sera perçue par les autorités consulaires pour l'attestation par elles de la valeur de la marchandise sur le certificat d'origine et pareille attestation tiendra lieu de la production d'une facture consulaire visée.

Le Gouvernement danois accordera de son côté la gratuité dans les mêmes conditions et n'établira pas de taxe de visa supérieure à cinq francs à la parité de l'or sur les certificats et les factures consulaires qui seraient demandés pour les marchandises françaises dont la valeur dépasserait cent francs à la parité de l'or.

Les deux Gouvernements s'accordent réciproquement le bénéfice des avantages qui seraient consentis ultérieurement en pareille matière à une tierce Puissance.

La mise en vigueur du présent régime sera fixée au 1er mars prochain.

A ce sujet j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement Royal estime pouvoir accepter la proposition susmentionnée et il est d'accord que votre susdite lettre et la présente constitueront un accord entre les deux Gouvernements.

Veuillez agréer, M. le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) C. MOLTKE.

Monsieur Louis HERMITE,
Ministre de France.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, *February* 25, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

By your letter of to-day's date, you have been good enough, in accordance with instructions from your Government, to propose to the Royal Danish Government the conclusion of an Arrangement between Denmark and France which will supersede that of October 27, 1892, and by which the system of certificates of origin and consular invoices will be organised on the following basis :

Certificates of origin shall be drawn up in both French and Danish, in accordance with the annexed specimen form.

Certificates and consular invoices shall be visaed by the French consular authorities on payment of a fee of five francs at gold parity, and no other fees shall be chargeable on the said certificates or consular invoices. Certificates and consular invoices accompanying Danish goods of value not exceeding 100 francs at gold parity shall be visaed free of charge.

No supplementary fee shall be charged by the consular authorities for attesting the value of goods on certificates of origin, and such attestation shall take the place of a visaed consular invoice.

The Danish Government shall grant visas free of charge in the same circumstances, and shall not establish a visa fee of more than five francs at gold parity on certificates and consular invoices required for French goods of a value exceeding 100 francs at gold parity.

The two Governments shall accord each other the benefit of any advantages which may hereafter be conceded in similar matters to a third Power.

This system shall come into force on March 1 next.

I have to inform you that the Royal Danish Government is prepared to accept the above proposal, and agrees that your letter and the present reply shall constitute an Agreement between the two Governments.

I have the honour, etc.

(Signed) C. MOLTKE.

M. Louis HERMITE,
French Minister.

CERTIFICAT D'ORIGINE

OPRINDELSESCERTIFIKAT

délivré par les Douanes Royales danoises.
udfaerdiget af det Kgl. Danske Toldvaesen.

Il est officiellement certifié par les présentes que les
Det attesteres herved ex officio, at de

marchandises expédiées de ..... (point de départ) .....
Varer, som afsendes fra ..... *(Afsendelsessted)* .....

par voie ..... (de terre ou de mer) .....
Forsendelsesmaade ..... *(landvaerts eller søvaerts)* .....

par : ..... (nom de l'expéditeur) .....
af : ..... *(Afsenderens Navn)* .....

le : ..... à destination de .....
den : ..... *til* .....

pour être livrées à : .....
for Levering til : .....

consistant en ..... (nature des produits) .....
bestaaende af ..... *(Varens Art)* .....

pesant, kilogrammes poids brut ..... kilogrammes poids net : .....
vejende, Kilogram, Bruttovaegt : ..... *Kilogram, Nettovaegt :* .....

en : ..... (nature et nombre des colis) .....
i : ..... *(Kolliernes Art og Antal)* .....

marqués : ..... sont d'origine danoise
mrk. : ..... *er af dansk Oprindelse*

et que, par conséquent, elles ne sont pas exportées du Danemark à la décharge d'un acquit à caution
og saaledes ikke eksporteres fra Danmark mod Afskrivning paa et Certifikat for Transit eller Udtagelse
de transit ou de sortie d'entrepôt, d'un passavant ou d'une consignation de droits.
af Toldoplag eller mod Afskrivning paa Passerseddel eller et Bevis for Deponering af Toldafgifter.

Cachet
de la
Douane

Toldvaesenets
Stempel

Fait le .....
Udfærdiget .....

Douanes Royales danoises. Bureau de .....
Kgl. Dansk Toldkontrol .....
Udtaerdiget .....

Pour copie conforme :
Copenhague, le 25 mars 1925.

Georg COHN,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

N° 852

CERTIFICATE OF ORIGIN

issued by the Royal Danish Customs Authorities.

It is hereby certified that the
goods despatched from ..... (place of departure) .....
via ..... (by land or sea) .....
by ..... (name of consignor) .....
on ..... to .....
for delivery to .....
consisting of ..... (nature of goods) .....
gross weight in kilos ..... net weight in kilos .....
in ..... (nature and number of packages) .....
marked ..... are of Danish origin
and are therefore not exported from Denmark under a certificate authorising the transit or the removal of the goods from bond (acquit à caution), a permit or a Customs deposit.

Customs stamp.

Date .....

Royal Danish Customs Office
at .....

N° 853.

AFGHANISTAN ET PERSE

Traité d'amitié, signé à Téhéran, le 22 juin 1921.

AFGHANISTAN AND PERSIA

Treaty of Friendship, signed at Teheran, June 22, 1921.

باسمه سبحانه

عبدالله - المجاهد فی سبیل الله - امیر امان الله - پادشاه دولت علیه افغانستان - این عهدنامه مودت را
که مرکب از دوازده فصل و سه فصل الحاقیه میباشد و فیمابین ما و اعلیحضرت سلطان احمد شاه قاجار شاهنشاه
کل ممالک محروسه ایران بوساطت وکلای مختار دولتین معظمتین بتواریخ متعدده مندرجه اش انعقاد یافته
تصدیق نموده اجرای بلا تغییر آن را تعهد مینمایم فی پانزدهم سنبله ۱۳۰۲ شمسی مطابق بیست و پنجم ماه محرم ۱۳۴۲ قمری

محل صحه اعلیحضرت امیر امان الله خان

محل مهر دولتی افغانستان

سواد مطابق اصل است

معاون کل وزارت امور خارجه

[illegible]

فصل سوم — همچنین طوایف و ایلاتیکه سابقاً از ایران بافغانستان رفته‌اند کما فی السابق تبعهٔ دولت متوقف فیها
میباشند و بدون اینکه مذاکرهٔ خود را بامضای مأمورین ایران برسانند حق ورود بخاک ایران را نخواهند داشت چنانکه همین ترتیب
نظیراً مطابق فصل دوم الحاقی نسبت بکلیهٔ طوایف و ایلاتیکه سابقاً از افغانستان بایران آمده‌اند مجری خواهد شد.
افرادیکه از ایران قبل از تأسیس سفارت ایران در کابل بافغانستان رفته سکنی اختیار کرده‌اند کما فی السابق تبعهٔ افغانستان شناخته میشوند
تجاری که فقط برای معاملات تجارتی از ایران بافغانستان مسافرت نموده‌اند و در افغانستان اقامت دائمی اختیار نکرده‌اند و نیز بموجب
اسناد محقق است که در دوائر رسمی افغانستان با آنها معاملهٔ تبعهٔ افغانستان نشده است تبعهٔ ایران شناخته خواهند شد.

بتاریخ جمادی الثانیه یکهزار و سیصد و چهل و یک مطابق دلو یکهزار و سیصد و یک شمسی

محمد ولی وزیر امور خارجه
دولت علیهٔ افغانستان

عبدالعزیز وزیر مختار افغانستان
محل مهر سردار عبدالعزیز خان

نصرالله اعتلاء الملک وزیر مختار و ایلچی مخصوص دولت علیهٔ ایران
محل مهر اعتلاء الملک

افغانستان بتقیمین ایران برسانند حق ورود بخاک افغانستان را نخواهند داشت.

طوایف سرحدنشین که در خاک دولتین ییلاق و قشلاق مینمایند در مدت توقف در خاک ایران با آنها معامله تبعه ایران و در مدت توقف در افغانستان معامله تبعه افغانستان خواهد شد.

افرادیکه از افغانستان قبل از تأسیس سفارت دولت افغانستان در طهران بایران آمده و سکنی اختیار کرده اند کماکان تبعه ایران میباشند.

تجاری که فقط برای معاملات تجارتی از افغانستان بایران مسافرت نموده و در ایران اقامت دائمی اختیار نکرده اند و نیز بموجب اینها محقق است که در دوائر رسمی ایران با آنها معامله تبعه ایران نشده است تبعه افغانستان شناخته خواهند شد.

بتاریخ ۲۵ جمادی الاولی یکهزار و سیصد و چهل مطابق چهارم دلو یکهزار و سیصد و شمسی

محمد ولی وزیر امور خارجه دولت علیه افغانستان

وزیر امور خارجه اسدالله مشارالسلطنه — محل مهر مشارالسلطنه

عبدالعزیز وزیر مختار افغانستان — محل مهر عبدالعزیز خان

نصرالله اعتلاء الملک وزیر مختار و ایلچی مخصوص دولت علیه ایران — محل مهر اعتلاء الملک

فصل یازدهم — این عهدنامه به نخستین بزبان فارسی نوشته میشود.

فصل دوازدهم — نمایندگان طرفین متعاهدتین متعهد میشوند که در مدت سه ماه از تاریخ امضاء یا در صورت امکان زودتر اسناد مذکوره دایر بتصدیق عهدنامه را در طهران یا کابل مبادله نمایند بنا علیهذا نمایندگان طرفین متعاهدتین این عهدنامه را امضاء و مهر نمودند.

طهران بتاریخ پانزدهم شهر شوال المکرم ۱۳۳۹ مطابق اول سرطان ۱۳۰۰

وزیر امور خارجه دولت علیه ایران (محتشم السلطنه) مهر وزارت امور خارجه

(فصول الحاقیه)

فصل اول — مقصود از عبارت فصل سوم این عهدنامه (اتباع دولتین معظمتین متعاهدتین خواه در موقع مسافرت و خواه در موقع اقامت مورد احترام واقع شده کاملاً در حمایت مأمورین دولت متبوعه خودشان خواهند بود) این است که مأمورین دولت متبوعه میتوانند در حدود قوانین جاریه مملکت متوقف فیها با مراجعه بمأمورین مملکت مزبوره تسهیلاتی برای اتباع خودشان فراهم نمایند.

فصل دوم — طوایف و ایلاتیکه سابقاً از افغانستان بایران آمده اند اعم از بربری و غیره کماکان سابق تبعه ایران میباشند. بربریهائیکه قصد مسافرت بخاک افغانستان را داشته باشند بدون اینکه تذاکر خود را بامضای مأمورین

فصل ششم — اتباع دولتین در ممالک یکدیگر از کلیهٔ خدمات نظامی و سایر وظائفی که مخصوص اتباع داخلهٔ هر دولت است
معاف و مستثنی خواهند بود.

فصل هفتم — در صورت تقصیر و فرار یکی از اتباع دولتین متعاهدتین بمملکت دیگری مأمورین دولتین معظمتین حق خواهند داشت
که بوسیلهٔ مجاری سیاسی اعلامیه او را بمملکت خود تقاضا نمایند و از طرف حکومت محلیه از این مساعدت خودداری نخواهد شد
ولکن مقصرین سیاسی از این ترتیب مستثنی خواهند بود.

فصل هشتم — برای استحکام مناسبات ودادیه و روابط تجارتی طرفین متعاهدتین عهود و قراردادهای لازمه راجع بمناسبات تجارتی
و رسومات گمرکی و مبادلات پستی و تلگرافی باسرع اوقات ترتیب داده و پس از امضاء و تصدیق بموقع اجراء گذارده خواهد شد.

فصل نهم — وقوع جنگ بین یکی از دولتین متعاهدتین با دولت ثالثی موجب حدوث خلل در روابط دوستی و مودت
بین الطرفین نبوده و طرف دیگر ملتزم خواهد بود که از تسهیل موجبات موفقیت دولت دشمن بر طبق قوانین بیطرفی احتراز کند.

فصل دهم — برای آنکه دوستی و اعتماد صادقانه موجوده بین مملکت شاهنشاهی ایران و مملکت پادشاهی افغانستان کاملاً مشهود گردد
دولتین متعاهدتین مصمم شده اند که کلیهٔ اشکالات مهمه و اختلافات حاصله بین خود را که بطرز مطلوبی از راه مذاکرات
سیاسی خاتمه پذیر نگردد مطابق مقررات و عادات بین المللی مسئله را بحکمیت رجوع نمایند. و نیز متعهد میشوند که از روی صمیمیت کامل
احکام صادره را بموقع اجرا بگذارند.

لهذا برای اجرای این مقصود مقدس اعلیحضرت شاهنشاه ایران جناب حاج یمین‌الدین خان مشتمل‌السلطنه وزیر امور خارجه و اعلیحضرت امیر افغانستان
جناب سردار عبدالعزیز خان وزیر مختار و ایلچی معتمد خود را وکلای مختار خود تعیین فرموده و مشارالیهما پس از مبادله اختیارنامه‌های رسمی خود
فصول ذیل را منعقد نمودند :

فصل اول — از امروز ببعد دوستی صادقانه و مناسبات حسنه فیمابین ایران و افغانستان و اتباع دولتین مزبورتین برقرار خواهد بود .

فصل دوم — سفرای کبار و وزرای مختار و شارژدافرهای هر یک از دولتین معظمتین متعاهدتین در دربار یکدیگر از کلیه حقوق و امتیازاتی که
بموجب عادات و رسوم بین‌المللی معمول و مقرر شده است بهره‌مند خواهند بود .

فصل سوم — اتباع دولتین معظمتین متعاهدتین خواه در موقع مسافرت و خواه در موقع اقامت مورد احترام واقع شده و کاملاً در حمایت
مأمورین دولت متبوعه خودشان خواهند بود .

فصل چهارم — اتباع دولتین متعاهدتین مقیم یا مسافر در ممالک یکدیگر تابع قوانین محلی بوده مرافعه و مناقشه و جنحه و جنایات آنها در محاکم عدلیه
محلی ایران و افغانستان رسیدگی و تسویه خواهد گردید . مأمورین سیاسی یا قنسولگری طرفین معظمتین بهیچوجه حق دخالت در مسائل قضائی اعم
از حقوقی و جزائی اتباع خود در خاک یکدیگر نداشته و مرجع کلیه دعاوی اتباع دولتین محاکم داخلی دولت متوقف فیها خواهد بود .

فصل پنجم — دولتین معظمتین متعاهدتین حق خواهند داشت قنسول ژنرال و قنسول و ویس قنسول یا وکیل قنسولگری برای اقامت در شهرهای عمده و مراکز
تجارتی مملکت یکدیگر مأمور نمایند . ولی مأمورین مزبور وقتی شروع بانجام وظایف مأموریتی خودشان خواهند نمود که مطابق مسئول دولت
متوقف فیها تصدیق‌نامه مأموریت آنها صادر شده باشد .

No. 853.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

Texte officiel persan communiqué par le Délégué de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 20 avril 1925.

Persian official text communicated by the Persian Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place April 20, 1925.

بسم الله الرحمن الرحیم

سواد عهدنامهٔ ایران و افغانستان

لا اله الا الله محمد رسول الله و اعتصموا بحبل الله جمیعاً و لا تفرقوا

چون جهة جامعهٔ اسلامیه در روابط نژادی و علائق حسن مجاورت و همسایگی دولتین ایران و افغانستان اقتضا داشت که مراودات حسنه و روابط دوستانه بین الدولتین بوسیلهٔ انعقاد یک عهدنامه مستحکم گردد .

TRADUCTIONS — TRANSLATIONS

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 853. — TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE L'AFGHANISTAN ET LA PERSE, SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 22 JUIN 1921.

Au nom de Dieu Clément et Miséricordieux !
Il n'y a de dieu que Dieu et Mohammed est l'Envoyé de Dieu.
Cherchez tous votre refuge au sein de Dieu et ne vous dispersez pas. *(Coran.)*

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE et SA MAJESTÉ L'ÉMIR D'AFGHANISTAN, estimant l'un et l'autre que les relations irano-afghanes, nées de l'unité de religion et de race, en même temps que des liens du bon voisinage, ont besoin d'être consolidées par la conclusion d'un traité, ont désigné, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE :

Son Excellence Hadji Mirza HASSAN KHAN MOHTACHEM-OS-SALTANEH, Ministre des Affaires étrangères, et

SA MAJESTÉ L'ÉMIR D'AFGHANISTAN :

Son Excellence Sardar ABDUL AZIZ KHAN, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, à Téhéran.

Les deux Plénipotentiaires ayant échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivants :

Article I.

Il sera établi, à partir de ce jour, une amitié sincère et une constante bonne intelligence entre la Perse et l'Afghanistan ainsi qu'entre leurs sujets respectifs.

Article II.

Les Ambassadeurs, Ministres plénipotentiaires et Chargés d'Affaires de chacune des deux Hautes Parties contractantes à la Cour de l'autre, jouiront de tous les droits et prérogatives établis par les coutumes et usages internationaux.

Article III.

Les sujets des deux Hautes Parties contractantes, soit qu'ils voyagent, soit qu'ils résident sur le territoire persan ou afghan, seront respectés par les autorités du pays et complètement protégés par les représentants de leur propre pays.

[1] Communiquée par le Délégué de la Perse auprès de la Société des Nations.

[1] Communicated by the Persian Delegate accredited to the League of Nations.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 853. — TREATY OF FRIENDSHIP BETWEEN AFGHANISTAN AND PERSIA, SIGNED AT TEHERAN, JUNE 22, 1921.

In the name of God, Clement and All-Merciful ;
There is no God but God, and Mohammed is the Prophet of God.
Seek all of ye your refuge in the bosom of God and do not go astray (*Koran*).

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA and HIS MAJESTY THE EMIR OF AFGHANISTAN, being equally of opinion that the relations of Persia and Afghanistan, which spring from unity of religion and race, as well as from ties of neighbourliness, require consolidation by means of a Treaty, have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Hadji Mirza HASSAN KHAN MOHTACHEM-OS-SALTANEH, His Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE EMIR OF AFGHANISTAN :

His Excellency Sirdar ABDUL AZIZ KHAN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Teheran.

The two Plenipotentiaries, having exchanged their full powers, have agreed on the following articles :

Article I.

From this day forward, sincere friendship and a permanent and cordial understanding shall be established between Persia and Afghanistan and their respective nationals.

Article II.

The Ambassadors, Ministers Plenipotentiary and Chargés d'Affaires of each of the High Contracting Parties at the Court of the other, shall enjoy all the rights and privileges established by international custom and usage.

Article III.

The subjects of each of the High Contracting Parties, whether travelling or residing in the territory of the other, shall be respected by the authorities of that country and fully protected by the representatives of their own country.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article IV.

Les sujets de l'une des deux Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, soit comme voyageurs, soit comme résidents, seront soumis à la juridiction locale du pays où ils se trouvent. Ainsi, tous leurs procès, contestations et disputes en même temps que toutes les poursuites correctionnelles ou criminelles, dont ils pourront être l'objet, seront déférés, en Perse, aux tribunaux de la justice persane, et en Afghanistan, aux tribunaux de la justice afghane. Par ce qui précède, il est bien entendu que les autorités diplomatiques et consulaires de l'une des deux Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, n'auront nullement à s'ingérer dans les procès de leurs ressortissants en matière civile, commerciale ou pénale. Seuls les tribunaux locaux du pays de résidence ou de passage sont compétents pour trancher souverainement de pareils litiges.

Article V.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de nommer des Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires qui résideront dans les villes principales et les centres de commerce des deux pays respectifs.

Les Consuls généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires sont tenus, avant d'entrer en fonction, d'obtenir de la manière en usage l'exéquatur du Gouvernement du pays où ils auront à les remplir.

Article VI.

Les ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, seront exempts de service militaire et de toutes charges strictement personnelles aux nationaux du pays.

Article VII.

Dans le cas où un sujet de l'une des deux Hautes Parties contractantes, après avoir commis une infraction grave dans son propre pays, se réfugierait sur le territoire de l'autre, les représentants du pays requérant auront le droit d'en demander l'extradition par la voie diplomatique.

Le Gouvernement du pays requis fera tout ce qui dépendra de lui pour faciliter l'extradition; il est cependant à noter que les coupables d'infractions politiques ne pourront pas être extradés.

Article VIII.

Pour consolider leurs relations d'amitié et leurs rapports commerciaux, les deux Hautes Parties contractantes élaboreront, dans le plus bref délai possible, des traités et accords concernant leurs relations commerciales, douanières, postales et télégraphiques ; lesdits traités et accords seront, après avoir été signés et ratifiés, mis à exécution.

Article IX.

L'entrée en guerre de l'une des deux Hautes Parties contractantes avec une tierce Puissance ne portera aucune atteinte aux relations de bonne intelligence irano-afghanes. Auquel cas, l'autre Partie s'engagera, conformément aux règles de la neutralité, à ne favoriser cette tierce Puissance en aucune manière.

Article IV.

The subjects of one of the two High Contracting Parties shall, while in the territory of the other, either as travellers or as residents, be subject to the local jurisdiction of the latter country. Thus, all legal proceedings, law suits and disputes, as well as all penal or criminal proceedings which may be instituted against them, shall be heard in Persia before the Persian tribunals and in Afghanistan before the Afghan tribunals. In connection with the foregoing it shall be clearly understood that the diplomatic and consular officials of one of the two High Contracting Parties in the territory of the other shall in no case intervene in the legal actions of their nationals, whether they be civil or commercial suits or penal proceedings. The local tribunals of the country of residence or passage are alone competent finally to deal with such litigation.

Article V.

The two High Contracting Parties reserve to themselves the power to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents to reside in the principal towns and commercial centres of the two countries.

The Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular agents shall, before entering upon their duties, obtain, in the usual manner, the exequatur of the Government of the country in which those duties are to be performed.

Article VI.

The nationals of one of the High Contracting Parties in the territory of the other shall be exempt from military service and from all obligations which are strictly personal to the nationals of that country.

Article VII.

In cases where a subject of one of the High Contracting Parties, after having committed a grave offence in his own country, takes refuge in the territory of the other, the representatives of the former are entitled to demand extradition through the diplomatic channel.

The Government of the latter country shall do all in its power to facilitate the extradition, but it is to be clearly understood that persons guilty of political offences may not be extradited.

Article VIII.

In order to consolidate their relations of friendship and commerce, the two High Contracting Parties shall, with the least possible delay, draw up treaties and agreements respecting their commercial, Customs, postal and telegraphic relations ; the said treaties and agreements shall, after signature and ratification, be put into execution.

Article IX.

The relations of cordial understanding between Persia and Afghanistan shall not be affected in the event of one of the High Contracting Parties becoming involved in a war with a third Power. But in this case the other Party shall undertake, in accordance with the rules of neutrality, not to favour this third Power in any respect.

Article X.

Pour rendre évidente l'amitié sincère et la confiance réciproque de l'Empire de Perse et du Royaume d'Afghanistan, les deux Parties contractantes ont décidé de soumettre à l'arbitrage, en conformité des usages internationaux, toutes les difficultés surgissant entre les deux pays qui ne pourront être solutionnées par des négociations diplomatiques.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent également à mettre à exécution, avec une parfaite sincérité, les sentences rendues par les arbitres.

Article XI.

Le présent Traité sera dressé en double exemplaire en langue persane.

Article XII.

Les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes prennent l'engagement d'échanger dans trois mois à partir de la date du présent, ou plus tôt si c'est possible, les actes de ratification du présent à Téhéran ou à Kaboul.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé le présent et y ont apposé leurs sceaux.

TÉHÉRAN, *le* 15 *Chaval-ol-Moharram* 1339 [1] (1er *Saratan* 1330).

Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) HASSAN MOHTACHEM-OS-SALTANEH.

(Signé) ABDUL AZIZ,
Ministre d'Afghanistan.

ARTICLES ADDITIONNELS

Article I.

Par les stipulations de l'article III, à savoir : « les sujets des deux Hautes Parties contractantes, soit qu'ils voyagent, soit qu'ils résident sur le territoire persan ou afghan, seront respectés par les autorités du pays et complètement protégés par les représentants de leur propre pays », il faut entendre que les représentants de l'une des deux Hautes Parties contractantes seront en droit de procurer, dans les limites des lois en usage dans le pays de résidence et tout en s'adressant aux autorités locales dudit pays, certaines facilités à leurs propres ressortissants.

Article II.

Les tribus et les nomades tels que Berberi et autres qui ont émigré autrefois de l'Afghanistan pour venir en Perse, demeurent, comme par le passé, sujets persans. Les Berberi qui voyagent en Afghanistan, n'ont pas le droit d'entrer sur le territoire afghan, sans avoir fait viser leurs passeports par les autorités diplomatiques et consulaires afghanes, résidant en Perse. Les nomades résidant sur les frontières des deux pays et qui passent l'hiver sur le territoire de l'une des deux

[1] Le 15 Chaval-ol-Moharram de l'Hégire correspond au 22 juin 1921.

Article X.

In order to emphasise the sincere friendship and mutual confidence existing between the Empire of Persia and the Kingdom of Afghanistan, the two Contracting Parties have decided, in conformity with international usage, to submit to arbitration all the difficulties arising between the two countries of which a solution cannot be arrived at by diplomatic negotiations.

Further, the High Contracting Parties undertake loyally to carry out the decisions of the arbitrators.

Article XI.

The present Treaty shall be drawn up in duplicate in Persian.

Article XII.

The Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties undertake to exchange the ratifications of the present Treaty at Teheran or Kabul within three months from this date, or sooner if possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

TEHERAN, *the* 15 *Chaval-ol-Moharram* 1339 [1] (1st *Saratan* 1330).

The Minister for Foreign Affairs,
(Signed) HASSAN MOHTACHEM-OS-SALTANEH.

(Signed) ABDUL AZIZ,
Minister of Afghanistan.

ADDITIONAL ARTICLES.

Article I.

The stipulations of Article III, to the effect that " the subjects of each of the High Contracting Parties, whether travelling or residing in the territory of the other, shall be respected by the authorities of that country and fully protected by the representatives of their own country", shall be understood to mean that the representatives of one of the two High Contracting Parties shall have the right, within the limits of the laws in force in the country of residence and on application to the local authorities, to obtain for their nationals certain facilities.

Article II.

The tribes and nomads, such as Berberi and others, who emigrated in former times from Afghanistan to Persia, shall remain, as formerly, Persian subjects. The Berberi visiting Afghanistan shall not be permitted to enter Afghan territory without first obtaining a visa for their passports from the diplomatic and consular authorities of Afghanistan in Persia. The nomads living on the frontiers of the two countries who pass the winter in the territory of one of the two

[1] 15 Chaval-ol-Moharram of the Hedjira corresponds to June 22, 1921.

Hautes Parties contractantes et l'été sur le territoire de l'autre, seront traités, pendant leur séjour en Perse, comme Persans, et au cours de leurs séjour en Afghanistan, comme Afghans.

Les personnes qui, avant la création de la Légation afghane à Téhéran ont émigré de l'Afghanistan pour s'établir en Perse, seront tenues pour sujets persans comme par le passé.

Seuls les négociants qui se sont rendus de l'Afghanistan en Perse pour des raisons commerciales pour y résider temporairement seront reconnus comme sujets afghans, à condition qu'il soit prouvé, en vertu de documents authentiques, que les autorités officielles persanes ne les avaient jusque là, pas traités en sujets persans.

Le 25 *Djamad-el-Awal* 1340 (14 *Dalve* 1300).

Le Ministre des Affaires étrangères de Perse,
ASSADOLLAH MOCHAR-OS-SALTANEH.

ABDUL AZIZ, Khan,
Ministre d'Afghanistan à Téhéran.

NASROLLAH EETÉLA-OL-MOLK,
Ministre de Perse à Kaboul.

MOHAMMAD WALI,
Ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan.

Article III.

Il est également entendu que les tribus nomades qui ont émigré de la Perse pour s'établir en Afghanistan, demeurent comme par le passé sous la sujétion afghane et n'ont pas le droit d'entrer sur le territoire persan sans avoir fait viser leurs passeports par les autorités diplomatiques et consulaires persanes, ainsi que cela résulte de l'article additionnel II du présent Traité et par mesure de réciprocité en ce qui concerne tous les nomades et tribus qui ont autrefois émigré d'Afghanistan pour venir en Perse. Les individus qui avant la création de la Légation persane à Kaboul ont émigré de la Perse pour s'établir en Afghanistan, seront tenus pour sujets afghans comme par le passé.

Seuls les négociants qui se sont rendus de Perse en Afghanistan pour des raisons commerciales pour y résider temporairement seront reconnus comme sujets persans, à condition qu'il soit prouvé, en vertu de documents authentiques, que les autorités officielles afghanes ne les avaient pas jusque là traités en sujets afghans.

Djamad-el-Sani 1341 (*Dalw* 1301).

(Signé) MOHAMMAD WALI,
Ministre des Affaires étrangères d'Afghanistan.

(Signé) ABDUL AZIZ, Khan,
Ministre d'Afghanistan à Téhéran.

(Signé) NASSROLLAH EETÉLA-OL-MOLK,
Ministre de Perse à Kaboul.

Au nom de Dieu, que gloire Lui soit rendue.

Nous, créature et soldat de la Cause Sainte de Dieu, Amir AMAN-OLLAH, Roi d'Afghanistan, ratifions le présent Traité d'amitié composé de 12 articles et de trois articles additionnels et qui a été conclu par l'entremise des représentants officiels des deux Hauts Pays entre Nous et Sa Majesté Sultan Ahmed Shah KADJAR, Shahinshah de toute la Perse à de différentes dates et Nous engageons à en mettre l'intégralité à exécution.

15 *Somboleh* 1302 (25 *Moharam* 1342).

(Signé) AMIR AMANOLLAH KHAN.

High Contracting Parties and the summer in that of the other, shall be considered as Persians during their sojourn in Persia and as Afghans during their sojourn in Afghanistan.

Persons who, before the establishment of the Afghan Legation at Teheran, emigrated from Afghanistan and established themselves in Persia, shall, as formerly, be considered Persian subjects.

Only merchants who have proceeded to Persia from Afghanistan in the course of their business and are in temporary residence shall be considered as Afghan subjects, on condition that documentary proof is forthcoming that the Persian authorities have not heretofore treated them as Persian subjects.

The 25 *Djamad-el-Awal* 1340 (14 *Dalw* 1300).

The Persian Minister for Foreign Affairs,
ASSADOLLAH MOCHAR-OS-SALTANEH.

ABDUL-AZIZ, Khan,
The Afghan Minister at Teheran.

NASROLLAH EETELA-OL-MOLK,
The Persian Minister at Kabul.

MOHAMMAD WALI,
The Afghan Minister for Foreign Affairs.

Article III.

It is likewise agreed that the nomad tribes who have emigrated from Persia to Afghanistan shall remain as formerly under Afghan sovereignty and shall have no right to enter Persian territory without first obtaining a visa from the Persian diplomatic or consular authorities, as laid down *mutatis mutandis* in additional Article II of the present Treaty, and as a measure of reciprocity for the treatment accorded to the nomads and tribes who, in former times, emigrated from Afghanistan to Persia. Persons who, before the establishment of the Persian Legation at Kabul, emigrated from Persia to Afghanistan shall, as formerly, be considered as Afghan subjects.

Only merchants who have proceeded to Afghanistan from Persia in the course of their business and are in temporary residence shall be considered as Persian subjects, on condition that documentary proof is forthcoming that the Afghan authorities have not, heretofore, treated them as Afghan subjects.

Djamad-el-Sani 1341 *(Dalw* 1301).

(Signed) MOHAMMAD WALI,
Afghan Minister for Foreign Affairs.

(Signed) ABDUL AZIZ, Khan,
Afghan Minister at Teheran.

(Signed) NASSROLLAH EETELA-OL-MOLK,
Persian Minister at Kabul.

In the name of God, to Whom be given glory, We, creature and soldier of the Holy Cause of God, Ameer AMANOLLAH, King of Afghanistan, ratify the present Treaty of friendship, consisting of 12 articles and 3 additional articles, which has been concluded by the official Representatives of the two High Powers on our behalf and on that of His Majesty, Sultan Ahmed SHAH KADJAR, Shahinshah of all Persia, at different dates, and We undertake to put it into execution in its entirety.

15 *Somboleh* 1302 (25 *Moharam* 1342).

(Signed) AMIR AMANOLLAH KHAN.

N° 854.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET EMPIRE BRITANNIQUE

Accord concernant l'échange de mandats-postaux entre les Iles Philippines et le Bornéo septentrional britannique, signé à Jesselton (Bornéo septentrional britannique), le 20 octobre 1923 et à Manille (Iles Philippines), le 15 novembre 1923.

UNITED STATES OF AMERICA AND BRITISH EMPIRE

Agreement for the Exchange of Money-Orders between the Philippine Islands and British North Borneo, signed at Jesselton (British North Borneo), October 20, 1923, and at Manila (Philippine Islands), November 15, 1923.

No. 854. — AGREEMENT BETWEEN THE DEPARTMENT OF POSTS OF BRITISH NORTH BORNEO AND THE BUREAU OF POSTS OF THE PHILIPPINE ISLANDS FOR THE EXCHANGE OF MONEY-ORDERS, SIGNED AT JESSELTON (BRITISH NORTH BORNEO), OCTOBER 20, 1923 AND AT MANILA (PHILIPPINE ISLANDS), NOVEMBER 15, 1923.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 22 avril 1925.

The Bureau of Posts of the Philippine Islands and the Department of Posts of British North Borneo, being desirous of establishing a system of exchange of money-orders between the two countries, the undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed upon the following articles :

Article I.

There shall be a regular exchange of money-orders between the Postal Administration of the Philippine Islands and the Postal Administration of British North Borneo.

Article II.

The postal money-order service between the two contracting countries shall be performed by the agency of the Offices of Exchange. For the Philippine Islands, the Office of Exchange shall be the Post Office at Manila, and for British North Borneo shall be Jesselton and Sandakan.

Article III.

The amounts of money-orders, in both directions, shall be expressed in dollars and cents, United States currency.

To this end, each of the contracting Administrations shall have the power to fix, from time to time, the rate of conversion applicable to money-orders issued by it, on condition of notifying that rate to the other Administration.

It is agreed, however, that in the payment of money-orders to the payees, one dollar, United States currency, shall be considered as equivalent to two pesos of the Philippine currency, or $ 54.00 = $ 100.00 of the currency of British North Borneo. Provided, however, that either Administration is authorised to apply, whenever the above rate may cause detriment to its own

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 854. — ACCORD ENTRE LE DÉPARTEMENT DES POSTES DU BORNÉO SEPTENTRIONAL BRITANNIQUE ET LE BUREAU DES POSTES DES ILES PHILIPPINES, CONCERNANT L'ÉCHANGE DE MANDATS-POSTAUX SIGNÉ A JESSELTON (BORNÉO SEPTENTRIONAL BRITANNIQUE), LE 20 OCTOBRE 1923, ET A MANILLE (ILES PHILIPPINES), LE 15 NOVEMBRE 1923.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place on April 22, 1925.

L'Administration des Postes des Iles Philippines et le Service des Postes du Nord-Bornéo britannique étant désireux d'établir un système d'échange de mandats-poste entre les deux pays, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article I.

Il est institué un échange régulier de mandats-poste entre l'Administrations postale des Iles Philippines, d'une part, et l'Administration postale du Nord-Bornéo britannique, d'autre part.

Article II.

Le service des mandats-poste, institué entre les deux pays contractants, s'effectuera par l'intermédiaire des bureaux d'échange. Les bureaux d'échange seront, pour les Iles Philippines, le Bureau des postes de Manille, et pour le Nord-Bornéo britannique, ceux de Jesselton et de Sandakan.

Article III.

Le montant des mandats-poste envoyés dans l'un et dans l'autre sens, sera libellé en dollars et en cents des Etats-Unis.

A cet effet, chacune des Administrations contractantes aura le droit de fixer, de temps à autre, le taux de conversion applicable aux mandats-poste émis par elle, à condition de notifier ce taux à l'autre Administration.

Toutefois, il est convenu que pour le paiement des mandats-poste à leurs destinataires, un dollar des Etats-Unis sera considéré comme équivalent à 2 pesos des Philippines, ou encore $ 54.00= $ 100.00 en monnaie du Nord-Bornéo britannique. Il reste cependant entendu que chacune des deux Administrations est autorisée, chaque fois que le cours indiqué ci-dessus pourrait devenir

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

interest, a different rate in payment of money-orders issued in the other Administration on condition of notifying that rate to the latter Administration.

Article IV.

The amounts deposited by the remitters and paid to the payees of money orders shall be in gold coin, or any other legal money of the same current value.

Article V.

The maximum amount for which a single money-order may be issued shall be one hundred dollars, United States currency ; nevertheless, should occasion arise, both Administrations may hereafter mutually agree to alter this maximum.

Article VI.

No money-order shall contain a fractional part of a cent, United States currency.

Article VII.

Every money-order and advice shall be drawn on authorised forms only, and the writing must be in the English language and in Roman letters and Arabic numerals, without alteration or obliteration.

Article VIII.

Each money-order shall be delivered to the remitter thereof, to be forwarded by him at his own expense to the payee.

Article IX.

The Postal Administration of the Philippine Islands shall have power to fix the rates of commission on all money-orders issued within its jurisdiction, and the Postal Administration of British North Borneo shall have the same power in regard to all money orders issued within its jurisdiction.

Each office shall communicate to the other its tariff of charges or rates of commission which shall be established under this Agreement, and also any subsequent changes therein. These rates shall in all cases be payable in advance by the remitters and shall not be repayable.

Article X.

Each country shall keep the commission charged on all money-orders issued within its jurisdiction, but shall pay to the other country one-half of one per cent of the total amount of money-orders issued by it.

Article XI.

Post offices in the Philippine Islands may issue money-orders payable at any money-order office shown by a list furnished from time to time as being established in British North Borneo,

dommageable à ses propres intérêts, à appliquer un taux différent pour le paiement des mandats-poste émis par l'autre Administration, à condition de notifier à celle-ci le taux choisi.

Article IV.

Les sommes consignées par les expéditeurs de mandats-poste et payées aux destinataires devront être réglées en monnaie d'or, ou en toute autre monnaie légale acceptée couramment pour la même valeur.

Article V.

Le montant maximum pour lequel un seul mandat-poste pourra être émis, est de 100 dollars des Etats-Unis ; si l'occasion s'en présente, les deux Administrations pourront toutefois convenir ultérieurement de modifier ce maximum.

Article VI.

Les mandats-poste libellés pour un nombre entier de cents des Etats-Unis seront seuls acceptés.

Article VII.

Tous les mandats-poste et avis seront établis exclusivement sur des formulaires officiels, et devront être écrits en langue anglaise, en caractères latins et en chiffres arabes, sans correction ni rature.

Article VIII.

Chaque mandat-poste sera délivré à son expéditeur, qui le fera parvenir lui-même à ses propres frais au destinataire.

Article IX.

L'Administration postale des Iles Philippines aura le pouvoir de fixer les taux de commission afférents à tous les mandats-poste émis dans son ressort, et l'Administration postale du Nord-Bornéo britannique jouira du même pouvoir en ce qui concerne tous les mandats-poste émis dans son ressort.

Chaque bureau fera connaître à l'autre son tarif de taxes et le taux des commissions prévues, arrêtés selon les dispositions du présent Accord, ainsi que toute modification ultérieure. Ces taxes seront toujours payables à l'avance par l'expéditeur et ne pourront être remboursées.

Article X.

Chaque pays conservera le montant des commissions perçues sur tous les mandats-poste émis dans son ressort, mais il versera à l'autre pays un demi pour cent du montant total des mandats-poste émis par lui.

Article XI.

Les bureaux de poste des Iles Philippines pourront émettre des mandats-poste payables à l'un quelconque des bureaux du Nord-Bornéo britannique ouverts au service des mandats-poste

and the post offices of British North Borneo may issue money-orders payable at any money-order office in the Philippine Islands shown in a similar list of the Philippine Islands.

Article XII.

No money-order shall be issued unless the applicant furnishes the surname, the Christian name, or at least the initials of the latter, and the address of the person to whom the amount is to be paid, and his or her own name and address, or the name of the firm or company who are the remitters or payees, together with the address of each. If, however, the Christian name or initial cannot be given, an order may, nevertheless, be issued at the remitter's risk.

Article XIII.

Every money-order and advice must contain the name of the intended office of payment and the amount, and, when payable in the Philippine Islands, the name of the province in which such office is situated.

Article XIV.

Lists of money-orders issued shall be in duplicate and the original list shall be despatched by the office of exchange, accompanied by the advices duly certified and bearing an impression of the stamp of the exchange office, the duplicate list to be despatched to the exchange office by the next mail. The lists shall be numbered consecutively throughout the year, beginning with number one on the first day of January of each year, and ending with last number included in the transactions of the year. Such lists will show the full particulars of the order, as to number of order, date of issue, office of issue, office of payment, name of remitter, name of payee and the amount, and will have two blank columns about one inch wide. The amounts shall be expressed in dollars and cents, United States currency.

Article XV.

Lists shall be despatched only when there are advices to be forwarded.

Article XVI.

The advices, on their arrival at the exchange office of the country of payment, shall be compared with the entries in the list, and despatched to the office of payment. Each office of exchange shall promptly communicate to the other the correction of any simple error which it may discover in the verification of the list.

When the lists shall show irregularities which the receiving office is not able to rectify, that office shall apply to the despatching office for an explanation, and such explanation shall be furnished without delay.

Article XVII.

Money-orders issued by each country to the other shall be subject as regards payment to the rules in force in the country on which the orders are drawn.

et figurant sur une liste fournie de temps à autre par ce pays ; les bureaux de poste du Nord-Bornéo britannique pourront, de leur côté, émettre des mandats-poste payables à l'un quelconque des bureaux ouverts dans les Iles Philippines, au service des mandats-poste, et désignés sur une liste analogue.

Article XII.

Aucun mandat-poste ne sera délivré sans que l'expéditeur indique le nom, le prénom, ou tout au moins les initiales du prénom, et l'adresse du destinataire du mandat, ainsi que ses propres nom et adresse, ou encore le nom de la maison ou de la société expéditrice ou destinataire, toujours accompagné de l'adresse. Toutefois, si le prénom ou l'initiale du prénom ne peuvent être indiqués, le mandat pourra néanmoins être émis aux risques de l'expéditeur.

Article XIII.

Tout mandat-poste et tout avis doivent mentionner le nom du bureau qui devra effectuer le paiement, ainsi que la somme à payer ; pour les mandats payables dans les Iles Philippines, le nom de la province où le dit bureau est situé doit être spécifié.

Article XIV.

Les listes des mandats-poste émis seront établies en double exemplaire ; le relevé original sera envoyé par le bureau d'échange, accompagné des avis dûment certifiés conformes et portant le timbre du bureau d'échange, tandis que le duplicata sera envoyé au bureau d'échange par le courrier suivant. Les listes seront numérotées consécutivement, pendant toute l'année, en commençant avec le numéro 1, le premier jour de janvier de chaque année, et en terminant par le dernier numéro relatif aux transactions de l'année. Ces listes porteront tous les détails figurant sur le mandat, quant au numéro du mandat, à la date de l'émission, au bureau d'émission, au bureau de paiement, au nom de l'expéditeur, au nom du destinataire, et au montant à acquitter ; deux colonnes, larges d'un pouce environ, seront laissées en blanc. Les sommes seront exprimées en dollars et en cents des Etats-Unis.

Article XV.

Il ne sera envoyé de listes que lorsqu'on aura des avis à expédier.

Article XVI.

Les avis seront comparés, à leur arrivée au bureau d'échange du pays destinataire, avec les diverses rubriques figurant sur la liste, puis ils seront envoyés au bureau de paiement. Chaque bureau d'échange fera connaître rapidement au bureau de l'autre pays la rectification de toute erreur simple qu'il viendrait à découvrir en vérifiant le relevé.

Si les listes accusent des irrégularités que le bureau d'échange destinataire n'est pas en mesure de rectifier, ce bureau devra demander des explications au bureau expéditeur, qui les lui fournira sans délai.

Article XVII.

Les mandats-poste émis par chaque pays à destination de l'autre seront soumis, en ce qui concerne leur paiement, aux règlements en vigueur dans le pays sur lequel les mandats sont tirés.

Article XVIII.

Duplicate orders shall be issued and transfer of places of payment made only by the Postal Administration of the country on which the original orders were drawn and in conformity with the regulations established in that country.

Article XIX.

Repayment of money-orders to remitters shall not be made until an authorisation for such repayment shall first have been obtained by the country of issue from the country where such orders are payable, and the advices, or certificates in lieu thereof, returned to the country of issue.

It is within the province of each Postal Administration to determine the manner in which repayment to the remitter is to be made.

Article XX.

Money-orders which shall not have been paid within twelve calendar months from the last day of the month of issue shall become void, and the sums received on their issue shall accrue to and be at the disposal of the country of origin. To this end, each Administration shall transmit to the other the corresponding invalid advices of money-orders which have remained unpaid at the expiration of the stipulated period.

Article XXI.

A statement in duplicate of money-orders paid shall be furnished quarterly by each of the contracting Administrations to the other.

The paid money-orders shall accompany the relative statement and they shall be retained by the country of issue, but each Administration agrees to place at the disposal of the other, temporarily, any paid order which may be required for reference. Both statement and paid orders shall be forwarded under registered cover.

Article XXII.

(1) As soon as possible after the close of each quarter, the Postal Administration of British North Borneo shall prepare a General Account, this account to be rendered in duplicate to the Postal Administration of the Philippine Islands and shall show all debits and credits. The duplicate account, after being verified by the Postal Administration of the Philippine Islands, will be returned to the Postal Administration of British North Borneo, and any errors or omissions which may be discovered in the account will be adjusted in the subsequent account.

(2) If the verified account shows a balance in favour of British North Borneo, the Director of Posts of the Philippine Islands shall transmit, with the verified copy of the account, a draft for the amount of said balance, payable at sight, to the Postmaster-General, Jesselton, British North Borneo. The latter will then send an acknowledgment of receipt to the Director of Posts of the Philippine Islands.

If, on the other hand, the verified account shows a balance in favour of the Philippine Islands, then the Postmaster-General of British North Borneo shall, upon receipt of the certified copy of the same, transmit to the Director of Posts of the Philippine Islands a draft for the amount thereof, payable at sight in Manila. The latter will then send an acknowledgment of receipt in return.

Article XVIII.

L'Administration postale du pays sur lequel les mandats originaux ont été tirés sera seule compétente pour délivrer des duplicata de ces mandats, et pour en transférer le paiement à un autre lieu, conformément aux règlements en vigueur dans le dit pays.

Article XIX.

Il ne sera pas effectué de remboursement de mandats-poste aux expéditeurs, sans qu'une autorisation de remboursement ait tout d'abord été obtenue, par le pays d'émission, du pays où sont payables lesdits mandats, et sans que les avis ou les certificats en tenant lieu aient été retournés au pays d'émission.

Il appartient à chacune des deux Administrations postales de déterminer la manière dont le remboursement à l'expéditeur devra s'effectuer.

Article XX.

Les mandats-poste qui n'auront pas été payés dans un délai de douze mois de l'année civile, comptés à partir du dernier jour du mois d'émission, seront périmés, et les sommes reçues lors de leur émission seront portées au compte du pays d'origine et tenues à sa disposition. A cet effet, chaque Administration transmettra à l'autre les avis annulés correspondant aux mandats-poste demeurés impayés à l'expiration de la période fixée.

Article XXI.

Chacune des Administrations contractantes fournira trimestriellement à l'autre un relevé en double exemplaire des mandats-poste payés par elle.

Les mandats-poste payés devront accompagner le relevé qui s'y rapporte, et ils seront conservés par le pays d'émission ; les deux Administrations conviennent cependant de mettre réciproquement à leur disposition, pour le temps nécessaire, tout mandat payé qui serait réclamé aux fins de vérification. Le relevé, ainsi que les mandats payés, seront expédiés sous pli recommandé.

Article XXII.

1. Aussitôt que possible après la fin de chaque trimestre, l'Administration postale du Nord-Bornéo britannique préparera un décompte général, qu'elle remettra en double exemplaire à l'Administration postale des Iles Philippines, et qui indiquera toutes les sommes figurant au passif et à l'actif. Le duplicata de ce décompte, une fois vérifié par l'Administration postale des Iles Philippines, sera retourné à l'Administration postale du Nord-Bornéo britannique, et toutes les erreurs ou omissions qui pourraient y être découvertes seront réglées dans le décompte suivant.

2. Si le décompte accuse, après vérification, un solde en faveur du Nord-Bornéo britannique, le directeur des Postes des Iles Philippines transmettra au directeur général des Postes, à Jesselton, Nord-Bornéo britannique, en même temps que le duplicata vérifié du dit décompte, une traite payable à vue pour le montant du dit solde. Le destinataire adressera alors un accusé de réception au directeur des Postes des Iles Philippines.

Si, d'autre part, le décompte vérifié accuse un solde en faveur des Iles Philippines, le directeur général des Postes du Nord-Bornéo britannique transmettra alors au directeur des Postes des Iles Philippines, après réception du duplicata vérifié du dit décompte, une traite pour le montant de ce solde, payable à vue à Manille. Le destinataire enverra en retour un accusé de réception.

Article XXIII.

Notwithstanding the provisions of the preceding article, the creditor Administration shall be entitled to demand and receive payments on account at more frequent intervals whenever it is ascertained that the balance in favour of such Administration exceeds $5,000.00, United States currency, or such lesser amount as later may be mutually agreed upon, but in no case shall such payments be effected more frequently than once in each month.

Article XXIV.

Each Administration may avail itself of the services of the other as intermediary for the exchange of money-orders in accordance with arrangements to be made by the two Administrations.

Article XXV.

The two contracting Postal Administrations may, by mutual arrangement, make modifications, if found expedient, in matters of the details connected with the execution of this Agreement, in order to provide for greater security against fraud, or for the better working of the system.

Article XXVI.

The Postal Administration of either country is authorised to suspend temporarily, after notice to the other country, the exchange of money-orders, in case the course of exchange or any other circumstance should give rise to abuse or cause detriment to the postal revenue.

Article XXVII.

The present Agreement shall take effect on the first day of January, 1924, and shall continue in force after ratification by the respective Governments until six months after one of the contracting Parties shall have notified the other of its intention to terminate this Agreement.

Done in duplicate and signed at Manila, Philippine Islands, on the 15th day of November, 1923, and at Jesselton, British North Borneo, on the 20th day of October, 1923.

Approved :

(Signed) C. E. UNSON,
Acting Secretary of Commerce and Communications of the Philippine Islands.

(Signed) H. A. DABELL,
Acting Postmaster-General, North Borneo.

(Signed)
Director of Posts, Philippine Islands.

Article XXIII.

Malgré les dispositions arrêtées à l'article précédent, l'Administration créditrice aura le droit de demander et de recevoir des paiements en acompte, à des intervalles plus rapprochés, s'il est établi que le solde en faveur de ladite Administration est supérieur à 5.000.00 dollars des Etats-Unis, ou à tout autre montant inférieur qui aurait fait l'objet d'un accord postérieur à celui-ci ; mais, en aucun cas, ces paiements ne seront effectués plus fréquemment qu'une fois par mois.

Article XXIV.

Chacune des deux Administrations pourra utiliser les services de l'autre, comme intermédiaire pour l'échange des mandats-poste, selon les arrangements qui interviendront entre elles.

Article XXV.

Les deux Administrations postales contractantes pourront, par entente mutuelle, apporter les modifications qu'elles jugeront nécessaires aux stipulations de détail relatives à l'application du présent Accord, afin d'assurer une protection plus efficace contre la fraude, ou un meilleur fonctionnement du système adopté.

Article XXVI.

L'Administration postale des deux pays est autorisée à suspendre momentanément l'échange des mandats-poste, après en avoir informé l'autre pays, au cas où le cours du change ou toute autre circonstance donnerait lieu à des abus, ou entraînerait une diminution des recettes postales.

Article XXVII.

Le présent Accord entrera en vigueur le premier jour du mois de janvier 1924 et restera en vigueur après ratification par les Gouvernements respectifs, pendant un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé à Manille, Iles Philippines, le 15 novembre 1923, et à Jesselton, Nord-Bornéo britannique, le 20 octobre 1923.

Approuvé :

(Signé) C. E. UNSON,
Secrétaire, en fonctions, du Commerce et des Communications des Iles Philippines.

(Signé) H. A. DABELL,
Directeur général en fonctions, des Postes Nord-Bornéo.

(Signé)
Directeur des Postes des Iles Philippines.

N° 855.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD

Accord concernant l'échange direct des colis postaux, signé à Washington, le 1er octobre et à Londres, le 27 octobre 1924.

UNITED STATES OF AMERICA AND GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

Agreement for the Direct Exchange of Parcels by Parcel Post, signed at Washington, October 1, and at London, October 27, 1924.

No. 855. — AGREEMENT[1] BETWEEN THE POST OFFICE DEPARTMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, AND THE POST OFFICE OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND FOR THE DIRECT EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST, SIGNED AT WASHINGTON, OCTOBER 1, AND AT LONDON, OCTOBER 27, 1924.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 22 avril 1925.

The Post Office of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office Department of the United States of America agree to effect a regular direct exchange of parcels between Great Britain and Northern Ireland and the United States of America, including Alaska, Hawaii, Porto Rico, Guam and the Virgin Islands of the United States.

The following regulations shall be applicable, not only to parcels exchanged directly between Great Britain and Northern Ireland and the United States of America, but also to parcels sent in transit to or from one of the two countries through the other, subject to the exceptions specified in Article X, Section 1, 2nd paragraph, and Article XV, Section 3.

I. Limits of Weight and Size.

1. No parcel shall exceed 11 lb. in weight, 3 feet 6 inches in length or 6 feet in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of parcels, the view of the despatching office shall be accepted, except in cases of obvious error.

3. The Postal Administrations of the two countries reserve the right to fix subsequently, by common consent, if their respective regulations permit, the rates and conditions applicable to parcels exceeding the limits of weight and size specified in paragraph 1.

II. Method of Exchange of Parcels.

1. The parcels shall be exchanged, in bags duly fastened and sealed, by the offices appointed by agreement between the two Administrations.

[1] Ratifié par les Etats-Unis d'Amérique le 19 novembre 1924.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 855. — ACCORD [2] ENTRE LE MINISTÈRE DES POSTES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, CONCERNANT L'ÉCHANGE DIRECT DES COLIS POSTAUX, SIGNÉ A WASHINGTON, LE 1er OCTOBRE ET A LONDRES, LE 27 OCTOBRE 1924.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place April 22, 1925.

L'Administration des Postes de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et le service des Postes des Etats-Unis d'Amérique, conviennent d'instituer un service régulier et direct d'échange de colis postaux entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, y compris l'Alaska, Hawaï, Porto-Rico, Guam et les Iles Vierges qui font partie de leurs possessions, d'autre part.

Les dispositions ci-après s'appliqueront tant à l'échange direct de colis entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part, qu'à l'expédition de colis en transit, à destination ou en provenance de l'une des Parties, par l'intermédiaire de l'autre, sous réserve des exceptions mentionnées à l'article X, section 1, alinéa 2, et à l'article XV, section 3.

I. LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis ne devra peser plus de 11 lbs, ni mesurer, en longueur, plus de 3 pieds 6 pouces, ou en longueur et pourtour plus de 6 pieds ;

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions des colis, l'opinion du bureau expéditeur sera acceptée, sauf dans le cas d'erreurs évidentes.

3. Les deux Administrations postales se réservent le droit de fixer ultérieurement, d'un commun accord, si leurs règlements respectifs les y autorisent, le tarif et les conditions applicables aux colis excédant les limites de poids et de dimensions mentionnées au paragraphe 1.

II. MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

1. L'échange des colis s'effectuera en sacs convenablement clos et scellés par les bureaux que désigneront, d'un commun accord, les deux Administrations.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Ratified by the United States of America, November 19, 1924.

III. TRANSIT PARCELS.

1. Each of the two Postal Administrations guarantees the right of transit for parcels over its territory to or from any country with which it has parcel post communication.

2. Each Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary.

To be accepted for onward transmission parcels sent by one of the contracting Administrations through the service of the other Administration must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediary Administration.

IV. PREPAYMENT COMPULSORY.

Except in the case of returned or redirected parcels the postage shall be prepaid.

V. CHARGES.

In respect of every parcel for delivery in the United States of America or in Great Britain and Northern Ireland, whether insured or uninsured, a payment of 30 cents shall be made by the despatching Administration to the receiving Administration, with the addition of the credits proper to the sea conveyance when this service is provided by the latter Administration.

The amounts to be allowed in respect of parcels sent from one of the two contracting countries to the other for onward transmission to a third country shall be fixed by the intermediate Administration.

On every parcel returned, or redirected unpaid, by one of the two Administrations to the other, the returning or re-transmitting Administration shall be entitled to claim a payment of 30 cents together with any sum due in respect of the Atlantic sea service. In the case of a parcel returned, or redirected unpaid, in transit through one of the two Administrations to the other the intermediary office may claim also the sum due to it for any additional sea service provided, together with any amounts due to any other Administration or Administrations concerned.

Except as provided in this article, each Administration shall keep the whole of the sums which it collects by virtue of the various articles of this Agreement.

VI. PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to send by post any parcel containing :—

(a) A letter or a communication of the nature of a letter. Nevertheless it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, that of the sender being added.

(b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel.

(c) Any live animal (except bees, which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

(d) Any article of which the admission is not authorised by the Customs or other laws or regulations in force in either country.

(e) Any explosive or inflammable article, and, in general, any article of which the conveyance is dangerous.

III. COLIS EN TRANSIT.

1. Chacune des deux Administrations postales garantit la liberté de transit des colis sur son territoire, en provenance ou à destination d'un pays quelconque ayant avec elle un service d'échange de colis postaux.

2. Les deux Administrations postales se communiqueront la liste des pays à destination desquels elles peuvent, à titre d'intermédiaire, transmettre les colis postaux.

Les colis postaux expédiés en provenance de l'une des Administrations, par l'intermédiaire de l'autre, ne pourront être acceptés en vue de leur acheminement ultérieur que si les instructions données de temps à autre par l'Administration qui fait l'office d'intermédiaire sont observées.

IV. AFFRANCHISSEMENT OBLIGATOIRE.

L'affranchissement sera obligatoire, sauf pour les colis renvoyés à l'expéditeur ou réexpédiés.

V. TAXES.

Pour chaque colis, avec ou sans valeur déclarée, à délivrer dans les Etats-Unis d'Amérique ou dans la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, l'Administration expéditrice versera une somme de 30 centimes à l'administration réceptrice, plus les frais afférents au transport maritime, lorsque ce transport est assuré par la seconde Administration.

Les quotes-parts allouées pour les colis expédiés par l'une des Parties contractantes, à l'autre Partie, en vue de les acheminer sur une destination ultérieure dans un pays tiers, seront fixées par l'Administration qui fait l'office d'intermédiaire.

Pour chaque colis renvoyé ou réexpédié sans affranchissement, par l'une des deux Administrations, à destination de l'autre, l'Administration qui renvoie ou réexpédie le colis aura le droit de réclamer un paiement de 30 cents, plus toute somme due pour transport maritime sur l'Atlantique. Pour les colis renvoyés ou réexpédiés, sans être affranchis, en transit par l'une des deux Administrations à destination de l'autre, l'Administration des postes intermédiaire pourra réclamer, en outre, les sommes à elle dues pour tout transport maritime additionnel effectué par ses soins, plus toutes les sommes dues à toutes autres Administrations intéressées.

Sauf dans les cas prévus au présent article, la totalité des sommes perçues en vertu des divers articles du présent Accord, sera acquise à l'Administration qui les perçoit.

VI. INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'expédier par la poste des colis contenant :

a) une lettre ou communication ayant le caractère de correspondance. Toutefois, il est permis d'insérer dans un colis une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Un pli portant une autre adresse que celle qui figure sur l'enveloppe du colis ;

c) Des animaux vivants (exception faite des abeilles, qui devront être placées dans des boîtes fermées, de façon à éviter tout risque pour les agents des postes et à permettre la vérification du contenu) ;

d) Tout article non autorisé par l'Administration des douanes ou par les lois et règlements en vigueur dans l'un et l'autre pays ;

e) Des explosifs ou matières inflammables et, en général, tous les objets dangereux à transporter.

2. When a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and its inland regulations.

3. The two Postal Administrations shall furnish each other with a list of prohibited articles but they will not thereby undertake any responsibility whatever towards the police, the Customs authorities, or the senders of parcels.

VII. Make-up of Parcels.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be legibly and correctly written in every case when possible on the parcel itself, or on a tag, label, or a Customs Declaration securely gummed to the parcel, instead of only on a tag tied thereto. Addresses in pencil are not allowed ; but the address may be written with copying ink pencil on a surface previously damped.

2. Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

3. Any liquid or any substance which easily liquefies shall be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of strong wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran, or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

VIII. Despatch Notes and Customs Declarations.

1. Each parcel shall be accompanied by a Customs Declaration or by a Despatch Note and as many Customs Declarations as may be required. The Administrations shall inform each other of the number of Customs Declarations to be furnished for each country of destination.

2. The Administrations accept no responsibility for the correctness of the Customs Declarations.

IX. Advice of Parcels.

The uninsured parcels included in each mail shall be advised on a parcel bill by the simple entry of their total number. Insured and returned parcels, however, shall be advised in the manner prescribed in Articles X and XV respectively.

Each despatching Office of Exchange shall number the parcel bills in the upper left hand corner, commencing each year a fresh series for each Office of Exchange of destination. The last number of the year shall be shown on the parcel bill of the first despatch of the following year.

The exact method of advising parcels sent by one Administration in transit through the other, together with any points of procedure in connection with the advice of parcels for which provision is not made above, shall be settled by mutual arrangement between the contracting Administrations.

X. Insurance.

1. Parcels may be insured up to the sum of £20 or 100 dollars, but no parcel may be insured for an amount above the real value of its contents.

Until mutually agreed to the contrary, insurance shall apply only to parcels exchanged between the United States, Alaska, Hawaii, and Porto Rico (excluding the other island possessions of the United States) and Great Britain and Northern Ireland.

2. En cas de remise, par l'une des Administrations à l'autre, d'un colis en contravention des dites interdictions, cette dernière prendra les mesures prévues par la législation du pays et par le règlement de son service intérieur.

3. Les deux Administrations des postes se communiqueront la liste des articles interdits sans assumer de ce fait, aucune responsabilité vis-à-vis de la police, des autorités de la douane ou des expéditeurs des colis.

VII. Conditionnement des colis.

1. Les noms et adresses de l'expéditeur et du destinataire doivent toujours être inscrits correctement et lisiblement, et autant que possible sur le colis même, sinon sur une étiquette adhésive, ou sur une déclaration en douane solidement collée à l'envoi, et non sur une simple étiquette volante attachée au dit colis. Les adresses au crayon ne sont pas admises, toutefois l'adresse peut être écrite au crayon à encre sur un fond préalablement mouillé.

2. Chaque colis devra être soigneusement emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et en préserve efficacement le contenu.

3. Les liquides et les corps facilement liquéfiables devront être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant), il sera ménagé un espace qui devra être rempli de sciure, de son ou autre matière absorbante analogue, en quantité suffisante pour absorber la totalité du liquide contenu, en cas de bris.

VIII. Bulletins d'expédition et déclarations en douane.

1. Chaque colis doit être accompagné soit d'une déclaration en douane, soit d'un bulletin d'expédition avec autant de déclarations en douane qu'il sera nécessaire de fournir. Les Administrations se renseigneront réciproquement sur le nombre de déclarations en douane à fournir pour chaque pays de destination.

2. Les Administrations déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

IX. Feuilles de route des colis.

Les colis sans déclaration de valeur, inclus dans chaque courrier, seront signalés sur une feuille de route qui portera simplement le nombre total des colis. Toutefois, les colis avec valeur déclarée et les colis renvoyés seront signalés, comme il est prévu aux articles X et XV respectivement.

Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route des colis, à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chacun des bureaux d'échange destinataires. Le dernier numéro d'ordre d'une année écoulée sera mentionné sur la feuille de route de la première expédition de l'année suivante.

La méthode exacte à suivre pour établir les feuilles de route des colis expédiés par l'une des Administrations, en transit par l'autre Administration, ainsi que toutes les questions qui se rapportent aux feuilles de route des colis et qui ne sont pas prévues par les dispositions précitées, seront réglées par arrangement réciproque entre les Administrations contractantes.

X. Déclaration de valeur.

1. La valeur des colis-postaux peut être déclarée jusqu'à concurrence de £ 20 ou $ 100; toutefois, aucun colis ne peut être déclaré pour un montant supérieur à la valeur réelle de son contenu.

Tant qu'il n'aura pas été conclu d'accord réciproque en disposant autrement, le régime des expéditions avec valeur déclarée ne s'appliquera qu'aux colis postaux échangés entre les Etats-Unis, l'Alaska, Hawaï et Porto-Rico (à l'exclusion des autres possessions insulaires des Etats-Unis) d'une part, et la Grande-Bretagne et l'Irlande du nord, d'autre part.

The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each insured parcel such insurance fees as may from time to time be prescribed by its regulations.

Every parcel containing coin, bullion, jewellery, or any other precious article must be insured. If a parcel containing coin, bullion, jewellery or any other precious article is posted uninsured the Administration which delivers it shall treat it in accordance with its own regulations. Every parcel containing jewellery or any other precious article exceeding £100 ($500) in value must be packed in a box measuring not less than 2 feet 6 inches in length and girth combined.

Insured parcels shall be enclosed in separate sacks from those in which ordinary parcel-post packages are contained and the labels of such sacks shall be marked with such distinctive symbol as may from time to time be agreed upon.

All insured parcels exchanged must be closed and securely sealed with wax or otherwise, but the country of destination shall have the right to open them (including the right to break the seals) in order to inspect the contents. Parcels that have been so opened shall be closed again with official seals. Either country may require a special impress or mark of the sender in the sealing of insured parcels mailed in its service as a means of protection.

2. Insured parcels shall not be addressed to initials.

Each insured parcel must be labelled " Insured " in a conspicuous manner and must bear a distinguishing number. The Customs Declaration, if not gummed to the parcel, must also be labelled " Insured. "

No insured parcel need have written on it information as to the value of its contents, although this may be stated in the accompanying Customs Declaration.

The labels or stamps on insured parcels containing coin, articles of gold or silver, jewellery or other precious articles must be so placed that they cannot serve to conceal injuries to the cover. They must not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

3. The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery upon payment of such additional charge, if any, as the country of origin of the parcel shall stipulate. A fee may be charged, at the option of the country of origin, on a request for information as to the disposal of an insured parcel made after it has been posted if the sender has not already paid the special fee to obtain an advice of delivery. These fees will be retained by the country of origin.

When an advice of delivery is desired, the sender or office of origin shall write or stamp on the parcel, in a conspicuous manner, the words " Return receipt requested, " " Advice of delivery requested, " or, boldly, the letters " A. R. "

The form of advice of delivery is made out by the office of origin or by any other office which the country of origin may appoint. If it does not reach the office of destination, that office supplies an advice of delivery if the parcel bears request therefor.

Advices of delivery, after being completed, shall, unless otherwise requested by the country of origin, be returned direct to the sender by ordinary mail without charge for postage.

When, after an insured parcel has been posted, the sender applies for an advice of delivery, the office of origin enters on a form of advice of delivery an exact description of the parcel (office of origin, date of posting, number, and name and address of sender and of addressee). This form is transmitted from Administration to Administration with an indication of the mail in which the parcel under inquiry was delivered to the corresponding office of exchange. The office of destination completes the form, and returns it to the sender, unless otherwise requested by the country of origin.

L'Administration du pays d'origine est autorisée à percevoir, auprès de l'expéditeur de chaque colis avec valeur déclarée, les droits qui pourront être prescrits de temps à autre par son règlement.

L'assurance est obligatoire pour tous les colis renfermant des pièces de monnaie, des lingots, bijoux ou autres objets précieux.

Les colis contenant des pièces de monnaie, des lingots, bijoux ou autres objets précieux, lorsqu'ils sont expédiés par la poste sans déclaration de valeur, seront traités, par l'Administration postale qui les délivre, conformément au règlement de ladite Administration. Les colis renfermant des bijoux ou autres articles précieux d'une valeur supérieure à £100 ($ 500) doivent être emballés dans une boîte dont les dimensions ne sauraient être inférieures en longueur et pourtour à 2 pieds 6 pouces.

Les colis expédiés avec valeur déclarée devront être renfermés dans des sacs postaux distincts de ceux qui contiennent les colis postaux ordinaires ; les étiquettes de ces sacs porteront des marques distinctives conventionnelles, du modèle fixé d'un commun accord entre les Parties, à divers intervalles.

Tous les colis avec valeur déclarée qui font l'objet d'échanges doivent être clos et soigneusement scellés à la cire ou autrement ; toutefois, le pays de destination aura le droit de les ouvrir (y compris celui de briser les scellés), pour vérifier le contenu. Les colis qui auront été ouverts de cette façon seront scellés à nouveau au moyen de sceaux officiels. L'une et l'autre Partie contractante pourront exiger, à titre de mesure de protection supplémentaire, l'apposition de cachets de cire avec une empreinte ou marque spéciale de l'expéditeur sur les colis avec valeur déclarée expédiés dans les limites de son réseau postal.

2. Il est interdit d'expédier les colis avec valeur déclarée à une adresse composée seulement d'initiales.

Tout colis avec valeur déclarée doit porter, bien en évidence, une étiquette avec l'inscription « Valeur déclarée », ainsi qu'un numéro d'ordre qui permette de l'identifier. La déclaration en douane, si elle n'est pas collée à l'envoi, doit également porter l'étiquette « Valeur déclarée ».

Il n'est pas indispensable que les renseignements relatifs à la valeur du contenu soient inscrits sur le colis, mais il est permis de fournir cette indication dans la déclaration en douane qui accompagne le colis.

Les étiquettes ou timbres apposés sur les colis avec valeur déclarée renfermant des pièces de monnaie, des articles d'or ou d'argent, des bijoux ou autres articles précieux, doivent être placés de façon qu'il soit impossible de s'en servir pour cacher des lésions de l'emballage. Ces étiquettes ou timbres ne doivent pas être repliés sur deux faces de l'emballage de façon à dissimuler l'arête.

3. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée peut se faire délivrer un avis de réception, contre versement de la taxe supplémentaire prévue, le cas échéant, par le pays d'origine du colis. Au choix du pays d'origine, il peut être imposé un droit sur les demandes de renseignements visant le sort d'un colis avec valeur déclarée, présentées postérieurement à l'expédition, si l'expéditeur n'a pas, antérieurement au dépôt, acquitté la taxe spéciale qui lui donne droit à recevoir un avis de réception. Les sommes ainsi perçues sont acquises au pays d'origine.

Si un avis de réception est demandé, l'expéditeur ou le bureau de poste d'origine devra écrire ou imprimer sur le colis, au moyen d'un timbre humide, de façon apparente : « Renvoyer avis de réception » ou « Avis de réception demandé » ou, en gros caractères, les lettres A. R.

Les formules d'avis de réception sont remplies par le bureau d'origine ou par tout autre bureau que le pays d'origine pourra désigner à cet effet. Si cette formule ne parvient pas au bureau de destination, le soin de fournir l'avis de réception incombe à ce dernier bureau, quand le colis porte une demande à cet effet.

Une fois remplis, les avis de réception devront, sauf stipulation contraire par le pays d'origine, être renvoyés directement à l'expéditeur, par courrier ordinaire, mais franc de port.

Si, postérieurement au dépôt d'un colis avec valeur déclarée, l'expéditeur réclame un avis de réception, le bureau d'origine établit sur une formule d'avis de réception une description exacte du colis (bureau d'origine, date du dépôt, numéro d'ordre, nom et adresse de l'expéditeur et du destinataire). Cette formule est transmise d'une administration à l'autre, avec indication du courrier par lequel le colis en question a été remis au bureau d'échange correspondant. Le bureau de destination complète la formule et la retourne à l'expéditeur, sauf indications contraires de la part du pays d'origine.

If an advice of delivery, duly applied for by the sender at the time of posting, is not received back to the office of origin at the end of a proper interval, an inquiry for the missing advice shall be instituted in accordance with the procedure prescribed by the preceding paragraph. The office of origin shall enter at the top of the form of advice of delivery the note " Duplicate Advice of Delivery " or some equivalent expression.

4. The insured parcels shall be entered by the dispatching office of exchange on separate parcel bills, which shall show, in respect of each parcel, the insurance number and the office (and state or country) of origin. Additional indicia may be required from time to time if found necessary.

5. Parcels bearing evidence of violation or damage must have the facts noted on them and be marked with the stamp of the office making the note, or a document drawing attention to the violation or damage must be forwarded with the parcels.

6. If an insured parcel cannot be delivered as addressed or is refused by the addressee, the parcel shall be treated in accordance with Article XV. Such a parcel, if returned, shall be returned as insured.

7. When an insured parcel is redirected to either country, or is returned to the country of origin, a new insurance fee shall be collected upon delivery and retained by the country making the collection. The Post Office making delivery shall fix the amount of such fee in accordance with its regulations.

8. Except in cases of loss or damage through force majeure (causes beyond control) as that term is defined by the legal decisions of the country in the service of which the loss or damage occurs, when an insured parcel has been lost or damaged or all or part of its contents abstracted, the sender, or in default of or at the request of the sender the addressee, shall be entitled to an indemnity corresponding to the actual amount, based on the actual value at the time of mailing, of the loss, abstraction, or damage, unless the damage has arisen from the fault or negligence of the sender or the addressee or the representative of either, or from the nature of the article, provided always that the indemnity does not exceed the sum for which the parcel was insured and for which the required insurance fee was paid.

The sender of an insured parcel which has been lost, or of which the contents have been lost or completely destroyed in the post, shall also be entitled to the return of the postage. He is not, however, entitled to the return of the insurance fee.

In case the sender of an insured parcel, with intent to defraud, shall at any time allege the contents to be above their real value, he shall lose all claim to compensation or to the return of the postage, and the enforcement of this rule shall not prejudice any legal proceedings to which such fraudulent declaration may have rendered him liable.

The obligation of paying the indemnity shall rest with the country to which the mailing office is subordinate. That country can make a claim on the country responsible, that is to say, against the Administration on the territory or in the service of which the loss, abstraction, or damage took place.

Until the contrary is proved, responsibility for an insured parcel rests with the country which, having received the parcel without making any observation, cannot establish correct delivery or other proper disposition.

Responsibility for loss, damage or for abstraction discovered by the receiving Office of Exchange at the time of opening the receptacles and duly notified to the despatching Office of Exchange by verification note shall fall upon the Administration to which the despatching Office of Exchange is subordinate, unless it be proved that the loss, damage or abstraction occurred during transit in the service of the receiving Administration.

If the loss, abstraction or damage occurred in the course of conveyance, and it shall not be possible to ascertain on the territory or in the service of which country the loss, abstraction or damage took place, the indemnity shall be shared equally.

No responsibility will be admitted for insured parcels for which the sender or addressee or authorised representative of either has given a receipt and accepted delivery without reservation,

Si la demande d'avis de réception a été dûment présentée par l'expéditeur au moment du dépôt du colis et que le bureau d'origine n'a pas reçu cette pièce passé un délai convenable, l'avis de réception égaré fera l'objet d'une enquête, conformément à la procédure indiquée dans le paragraphe précédent. Le bureau d'origine inscrira en tête de la formule d'avis de réception l'indication : « Avis de réception en duplicata » ou quelque autre expression équivalente.

4. Les colis avec valeur déclarée seront inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur des bulletins d'expédition distincts, qui indiqueront pour chaque colis le numéro de la déclaration ainsi que le bureau (et l'Etat ou le pays) d'origine. Des renseignements additionnels pourront, le cas échéant, être demandés de temps à autre.

5. Quand des colis présentent des marques évidentes de spoliation ou d'avarie, ce fait doit être mentionné sur l'emballage, qui portera, en outre, le timbre du bureau fournissant cette indication ; ou bien, il doit être joint au colis une note de service signalant la spoliation ou l'avarie.

6. Si le colis avec valeur déclarée ne peut être remis à son adresse ou s'il est refusé par le destinataire, ce colis sera traité conformément aux dispositions de l'article XV. Si ce colis est renvoyé, il devra l'être comme colis avec déclaration de valeur.

7. Lorsqu'un colis en valeur déclarée est réexpédié à destination de l'un ou l'autre pays ou retourné au pays d'origine, il sera perçu, à la remise, une nouvelle taxe de déclaration de valeur, qui restera acquise au pays qui la perçoit. Le bureau de poste qui effectue la remise fixera le montant de cette taxe, conformément aux règlements en vigueur.

8. Sauf dans les cas de force majeure, au sens que confèrent à cette expression les décisions juridiques du pays dans le ressort postal duquel a lieu la perte ou l'avarie, lorsqu'un colis expédié en valeur déclarée aura été perdu, avarié ou spolié, en totalité ou partie, l'expéditeur — ou, soit à défaut, soit sur la demande de celui-ci, le destinataire — aura droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de l'avarie ou de la spoliation au moment de l'expédition postale, à moins que le dommage n'ait été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, du destinataire ou du représentant de l'un ou l'autre, ou ne provienne de la nature même de l'objet ; cette indemnité, toutefois, ne pourra dépasser le montant de la valeur déclarée du colis, pour lequel a été acquitté le droit de déclaration de valeur.

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée qui a été perdu ou dont le contenu a été perdu ou complètement détruit en cours de transport par la poste, a en outre droit à la restitution des frais d'expédition, mais non au remboursement du droit d'assurance.

Si l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée allègue, dans une intention frauduleuse, que le contenu du colis était d'une valeur supérieure à la valeur réelle de celui-ci, il perdra tout droit à l'indemnité ou au remboursement des frais d'expédition, sans préjudice de toutes poursuites judiciaires que pourrait entraîner pour lui cette déclaration frauduleuse.

L'obligation de verser l'indemnité incombe au pays dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à ce pays le recours contre le pays responsable, c'est-à-dire contre l'administration sur le territoire ou dans le service de laquelle a eu lieu la perte, la spoliation ou l'avarie.

Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité pour un colis avec valeur déclarée incombe au pays qui, ayant reçu ce colis sans présenter d'observation, se trouve dans l'impossibilité d'établir s'il a été régulièrement remis ou si d'autres dispositions convenables ont été prises à son sujet.

La responsabilité, en cas de perte, d'avarie ou de spoliation découverte par le bureau d'échange récepteur au moment de l'ouverture des récipients, et dûment signalée au bureau d'échange expéditeur sur le bulletin de vérification, incombe à l'administration dont relève le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que la perte, l'avarie ou la spoliation ait eu lieu en cours de transport dans le service de l'administration réceptrice.

Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport et sans qu'il soit possible de déterminer sur le territoire ou dans le service de quel pays a eu lieu cette perte, spoliation ou avarie, l'indemnité sera réglée par moitié par chacune des Parties.

Les administrations postales déclineront toute responsabilité pour les colis avec valeur déclarée, dont l'expéditeur, le destinataire ou leurs représentants autorisés auront pris livraison sans formuler

nor for articles which cannot be accounted for in consequence of the destruction of official documents through causes beyond control.

No indemnity will be paid for insured parcels which contain matter of no intrinsic value or matter of prohibited transmission in the parcel-post mails exchanged between the United States and Great Britain and Northern Ireland, or which did not conform to the stipulations of this Agreement, or which were not posted in the manner prescribed ; but the country responsible for the loss, damage or abstraction may pay indemnity in respect of such parcels without recourse to the other Administration.

No application for indemnity will be entertained unless a claim or an initial inquiry, oral or written, shall be filed by claimant or his representative within a year commencing with the day following the posting of the insured parcel.

The payment of indemnity by the country of origin must take place as soon as practicable and at the latest within a year of the date of the application. The country of origin is, however, authorised to settle with the sender on behalf of the country of destination which has, after being duly informed of the application for indemnity, let nine months pass without settling the matter. The dispatching country may exceptionally postpone settlement of the indemnity beyond the period mentioned, when, on expiration of the period, it has not been definitely informed as to the disposal of the article inquired for or when the question whether the loss of the article is due to a cause beyond control is not yet decided.

The country responsible or on whose behalf the payment is made is bound to make good, without delay, the amount of indemnity paid.

No compensation shall be given for injury or damage consequential upon, *i.e.*, indirectly arising from, the loss, damage, delay, non-delivery, or mis-delivery of any insured parcel transmitted under this Agreement.

The final decision upon all questions of compensation rests with the Administration of the country in which the loss or damage has taken place.

XI. Check by Offices of Exchange.

1. On the the receipt of a mail the receiving Office of Exchange shall check it and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a verification note.

2. Any differences which may be noticed in the credits and accounting shall be notified to the despatching Office of Exchange by verification note. The accepted verification notes shall be attached to the parcel bills to which they relate. Corrections not supported by vouchers are not admitted.

XII. Fees for Delivery and for Customs Formalities. Demurrage Charges.

The Post Office of the country of destination may collect from the addressees, for delivery and for the fulfilment of Customs formalities, a charge not exceeding 6*d.* (12 cents) for each parcel.

Each country may impose reasonable storage or demurrage charges in case the addressee fails to accept delivery of any parcel within such reasonable time as is prescribed by the country of destination. Any such charges shall be cancelled in the event of the return of the parcel to the country of origin.

aucune réserve et pour lesquels ils auront signé un reçu, il en sera de même pour les colis, dont elles ne peuvent rendre compte, par suite de la destruction des documents de service pour cause de force majeure.

Aucune indemnité ne sera accordée pour les colis avec valeur déclarée renfermant des matières qui ne présentent aucune valeur intrinsèque ou qu'il est interdit de transmettre dans les courriers de colis postaux échangés entre les Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'autre part, ni pour les colis qui n'étaient pas conformes aux dispositions du présent Accord ou qui n'ont pas été déposés selon les modalités prévues; toutefois, l'Administration responsable de la perte, de l'avarie ou de la spoliation pourra accorder une indemnité pour les dits colis sans avoir recours à l'autre Administration.

Aucune demande d'indemnité ne sera prise en considération en l'absence de réclamation ou de demande de renseignement préalable, soit de vive voix, soit par écrit, de la part du réclamant ou de son représentant, dans un délai d'un an à courir du jour qui suit celui du dépôt du colis avec valeur déclarée.

Le règlement de l'indemnité par le pays d'origine doit s'effectuer le plus tôt possible et au plus tard dans le délai d'un an à partir du jour de la réclamation. Toutefois, le pays d'origine est autorisé à désintéresser l'expéditeur pour le compte du pays de destination qui, régulièrement saisi de la demande en dommages-intérêts, aura laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire. Le pays expéditeur a la faculté de différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà du délai prescrit, lorsque, à l'expiration de ce délai, il n'est pas encore fixé sur le sort de l'objet recherché, ou lorsque la question de savoir si la perte de l'objet est due à une cause de force majeure n'a pas encore été tranchée.

Le pays responsable ou pour le compte duquel le versement est effectué est tenu de rembourser sans délai le montant de l'indemnité versée.

Pour tous les colis avec valeur déclarée, transmis conformément aux termes du présent Accord, aucune indemnité ne sera payée pour tout dommage ou préjudice consécutif à la perte, à l'avarie, au retour, à la non-remise ou à la remise erronée de ces colis (c'est-à-dire pour tout dommage ou préjudice résultant indirectement des causes énumérées ci-dessus).

Les questions d'indemnité seront tranchées en dernier ressort par l'administration du pays dans lequel a eu lieu la perte ou l'avarie.

XI. Vérification par les bureaux d'échange.

1. A la réception d'un courrier, le bureau d'échange récepteur procédera à sa vérification et, le cas échéant, signalera les articles manquants ainsi que toutes autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Toutes différences qui pourront être relevées quant aux bonifications ou aux mises en compte seront signalées au bureau d'échange expéditeur par bulletin de vérification. Les bulletins de vérification régularisés seront joints aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent. Les rectifications sans pièces justificatives à l'appui ne seront pas prises en considération.

XII. Droits de factage et de formalités en douane. Surestaries.

Le bureau de poste du pays de destination est autorisé à percevoir auprès des destinataires pour factage et pour accomplissement des formalités douanières une taxe de 6 pence (12 cents) au plus, par colis.

Chacune des administrations a la faculté d'imposer des droits raisonnables de magasinage ou des surestaries, au cas où le destinataire se refuse à prendre livraison d'un colis dans le délai raisonnable prescrit aux termes du règlement du pays de destination. Les droits en question seront annulés, en cas de retour du colis au pays d'origine.

XIII. Redirection.

Any parcel redirected within the country of destination shall be liable to such additional charges as may be prescribed by the domestic regulations of that country.

XIV. Postal Charges other than those Prescribed not to be Collected.

The parcels to which the present Agreement applies shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated by the different articles of this Agreement.

XV. Non-delivery.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense.

2. The sender of a parcel may request, at the time of posting, that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the parcel or on a Despatch Note or Customs Declaration attached to or stuck on the parcel and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :—

" If not deliverable as addressed—abandon. "

" If not deliverable as addressed—deliver to..... "

3. Paragraphs 1 and 2 of this article apply only to terminal parcels and to transit parcels exchanged between the United States of America and the countries of the British Empire other than India. The sender of any other transit parcel which cannot be delivered shall be consulted as to the disposal of the parcel unless the country of destination has made other arrangements with the country of origin. Any advice of non-delivery shall be sent directly from the country of destination to the country of origin.

4. Any charges due in respect of the return of the redirection of a parcel from one country to the other shall be collected from the sender or the addressee, as the case may be.

5. Particulars of each returned parcel on which accrued charges are due to the returning office shall be entered on the parcel bill with the addition of the word " Returned ". Other returned parcels shall be advised in the same manner as ordinary parcels.

6. Articles liable to deterioration or corruption, and these only, may, however, be sold immediately even on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality, for the benefit of the right party.

The sum realised by the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel ; any balance which there may be shall be remitted to the office of origin to be paid to the sender, on whom the expense of forwarding it shall fall.

If for any reason a sale is impossible, the spoilt or worthless articles shall be destroyed. The sale or destruction shall be recorded.

7. Provided that the formalities prescribed by the Customs Authorities concerned are fulfilled, the Customs charges, properly so called, on parcels destroyed, abandoned by the sender, sent back to the country of origin, or redirected to another country, shall be cancelled both in Great Britain and Northern Ireland and in the United States of America.

XIII. Réexpédition.

La réexpédition des colis dans le réseau postal du pays de destination donne lieu à la perception de taxes supplémentaires qui pourront être prescrites par le règlement du service intérieur du dit pays.

XIV. Interdiction de percevoir des droits autres que ceux que prévoit le présent Accord.

Les colis auxquels s'applique le présent Accord ne peuvent être frappés d'aucune taxe postale autre que celle que prévoient les divers articles du présent Accord.

XV. Non remise.

1. Sauf dispositions contraires de la part de l'expéditeur, un colis qui ne peut être remis à l'adresse indiquée, sera renvoyé à l'expéditeur sans préavis et à ses frais.

2. L'expéditeur a la faculté de demander, au moment du dépôt, que si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, il soit : *(a)* traité comme colis abandonné, ou *(b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre procédure n'est admise. Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande doit figurer bien en évidence soit sur le colis, soit sur un bulletin d'expédition, ou une déclaration en douane attachée ou collée au colis ; elle doit, en outre, reproduire exactement, ou à peu près, l'une des formules ci-après :

« En cas de remise impossible à l'adresse indiquée : Abandonner. »

« En cas de remise impossible à l'adresse indiquée : Livrer à..... »

3. Les alinéas 1 et 2 du présent article s'appliquent seulement aux colis à destination des points extrêmes du parcours et aux colis en transit échangés entre les Etats-Unis d'Amérique, d'une part, et les pays de l'Empire britannique autre que l'Inde d'autre part. L'expéditeur de tout autre colis en transit, qui ne pourra être remis, sera consulté quant au sort ultérieur de ce colis, à moins que le pays de destination n'ait conclu d'autres arrangements avec le pays d'origine. Les avis de non-remise seront adressés directement par le pays de destination au pays d'origine.

4. Les taxes dues pour retour ou réexpédition de colis d'un pays à l'autre seront perçues auprès de l'expéditeur ou du destinataire, selon le cas.

5. Les détails relatifs à chaque colis en retour pour lequel il est dû des majorations de taxes, acquises au bureau qui effectue le retour, seront inscrits sur le bulletin d'expédition des colis avec la mention « Retour ». Les autres colis en retour seront signalés de la même façon que les colis ordinaires.

6. Les articles susceptibles de se détériorer ou de se corrompre peuvent seuls être vendus immédiatement, même en cours de route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable ni formalité judiciaire, au profit de qui de droit.

Le produit de la vente servira en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent l'envoi ; l'excédent éventuel sera transmis au bureau d'origine pour être versé à l'expéditeur, qui supportera les frais de l'envoi.

Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou sans valeur seront détruits. Il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

7. A condition que soient observées les formalités prescrites par les autorités douanières intéressées, les droits de douane proprement dits, afférents aux colis ainsi détruits, abandonnés par l'expéditeur, retournés au pays d'origine ou réexpédiés sur un tiers pays, seront annulés tant en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord que dans les Etats-Unis d'Amérique.

XVI. RETRANSMISSION.

1. Mis-sent parcels shall be forwarded to their destination by the most direct route at the disposal of the office retransmitting them. When this retransmission involves the return of the parcels to the office of origin, the retransmitting office of exchange shall credit that office with the allowances received after having called attention to the error by means of a Verification Note.

2. In the contrary case, and if the amount allowed by the despatching office to the retransmitting office is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, it shall recover the difference by making a suitable amendment to the parcel bill of the despatching office of exchange. The reason for this amendment shall be notified to the said office by means of a verification note.

When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error on the part of the postal service and has for this reason to be returned to the country of origin, the procedure followed shall be the same as if the parcel had to be sent back to the despatching office in consequence of mis-sending.

3. A re-directed parcel shall be accompanied by the Despatch Note, if any, prepared by the office of origin. In case the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked or the original Despatch Note replaced by a substitute note, it is essential that the name of the office of origin of the parcel and the original serial number appear both on the parcel and on the Despatch Note.

XVII. RESPONSIBILITY NOT ACCEPTED FOR UNINSURED PARCELS.

Neither the sender nor the addressee of an uninsured parcel shall be entitled to compensation for the loss of the parcel or for the abstraction of or damage to its contents.

XVIII. RECEPTACLES.

Each Administration shall provide the bags necessary for the despatch of its parcels. The bags shall be returned empty to the country of origin by the next mail. Empty bags shall be made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and the total number of such bags shall be advised on the parcel bill.

XIX. ACCOUNTING.

1. *Terminal parcels.* — At the end of each quarter the creditor country shall prepare an account of the amount due to it in respect of the parcels received in excess of those despatched.

2. *Transit parcels.* — Each Administration shall also prepare quarterly an account showing the sums due for parcels sent by the other Administration for onward transmission.

3. These accounts shall be submitted to the examination of the corresponding Administration in the course of the month which follows the quarter to which they relate.

4. The compilation, transmission, verification and acceptance of the accounts must be effected as early as possible and the payment resulting from the balance must be made at the latest before the end of the following quarter.

5. Payment of the balances due on these accounts between the two Administrations shall be effected by means of drafts on New York or in any other manner which may be agreed upon mutually between the two Administrations, the expense attendant on the payment being at the charge of the indebted office.

XVI. Réexpédition.

1. Les colis postaux réexpédiés par suite de fausse direction seront acheminés par la voie la plus directe que puisse utiliser le bureau réexpéditeur. Lorsque la réexpédition entraîne le retour du colis au bureau d'origine, le bureau d'échange réexpéditeur inscrira au crédit de l'autre bureau les bonifications reçues après avoir signalé l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Dans le cas contraire et si le montant bonifié par le bureau expéditeur au bureau réexpéditeur est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, il se créditera de la différence en majorant dans la proportion convenable la somme inscrite à son avoir sur la feuille de route du bureau d'échange expéditeur. Le bureau expéditeur sera avisé du motif de cette rectification au moyen d'un bulletin de vérification.

Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être retourné au pays d'origine, il est procédé de la même manière que si le colis devait être retourné au bureau expéditeur par suite de fausse direction.

3. A toute réexpédition de colis devra être joint, le cas échéant, le bulletin d'expédition préparé par le bureau d'origine. Si le colis, pour une raison quelconque, doit être remballé ou si le bulletin primitif doit être remplacé par un bulletin supplémentaire, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis, ainsi que le numéro d'enregistrement primitif, figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

XVII. Non-responsabilité pour colis sans déclaration de valeur.

L'expéditeur ou le destinataire d'un colis sans déclaration de valeur n'auront droit à aucun dommage-intérêt en cas soit de perte du colis, soit de spoliation ou d'avarie du contenu.

XVIII. Récipients.

Chacune des Administrations fournira les sacs nécessaires à l'expédition de ses colis. Ces sacs seront renvoyés vides au pays d'origine par le courrier suivant. Les sacs vides seront empaquetés par 10 (9 sacs à l'intérieur du dixième) et le nombre total de ces sacs sera signalé sur le bulletin d'expédition des colis.

XIX. Comptabilité.

1. *Colis terminaux.* — A la fin de chaque trimestre le pays créditeur établira un état des sommes qui lui sont dues pour le nombre de colis reçus par lui en excédent du nombre de colis expédiés.

2. *Colis en transit.* — Chaque Administration établira également, tous les trimestres, un état indiquant les sommes qui lui sont dues pour les colis expédiés par la seconde Administration, à charge pour la première de les transmettre à une destination ultérieure.

3. Ces états seront soumis à l'examen de l'Administration correspondante, dans le courant du mois qui suit le trimestre auquel ils se rapportent.

4. L'établissement, l'envoi, la vérification et l'acceptation des comptes doivent s'effectuer dans le plus bref délai possible. Le versement du solde résultant de la balance, doit s'effectuer au plus tard avant l'expiration du trimestre suivant.

5. Le règlement des soldes résultant de la balance des comptes réciproques entre les deux Administrations, s'effectuera au moyen de traites sur New-York ou de toute autre façon dont il pourra être convenu entre les deux Administrations ; les frais afférents au règlement de compte incombent au bureau débiteur.

XX. MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE AGREEMENT.

1. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement, may be mutually arranged through correspondence.

2. If no arrangement has been made, the internal legislation of both Great Britain and Northern Ireland and the United States of America shall apply.

3. The Administrations shall communicate to each other from time to time the provisions of their laws or regulations applicable to the conveyance of parcels by Parcel Post.

XXI. DURATION OF AGREEMENT.

1. This Agreement shall come into operation on a date to be mutually settled between the Administrations of the two countries.

2. It shall remain in force until one of the two Contracting Parties has given notice to the other, one year in advance, of its intention to terminate it.

Done in duplicate at Washington the first day of October and at London the twenty-seventh day of October, 1924.

(L. S.) HARRY S. NEW
Postmaster-General of the United States of America.

(L. S.) VERNON HARTSHORN
Postmaster-General of Great Britain and Northern Ireland.

XX. QUESTIONS NON VISÉES PAR LE PRÉSENT ACCORD.

1. Les autres questions de détail qui se rattachent aux dispositions générales du présent Accord, peuvent être réglées de part et d'autre par voie de correspondance.

2. Seront applicables, en l'absence d'arrangement, les dispositions de la législation intérieure de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, d'une part, et de celle des Etats-Unis d'Amérique, d'autre part.

3. Les deux Administrations se communiqueront, de temps à autre, les dispositions de leurs lois et règlements applicables au transport des colis par l'intermédiaire des postes.

XXI. DURÉE DE VALIDITÉ DE L'ACCORD.

1. Le présent Accord entrera en vigueur à une date à convenir entre les Administrations des deux pays intéressés.

2. Il restera en vigueur tant que l'une des deux Parties contractantes n'aura pas signifié à l'autre Partie, moyennant préavis d'une année, son intention de le dénoncer.

Fait en double expédition, à Washington, le premier octobre, et à Londres, le vingt-sept octobre 1924.

(L. S.) HARRY S. NEW,
Directeur général des Postes des Etats-Unis d'Amérique.

(L. S.) VERNON HARTSHORN,
Directeur général des Postes de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord.

N° 856.

GRANDE-BRETAGNE ET FRANCE

Echange de notes accordant des facilités réciproques aux marins et gradés de la marine britannique et de la marine française traversant leurs territoires respectifs. Paris, les 5 et 28 janvier 1925.

GREAT BRITAIN AND FRANCE

Exchange of Notes agreeing to the Grant Reciprocal of Facilities to French and British Naval Ratings passing respectively through British and French Territory. Paris, January 5 and 28, 1925.

No. 856. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRITISH AND FRENCH GOVERNMENTS AGREEING TO THE RECIPROCAL GRANT OF FACILITIES TO BRITISH AND FRENCH NAVAL RATINGS PASSING RESPECTIVELY THROUGH BRITISH AND FRENCH TERRITORY. PARIS, JANUARY 5 AND 28, 1925.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Echange de Notes a eu lieu le 22 avril 1925.

January 5th, 1925.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

With reference to recent correspondence respecting the grant of reciprocal facilities to British and French naval ratings passing respectively through French and British territory, I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform Your Excellency that, on learning that the French Government will grant general permission to British naval ratings, whether single or in small parties, proceeding to or from their ships and travelling in uniform and in possession of passports, to pass through France, His Majesty's Government on their part will grant general permission to French naval ratings in similar circumstances to pass through the territory of Great Britain and Northern Ireland.

Should Your Excellency agree to this proposal, the present note and Your Excellency's reply would be regarded by His Majesty's Government as constituting an agreement between our respective Governments in the matter.

I have the honour to be, with the highest consideration,

Monsieur le Président du Conseil,
Your Excellency's most obedient,
humble Servant.

(Signed) CREWE.

His Excellency,
Monsieur Edouard HERRIOT,
President of the Council,
Minister for Foreign Affairs.

No. 856. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET FRANÇAIS ACCORDANT DES FACILITÉS RÉCIPROQUES AUX MARINS ET GRADÉS DE LA MARINE BRITANNIQUE ET DE LA MARINE FRANÇAISE TRAVERSANT LEURS TERRITOIRES RESPECTIFS. PARIS, LES 5 ET 28 JANVIER 1925.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place April 22, 1925.

[1] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

Le 5 janvier 1925.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Me référant à la correspondance échangée récemment au sujet de l'octroi réciproque de facilités aux marins et gradés de la marine britannique et française traversant respectivement les territoires français et britannique, j'ai l'honneur, conformément aux instructions du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, dès qu'il sera informé que le Gouvernement français est disposé à accorder aux marins et gradés de la marine britannique, isolément ou en petits groupes, venant de leur navire ou s'y rendant, voyageant en uniforme et munis de passeport, l'autorisation générale de traverser la France, accordera, de son côté, aux marins et gradés de la marine française, dans les mêmes conditions, l'autorisation générale de traverser les territoires de la Grande-Bretagne et de l'Irlande septentrionale.

Si Votre Excellence approuve cette proposition, la présente note et la réponse de Votre Excellence seront considérées par le Gouvernement de Sa Majesté comme constituant un accord en la matière entre les deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Conseil, etc....

(Signé) CREWE.

A Son Excellence,
Monsieur Edouard HERRIOT,
Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

DIRECTION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES

SOUS-DIRECTION
DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET DES UNIONS INTERNATIONALES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, *le* 28 *janvier* 1925.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par lettre en date du 5 de ce mois, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que, du moment où le Gouvernement de la République française se déclarait disposé à accorder aux marins et gradés de la marine britannique, isolés ou en petits groupes, se rendant à leur bâtiment ou les quittant, voyageant en uniforme et porteurs de passeports, l'autorisation générale de traverser la France, le Gouvernement de S. M. Britannique, de son côté accordera aux marins et gradés de la marine française, dans des circonstances semblables, l'autorisation générale de traverser les territoires de la Grande-Bretagne et de l'Irlande septentrionale.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement français accorde volontiers l'autorisation générale dont il s'agit et considère, suivant la suggestion du Gouvernement britannique, la lettre de Votre Excellence en date du 5 de ce mois et la présente réponse à cette lettre comme constituant ensemble un arrangement spécial en la matière entre les deux Gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) E. HERRIOT.

Son Excellence
Monsieur le Marquis de CREWE,
Ambassadeur de Grande-Bretagne
à Paris.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS,
DEPARTMENT FOR ADMINISTRATIVE AND TECHNICAL AFFAIRS,
SUB-DEPARTMENT FOR ADMINISTRATIVE AFFAIRS AND INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

FRENCH REPUBLIC

PARIS, *January* 28, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

In a letter of the 5th instant, you were good enough to inform me that, on learning that the French Government will grant general permission to British naval ratings, whether single or in small parties, proceeding to or from their ships and travelling in uniform and in possession of passports, to pass through France, His Majesty's Government on their part will grant general permission to French naval ratings in similar circumstances to pass through the territory of Great Britain and Northern Ireland.

I have the honour to acquaint Your Excellency that the French Government is glad to grant the general permission in question, and that, in accordance with the British Government's suggestion, it regards Your Excellency's letter of the 5th instant and the present reply thereto as together constituting a special arrangement between our respective Governments in the matter.

I have, etc.

(Signed) E. HERRIOT.

To His Excellency
The Most Honourable the Marquess of CREWE,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Paris.

No. 856

N° 857.

BELGIQUE
ET ROYAUME-UNI

Echange de notes confirmant l'Arrangement entre la Belgique et le Royaume-Uni, signé à Nairobi, le 19 août 1922, pour l'échange de mandats-postaux entre l'Administration des postes du Congo belge et l'Administration des postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Ouganda. Londres, le 18 février 1925.

BELGIUM
AND UNITED KINGDOM

Exchange of Notes confirming the Agreement between Belgium and the United Kingdom, signed at Nairobi, August 19, 1922, for an Exchange of Money-Orders between the Post Office of the Belgian Congo and the Post Office of the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate. London, February 18, 1925.

No. 857. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN AND BRITISH GOVERNMENTS CONFIRMING THE AGREEMENT BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM, SIGNED AT NAIROBI, AUGUST 19, 1922, FOR AN EXCHANGE OF MONEY-ORDERS BETWEEN THE POST OFFICE OF THE BELGIAN CONGO AND THE POST OFFICE OF THE COLONY AND PROTECTORATE OF KENYA AND THE UGANDA PROTECTORATE. LONDON, FEBRUARY 18, 1925.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Echange de Notes a eu lieu le 22 avril 1925.

I.

FOREIGN OFFICE, S.W.1
No. T/1311/1311/382.

18th *February*, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note of the 5th instant (No. 360) and previous correspondence, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government approve the provisional Agreements signed at Nairobi on August 19th, 1922, between the Post Office of the Belgian Congo, on the one hand and the Post Office of the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate, on the other, for the exchange of money-orders and postal parcels respectively, the texts of which Agreements, embodying certain amendments since agreed upon by His Majesty's Government and the Belgian Government, are annexed hereto.

I shall be glad to learn whether the Belgian Government also approve these Agreements. In this event the present note and your reply in similar terms would be regarded as constituting the understanding arrived at between our respective Governments in the matter.

I have the honour to be, with the highest consideration,
Your Excellency's obedient Servant,

(Signed) AUSTEN CHAMBERLAIN.

His Excellency,
Baron MONCHEUR, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

No. 857. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET BRITANNIQUE CONFIRMANT L'ARRANGEMENT ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME-UNI, SIGNÉ A NAIROBI, LE 19 AOUT 1922, POUR L'ÉCHANGE DE MANDATS-POSTAUX ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU CONGO BELGE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA COLONIE ET DU PROTECTORAT DU KENYA ET DU PROTECTORAT DE L'OUGANDA. LONDRES, LE 18 FÉVRIER 1925.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place April 22, 1925.

[1] TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
No. T. 1311/1311/382.

18 *février* 1925.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à votre note N° 360, en date du 5 courant, ainsi qu'à la correspondance antérieure, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté approuve les arrangements provisoires signés à Nairobi, le 19 août 1922 entre l'Administration des Postes du Congo Belge, d'une part, et l'Administration des Postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Ouganda, d'autre part, et relatifs, l'un à l'échange de mandats postaux et l'autre, à l'échange de colis postaux ; les textes des dits arrangements, qui ont subi certaines modifications au sujet desquelles le Gouvernement britannique et le Gouvernement belge se sont mis d'accord entre temps, sont joints à la présente communication.

Je serais heureux d'être informé si le Gouvernement belge approuve également ces arrangements. Dans l'affirmative, la présente note, ainsi que votre réponse, rédigée dans des termes semblables, seraient considérées comme marquant l'accord intervenu entre nos Gouvernements respectifs au sujet de cette question.

Veuillez agréer, etc...

(Signé) AUSTEN CHAMBERLAIN.

Son Excellence,
le baron MONCHEUR, G.C.V.O.,
etc..., etc..., etc...

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

II.

40 °
N° 508
Pl. annexes.

AMBASSADE DE BELGIQUE, LONDRES.

le 18 *février* 1925.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre de Votre Excellence en date de ce jour, N° T 1311/1311/382, par laquelle Elle a bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique approuve les deux arrangements provisoires, signés à Nairobi, le 19 août 1922, entre l'Administration des Postes du Congo belge, d'une part, et l'Administration des Postes de la Colonie et du Protectorat de Kenya et du Protectorat de l'Ouganda d'autre part, et relatifs, l'une à l'échange de mandats postaux et l'autre à l'échange de colis postaux.

Ces arrangements dont les textes, qui ont subi certaines modifications au sujet desquelles le Gouvernement britannique et le Gouvernement du Roi se sont mis d'accord entre temps, étaient joints à la communication précitée de Votre Excellence.

Il m'est agréable d'informer Votre Excellence que le Gouvernement du Roi approuve également ces arrangements. Cela étant, la lettre de Votre Excellence et ma réponse marqueront l'accord intervenu entre nos Gouvernements respectifs au sujet de cette question.

Je saisis cette occasion pour Lui renouveler les assurances de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Son très humble et obéissant serviteur,

(Signé) Bn. MONCHEUR.

Son Excellence,
The Right Honourable
Austen CHAMBERLAIN, M. P.,
Secrétaire d'Etat principal pour les Affaires étrangères,
Foreign Office, S. W. 1.

II.

40 0
No. 508.
With annexes.

BELGIAN EMBASSY IN LONDON,

February 18, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge your letter No. T. 1311/1311/382, in which you were good enough to inform me that His Britannic Majesty's Government approves the two provisional agreements which were signed at Nairobi, on August 19, 1922, between the Post Office of the Belgian Congo, on the one hand, and the Post Office of the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate, on the other, and which relate to the exchange of money-orders and postal parcels respectively.

These Agreements, the texts of which embody certain amendments since agreed upon by the British Government and the Royal Government, were attached to Your Excellency's communication.

I am happy to inform you that the Royal Government also approves these Agreements, and that Your Excellency's letter and my reply thereto will accordingly be regarded as constituting the understanding arrived at between our respective Governments in the matter.

I have the honour, etc.

(Signed) Bn. MONCHEUR.

To His Excellency
The Rt. Hon. Austen CHAMBERLAIN, M.P.,
Principal Secretary of State for Foreign Affairs,
Foreign Office, S.W.1.

AGREEMENT

BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND BELGIUM FOR AN EXCHANGE OF MONEY-ORDERS BETWEEN THE POST OFFICE OF THE BELGIAN CONGO AND THE POST OFFICE OF THE COLONY AND PROTECTORATE OF KENYA AND THE UGANDA PROTECTORATE.

Article 1.

There shall be a regular exchange of money-orders between the Belgian Congo and the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate by means of the mail services usually employed for the exchange of correspondence.

Article 2.

The money-order business between the two countries shall be performed exclusively through offices of exchange communicating with each other by means of lists, as is explained more particularly below, the money-orders being made out and forwarded to the payees by the office of exchange of the country in which the orders are payable. The offices of exchange shall be, on the side of the Belgian Congo, Kasenyi, and on the side of the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate, Jinja.

Article 3.

The amount of the orders exchanged in both directions shall be expressed in the East African shilling currency.

Article 4.

The maximum amount for which a money-order may be drawn in either country upon the other shall be shillings 800 (shillings eight hundred).

Article 5.

The manner and conditions of issuing money-orders in either country shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of issue.

Article 6.

The cost of the money-orders, *i.e.* the amount to be paid for them by the remitters in the currency

ARRANGEMENT

ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA BELGIQUE POUR L'ÉCHANGE DE MANDATS-POSTE ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU CONGO BELGE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA COLONIE ET DU PROTECTORAT DU KENYA ET DU PROTECTORAT DE L'OUGANDA.

Article 1.

Il sera organisé un service régulier d'échange de mandats-poste entre le Congo belge et la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda, au moyen des services employés habituellement pour l'échange des correspondances.

Article 2.

Les échanges de mandats-poste entre les deux pays s'effectueront exclusivement entre les offices d'échange au moyen de listes décrites spécialement plus loin ; les mandats-poste seront créés et expédiés aux destinataires par l'office d'échange du pays qui devra les payer. Les offices d'échange seront : Kasenyi, du côté du Congo belge et Jinja du côté de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda.

Article 3.

Le montant des mandats échangés dans les deux directions sera exprimé en shillings de l'Est Africain.

Article 4.

Le montant maximum pour lequel un mandat peut être émis dans chaque pays, sera 800 shillings (huit cents shillings).

Article 5.

Le mode et les conditions d'émission des mandats poste dans chacun des deux pays seront déterminés par les règlements en vigueur à l'époque dans le pays d'émission.

Article 6.

La taxe des mandats-poste sur les sommes à verser par les expéditeurs dans la monnaie

of the country of issue, shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of issue.

Each country shall communicate to the other the regulations relating to the charges for money-orders issued in force for the time being.

Article 7.

Applications by remitters for the alteration or correction of the name of the payee shall be received under the regulations of the country of issue, and forwarded to the country of payment for disposal under its regulations, accompanied by such information as may be necessary for the identification of the particular orders referred to.

Applications by remitters for repayment of orders shall be received and forwarded in like manner, the repayment being made only under the authority of the country of payment and according to the regulations of the country of issue.

Article 8.

The conversion of the amounts of money-orders advised in both directions shall be made at the Kasenyi office of exchange. The rate of conversion used shall be that current on the date of the despatch of the advice lists from Kasenyi in the case of money-orders issued in the Belgian Congo and on the date of the receipt of the advice lists at Kasenyi in the case of orders issued in the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate.

Article 9.

The manner and conditions of paying orders, including stoppage of payment, renewal of orders, issue of duplicate orders and other services affecting payment, shall be governed by the regulations in force for the time being in the country of payment.

Article 10.

The amount of money-orders not ultimately paid, *i.e.*, of money-orders which become void under the regulations of the country of payment, shall belong to the country of issue.

Article 11.

The country of issue which collects the money from remitters shall account to the country of

du pays d'émission, sera fixée par les règlements en vigueur à l'époque dans le pays d'émission.

Chaque pays communiquera à l'autre les règlements déterminant les taxes pour les mandats-poste en vigueur à l'époque.

Article 7.

Les demandes des expéditeurs pour les changements ou les rectifications du nom du destinataire seront acceptées aux conditions fixées par les règlements du pays d'émission et expédiées au pays de destination pour être traitées suivant les règlements de ce dernier ; elles seront accompagnées de toute information nécessaire pour l'identification des titres auxquels elles se rapportent.

Les demandes de retrait de mandats seront acceptées et expédiées dans les mêmes conditions, le remboursement n'étant effectué qu'avec l'autorisation du pays de destination et suivant les règlements du pays d'origine.

Article 8.

La conversion des montants des mandats envoyés dans les deux sens sera opérée au bureau d'échange de Kasenyi, Le taux de conversion employé sera celui de la date de l'envoi de la liste d'avis de Kasenyi dans le cas de mandats émis au Congo belge et celui de la date de la réception de la liste d'avis à Kasenyi dans le cas de mandats émis dans la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda.

Article 9.

Le mode et les conditions de paiement, y compris l'opposition au paiement, le remplacement des titres, l'émission de duplicata et autres services se rapportant au paiement seront déterminés par les règlements en vigueur à l'époque dans le pays où le paiement doit être effectué.

Article 10.

Le montant des mandats-poste périmés, c'est-à-dire des mandats devenus nuls d'après les règlements du pays de destination, appartiendront au pays d'émission.

Article 11.

Le pays d'émission qui encaisse les sommes des expéditeurs créditera le pays de paiement

payment for the total amount of orders issued, together with one-half per cent additional on the total by way of commission.

Article 12.

The offices of exchange shall communicate to each other by each mail the particulars of money-orders issued, by means of lists in the annexed forms marked *A* and *AA*, giving all particulars for which provision is made in the forms.

The particulars as to names shall include the surname and at least the initial of one Christian name both of the remitter and of the payee, or the name of the firm or company who are the remitters or payees. The address of the payee must be given fully and precisely, as on it depends the determination by the receiving office of exchange of the office where the order shall be made payable.

Article 13.

Besides the particulars of money-orders issued, the lists mentioned in Article 12 shall contain particulars of orders authorised to be repaid to the remitters.

Article 14.

Blank lists shall be forwarded in case there shall be no money-orders to communicate.

Article 15.

Should any list not be received in due course, the despatching office shall, on receiving information to that effect, transmit without delay a duplicate thereof.

Article 16.

The lists despatched from each office of exchange shall be numbered consecutively, commencing with No. 1 for the first list of each calendar year, and these numbers shall be termed the " List Numbers ".

Article 17.

The entries in the lists respecting orders issued shall also bear consecutive numbers commencing with No. 1 for each list, and these numbers shall be termed " Entry Numbers ".

pour le montant total des mandats émis, plus une commission de un demi pour cent sur ce total.

Article 12.

Les offices d'échange se communiqueront réciproquement par chaque dépêche les détails des mandats-poste émis, au moyen de listes conformes aux modèles *A* et *AA* donnant tous les renseignements prévus par les formulaires.

Les indications quant aux noms comprendront le nom patronymique et au moins l'initiale de l'un des prénoms, tant pour l'envoyeur que pour le bénéficiaire, ou le nom de la firme ou société expéditrice ou bénéficiaire. L'adresse du bénéficiaire doit être donnée complètement et avec précision pour permettre à l'office d'échange de réception d'indiquer le bureau payeur.

Article 13.

Outre les renseignements se rapportant aux mandats émis, les listes dont il s'agit à l'article 12 porteront les indications relatives aux mandats dont le remboursement aux envoyeurs a été autorisé.

Article 14.

Des listes « Néant » seront fournies au cas où il n'y aurait pas de mandats-poste à échanger.

Article 15.

Si une liste n'était pas parvenue en temps opportun, l'office expéditeur recevant une information à cet effet, aurait à transmettre sans délai un duplicata de cette liste.

Article 16.

Les listes expédiées par chaque office d'échange seront numérotées suivant une série commençant par le numéro 1 pour la première liste de chaque année calendrier ; ces numéros seront dénommés « numéros de listes ».

Article 17.

Les inscriptions sur les listes des mandats émis devront également être numérotées suivant une série commençant par le N° 1 pour chaque liste et ces numéros seront dénommés « Numéros d'inscription ».

Article 18.

Each list shall be carefully verified by the receiving office of exchange, and corrected when it contains simple errors, such corrections being communicated to the despatching office of exchange.

Article 19.

When a list shall contain errors or irregularities which cannot be rectified without previous communication with the despatching office, the receiving office shall request an explanation from the despatching office. This explanation shall be given with as little delay as possible, and in the meantime the payment of orders dependent on the irregular entries shall be suspended.

Article 20.

As soon as the Kasenyi office of exchange shall have received from the Colony and Protectorate of Kenya and Uganda Protectorate all lists bearing dates in any quarter, these lists, as well as the Belgian Congo lists bearing dates in the same quarter, shall be made the subject of a quarterly account in the annexed form *B*.

Article 21.

The account referred to in Article 20 shall be based on the lists prepared by the office of issue, no account being taken of any discrepancies which may have been discovered. When an error in the preparation of a list is discovered, it shall be notified by means of a Verification Note, and shall be corrected by means of an entry in a subsequent list.

Article 22.

The quarterly account shall also include all transactions other than those recorded in the lists, as, for example, adjustments of previous accounts or entries of payments on account already made in accordance with the provisions of Article 24.

Article 23.

A copy of the account mentioned in Article 20 shall be forwarded to the Jinja office of exchange. If the balance be in favour of the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protecto-

Article 18.

Chaque liste sera soigneusement vérifiée par le bureau d'échange réceptionnaire et corrigée si elle contient de simples erreurs ; ces corrections seront notifiées au bureau d'échange expéditeur.

Article 19.

Si une liste contient des erreurs ou comporte des irrégularités qui ne peuvent être rectifiées sans en référer au préalable à l'office expéditeur, le bureau réceptionnaire demandera des éclaircissements au bureau expéditeur. Ces éclaircissements seront donnés dans un délai aussi court que possible et, entre-temps, le paiement des mandats auxquels se rapportent les inscriptions irrégulières sera suspendu.

Article 20.

Aussitôt que l'office d'échange de Kasenyi aura reçu de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda, toutes les listes se rapportant à un trimestre, ces listes et celles du Congo belge portant sur le même trimestre feront l'objet d'un compte trimestriel sur formulaire conforme au modèle *B*.

Article 21.

Le compte dont il est question à l'article 20 sera établi d'après les listes dressées par l'office d'origine, sans tenir compte des discordances qui seraient éventuellement constatées. Toute différence reconnue dans l'établissement d'une liste sera signalée par bulletin de vérification et sera régularisée au moyen d'une inscription sur une liste subséquente.

Article 22.

Le compte trimestriel comprendra également toutes opérations autres que celles accusées par les listes, comme, par exemple, les rectifications des comptes antérieurs ou l'indication des acomptes versés déjà en vertu des dispositions de l'article 24.

Article 23.

Une copie du compte dont il s'agit à l'article 20 sera adressée à l'Office d'échange de Jinja. Si la balance est en faveur de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda,

rate, payment will be effected without undue delay by a bill of exchange drawn in Brussels on London in favour of the Crown Agents for the Colonies, London, for credit of the Kenya Government at the rate of twenty East Africa shillings to the pound sterling. If the balance be in favour of the Belgian Congo, settlement will be effected by a payment in the Nairobi Branch of the National Bank of India in favour of the Postmaster, Kasenyi. The Belgian Congo will, if required, make a deposit of £200 sterling (two hundred pounds sterling) with the Crown Agents for the Colonies, London, in respect of balances which may be due by the Belgian Congo to the Colony and Protectorate of Kenya and Uganda Protectorate in the interim between settlement of the quarterly accounts mentioned in Article 20. The foregoing method of settlement may be modified in any respect by mutual agreement.

Article 24.

If in the interval between two quarterly adjustments either of the two postal Administrations shall find on balancing the lists actually received against those actually despatched that it owes the other Administration a sum exceeding shillings 10,000 (shillings ten thousand), the indebted Administration shall at once, or as soon as may be practicable, remit the amount of its debt. This payment shall be treated as an instalment towards the adjustment of the next quarterly account.

Article 25.

Each office shall have authority to suspend temporarily the exchange of money-orders in case the course of exchange, or any other circumstances, shall give rise to abuses or cause detriment to the revenue.

Article 26.

For ordinary correspondence affecting the preparation, transmission or correction of lists, accounts, etc., the offices of exchange shall be the media of communication ; but, in matters involving questions other than those of detail, the offices of correspondence shall be the office of the " Chef du service " Post and Telegraphs, Boma, on the one hand, and that of the Postmaster-General, Nairobi, on the other hand.

Article 27.

The Department charged with the control of money-orders in either country shall have

le paiement sera effectué le plus tôt possible par lettre de change tirée de Bruxelles sur Londres en faveur de « The Crown Agents for the Colonies, London » au crédit du Gouvernement du Kenya, au taux de vingt shillings de l'Est Africain par livre sterling. Si la balance est en faveur du Congo belge, le règlement sera effectué par un transfert de l'agence à Nairobi de la « National Bank of India » en faveur du percepteur des postes à Kasenyi. Le Congo belge fera, au besoin, un dépôt de £200 sterling (deux cents livres sterling) en mains de « The Crown Agents for the Colonies, London », en vue de compenser les sommes qui pourraient être dues à la Colonie et au Protectorat du Kenya et au Protectorat de l'Uganda, en attendant le règlement du compte trimestriel prévu à l'article 20. Le mode de règlement des comptes prévu ci-dessus peut être modifié de commun accord entre les deux Administrations.

Article 24.

Si dans l'intervalle de deux comptes trimestriels, l'une ou l'autre des deux Administrations constate, en établissant la balance des listes déjà reçues et de celles déjà expédiées, que le solde en faveur de l'autre Administration dépasse une somme de 10,000 shillings (dix mille shillings) l'Administration débitrice procédera de suite, ou dans le plus bref délai possible, au paiement de sa dette. Ce paiement sera considéré comme un acompte sur le règlement du prochain compte trimestriel.

Article 25.

Chaque office sera autorisé à suspendre temporairement l'échange des mandats-poste en cas de fluctuation des changes ou en toute autre circonstance de nature à donner lieu à des abus ou à causer un préjudice au Trésor.

Article 26.

La correspondance ordinaire relative à l'établissement, à la transmission ou à la rectification des listes, comptes, etc... sera échangée entre les offices d'échange ; mais pour les affaires s'écartant des questions de détails, les correspondances seront échangées entre le chef du service des postes et télégraphes à Boma et le Postmaster-General à Nairobi.

Article 27.

Le service chargé du contrôle des mandats-poste dans chacun des deux pays, sera autorisé

authority to adopt any additional rules (if not repugnant to the foregoing) for the greater security against fraud or for the better working of the system generally. All such additional rules, however, shall be communicated by the one Department to the other.

Article 28.

The Postal Administrations of the Belgian Congo and the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate shall also each be entitled to transmit money-orders through the medium of the other Administration to any country with which the latter exchanges money-orders, on terms to be settled beforehand by common consent between the two postal Administrations.

Article 29.

The present Arrangement shall take effect at once and will also apply to the territories of Ruanda-Urundi. It shall then continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the Contracting Parties, or until one year after the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to determine it.

à adopter toute réglementation complémentaire (si elle n'est pas en opposition avec ce qui précède), en vue d'obtenir plus de garantie contre la fraude ou pour une meilleure organisation générale. Toute réglementation complémentaire à ce sujet devra cependant être notifiée à l'autre Administration.

Article 28.

Les Administrations des postes du Congo belge et de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda seront également autorisées à expédier des mandats-poste par l'intermédiaire de l'autre Administration pour tous pays avec lesquels cette dernière échange des mandats et ce, aux conditions à fixer au préalable, de commun accord entre les deux Administrations.

Article 29.

Le présent Arrangement entrera en vigueur immédiatement et sera applicable aux territoires du Ruanda-Urundi. Il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit modifié ou abrogé par consentement mutuel des deux Parties contractantes ou jusqu'à l'expiration d'une année après la date à laquelle une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

A. DE KASENYI A JINJA.

Liste N° ..... Datée le .....

Liste des mandats expédiés par le Congo Belge à la Colonie et au Protectorat du Kenya et au Protectorat de l'Uganda.

Renseignements à fournir par l'Office du Congo Belge. A l'usage de l'Office du Kenya et de l'Uganda.

N° d'entrée	Date du reçu délivré au déposant	Bureau qui a reçu les fonds	Nom et adresse du déposant	Nom du bénéficiaire	Adresse du bénéficiaire	Montant du mandat		Equivalent en valeurs de la Colonie et du Protectorat du Kenya et de l'Uganda		Numéro du mandat	Remarques
						Fr.	Ct.	Shgs.	Cts.		
					Total						

Liste des mandats annulés, ainsi que des mandats pour lesquels les déposants dans la Colonie et Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda ont autorisé le remboursement par la présente.

Kenya et Uganda (A. A.) Liste dans laquelle les mandats étaient d'abord compris. A l'usage de l'Office du Kenya et de l'Uganda.

N° de la liste	Date	N° d'entrée	Nom et adresse du déposant y cité	Montant du mandat		Equivalent en valeurs de la Colonie et du Protectorat du Kenya et de l'Uganda		Numéro du mandat	Remarques
				Fr.	Ct.	Shgs.	Cts.		
			Total						

N. B. — Les mandats annulés devront être marqués par le mot « annulé » écrit à côté du numéro dans la colonne 1.

A. FROM KASENYI TO JINJA.

List No. ..... Dated .....

List of Money Orders drawn in Belgian Congo upon the Colony and Protectorate of Kenya and Uganda Protectorate.

Particulars to be furnished by the Belgian Congo Office. For the use of Kenya and Uganda Office.

Entry No.	Date of receipt given to Remitter	Office by which the money was received	Name and address of Remitter	Name of Payee	Address of Payee	Amount of Order		Equivalent in money of the Colony & Protectorate of Kenya & Uganda Protectorate		Number of Money Order	Remarks
						Fr.	Ct.	Shgs.	Cts.		
					Total						

List of Void Money Orders, as well as of Money Orders for the repayment of which to the Remitters in the Colony and Protectorate of Kenya and Uganda Protectorate authority is hereby given.

Kenya and Uganda (A. A.) List in which the orders were originally included. For the use of the Kenya and Uganda Office

List Number	Date	Entry Number	Name and address of Remitter as given therein	Amount of Order		Equivalent in money of the Colony & Protectorate of Kenya & Uganda Protectorate		Number of Money Order	Remarks
				Fr.	Ct.	Shgs.	Cts.		
			Total						

N. B. — Void Orders entered in this list should be distinguished by the word "Void" added opposite to the number in column 1.

A.A. DE JINJA A KASENYI.

N° de la liste..... A la date du.....

Liste des mandats expédiés par la Colonie et Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda au Congo Belge.

Renseignements à fournir par le bureau de Jinja. A l'usage de l'Office du Congo Belge.

N° d'entrée	Numéro initial du mandat	Office qui a payé le mandat	Nom et adresse du déposant	Nom du bénéficiaire	Adresse du bénéficiaire	Montant du mandat		Equivalent en monnaie du Congo Belge		Office où le mandat est payable	Numéro du mandat du Congo Belge	Date du mandat du Congo Belge	Remarques
						Shgs.	Cts.						
					Total								

Liste des mandats annulés, ainsi que des mandats pour lesquels les déposants de l'Office du Congo Belge ont autorisé le remboursement par la présente.

Congo Belge (A) Liste dans laquelle les mandats étaient d'abord compris. A l'usage de l'Office du Congo Belge.

Numéro de la liste	Date	Numéro d'entrée	Nom et adresse du déposant y cité	Montant du mandat		Equivalent en valeurs du Congo Belge		Bureau où il est payable	Numéro du mandat du Congo Belge	Date du mandat du Congo Belge	Remarques
				Fr.	Ct.	Shgs.	Cts.				
			Total								

N. B. Les mandats annulés devront être marqués par le mot « annulé », écrit à côté du numéro dans la colonne 1.

A.A. FROM JINJA TO KASENYI.

List No..... Dated .....

List of Money Orders drawn in the Colony and Protectorate of Kenya and Uganda Protectorate upon Belgian Congo.

Particulars to be furnished by the Jinja Office. For the use of the Belgian Congo Office.

Entry Number	Original Number of Money Order	Office in which the Money Order was paid in	Name and address of Remitter	Name of Payee	Address of Payee	Amount of Order		Equivalent in Belgian Congo Money		Office where payable	Number of Belgian Congo Money Order	Date of Belgian Congo Money Order	Remarks
						Shgs.	Cts.						
					Total								

List of Void Money Orders, as well as of Money Orders for the repayment of which to the Remitters in Belgian Congo authority is hereby given.

Belgian Congo (A) List in which the orders were originally included. For the use of the Belgian Congo Office.

List No.	Date	Entry No.	Name and Address of Remitter as given therein	Amount of Order		Equivalent in Belgian Congo money		Office where payable	No. of Belgian Congo Money Order	Date of Belgian Congo Money Order	Remarks
				Shgs.	Cts.						
			Total								

N. B. — Void Orders entered in this list should be distinguished by the word "Void" added opposite to the number in column 1.

B.

Formule Mod. .....

Compte mandats-poste entre ..... et Kenya et Uganda pour le trimestre prenant fin le ..... 19.....

AU CRÉDIT DE KENYA ET UGANDA	S.	Cts.	AU CRÉDIT DE.....	S.	Cts.
Compte à nouveau			Compte à nouveau		
Valeur des mandats tirés sur des bureaux du Protectorat du Kenya et de l'Uganda.			Valeur des mandats tirés sur		
Valeur des mandats tirés sur des pays au delà...			Valeur des mandats tirés sur des pays au delà...		
Commission de.....% sur S.....			Commission de.....% sur S.....		
Commission de.....% sur S.....			Commission de.....% sur S.....		
Valeur des mandats annulés ... ... (voir page 3).			Valeur des mandats annulés ... ... (voir page 3).		
Valeur des mandats remboursés ... (voir page 4).			Valeur des mandats remboursés... (voir page 4).		
Remise pour compte.			Remise pour compte.		
Postes spéciaux détaillés à l'annexe			Postes spéciaux détaillés à l'annexe		
Balance au profit de			Balance au profit du Kenya et de l'Uganda...		
S.			S.		

Le compte ci-dessus donne une balance des ..... au profit de .... L'état des comptes ci-dessus est accepté avec une balance de S. ..... restant dus à .....

Signature .....
Grade .....
Date .....

B.

Form M. O. 185.

KENYA AND UGANDA.

Money Order account between ..... and Kenya and Uganda for the quarter ended..... day of .....19.....

TO THE CREDIT OF KENYA AND UGANDA	S.	Cts.	TO THE CREDIT OF	S.	Cts.
Balance brought forward			Balance brought forward		
Value of orders drawn on offices in Kenya and Uganda Protectorates			Value of orders drawn on.....		
Value of orders drawn on countries beyond			Value of orders drawn on countries beyond		
.....% commission on S.....			.....% commission on S.....		
.....% commission on S.....			.....% commission on S.....		
Value of void orders ... ... (see page 3).			Value of void orders ... ... (see page 3).		
Value of repaid orders ... ... (see page 4).			Value of repaid orders ... ... (see page 4).		
Remittance on account...			Remittance on account		
Special items detailed in the annexe...			Special items detailed in the annexe...		
Balance remaining due to.....			Balance remaining due to Kenya and Uganda		
S.			S.		

The above account exhibits a balance of S..... remaining due to .... The above Statement of Account is accepted, with a Balance of S..... due to .....

Signature .....
Rank .....
Date .....

Etat des listes de mandats échangés entre ..... et le Kenya et l'Uganda pendant le trimestre finissant le ..... 192...

LISTE DES MANDATS EXPÉDIÉS DU KENYA ET DE L'UGANDA					LISTE DES MANDATS EXPÉDIÉS DE				
N° de la liste	Date de la liste	N° d'entrée final de la liste	Montant		N° de la liste	Date de la liste	N° d'entrée final de la liste	Montant	
			S.	Cts.				S.	Cts.
		Total					Total		

Table donnant le détail des mandats qui furent annulés.

ÉMIS AU KENYA ET EN UGANDA					ÉMIS AU				
N° de la liste	Date de la liste	N° d'entrée	Montant		N° de la liste	Date de la liste	N° d'entrée	Montant	
			S.	Cts.				S.	Cts.
Au crédit du Kenya et de l'Uganda					Au crédit de				

Table donnant le détail des mandats pouvant être remboursés aux déposants dans le lieu d'origine.

ÉMIS AU KENYA ET EN UGANDA					ÉMIS AU				
N° de la liste	Date de la liste	N° d'entrée	Montant		N° de la liste	Date de la liste	N° d'entrée	Montant	
			S.	Cts.				S.	Cts.
Au crédit du Kenya et de l'Uganda					Au crédit de				

A statement of Order Lists exchanged between ..... and Kenya and Uganda during the quarter ended ..... day of ..... 192...

LIST OF ORDERS DESPATCHED FROM KENYA AND UGANDA					LIST OF ORDERS DESPATCHED FROM				
No. of List	Date of List	Final entry No. of List	Amount		No. of List	Date of List	Final entry No. of List	Amount	
			S.	Cts.				S.	Cts.
		Total					Total		

Table showing the particulars of such Money Orders as have become void.

ISSUED IN KENYA AND UGANDA					ISSUED IN				
No. of List	Date of List	Entry No.	Amount		No. of List	Date of List	Entry No.	Amount	
			S.	Cts.				S.	Cts.
To the Credit of Kenya and Uganda					To the credit of				

Table showing the particulars of Money Orders authorised to be repaid to the remitters in the country of issue.

ISSUED IN KENYA AND UGANDA					ISSUED IN				
No. of List	Date of List	Entry No.	Amount		No. of List	Date of List	Entry No.	Amount	
			S.	Cts.				S.	Cts.
To the credit of Kenya and Uganda					To the credit of				

N° 858.

BELGIQUE
ET ROYAUME-UNI

Echange de notes confirmant l'Arrangement entre la Belgique et le Royaume-Uni, signé à Nairobi, le 19 août 1922, pour l'échange de colis postaux entre le Service des postes du Congo belge et le Service des postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Ouganda Londres, le 18 février 1925.

BELGIUM
AND UNITED KINGDOM

Exchange of Notes confirming the Agreement between Belgium and the United Kingdom, signed at Nairobi, August 19, 1922, for the Exchange of Postal Parcels between the Post Office of the Belgian Congo and the Post Office of the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate, London, February 18, 1925.

No. 858. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET BRITANNIQUE CONFIRMANT L'ARRANGEMENT ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME-UNI, SIGNÉ A NAIROBI, LE 19 AOUT 1922, POUR L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX ENTRE LE SERVICE DES POSTES DU CONGO BELGE ET LE SERVICE DES POSTES DE LA COLONIE ET DU PROTECTORAT DU KENYA ET DU PROTECTORAT DE L'OUGANDA. LONDRES, LE 18 FÉVRIER 1925.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Échange de Notes a eu lieu le 22 avril 1925.

I.

No. T. 1311/1311/382
FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

18 *February*, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note of the 5th instant (No. 360) and previous correspondence, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government approve the provisional Agreements signed at Nairobi on August 19th, 1922, between the Post Office of the Belgian Congo, on the one hand, and the Post Office of the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate on the other, for the exchange of money-orders and postal parcels respectively, the texts of which Agreements, embodying certain amendments since agreed upon by His Majesty's Government and the Belgian Government, are annexed hereto.

I shall be glad to learn whether the Belgian Government also approve these Agreements. In this event, the present note and your reply in similar terms would be regarded as constituting the understanding arrived at between our respective Governments in the matter.

I have the honour to be, with the highest consideration,
Your Excellency's obedient Servant,

(Signed) AUSTEN CHAMBERLAIN.

His Excellency
Baron MONCHEUR, G. C. V. O.,
etc., etc., etc.

No. 858. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BELGIAN AND BRITISH GOVERNMENTS CONFIRMING THE AGREEMENT BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM, SIGNED AT NAIROBI, AUGUST 19, 1922, FOR THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS BETWEEN THE POST OFFICE OF THE BELGIAN CONGO AND THE POST OFFICE OF THE COLONY AND PROTECTORATE OF KENYA AND THE UGANDA PROTECTORATE. LONDON, FEBRUARY 18, 1925.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place April 22, 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

No. T 1311/1311/382.
FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

18 *février* 1925.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à votre note (N° 360), en date du 5 courant, ainsi qu'à la correspondance antérieure, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté approuve les arrangements provisoires signés à Nairobi, le 19 août 1922 entre l'Administration des postes du Congo belge, d'une part, et l'Administration des postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda, d'autre part, et relatifs, l'un à l'échange de mandats postaux et l'autre à l'échange des colis postaux ; les textes desdits arrangements, qui ont subi certaines modifications au sujet desquelles le Gouvernement britannique et le Gouvernement belge se sont mis d'accord entre temps, sont joints à la présente communication.

Je serais heureux d'être informé si le Gouvernement belge approuve également ces arrangements. Dans l'affirmative, la présente note, ainsi que votre réponse, rédigée dans des termes semblables, seraient considérées comme marquant l'accord intervenu entre nos Gouvernements respectifs au sujet de cette question.

Veuillez agréer, etc...

(Signé) AUSTEN CHAMBERLAIN.

Son Excellence
le Baron MONCHEUR, G. C. V. O.,
etc., etc., etc.

[1] Tra duit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

II.

40 °
508
Pl. annexes.

AMBASSADE DE BELGIQUE, LONDRES,

le 18 *février* 1925.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre de Votre Excellence en date de ce jour, No. T 1311/1311-382 par laquelle Elle a bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique approuve les deux arrangements provisoires, signés à Nairobi, le 19 août 1922, entre l'Administration des Postes du Congo belge, d'une part, et l'Administration des Postes de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda, d'autre part, et relatifs, l'un à l'échange de mandats postaux et l'autre à l'échange des colis postaux.

Ces arrangements dont les textes, qui ont subi certaines modifications au sujet desquelles le Gouvernement britannique et le Gouvernement du Roi se sont mis d'accord entre temps, étaient joints à la communication précitée de Votre Excellence.

Il m'est agréable d'informer Votre Excellence que le Gouvernement du Roi approuve également ces arrangements. Cela étant, la lettre de Votre Excellence et ma réponse marqueront l'accord intervenu entre nos Gouvernements respectifs au sujet de cette question.

Je saisis cette occasion pour Lui renouveler les assurances de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Son très humble et obéissant serviteur.

(Signé) BN. MONCHEUR.

Son Excellence
The Right Honourable
Austen CHAMBERLAIN, M. P.,
Secrétaire d'Etat principal pour les Affaires étrangères,
Foreign Office, S. W. 1.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

40 0
No. 508.
With annexes.

BELGIAN EMBASSY IN LONDON,

February 18, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge your letter No. T 1311/1311/382, in which you were good enough to inform me that His Britannic Majesty's Government approves the two provisional Agreements which were signed at Nairobi on August 19, 1922, between the Post Office of the Belgian Congo, on the one hand, and the Post Office of the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate on the other, and which relate to the exchange of money-orders and postal parcels respectively.

These Agreements, the texts of which embody certain amendments since agreed upon by the British Government and the Royal Government, were attached to Your Excellency's communication.

I am happy to inform you that the Royal Government also approves these Agreements, and that Your Excellency's letter and my reply thereto will accordingly be regarded as constituting the understanding arrived at between our respective Governments in the matter.

I have the honour, etc.,

(Signed) BN. MONCHEUR.

To His Excellency
The Rt. Hon. Austen CHAMBERLAIN, M.P.,
Principal Secretary of State for Foreign Affairs,
Foreign Office,
S. W. 1.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

AGREEMENT

BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND BELGIUM FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BETWEEN THE POST OFFICE OF THE BELGIAN CONGO AND THE POST OFFICE OF KENYA COLONY AND PROTECTORATE AND THE UGANDA PROTECTORATE.

Article 1.

A regular exchange of parcels between Belgian Congo, on the one hand, and the Kenya Colony and Protectorate and the Uganda Protectorate, on the other hand, shall be inaugurated.

This exchange shall include :

(a) Uninsured parcels originating in Belgian Congo and intended for delivery in the Kenya Colony and Protectorate and the Uganda Protectorate.

(b) Uninsured parcels originating in the Kenya Colony and Protectorate and the Uganda Protectorate and intended for delivery in the Belgian Congo.

The right is reserved to both Parties to this Agreement subsequently to arrange by mutual consent for the exchange of insured parcels and " Cash on Delivery " parcels.

Article 2.

The Offices of Exchange shall be the Post Office of Kasenyi for the Belgian Congo and the Post Office of Jinja for the Kenya Colony and Protectorate and the Uganda Protectorate.

Additional Offices of Exchange may be established by mutual agreement between both Administrations.

Article 3.

The maximum limit of weight of a parcel shall be eleven pounds avoir-du-poids (5 kilos) and no parcel shall exceed three feet six inches in length or six feet in length and girth combined. The maximum limit of value for an ordinary parcel shall be shillings 1.000.

Article 4.

The Belgian Congo Post Office agrees to pay to the Post Office of Kenya Colony and Protectorate and Uganda Protectorate a share of postage at the following scale on parcels intended for

ARRANGEMENT

ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA BELGIQUE POUR L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX ENTRE LE SERVICE DES POSTES DU CONGO BELGE ET LE SERVICE DES POSTES DE LA COLONIE ET DU PROTECTORAT DU KENYA ET DU PROTECTORAT DE L'UGANDA.

Article 1.

Il sera établi un service régulier d'échange de colis postaux entre le Congo belge, d'une part, et la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda, d'autre part.

Cet échange s'étendra :

a) aux colis non déclarés à la valeur déposés au Congo belge pour être livrés dans la Colonie et le Protectorat du Kenya et dans le Protectorat de l'Uganda.

b) aux colis non déclarés à la valeur déposés dans la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda pour être livrés au Congo belge.

Les deux Parties contractantes se réservent le droit d'étendre ensuite, d'un accord mutuel, le service aux colis déclarés à la valeur et aux colis contre remboursement.

Article 2.

Les offices d'échange seront le bureau de poste de Kasenyi pour le Congo belge et le bureau de Jinja pour la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda.

D'autres bureaux d'échange pourront être désignés par accord mutuel entre les deux administrations.

Article 3.

Le poids maximum d'un colis sera de onze livres avoir-du-poids (5 kilos) et aucun colis ne pourra dépasser trois pieds six pouces en longueur ou six pieds en longueur et pourtour combinés. La valeur des marchandises insérées dans un colis ne dépassera pas 1.000 shillings.

Article 4.

L'Office du Congo belge s'engage à payer à l'Office de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda une quote-part de taxe calculée suivant l'échelle ci-après ;

delivery in the Kenya Colony and Protectorate and the Uganda Protectorate :

For parcels not exceeding 3 lbs.
1 shilling 00 cents.
For parcels not exceeding 7 lbs.
1 shilling 75 cents.
For parcels not exceeding 11 lbs.
2 shillings 25 cents.

Article 5.

The Post Office of the Kenya Colony and Protectorate and the Uganda Protectorate agrees to pay to the Belgian Congo Post Office a share of postage at the following rates on parcels intended for delivery in the Belgian Congo :

For parcels not exceeding 3 lbs.
Shilling 0 Cents 25.
For parcels not exceeding 7 lbs.
Shilling 0 Cents 50.
For parcels not exceeding 11 lbs.
Shilling 0 Cents 50.

Article 6.

The parcels shall be despatched in bags. Each Administration will supply the bags necessary for despatches from its side to the other.

Article 7.

Every parcel shall bear the name and address of the person for whom it is intended, given with such completeness as will enable delivery to be effected.

No parcel shall be accepted for transmission unless it be packed in such a manner as to ensure adequate protection to the contents. The length of journey and the handling to which parcels are subjected shall be taken into consideration in this regard.

Article 8.

Every parcel shall be accompanied by a declaration (in the annexed Form A or AA) of its contents and value, which must be signed by the sender (whose address should be stated) and be affixed to the parcel. The form of declaration shall also have marked thereon the number of the parcel as shown on the parcel bill, and the name of the place to which the parcel is addressed.

Article 9.

No parcel may contain a letter or other postal packet. If a parcel be posted with such an

pour les colis à délivrer dans la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda

Pour chaque colis ne dépassant pas 3 lbs.;
1 sh. 00 cts.
Pour chaque colis ne dépassant pas 7 lbs.;
1 sh. 75 cts.
Pour chaque colis ne dépassant pas 11 lbs.;
2 sh. 25 cts.

Article 5.

L'Office de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda s'engage à payer à l'Office du Congo belge pour chaque colis à délivrer au Congo belge, une quote-part de taxe calculée suivant l'échelle ci-après :

Pour chaque colis ne dépassant pas 3 lbs.;
Sh. 0 Cts. 25.
Pour chaque colis ne dépassant pas 7 lbs.;
Sh. 0 Cents 50.
Pour chaque colis ne dépassant pas 11 lbs.;
Sh. 0 Cts. 50.

Article 6.

Les colis seront expédiés en sacs. Chaque administration fournira les sacs nécessaires pour les expéditions à l'autre administration.

Article 7.

Chaque colis devra porter le nom et l'adresse du destinataire avec toutes les indications utiles pour en permettre la livraison.

Aucun colis ne sera accepté à l'expédition s'il n'est pas emballé de manière à assurer la protection du contenu. Il sera tenu compte, à cet égard, de la longueur du trajet et des manipulations auxquelles les colis postaux sont soumis.

Article 8.

Chaque colis sera accompagnée d'une déclaration (formulaire A ou AA, ci-annexé) de son contenu et de la valeur de celui-ci ; cette déclaration doit être signée par l'envoyeur (qui devra également y mentionner son adresse) et fixée au colis. La déclaration devra également porter le numéro du colis indiqué sur la feuille de route ainsi que le lieu de destination de l'envoi.

Article 9.

Un colis postal ne peut contenir ni lettre, ni un autre objet de correspondance quelconque.

enclosure it will be forwarded to its destination charged with postage on the enclosure at the unpaid rate applicable to such enclosure if forwarded through the post separately, and such postage shall be in addition to any other charges to be paid on delivery of the parcel.

No parcel may contain another parcel intended for delivery at an address other than that borne by the parcel itself. If such enclosed parcel be detected, it will be withdrawn and sent forward, charged with the unpaid postage from the country of origin to the place of destination.

Article 10.

Substances of an explosive, dangerous, filthy, noxious, or deleterious nature; or contraband articles; or any sharp instrument (not properly protected); or liquids (unless securely packed in proper cases); or coin (current or counterfeit), diamonds, specie, bullion or gold (in dust or nuggets), ostrich feathers, or any living animal, shall not be enclosed in a parcel. Should any parcel containing any such prohibited articles be detected in transit through the post, the parcel will be dealt with in accordance with the regulations of the Administration in which the discovery is made.

The respective Administrations shall communicate to each other a list of the articles additional to the above which their laws or regulations prohibit being sent by parcel post.

Article 11.

For each mail there shall be prepared a parcel bill (in the annexed Form B), upon which shall be entered the particulars of all parcels forwarded. The parcel bill shall be made out in triplicate, one copy to be retained by the despatching Office of Exchange and the other two copies to accompany the mail to the Office of Exchange of the country of destination. The parcel bills shall be numbered consecutively commencing with No. 1 on January 1, in each year, and each entry in a parcel bill shall be numbered consecutively commencing with No. 1 on each bill.

Article 12.

Where not provided for in this Agreement the conditions as to the posting, transmission and delivery of parcels (including the levy of Customs duty and other charges) and redirection within the limits of the country of destination shall be governed by the regulations of the country concerned.

Si un colis déposé renfermait des envois de cette catégorie, il serait acheminé vers sa destination, taxé pour le port de ces objets comme si ceux-ci avaient été expédiés isolément par la poste; cette taxe viendrait s'ajouter à toutes autres taxes à payer à la livraison du colis.

Un colis postal ne peut contenir un autre colis à remettre à une autre adresse que celle indiquée extérieurement sur l'envoi même. Si un colis de l'espèce était découvert, il serait retiré et expédié séparement, frappé, à charge du destinataire, de la taxe due depuis le pays d'origine jusqu'au lieu de destination.

Article 10.

Les matières explosibles, dangereuses, corrompues, nuisibles ou délétères, les articles de contrebande, les instruments aigus (insuffisamment protégés), les liquides (à moins d'être emballés d'une façon spéciale), les monnaies (en cours ou fausses), les diamants, les espèces, les lingots d'or ou d'argent, l'or (en poussière ou en pépites), les plumes d'autruche, les animaux vivants ne peuvent être expédiés par colis postal. Si un colis contenant des articles prohibés était découvert en cours de transport par la poste, il serait traité suivant les règlements de l'administration où la découverte aurait été faite.

Les deux administrations se communiqueront mutuellement une liste des articles autres que ceux prévus ci-dessus que leurs lois ou règlements interdisent d'envoyer par colis postaux.

Article 11.

Pour chaque expédition de colis postaux, il sera établi une feuille de route (formulaire B ci-annexé) qui portera les indications relatives à tous les colis expédiés. La feuille de route sera dressée en triple expédition, une copie sera conservée par l'Office d'échange expéditeur et les deux autres seront jointes à l'envoi pour l'Office d'échange destinataire. Les feuilles de route seront numérotées suivant une série annuelle commençant par le No. 1 le premier janvier, et, chaque inscription à la feuille de route sera numérotée suivant une série commençant par le No. 1 pour chaque feuille.

Article 12.

Pour tout ce qui n'est pas prévu dans le présent Arrangement concernant le dépôt, l'expédition et la remise des colis (y compris le paiement des droits de douane et autres), ainsi que pour la réexpédition dans les limites du pays de destination, il sera fait application des règlements du pays intéressé.

Article 13.

The non-receipt of a parcel advised as having been despatched, the receipt of a parcel in a damaged or imperfect condition and every discrepancy between a parcel bill and the parcels entered therein, or other error in a parcel bill observed by the receiving Office of Exchange, shall be recorded in a Verification Certificate (in the annexed Form C), which Certificate shall be forwarded by return mail to the despatching Office of Exchange.

If no Verification Certificate is received, a parcel mail shall be considered as duly delivered and found on examination correct in all respects.

Article 14.

Quarterly accounts (in the annexed Form D) relating to parcels exchanged between the Belgian Congo and the Kenya Colony and Protectorate and the Uganda Protectorate shall be prepared in the East Africa shilling currency by the Post Office of Kenya Colony and Protectorate and Uganda Protectorate.

These accounts shall be based on entries contained in the parcel bills and the copies of the parcel bills supplied in connection with the transit of closed parcel mails, for the quarter, corrected by the Verification Certificates received up to the date of the preparation of the accounts.

Two copies of each of these accounts shall be furnished by the Post Office of Kenya Colony and Protectorate and Uganda Protectorate to the Postmaster, Kasenyi, for examination and verification, and settlement shall be effected by means of a service money-order drawn in favour of the Postmaster-General, Kenya Colony and Protectorate and Uganda Protectorate, or the Postmaster, Kasenyi, as the case may be, or by such other means as may be mutually agreed upon.

Article 15.

In the case of a parcel which cannot be delivered, the sender shall, if possible, be consulted through the medium of the country of posting as to the disposal of the parcel.

If within six months after the despatch of a letter of enquiry the office of destination has not received adequate instructions, the parcel will be returned to the office of origin. The parcel shall also be returned if its delivery at a new address cannot be effected.

Articles liable to deterioration or corruption may be sold immediately *without previous notice or formality for the benefit of the right party*, an account of the sale being duly drawn up.

Article 13.

Le manquant d'un colis postal annoncé comme ayant été expédié, la réception d'un colis endommagé ou mal conditionné et toute discordance entre la feuille de route et les colis y inscrits, ou toute autre erreur constatée dans la feuille de route par l'Office d'échange réceptionnaire, sera signalé par bulletin de vérification (formulaire C ci-annexé) ; ce bulletin sera adressé par retour du courrier au bureau d'échange expéditeur.

A défaut de bulletin de vérification l'expédition des colis sera considérée comme dûment reçue et trouvée conforme sous tous les rapports.

Article 14.

Des comptes trimestriels (formulaire D ci-annexé) se rapportant aux colis postaux échangés entre le Congo belge et la Colonie et le Protectorat du Kenya et le Protectorat de l'Uganda seront établis en shillings de l'Etat Africain par l'office de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda.

Ces comptes seront établis d'après les inscriptions des feuilles de route et d'après les copies des feuilles de route se rapportant aux colis expédiés en transit clos, pour le trimestre envisagé, corrigées éventuellement d'après les bulletins de vérification reçus jusqu'à la date de l'établissement du compte.

Deux copies de chacun de ces comptes seront adressées, pour examen et vérification par l'office de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda au percepteur des postes à Kasenyi ; la liquidation sera effectuée au moyen d'un mandat-poste de service tiré en faveur du Postmaster General de la Colonie et du Protectorat du Kenya et du Protectorat de l'Uganda ou du percepteur des postes à Kasenyi, suivant le cas, ou par tout autre moyen accepté de commun accord.

Article 15.

Dans le cas ou un colis postal ne pourrait pas être délivré, l'envoyeur sera consulté, si possible, par l'intermédiaire du pays de dépôt, sur la manière dont il doit être disposé du colis.

Si, dans les six mois de l'expédition de la lettre de demande, l'office de destination n'a pas reçu les instructions nécessaires, le colis sera renvoyé à l'office d'origine. Le colis sera aussi retourné si la remise à une nouvelle adresse ne peut être effectuée.

Les articles sujets à détérioration ou à corruption peuvent être vendus immédiatement *sans avis ou formalité préalable au profit de l'ayant droit.* Il est dressé procès-verbal de la vente.

A parcel becoming offensive or injurious to any Officer of the Post Office, or any person, may be dealt with or disposed of as the Post Office of the country in whose possession it may be shall determine.

A mis-sent parcel will be forwarded to its destination by the most direct route at the disposal of the office retransmitting it. If no means exist for transmitting a mis-sent parcel direct to its destination, it should be returned to the office of origin, in which case the amount credited in the parcel bill of that office in respect of such parcel is cancelled, and the retransmitting office of exchange sends the parcel to the corresponding office, simply recording it on the parcel bill after having called attention to the error by means of a Verification Certificate. If, on the other hand, a mis-sent parcel can be transmitted direct to its destination, and if the amount credited to the retransmitting office is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, it will recover the difference by raising the amount entered to its credit in the parcel bill of the despatching office of exchange. The reason for this rectification will be notified to the said office by means of a Cerification Vertificate.

A parcel redirected in consequence of the removal of the addressee to another country with which arrangements for the exchange of parcels have been made, is subjected by the delivering office to a charge to be paid by the addressee, representing the prepaid rate of postage from the office of redirection to the place of delivery.

Any parcel the addressee of which has left for a country between which and the office of address no parcel post exists, will be dealt with as " Undeliverable ".

A parcel returned to the sender will be dealt with and taxed as in the case of a redirection. If the amount chargeable for the further conveyance of a returned or redirected parcel is paid at the same time as its transmission, the parcel is dealt with as if it had been addressed direct from the retransmitting country to the country of new destination, and delivered without any postal charge in respect of such return or redirection.

Parcels which cannot be delivered, returned to sender, or redirected, and which have thus become " Undeliverable " should be sent back to the exchange office of origin for disposal. Such parcels should be entered on the parcel bill, with the addition of the word " returned " in the column for observations.

Un colis reconnu offensant ou dangereux pour le personnel des postes, ou pour toute autre personne, peut être traité suivant la décision de l'administration des postes du pays qui est en possession du colis.

Un colis mal dirigé sera acheminé vers sa destination par la voie la plus directe dont dispose l'office de réexpédition. S'il n'existe pas de moyens pour faire suivre directement un colis dévoyé vers sa destination, le colis sera retourné à l'office d'origine ; dans ce cas, le montant crédité sur la feuille de route pour le dit colis est annulé et l'office d'échange réexpéditeur renvoie le colis à l'office correspondant en l'annonçant simplement à la feuille de route et après avoir attiré l'attention sur l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification. D'autre part, si un colis mal dirigé peut être acheminé directement vers sa destination, et si la somme bonifiée à l'office réexpéditeur est insuffisante pour le couvrir des frais de réexpédition, la différence sera récupérée en forçant la somme portée à son crédit sur la feuille de route de l'office d'échange expéditeur. Le motif de cette rectification sera notifié au dit office au moyen d'un bulletin de vérification.

Un colis réexpédié par suite de changement d'adresse sur un autre pays avec lequel des colis postaux peuvent être échangés sera soumis par l'office distributeur et à la charge du destinataire, à une taxe représentant les frais de transport de l'office réexpéditeur au lieu de destination.

Tout colis dont le destinataire est parti pour un pays avec lequel l'office de première destination n'échange pas de colis postaux, sera considéré comme « indélivrable ».

Tout colis retourné à l'envoyeur sera traité et taxé comme un colis réexpédié. Si la taxe due pour la transmission ultérieure d'un colis retourné ou réexpédié a été payée au moment de la réexpédition, cet envoi est traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de nouvelle destination et remis sans taxe du chef du retour ou de la réexpédition.

Les colis qui ne peuvent être remis aux destinataires, qu'ils soient retournés à l'envoyeur ou réexpédiés et qui sont ainsi devenus « indélivrables » doivent être remis à la disposition de l'office expéditeur. Les envois de cette nature sont annoncés à la feuille de route par la mention « retour » dans la colonne d'observations.

Article 16.

Compensation in respect of loss or damage occurring in the Colony and Protectorate of Kenya

Article 16.

Le dédommagement en matière de perte ou de dégâts survenus dans la Colonie et le Protectorat

or in the Uganda Protectorate will be payable in accordance with the regulations of the Post and Telegraph Department of Kenya and Uganda, and compensation in respect of loss or damage occurring within the Belgian Congo will be payable in accordance with the regulations of the Administration of that territory.

Article 17.

Subject to the general provisions of this Agreement, parcels may be exchanged through the intermediary of the countries Parties to such Agreement between either of such countries and any other country with which a direct exchange of parcels has been arranged by either of the contracting countries and upon such terms as may be mutually agreed upon.

Article 18.

The two countries of exchange shall mutually decide upon all other measures of detail necessary for the carrying out of this Agreement, which shall come into operation at once and remain in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the contracting Parties or until one year after the date on which one of the Parties thereto shall have notified the other Party of its intention to determine it.

du Kenya ou dans le Protectorat de l'Uganda sera payable conformément aux règlements du Département des Postes et Télégraphes du Kenya et de l'Uganda et le dédommagement en matière de perte ou de dégats survenus au Congo belge sera payable conformément aux règlements de l'Administration de ce terrritoire.

Article 17.

Sous les conditions déterminées par le présent Arrangement et d'après les dispositions arrêtées de commun accord, chacune des deux Parties contractantes peut échanger des colis postaux par l'intermédiaire de l'autre Partie avec les pays ayant conclu avec cette dernière un arrangement pour l'échange direct d'envois de l'espèce.

Article 18.

Les deux pays d'échange s'entendront mutuellement pour toutes autres mesures nécessaires en vue de l'exécution du présent Arrangement, qui entrera immédiatement en vigueur et y restera jusqu'à ce qu'il soit modifié ou abrogé par consentement mutuel des deux Parties contractantes ou jusqu'à l'expiration d'une année à compter de la date à laquelle l'une des deux Parties aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

A.

G. P. O. 57.

Date Stamp.

PARCEL POST.

(To be used for Foreign Parcels.)

FORM OF CUSTOMS DECLARATION.

Place to which the parcel is addressed.

.....

.....

Gross weight of Parcel		Contents	Net weight of Contents		Value as merchandise		
lbs.	Ozs.		lbs.	Ozs.	£.	s.	d.

Date Stamp of Office of Exchange.

For use of Post Office of Exchange only.

Parcel Bill No. .....
No. of Rates .....
Prepaid

Entry No. .....

Name and address of Sender.

.....

.....

.....

The sender should indicate below how this parcel if undeliverable as addressed should be disposed of. Whether

[1] *(a)* It is to be considered as abandoned : or

(b) Tendered for delivery to.....

(The alternative not required should be struck out).

[1] In the absence of a definite request for abandonment, a parcel which is undeliverable at the original address or at the alternative address, if one is furnished, will be returned to the sender without previous notification *and at his expense.*

AA. (1).

G.P.O. 132

CUSTOMS DECLARATION.

DÉCLARATION EN DOUANE.

Pays d'origine
Kenya et Uganda.

Place of destination
(Lieu de destination.)

Name of Adressee M .. ..

Parcels (Colis postaux)		Contents (Désignation du contenu) To be described if possible in both French and English. The nature and value of the contents should be accurately stated. Undervaluation of the contents, or failure to describe them fully may result in the seizure of the parcel.	Value of contents (Valeur)			Weight (Poids)			
						Gross (Brut)		Net (Net)	
Number (Nombre)	Description (Espèce)		£	s.	d.	lb.	Oz.	lb.	Oz.

Date ..... 192...

.....

Signature of Sender.
(Nom de l'expéditeur.)

A.

Med.....

Timbre à date.

COLIS POSTAUX.

(à utiliser pour des colis étrangers.)

Lieu de destination du colis.

.....

FORMULE DE DÉCLARATION EN DOUANE.

.....

Poids brut du colis		Contenu	Poids net du contenu		Valeur en marchandise	
			Kg.	Gr.	Fr.	Ct.

Timbre à date du bureau d'échange.

Utilisé uniquement pour l'usage du bureau postal d'échange.

Numéro du bordereau.....
Numéro des tarifs .....
Affranchi
Numéro d'entrée.....

Nom et adresse de l'expéditeur.

.....

.....

.....

L'expéditeur doit indiquer plus bas comment doit être traité le colis s'il ne pouvait être remis à l'adresse indiquée. S'il faut :

[1] *a)* le considérer comme abandonné, ou

b) s'il doit être délivré à .....

(Biffer l'indication inutile.)

[1] En l'absence d'une demande d'abandon, un colis qui ne pourrait être remis à l'adresse originale ou à la seconde adresse, s'il en fut donné une, serait retourné à l'expéditeur sans avertissement préalable et *à ses frais.*

AA. (1).

DÉCLARATION EN DOUANE.

Pays d'origine.

Lieu de destination.

Nom et adresse M .....

Colis postaux		Désignation du contenu A donner si possible en français et en anglais. La nature et la valeur du contenu doivent être marquées exactement. En cas de sous-évaluation du contenu, ou en l'absence d'une description détaillée, le colis peut être saisi.	Valeur		Poids			
					Brut		Net	
Nombre	Espèce		Fr.	Ct.	Kg.	Gr.	Kg.	Gr.

Date ..... 192...

.....

Signature de l'Expéditeur.

No. 858

AA. (2).

DESPATCH NOTE
(BULLETIN D'EXPÉDITION)

Number to be affixed here.

COUNTER FOIL
(COUPON)

Stamp of Office of Origin
(Timbre du bureau d'origine)

Name and address of sender.
(Nom et domicile de l'expéditeur).

.....

.....

.....

.....

Impression used to close or seal the parcel.

Herewith is a parcel bearing the address given below.
(Ci-joint : un colis portant l'adresse ci-dessus :)

Number of Customs declarations ..... Postage paid ..... $.....d.
Nombre des déclarations en douane (Taxe perçue)

(This section to be filled up only in the case of an insured parcel).
Insured value (Valeur assurée).

£ ..... Frs. .....

Name and Address of Addressee

.....

.....

.....

.....

Place of destination (Lieu de destination) .....

Exact weight of insured Parcel (Poids)	To be filled up at Office of Exchange.	Route to be followed (Acheminement).
Kg.....g....		Via .....

AA. (2).

(BULLETIN D'EXPÉDITION)

COUPON

Nombre

Timbre
du bureau d'origine

Ci-joint : un colis portant l'adresse ci-dessous :

Nombre de déclarations en douane ..... Taxe perçue .....

Nom et domicile de l'expéditeur

.....

.....

.....

.....

Valeur assurée.

£ ..... Frs. .....

Nom
et
adresse
du
destinataire

.....

.....

.....

.....

Impression
utilisée pour

ou sceau
fermer le colis.

Lieu de destination .....

Poids	A remplir à l'office d'échange.	Acheminement
Kg..... g....		Via .....

B.

KENYA AND UGANDA.

Sheet No. .....

Parcels from ..... to .....

Parcel Bill No. ..... dated ..... 19.....

Entry No.	Office of Origin	Name of Addressee	Address of parcel	Declared Contents	Declared Value of each parcel			Weight of each Insured Parcel		Number of prepaid Parcels Not exceeding			No. of Prepaid Insurance Rates (per £12)	Credit of..... on Transit parcels			Unpaid Redirected Parcels							Weight of parcels		Remarks
																	Number of unpaid parcels (Returned or redirected) Not exceeding			Accrued charges due to Belgian Congo for charges of parcels received from Kenya and Uganda for free delivery			No. of Unpaid Insurance Rates (per £12)			
					£	s.	d.	Ibs.	Oz.	3 Ibs.	7 Ibs.	11 Ibs.		£	s.	d.	3 Ibs.	7 Ibs.	11 Ibs.	3 Ibs.	7 Ibs.	11 Ibs.		Ibs.	Oz.	
				Total																						

When more than one sheet is required for the entry of the parcels sent by the Mail it will be sufficient if the undermentioned particulars are entered on the last sheet of the Parcel Bill.

Total number of Parcels sent by the Mail { For the Belgian Congo..... For Transit Countries .....

Total number of boxes or other Receptacles forming the Mail..... Including..... returned empty.

Signature of Despatching Officer .....

	Ibs.	Oz.
Total Weight of Mail		
Deduct weight of Receptacles .		
Net weight of Parcels . .		

Signature of Receiving Officer

.....

B.

CONGO BELGE.

Feuille N° .....

Colis venant de ..... vers .....

Bordereau N° ..... en date du ..... 19.....

N° d'entrée	Bureau d'origine	Nom du destinataire	Adresse du colis	Contenu déclaré	Valeur déclarée de chaque colis		Poids de chaque colis assuré		Nombre de colis remboursés ne dépassant pas			N° des taxes d'assurance remboursées (par fr.....)	Crédit du..... sur colis en transit		Colis avec nouvelle direction impayés						Poids des colis		Remarques
															Nombre de colis impayés (retournés ou avec nouvelle direction) ne dépassant pas			Charges en sus dues au Kenya Uganda pour charges sur colis expédiés en franchise de port du Congo Belge		N° des taxes d'assurance impayées (par fr.....)			
				Total	Fr.	Ct.	Kg.	Gr.	1 Kg.	3 Kg.	5 Kg.		Fr.	Ct.	1 Kg.	3 Kg.	5 Kg.	Fr.	Ct.		Kg.	Gr.	

S'il faut plus d'une feuille pour inscrire les colis expédiés par poste il suffira de donner les renseignements ci-dessous sur la dernière feuille du relevé.

Nombre total des colis expédiés par poste . . . . . { Pour Kenya et Uganda ..... Pour d'autres pays en transit .....

Nombre total de boîtes ou d'autres récipients composant le courrier..... y compris .....vides en retour.

	Kg.	Gr.
Poids total du courrier. . . .		
Poids des récipients déduit. .		
Poids des colis		

Signature de l'Agent expéditeur .....

Signature de l'agent réceptionnaire : .....

FORM. C.

VERIFICATION CERTIFICATE.

For the correction and verification of irregularities and errors of every kind observed in the Parcel Mail from the ..... Office for the ..... Office.

Date of Mail ..... 192... Parcel Bill No. .....

IRREGULARITIES.

Errors.

Entry No.	Name of Addressee	Address of Parcel	Declared Contents	Declared Value	No. of Rates pre-paid	Remarks: The entry as made by the despatching officer is copied in black ink, and the corrected entry below it in red ink, any necessary explanation being added in this column. When the total is affected, the original and corrected total must be given in the proper place.

Original Total .....
..... 192...

.....
Signature of the Controlling Officer at the Office of arrival.

Corrected Total .....
Examined and accepted.
..... 192...

.....
Signature of the Controlling Officer at the Office of Despatch.

D.

PARCEL EXCHANGE ACCOUNT BETWEEN KENYA COLONY AND PROTECTORATE AND THE UGANDA PROTECTORATE AND BELGIAN CONGO FOR THE QUARTER ENDED .....

Credit of Kenya. Credit of Belgian Congo.

Date of Despatch	No. of Bill	No. of prepaid rates			Credit on Transit Parcels	No. of prepaid rates			Accrued charges
		1st	2nd	3rd		1st	2nd	3rd	

Examined and accepted.

Belgian Congo.

Postmaster General
Colony of Kenya and Uganda
Protectorate.

FORMULE C.

CERTIFICAT DE VÉRIFICATION.

Pour la correction et la vérification des irrégularités et erreurs de toute espèce relevées dans le courrier postal du bureau de ..... vers le bureau de .....

Date du courrier ..... 192... Bordereau N° .....

IRRÉGULARITÉS.

Erreurs.

N° d'entrée	Nom du destinataire	Adresse des colis	Contenu déclaré	Valeur déclarée	N° des tarifs affranchis	Remarques : l'inscription faite par l'agent expéditeur est copiée à l'encre noire et la déclaration corrigée sera écrite en dessous à l'encre rouge, quelques explications utiles seront données en cette colonne. Si le total est fautif, le total original et le total corrigé seront copiés à la place voulue.

Total original..... Total corrigé .....

..... 192...

Examiné et accepté.

..... 192...

.....

Signature du contrôleur du bureau d'arrivée.

.....

Signature du contrôleur du bureau d'expédition.

D.

COMPTE D'ÉCHANGE DE COLIS ENTRE LA COLONIE ET LE PROTECTORAT DU KENYA ET LE PROTECTORAT DE L'UGANDA ET LE CONGO BELGE POUR LE TRIMESTRE FINISSANT LE .....

Crédit du Kenya. Crédit du Congo Belge.

Date de l'expédition	N° du bordereau	N°s des tarifs affranchis			Crédit sur colis en transit	N°s des tarifs affranchis			Charges en plus
		1er	2e	3e		1er	2e	3e	

Examiné et accepté.

Congo Belge.

Percepteur Général des postes
Colonie du Kenya et Protectorat
de l'Uganda.

The importation into the Uganda Protectorate of the undermentioned articles is absolutely prohibited :

(1) Opium.
(2) Old Military Uniforms.
(3) Spirits for human consumption, other than Gin, Geneva, Hollands, Schnapps or liqueurs if not matured by storage in wood for a period of not less than three years.
(4) Condensed skimmed milk containing less than 9 per cent milk fat.
(5) Japanese shaving brushes.
(6) Automatic and silenced rifles, 303 and 450 rifles suitable for use with Government ammunition.
(7) False money or counterfeit sterling or counterfeit Protectorate currency.
(8) Indecent or obscene prints, paintings, books, cards, lithographic or other engravings or any other indecent or obscene articles.
(9) Manufactured articles bearing the name, address, or trade mark of any manufacturer or dealer, or the name of any place in the United Kingdom or any British Possession, calculated to impart to them a special character of British manufacture, and not of such manufacture.
(10) Matches in the manufacture of which white phosphorus has been employed.
(11) Silver coins current in the Protectorate, or any money purporting to be such, not being of the established standard in weight or fineness.
(12) Hides and skins from Tanganyika Territory.
(13) Cowrie shells.

The importation into the Colony and Protectorate of Kenya and the Uganda Protectorate of the under-mentioned articles is absolutely prohibited :

(1) Opium.
(2) Old Military Uniforms.
(3) Spirits for human consumption, other than Gin, Geneva, Hollands, Schnapps or Liqueurs if not matured by storage in wood for a period of not less than three years.
(4) Condensed skimmed milk containing less than 9 per cent milk fat.
(5) Japanese shaving brushes.
(6) Automatic and silenced rifles.
(7) False money or counterfeit sterling or counterfeit Protectorate currency.
(8) Indecent or obscene prints, paintings, books, cards lithographic or other engravings or any other indecent or obscene articles.
(9) Manufactured articles bearing the name, address, or trade mark of any manufacturer or dealer, or the name of any place in the United Kingdom or any British Possession, calculated to impart to them a special character of British manufacture, and not of such manufacture.
(10) Matches in the manufacture of which white phosphorus has been employed.
(11) Silver coins current in the Protectorate, or any money purporting to be such, not being of the established standard in weight or fineness.
(12) Hides and skins from Tanganyika Territory.
(13) Cowrie shells.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

L'importation des articles suivants dans le Protectorat de l'Uganda est absolument prohibée :

(1) Opium.
(2) Uniformes militaires usagés.
(3) Spiritueux pour la consommation, autres que le gin, le genièvre, le genièvre de Hollande, les eaux-de-vie ou liqueurs qui ne se sont pas normalement améliorés après avoir été conservés dans des fûts de bois pendant au moins trois années.
(4) Lait condensé écrémé contenant moins de 9 pour cent de crème.
(5) Blaireaux japonais.
(6) Fusils automatiques et silencieux [2], fusils de 303 et 450 pouvant être utilisés avec des munitions du Gouvernement.
(7) Fausse monnaie ou sterlings ou monnaie des Protectorats falsifiés.
(8) Publications indécentes ou obscènes, dessins, livres, cartes, lithographies ou autres gravures, ou tous autres articles et gravures indécents ou obscènes.
(9) Articles manufacturés portant le nom, l'adresse ou la marque de fabrique d'un fabricant ou d'un commerçant, ou le nom d'un endroit du Royaume-Uni ou d'une des Possessions britanniques, destinés à leur conférer un caractère spécial de fabrication britannique et n'ayant pas ce caractère.
(10) Allumettes dans la fabrication desquelles le phosphore blanc (jaune) a été employé.
(11) Pièces d'argent ayant cours dans le Protectorat ou toute monnaie censée être telle et ne possédant pas le poids ou la finesse réglementaire.
(12) Cuirs et peaux du territoire de Tanganyika.
(13) Ecailles de cauris.

L'importation des articles suivants dans la Colonie et Protectorat du Kenya et dans le Protectorat de l'Uganda est absolument prohibée :

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Omettre la fin de cette phrase pour ce qui concerne la deuxième colonne ci-dessus.

N° 859.

ALLEMAGNE ET GRANDE-BRETAGNE

Accord portant amendement au mode d'application de la loi de 1921 sur les Réparations allemandes, et Echange de notes y relatif, signé à Berlin, le 3 avril 1925.

GERMANY AND GREAT BRITAIN

Agreement for amending the Method of Administering "The German Reparation (Recovery) Act, 1921", and Exchange of Notes relating thereto, signed at Berlin, April 3, 1925.

No. 859. — AGREEMENT[1] BETWEEN GERMANY AND GREAT BRITAIN FOR AMENDING THE METHOD OF ADMINISTERING "THE GERMAN REPARATION (RECOVERY) ACT, 1921", AND EXCHANGE OF NOTES RELATING THERETO, SIGNED AT BERLIN, APRIL 3, 1925.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 28 avril 1925.

Whereas it is desired to reduce the burden and to remove the disabilities which the present method of administering "The German Reparation (Recovery) Act, 1921" (hereinafter referred to as "the Recovery Act"), places upon trade and commerce between Germany and Great Britain; and

Whereas it is also desired to assure to the Transfer Committee the jurisdiction over payments under the Recovery Act contemplated by the plan of the First Committee of Experts (hereinafter referred to as "the Dawes Plan") and the London Protocol[2] executed on the 30th August, 1924;

Now, therefore, it is agreed between the Government of His Britannic Majesty and the Government of the German Reich that the present method of administration shall be suspended and replaced, as from a date not later than the 1st May, 1925, to be mutually agreed, by a procedure substantially as follows:

(1) The present procedure under the Recovery Act by which a proportion of the value of German goods imported into Great Britain is collected by the British Customs from the British importers will be replaced by a system under which an equivalent amount of sterling will be surrendered, of their free consent, by the German exporters in accordance with the provisions of paragraph 2 of this Agreement.

The amount of sterling to be surrendered by the German exporters during each month shall be equivalent to 26 per cent. (or such other proportion as may from time to time be in force) of the value of German imports into Great Britain during the preceding month.

The value of German imports shall be calculated on the basis of the statistics supplied by the British Customs and established on the same principles as are at present in force in regard to the definition of German goods to which the Recovery Act applies.

(2) Out of the sterling proceeds accruing from German exports to Great Britain, the principal German exporting firms, to a number of not less than eight hundred (800) whose names and designations will be communicated to the British Government and to the Agent-General for Reparation Payments within fifteen days of the putting into force of this Agreement, will each give an individual declaration to the Reich Minister of Finance, in the terms of the specimen declaration annexed hereto, undertaking to surrender in sterling to the Reichsbank each month, beginning with the 1st May, 1925, thirty per cent. (30 per cent.) of the invoice value of the exports of the firm in question to Great Britain during the previous month. (It is estimated that 30 per cent. of the value of the exports consigned by these firms should be approximately equivalent to 26 per cent. of the value of the total exports from Germany to Great Britain.)

---

[1] Cet Accord n'est pas sujet à ratification.

[2] Vol. XXX page 63 de ce Recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 859. — ACCORD [2] ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA GRANDE BRETAGNE PORTANT AMENDEMENT AU MODE D'APPLICATION DE LA LOI DE 1921 SUR LES RÉPARATIONS ALLEMANDES, ET ÉCHANGE DE NOTES Y RELATIF, SIGNÉ A BERLIN, LE 3 AVRIL 1925.

German and English official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place April 28, 1925.

Désireux de réduire les charges et de supprimer les difficultés que le mode actuel d'application de la loi de 1921 sur les réparations allemandes (désignée ci-après par l'expression « la Loi sur les réparations ») impose au commerce entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne ;

Désireux également d'assurer au Comité des transferts, en ce qui concerne les paiements tombant sous le coup de la loi sur les réparations, l'autorité prévue par le plan du premier Comité d'experts (ci-dessous désigné par l'expression « le Plan Dawes ») et par le Protocole [3] de Londres, signé le 30 août 1924 ;

Le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE et le GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND conviennent que le mode actuel d'application sera suspendu et remplacé, à partir d'une date qui sera fixée par accord mutuel et au 1er mai 1925 au plus tard, par une procédure dont les points essentiels sont les suivants :

1. La procédure actuellement instituée par la loi sur les réparations et, selon laquelle une fraction de la valeur des marchandises allemandes importées en Grande-Bretagne est perçue par les douanes britanniques auprès des importateurs britanniques, sera remplacée par un système selon lequel les exportateurs allemands verseront, de leur plein gré, dans les conditions fixées par les dispositions du § 2 du présent Accord, une somme équivalente en livres sterling.

La somme en livres sterling, qui sera remise par les exportateurs allemands, dans le courant de chaque mois, devra équivaloir à 26 % (ou à toute autre proportion qui pourra être fixée de temps à autre) de la valeur des marchandises allemandes importées en Grande-Bretagne durant le mois précédent.

La valeur des importations allemandes sera déterminée d'après les statistiques fournies par les douanes britanniques, et établies conformément aux principes actuellement suivis pour la définition des marchandises allemandes auxquelles est applicable la loi sur les réparations.

2. Les principales maisons d'exportation allemandes, au nombre de huit cents (800) au moins, dont les noms et raisons sociales seront communiqués au Gouvernement britannique et à l'agent général des paiements de réparations, dans les quinze jours qui suivront la mise en vigueur du présent Accord, adresseront individuellement au Ministre des Finances du Reich une déclaration conçue dans les termes du modèle ci-annexé, par laquelle elles s'engageront à remettre, en livres sterling à la Reichsbank, tous les mois, à partir du 1er mai 1925, sur les sommes en livres sterling produites par les exportations allemandes à destination de la Grande-Bretagne trente pour cent (30 %) de la valeur facturée des marchandises exportées par la maison en question, à destination de la Grande-Bretagne au cours du mois précédent. (On estime que 30 % de la valeur des exportations expédiées par ces maisons doivent équivaloir approximativement à 26 % de la valeur de l'ensemble des exportations de l'Allemagne à destination de la Grande-Bretagne).

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] This Agreement is not subject to ratification.

[3] Vol. XXX, page 63, of this Series.

(3) Out of the sterling sums thus surrendered, the Reichsbank will deposit during each month, at such intervals as may be agreed, to the account of the Agent-General at the Bank of England an amount in sterling equivalent to the Reichsmark credit held by him for account of the British Government and available for payments under the Recovery Act in accordance with the programme established by the Reparation Commission for the particular month after consultation with the Transfer Committee as contemplated by the Dawes Plan.

(4) It is understood that, against telegraphic advice that the sums referred to in paragraph 3 have been duly deposited to his account at the Bank of England, the Agent-General will reimburse the German exporters through the Reichsbank with the equivalent in Reichsmarks of the sterling thus deposited. The equivalent in Reichsmarks will be calculated at the average rate of exchange in Berlin on the date of such deposit.

(5) It is further understood that, subject to the approval of the Transfer Committee, the Agent-General will pay over to the British Government the sterling sums deposited under paragraph 3 above.

(6) If during the first or any subsequent month after the coming into force of this Agreement the sterling sums surrendered by the German exporters are in excess of the amounts deposited by the Reichsbank to the account of the Agent-General under paragraph 3 above, the Reichsbank will transfer the surplus sterling (Überschussdevisen) surrendered to the Devisenbeschaffungsstelle G.m.b.H. [1] to be placed in a special reserve fund up to an amount equivalent to 10 million Reichsmarks. On the coming into force of this Agreement, the Devisenbeschaffungsstelle G.m.b.H. shall forthwith pay into this fund the above-mentioned sum in sterling, out of the sterling accruing from exports already in its hands, and it will undertake to secure that the fund is maintained at this level as provided below. The fund shall be under the supervision of the Reichs Finance Ministry, and it shall be open to the British Government and to the Agent-General to ask and obtain at all times any information regarding this fund which they may desire.

If in any month the sterling surrendered by the German exporters is less than the amount which should be deposited to the account of the Agent-General at the Bank of England under paragraph 3 above, the Devisenbeschaffungsstelle G.m.b.H. shall draw the sum necessary to cover the deficiency out of the Special Reserve Fund and deposit it to the credit of the Agent-General at the Bank of England, being reimbursed by him with the equivalent in Reichsmarks. Further, in that event, it will take steps to expedite the surrender by the German exporters of the sterling accruing from exports (Überschussdevisen), so as to make up the fund again in sterling to the original level of 10 million Reichsmarks.

It is understood that the surplus sterling surrendered by the exporters to the Devisenbeschaffungsstelle G.m.b.H. and deposited in the Special Reserve Fund shall not be reimbursed by the Agent-General nor be credited on account of the Dawes annuity, except as and to the extent that such sterling shall actually be drawn upon and used by the Agent-General for payments to the British Government under paragraph 5.

(7) It is understood and agreed that this Agreement merely provides for amending the method of collection of the levy on exports prescribed by the Recovery Act, that the payments made according to its terms shall accordingly be regarded for all purposes as a delivery pursuant to the terms of that Act, and that its provisions are without prejudice to any rights which may be enjoyed by the British Government in respect of that Act under the Dawes Plan, the London Protocol of the 30th August, 1924, or otherwise.

(8) The British and German Governments both recognise the desirability of relieving trade and commerce from the burden of collecting a 26 per cent. levy from each transaction and of substituting for the system at present in force a method of administration which will permit the collection

[1] La Devisenbeschaffungsstelle G.m.b.H. est l'institution par l'intermédiaire de laquelle le Gouvernement allemand obtient les devises étrangères dont il a besoin.

3. Sur les sommes en livres sterling ainsi versées, la Reichsbank déposera, durant chaque mois, aux intervalles qui pourront être convenus et au compte de l'agent général à la Banque d'Angleterre, une somme en sterling équivalant au crédit en Reichsmark détenu par ledit agent général pour le compte du Gouvernement britannique et disponible pour les paiements tombant sous le coup de la loi sur les réparations, conformément au programme établi par la Commission des réparations pour le mois en question, après consultation avec le Comité des transferts, ainsi qu'il est prévu par le plan Dawes.

4. Il est entendu qu'après réception d'un avis télégraphique l'informant que les sommes visées au § 3 ont été dûment déposées à son compte à la Banque d'Angleterre, l'agent général remboursera aux exportateurs allemands, par l'intermédiaire de la Reichsbank, l'équivalent en Reichsmark des sommes en sterling ainsi déposées. La conversion en Reichsmark sera faite au cours moyen du change à Berlin, à la date du dépôt.

5. Il est en outre entendu que, sous réserve de l'approbation du Comité des transferts, l'agent général versera au Gouvernement britannique les sommes en sterling déposées conformément au § 3 ci-dessus.

6. Si au cours du premier mois ou de tout autre mois postérieur à la mise en vigueur du présent Accord, les sommes en sterling remises par les exportateurs allemands dépassent les sommes déposées par la Reichsbank au compte de l'agent général, conformément aux dispositions du § 3 ci-dessus, la Reichsbank transférera à la Devisenbeschaffungsstelle G.m.b.H. [1] l'excédent des livres sterling remis (Ueberschussdevisen) ; les sommes ainsi transférées seront inscrites à un compte spécial de réserve jusqu'à concurrence d'un total équivalent à 10 millions de Reichsmarks. Dès la mise en vigueur du présent Accord, la Devisenbeschaffungsstelle G.m.b.H. versera immédiatement à ce compte la somme en sterling ci-dessus mentionnée, sur les sommes en sterling provenant d'exportations et déjà détenues par elle ; elle s'engagera à faire en sorte que le compte soit maintenu à ce chiffre, ainsi qu'il est prévu ci-dessous. Le compte sera placé sous la surveillance du Ministère des Finances du Reich ; le Gouvernement britannique et l'agent général pourront demander et obtenir en tout temps, au sujet de ce compte, tous les renseignements qu'ils désireraient.

Si, au cours d'un mois quelconque, les sommes en sterling remises par les exportateurs allemands sont inférieures au montant qui devrait être déposé au compte de l'agent général à la Banque d'Angleterre, conformément au § 3 ci-dessus, la Devisenbeschaffungsstelle G.m.b.H. prélèvera sur le compte spécial de réserve, la somme nécessaire pour couvrir le déficit et la transférera au crédit de l'agent général à la Banque d'Angleterre ; elle sera remboursée par lui d'une somme équivalente en Reichsmarks. En outre, dans ce cas, elle prendra les mesures nécessaires pour hâter la remise, par les exportateurs allemands, des sommes en sterling provenant des exportations (Ueberschussdevisen) de façon à porter de nouveau le compte de réserve en sterling au chiffre primitif de 10 millions de Reichsmarks.

Il est entendu que l'excédent en sterling, versé par les exportateurs à la Devisenbeschaffungsstelle G.m.b.H. et déposé au compte spécial de réserve, ne sera pas remboursé par l'agent général ni porté au crédit du compte de l'annuité Dawes, sauf dans la mesure où ces sommes en sterling seront effectivement utilisées par l'agent général pour des paiements au Gouvernement britannique dans les conditions prévues au § 5.

7. Il est entendu et convenu que le présent Accord a simplement pour effet d'amender le mode de perception de la taxe sur les exportations, prévue par la loi sur les réparations, que les paiements effectués conformément aux dispositions dudit Accord doivent donc être considérés, à tous égards, comme une livraison exécutée aux termes de ladite loi, et que les dispositions du présent Accord ne portent aucune atteinte à tous droits dont pourrait jouir le Gouvernement britannique en ce qui concerne ladite loi, en vertu du plan Dawes, du Protocole de Londres du 30 août 1924 ou autrement.

8. Les Gouvernements britannique et allemand reconnaissent l'un et l'autre qu'il est désirable de libérer le commerce de l'entrave représentée par la perception d'une taxe de 26 % sur chaque transaction et de substituer au système actuellement en vigueur une procédure qui permette de

[1] The Devisenbeschaffungsstelle G.m.b.H is the agency through which the German Government obtains the foreign currencies it requires.

of the levy on a statistical basis. If the present Agreement should not prove satisfactory in its operation, both Governments agree that in order to avoid reverting to the system at present in force, they will appoint a joint committee of experts to explore and report on any other available and practical solutions which will meet the defects which may be revealed. Both Governments agree to use their best endeavours to overcome the difficulties which may arise on the introduction of the new system during 1925.

(9) This Agreement shall not come into force unless and until appropriate resolutions, giving effect to its provisions, have been passed by the Transfer Committee and by the Reparation Commission. Subject to the adoption of such resolutions, the British and German Governments will immediately take the necessary steps to put it into effect.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect by their respective Governments, have signed the present Agreement.

Done at Berlin, April 3 1925.

D'ABERNON,
His Britannic Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the German Republic.

C. v. SCHUBERT,
Secretary of State in German Ministry of Foreign Affairs.

ANNEX

DRAFT DECLARATION BY THE GERMAN EXPORTER.

The undersigned firm undertakes herewith to surrender immediately to the Reichsbank in sterling, against reimbursement of the counter-value in Reichsmarks, 30 per cent. of the amount of the invoice arising from every export transaction to Great Britain, and upon delivery of such sterling proceeds to fill in a form whereon there is to be found the name of the firm surrendering the foreign currencies, the date of the surrender and the amount in question.

NOTES EXCHANGED BETWEEN HIS MAJESTY'S AMBASSADOR IN BERLIN AND THE SECRETARY OF STATE IN THE GERMAN MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 1.

BRITISH EMBASSY, BERLIN.

April 3, 1925.

DEAR SECRETARY OF STATE,

I have the honour to inform you that I have been authorised by His Majesty's Government to sign the Agreement, for amending the method of administering the German Reparation (Recovery) Act of 1921, which was recently initialled.

His Majesty's Government hope that the new arrangement will work smoothly and will conduce to the improvement of the commercial relations between the two countries. No effort to attain this result will be lacking on their part. Should — contrary to expectation — difficulties of execution present themselves, which make the new plan unsatisfactory or unworkable, His Majesty's Government reserve the right, as set forth in the Agreement, to revert to the existing procedure. But they count upon the efficient co-operation of the exporting firms and the administrative ability of the German Government to avoid the necessity of recourse to this undesirable contingency.

I shall be glad if your Excellency, in answering this communication, will propose an hour for official signature.

Yours sincerely,

D'ABERNON.

percevoir la taxe d'après une méthode statistique. Si l'on constate que le présent Accord ne fonctionne pas d'une manière satisfaisante, les deux Gouvernements conviennent qu'en vue d'éviter de revenir au système actuellement en vigueur, ils nommeront un Comité mixte d'experts chargé de procéder à une étude et de présenter un rapport sur toutes autres solutions pratiques auxquelles il serait possible de recourir en vue de remédier aux défectuosités qui pourraient apparaître. Les deux Gouvernements conviennent de faire tous leurs efforts pour surmonter les difficultés qui pourraient surgir, lors de la mise en vigueur du nouveau système au cours de 1925.

9. Le présent Accord n'entrera en vigueur qu'après que le Comité des transferts et la Commission des réparations auront adopté des résolutions appropriées donnant effet à ces dispositions. Sous réserve de l'adoption des dites résolutions, les Gouvernements britannique et allemand prendront immédiatement les mesures nécessaires pour mettre en vigueur ledit Accord.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, par leurs Gouvernements respectifs, ont apposé au présent Accord leurs signatures.

Fait à Berlin, le 3 avril 1925.

(Signé) D'ABERNON
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique auprès de la République allemande.

(Signé) C. VON SCHUBERT,
Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne.

ANNEXE

MODÈLE DE LA DÉCLARATION QUI DEVRA ÊTRE ÉTABLIE PAR L'EXPORTATEUR ALLEMAND.

La maison soussignée s'engage, par la présente déclaration, à remettre immédiatement à la Reichsbank en sterling, contre remboursement de la contrevaleur en Reichsmarks, 30 pour cent du montant des factures correspondant aux opérations d'exportation à destination de la Grande-Bretagne et, lors du versement des dites sommes en livres sterling, à remplir un formulaire où seront inscrits le nom de la maison versant les monnaies étrangères, la date du versement et le montant versé.

NOTES ÉCHANGÉES ENTRE L'AMBASSADEUR DE S. M. BRITANNIQUE A BERLIN ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ALLEMAGNE

N° 1.

AMBASSADE BRITANNIQUE A BERLIN.

3 *avril* 1925.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que j'ai été autorisé, par le Gouvernement de Sa Majesté, à signer l'Accord récemment paraphé, concernant l'amendement du mode d'application de la loi de 1921 sur les réparations allemandes.

Le Gouvernement de Sa Majesté espère que le nouvel arrangement fonctionnera d'une manière satisfaisante et aboutira à l'amélioration des relations commerciales entre les deux pays. Il n'épargnera aucun effort pour assurer ce résultat. Si, contrairement à notre attente, il surgissait des difficultés d'exécution qui rendraient défectueuse ou impossible l'application du nouveau plan, le Gouvernement de Sa Majesté se réserve le droit, ainsi qu'il est prévu dans le texte de l'Accord, de revenir à la procédure actuelle. Mais il compte sur la collaboration efficace des maisons d'exportation et sur les capacités administratives du Gouvernement allemand, pour éviter la nécessité de recourir à cette solution peu désirable.

Je serais heureux que Votre Excellence, en répondant à la présente communication, voulût bien proposer une heure pour l'échange des signatures officielles.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) D'ABERNON.

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT.

2.

AUSWÄRTIGES AMT.

BERLIN, *den* 3. *April* 1925.

SEHR VEREHRTER LORD D'ABERNON !

Ich habe die Ehre, den Empfang Ihres Schreibens von heute früh zu bestätigen, aus dem ich ersehe, dass Euere Exzellenz von der Königlich Grossbritannischen Regierung bevollmächtigt sind, das unlängst paraphierte Abkommen über die Reparationsabgabe zu unterzeichnen.

Der Herr stellvertretende Reichspräsident hat mich gleichfalls bevollmächtigt, das Abkommen zu zeichnen. Ich möchte deshalb vorschlagen, dass die Unterzeichnung heute Abend 6 Uhr hier im Auswärtigen Amt erfolgt.

Ich habe zugleich davon Kenntnis genommen, dass die Königlich Grossbritannische Regierung von dem Abschluss dieses Abkommens eine Verbesserung der wirtschaftlichen Beziehungen zwischen unseren beiden Ländern erwartet, und begrüsse die erneute Versicherung, dass sie ihrerseits keine Mühe scheuen wird, um dieses Ergebnis zu erzielen. Ich darf im Namen der Deutschen Regierung die gleiche Versicherung abgeben, dass sie für die Bedeutung und die Tragweite des Abkommens wie sie Euere Exzellenz dargelegt haben, volles Verständnis hat und ihrerseits alles daran setzen wird, um dem vorliegenden Abkommen eine beschleunigte und glatte Durchführung in der Praxis zu sichern.

Mit dem Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung bin ich Euer Exzellenz sehr ergebener.

(Signed) SCHUBERT.

Seiner Exzellenz
dem Königlich Grossbritannischen Botschafter
Lord D'Abernon.

[1] TRADUCTION.

N° 2.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ETRANGÈRES.
BERLIN.

Le 3 *avril* 1925.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre en date de ce jour, par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer qu'elle a reçu du Gouvernement britannique, pouvoir de signer l'Accord, récemment paraphé, concernant la loi sur les réparations.

Le Président par intérim du Reich m'a égale-

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Communiquée par le Ministère des Affaires Etrangères de sa Majesté Britannique.

[2] TRANSLATION.

No. 2.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS,
BERLIN.

April 3, 1925.

DEAR LORD D'ABERNON,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of to-day, from which I see your Excellency has been empowered by the British Government to sign the Agreement, regarding the Reparation (Recovery) Act, recently initialled.

The Acting President of the Reich has

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

ment autorisé à signer le dit Accord. En conséquence, je propose que la signature ait lieu ce soir à six heures, au Ministère des Affaires étrangères.

J'ai pris acte du fait que le Gouvernement britannique espère que la conclusion du dit Accord améliorera les relations économiques entre nos deux pays et je me félicite que vous ayez bien voulu me renouveler l'assurance que, de votre côté, vous n'épargnerez aucun effort pour réaliser cet objet. Puis-je me permettre, au nom du Gouvernement allemand, de vous assurer qu'il se rend pleinement compte de l'importance et de la signification reconnues par votre Excellence au dit Accord et que, de son côté, il ne négligera rien pour assurer l'application rapide et le fonctionnement satisfaisant de l'Accord en question.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) C. VON SCHUBERT.

likewise empowered me to sign the Agreement. Consequently, I propose that signature should take place at 6 o'clock this evening, in the Ministry of Foreign Affairs.

At the same time, I have noted that the British Government expect an improvement of the economic relations between our two countries from the conclusion of this Agreement, and I welcome your renewed assurance that you, for your part, will spare no pains to achieve that aim. May I, in the name of the German Government, give the same assurance that they fully realise the importance and significance of the Agreement as set out by your Excellency, and will make every effort on their side to secure that the Agreement in question will be put speedily and smoothly into practice.

Yours sincerely,

(Signed) C. VON SCHUBERT.

N° 860.

DANEMARK ET LETTONIE

Traité de Commerce et de Navigation, avec Protocole final, signé à Riga, le 3 novembre 1924.

DENMARK AND LATVIA

Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Riga, November 3, 1924.

No. 860. — TRAITÉ[1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE DANEMARK ET LA LETTONIE, SIGNÉ A RIGA, LE 3 NOVEMBRE 1924.

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 6 mai 1925.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, désirant favoriser le développement des relations commerciales et maritimes entre les deux Etats, ont résolu de conclure à cet effet un Traité de Commerce et de Navigation et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

Monsieur J. CLAN, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire en mission spéciale,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Monsieur Louis SEJA, Ministre des Affaires étrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article I.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté dans le territoire de l'autre.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront, en se conformant aux lois du pays, pour tout ce qui concerne le voyage et la résidence, les études et investigations, l'exercice de leurs métiers et professions, l'exécution de leurs entreprises industrielles et manufacturières et le droit de faire le trafic de tous articles de commerce licite, placés, à tous égards, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront également, en se conformant aux lois du pays, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, acquérir et posséder des biens mobiliers et immobiliers.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu, à Riga, le 25 avril 1925.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 860. — TREATY [2] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN DENMARK AND LATVIA, SIGNED AT RIGA, NOVEMBER 3, 1924.

French official text communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Treaty took place May 6, 1925.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC, being desirous of promoting the development of commercial and maritime relations between the two States, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries:

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND:

M. J. CLAN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary on Special Mission;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA:

M. Louis SEJA, Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles:

Article I.

The nationals of each of the Contracting Parties may freely enter, travel through or stay in any part of the other's territory, provided that they conform to the laws of the country.

Article II.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, provided they conform to the laws of the country, be granted the same status in every respect as the nationals of the most-favoured nation in all matters connected with travelling and residence, study and research, the exercise of their trade or profession, the conduct of their industrial or manufacturing enterprises and the right to trade in all lawful commodities.

Article III.

Provided they conform to the laws of the country, the nationals of each of the High Contracting Parties may also acquire and possess movable or immovable property on the same conditions as the nationals of the most-favoured nation.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Riga, April 25, 1925.

Pour tout ce qui concerne la transmission des biens mobiliers et immobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer de quelque manière que ce soit des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, ils jouiront dans les territoires de l'autre Partie contractante, en se conformant aux lois du pays, des même privilèges, libertés et droits, et ne seront pas soumis, sous ce rapport, à des droits, taxes, impôts ou à des charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux ou sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront réciproquement de même exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être assujettis à payer, à raison de l'exportation, des droits autres ou plus élevés, que ceux que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée auraient à acquitter en pareille circonstance.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, en se conformant aux lois du pays, d'une protection et d'une sécurité constantes et complètes, pour leurs personnes et leurs propriétés ; ils auront un accès libre auprès des tribunaux de justice tant pour réclamer que pour défendre leurs droits à tous les degrés de juridiction établis par les lois ; ils seront, en outre, admis à faire valoir leurs réclamations contre l'Etat et ses organes devant les tribunaux ou autres autorités compétentes ; et quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront également de tous les droits et privilèges dont jouissent les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils pourront employer, dans toutes les instances, les avocats, avoués et agents de toutes classes, autorisés par les lois du pays, et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages qui sont ou seront accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront réciproquement exempts de tout service militaire personnel obligatoire, soit dans l'armée de terre, de mer ou de l'air, soit dans la garde ou milice nationale ; de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu du service personnel obligatoire, ainsi que de tout emprunt forcé.

Il n'est fait d'exception que pour les charges qui sont attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien fonds, ainsi que pour les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires fonciers ou comme fermiers. En ce qui concerne les obligations et exemptions énumérées ci-dessus, les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront pas soumis, sur les territoires de l'autre Partie, à un traitement moins favorable que celui qui est ou pourra être accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire, administrative ou municipale quelconque.

Article VII.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront pas contraints, en se conformant aux lois du pays, à subir des charges ou à payer des droits, impôts, taxes ou contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

In all matters connected with the transfer of movable or immovable property by bequest or otherwise, and the right to dispose of lawfully acquired property of any kind in any manner they may desire, they shall enjoy in the territory of the other Contracting Party, provided they conform to the laws of the country, the same privileges, liberties and rights as the nationals of the most-favoured nation, nor shall they be subject in this respect to any duties, charges, imposts or taxes, under whatever denomination, other or higher than those levied on nationals of the most-favoured nation.

Article IV.

Similarly, the nationals of each of the High Contracting Parties shall be entitled to export freely any proceeds arising out of the sale of their property and goods in general, and shall not be required to pay, in respect of such exportation, other or higher duties than those which would have to be paid in similar circumstances by nationals of the most-favoured nation.

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, provided they conform to the laws of the country, enjoy constant and complete protection and security as regards their persons and property ; they shall have free access, for the purpose both of enforcing and defending their rights, to all courts of justice established by law ; they shall also be entitled to bring claims against the State or its organisations before the courts or other competent authorities ; and in other matters connected with the administration of justice they shall enjoy all the rights and privileges possessed by nationals of the most-favoured nation.

They may employ in all courts counsel, lawyers, or any agents of any kind recognised by the laws of the country and shall in this respect enjoy the same rights and advantages as those which are or may be granted to the nationals of the most-favoured nation.

Article VI.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the territories of the other shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether in the army, navy, air force, national guard or militia ; they shall also be exempted from any contribution, whether pecuniary or in kind, in lieu of compulsory personal service and also from any forced loan.

The only exceptions to this rule shall be the charges in respect of the possession, on any title whatsoever, of landed property and any military loans or requisitions to which all nationals are liable as persons owning or leasing landed property. As regards the above-mentioned obligations and exemptions, the nationals of each of the High Contracting Parties shall not be subject in the territory of the other to treatment less favourable than that which is or may in future be accorded to nationals of the most-favoured nation.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall also be exempt from any judicial, administrative or municipal responsibilities or duties of any kind whatever.

Article VII.

The nationals of each of the High Contracting Parties, provided they conform to the laws of the country, shall not be obliged to undertake responsibilities or pay duties, charges, imposts or contributions of any kind whatever, other or higher than those which are or may be imposed on the nationals of the most-favoured nation.

Article VIII.

Les Hautes Parties contractantes sont convenues que des conventions spéciales régleront la protection réciproque de la propriété intellectuelle et industrielle.

Article IX.

Les sociétés anonymes ou autres et les associations commerciales, industrielles ou financières (y compris d'assurance) qui sont ou seront constituées conformément aux lois de l'une des Hautes Parties contractantes et qui ont leur domicile dans le territoire de cette Partie, sont autorisées, dans le territoire de l'autre, en se conformant aux lois de celle-ci, à exercer leurs droits et à ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour défendre.

La disposition précédente n'aura aucune influence sur la question de savoir si une pareille société ou association, établie dans l'un des deux pays, aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie dans l'autre, un tel droit restant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans les pays respectifs. Les sociétés et associations susnommées jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages qui sont ou seront reconnus aux organisations similaires d'une tierce Puissance.

Lesdites sociétés, une fois admises, jouiront quant à l'exercice de leur activité, ainsi qu'au droit d'acquérir, de posséder ou d'affermer des biens mobiliers et immobiliers, d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Ni leurs activités ni leurs biens ne seront assujettis à des impôts, taxes, contributions, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont imposés ou pourront être imposés aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article X.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans les ports et les villes de l'autre Partie. Avant qu'un fonctionnaire consulaire puisse exercer ses fonctions, il devra, en observant les formes en usage, avoir été reconnu par le Gouvernement sur le territoire duquel il aura sa résidence.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des deux Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits, exemptions et privilèges qui sont accordés aux fonctionnaires consulaires de même grade de la nation la plus favorisée.

Article XI.

Il y aura, entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation. Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, sur le même pied que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux, ports, et rivières du territoire de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur ; ils sont, toutefois, tenus de se conformer toujours aux lois du pays où ils arrivent.

Les navires de commerce appartenant aux ressortissants ou aux sociétés de chacun des pays contractants, leurs équipages et cargaisons, à leur arrivée au territoire de l'autre pays, soit qu'ils viennent directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront sous tous les rapports d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages et cargaisons nationaux, ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Article VIII.

The High Contracting Parties agree to conclude special conventions affording mutual protection for intellectual and industrial property.

Article IX.

Incorporated or other companies, and commercial, industrial or financial associations (including insurance companies), which are or may hereafter be constituted in conformity with the laws of one of the High Contracting Parties and which have their headquarters in the territory of that Party, shall be authorised within the territory of the other Party, provided they conform to the laws of such Party, to exercise their rights and to appear in court either as plaintiff or defendant.

The above provision shall in no way affect decisions as to whether a company or association of the above nature, established in one of the two countries, shall be accorded or refused the right to carry on trade or industry in the other ; such right shall continue to be determined in all cases by the laws and decrees in force in the respective countries. Such companies and associations shall in this respect enjoy the same rights and favours as those which are or may hereafter be accorded to similar organisations of a third Power.

After such authorisation has been accorded, the above-mentioned companies shall enjoy, as regards the carrying on of their activities, and the right to acquire, possess and lease movable and immovable property, treatment as favourable as that which is or may hereafter be accorded to companies of the most-favoured nation.

They shall not be liable, either in respect of their activities or of their property, to imposts, taxes or contributions of any kind whatever, other or higher than those which are or may be imposed upon companies of the most-favoured nation.

Article X.

The High Contracting Parties shall accord each other the right of appointing consular representatives in the ports and towns of the other Party. Before a consular officer can exercise his functions he must, in accordance with the customary forms, have been recognised by the Government on whose territory he resides.

The consular officers of each of the High Contracting Parties shall enjoy on the territory of the other the same rights, exemptions and privileges as those granted to consular officers of the same rank belonging to the most-favoured nation.

Article XI.

There shall be, between the territories of the two High Contracting Parties, reciprocal freedom of commerce and navigation. The nationals of each of the High Contracting Parties shall have full liberty, on the same terms as the nationals or subjects of the most-favoured nation, to proceed with their vessels or cargoes to all places, ports and rivers in the territories of the other which are or may be open to foreign trade ; in all cases, however, they must conform to the laws of the country to which they have come.

Merchant vessels belonging to nationals or companies of either of the High Contracting Parties, and their crews and cargoes, whether arriving direct from the country of origin or from another country, and whatever the place of departure or destination of their cargoes, may be. shall on arrival in the territory of the other Party enjoy in all respects treatment at least as favourable as that accorded to vessels, crews and cargoes of the home country or to those of the most-favoured nation.

Article XII.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de Danemark (y compris le Groenland) ou de Lettonie, jouiront à leur importation sur le territoire de l'autre Partie en tout ce qui concerne les droits de douane, l'application de coefficients de majoration et de tout autre droit qui, en supplément aux droits d'entrée serait prélevé à l'importation des produits, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits de la nation la plus favorisée. Ledit traitement comprendra aussi le régime douanier, toutes les formalités de douane, le remboursement des droits acquittés, l'entreposage et les certificats d'origine.

Article XIII.

Les produits originaires et en provenance de tout autre pays en transit sur le territoire de l'une des Parties utilisant ou non l'entreposage dans les ports francs, entrepôts libres, entrepôts de transit ou autres entrepôts douaniers, jouiront à leur importation sur le territoire de l'autre Partie, en ce qui concerne les droits d'entrée, tous autres droits et, à tout autre égard, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui serait accordé aux produits importés directement du pays d'origine.

Article XIV.

Les produits exportés de Danemark à destination de la Lettonie ou les produits exportés de Lettonie à destination du Danemark jouiront, en tout ce qui concerne les droits d'exportation, l'application de coefficients de majoration et de tout autre droit, levé à l'exportation des produits des deux pays, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits exportés à destination de la nation la plus favorisée.

Article XV.

Aucune prohibition ou restriction ne sera maintenue ou imposée par l'une des Parties contractantes à l'importation ou à l'exportation d'un article quelconque en provenance ou à destination du territoire de l'autre, qui ne s'étendra pas également aux articles similaires venant de tout autre pays ou y allant.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables lorsque l'établissement ou le maintien d'une prohibition :

1. visent la sécurité publique ou la sécurité d'Etat ;

2. sont des mesures sanitaires ou de précaution contre les maladies des animaux et végétaux.

Article XVI.

Chacun des deux pays contractants s'engage à accorder le libre transit à travers son territoire aux personnes, bagages, marchandises, navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport, à destination ou en provenance de l'autre pays et à les assujettir à un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à la nation la plus favorisée.

Le trafic en transit ne sera soumis à aucun droit spécial par rapport au transit (y compris l'entrée et la sortie) à l'exception des droits destinés exclusivement à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration provoquées par le transit, sans préjudice toutefois des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces marchandises pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

Article XII.

Natural or manufactured products which have their origin in or have been despatched from Denmark (including Greenland) or Latvia shall, on importation into the territory of the other Party, in all matters relating to Customs duties, the application of coefficients of increase, and any other duties levied on imports in addition to import duties, enjoy treatment at least as favourable as that which is or may be granted to the products of the most-favoured nation. This treatment shall also apply as regards the Customs regime, Customs formalities of every kind, the refunding of duties already paid, warehousing and certificates of origin.

Article XIII.

Products having their origin in or coming from another country and passing in transit through the territory of one of the Parties, whether or no such products are warehoused in free ports, free warehouses or transit or other Customs warehouses, shall, on importation into the territory of the other country, be accorded, as regards import and all other duties and in every other respect, treatment at least as favourable as that granted to products imported direct from the country of origin.

Article XIV.

Products exported from Denmark to Latvia or vice versa shall, in all matters relating to the export duties, the application of coefficients of increase and all other duties levied on goods exported from the two countries, be accorded treatment at least as favourable as that which is or may be granted to goods exported to the most-favoured country.

Article XV.

No prohibition or restriction shall be maintained or imposed by either of the Contracting Parties on the importation or exportation of any article whatever coming from or consigned to the territory of the other, unless such prohibition or restriction also applies to similar articles coming from or proceeding to any other country.

The provisions of the present article shall not be applicable when the issue or maintenance of any prohibition :

(1) is made out of regard for public security or the safety of the State ;

(2) is intended to safeguard public health or as a precaution against diseases of animals or plants.

Article XVI.

Each Contracting Party shall undertake to accord freedom of transit across its territory to persons, baggage and goods and to vessels, boats, carriages, wagons and other means of transport proceeding to or coming from the other country, and to accord them treatment at least as favourable as that granted to the most-favoured nation.

Traffic in transit shall not be subjected to any special dues on account of transit (including entry and exit), except dues imposed exclusively to cover the cost of supervision and administration involved by such transit, without prejudice, however, to the fiscal charges in respect of any transactions carried out in connection with the goods in the course of warehousing or transport.

Ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes ne sera tenue par cet article à accorder passage aux voyageurs dont l'admission est défendue dans son territoire ou aux marchandises d'une catégorie dont l'importation est prohibée, soit pour sauvegarder la santé, la sécurité publique et la sécurité d'Etat, soit comme mesure de précaution contre les maladies des animaux et végétaux.

Article XVII.

Les personnes, bagages et marchandises, remis au transport dans le territoire de l'une des Parties contractantes et devant être expédiés sur le territoire de l'autre Partie contractante ou à travers ce territoire à destination d'un tiers Etat, jouiront à l'égard de ce transport du même traitement que les personnes, bagages et produits nationaux ou de la nation la plus favorisée. Seront traitées pareillement les marchandises remises au transport dans un tiers Etat et devant être expédiées à travers le territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie contractante. Les marchandises destinées à l'exportation de l'un des deux pays pour l'autre jouiront également, en ce qui concerne le transport sur le territoire du premier pays, du même traitement que les marchandises destinées à l'exportation pour le pays le plus favorisé.

Article XVIII.

En tout ce qui concerne les droits de consommation, de production, de vente, de monopole et tous autres droits internes, les produits originaires et en provenance de l'un des pays contractants jouiront dans l'autre du même traitement qui est accordé ou pourrait être accordé aux produits de la nation la plus favorisée.

Article XIX.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes soumettrait l'importation ou l'exportation de certains produits à des conditions spéciales de prix, de vente ou d'achat, sanctionnées par le Gouvernement ou par les organes habilités par lui, les conditions applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui soient appliquées ou puissent être appliquées aux produits ou aux ressortissants d'un tiers Etat.

Article XX.

Les négociants, les fabricants et les industriels de l'une des Hautes Parties contractantes, domiciliés et exerçant leur commerce et industrie dans le territoire de cette Partie, qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis légalement, pourront, en se soumettant aux lois et règlements en vigueur dans les deux pays, dans le territoire de l'autre, soit en personne, soit par des commis-voyageurs, faire des achats ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons. Ces négociants, fabricants, industriels et leurs commis-voyageurs, en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes, jouiront, en matière d'impo sition et de facilités du traitement de la nation la plus favorisée.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés, seront, dans chacun des deux pays, admis temporairement en franchise de droits, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par loi ou par règlements. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés, lors de leur réexportation. Le droit de décider si un échantillon est susceptible d'admission en franchise, appartient exclusivement, dans tous les cas, aux autorités compétentes du lieu où l'importation a été effectuée.

Nevertheless, neither of the High Contracting Parties shall be bound by the present article to admit persons who are forbidden to enter its territory, or any category of goods the importation of which is prohibited either for the purpose of safeguarding public health, public security or the safety of the State, or as a precaution against diseases of animals or plants.

Article XVII.

Persons, baggage and goods conveyed from the territory of one of the Contracting Parties to the territory of the other or across that territory to a third State shall be accorded in respect of such transport the same treatment as persons, baggage and goods of the most-favoured nation. The same treatment shall be applied to goods conveyed from a third State across the territory of one of the Contracting Parties to that of the other. Goods intended for export from one of the two countries to the other shall also be accorded, as regards transport in the territory of the first country, the same treatment as goods intended for export to the most-favoured country.

Article XVIII.

In all matters connected with duties on consumption, production, sale or monopoly, and all other internal duties, products having their origin in or coming from one of the Contracting countries shall enjoy in the other the same treatment as that which is or may be accorded to the products of the most-favoured nation.

Article XIX.

Should one of the Contracting Parties subject the importation or exportation of certain products to special conditions as regards price, sale or purchase, such conditions being approved by the Government or by its duly qualified organisations, the conditions applicable to the other Party shall be the most favourable which are or may be applied to products or nationals of a third State.

Article XX.

Merchants, manufacturers and industrialists nationals of one of the High Contracting Parties who are domiciled and carry on their trade or industry in the territory of that Party and who prove by the production of a legitimation card issued by the competent authorities of their country that they are authorised to carry on their trade or industry therein and are therein paying all legally established charges and taxes may, provided they conform to the laws and regulations in force in both countries, make purchases or solicit orders, on sample or otherwise, in the territory of the other Party, either in person or through commercial travellers. Such merchants, manufacturers, industrialists and their commercial travellers, when making the purchases or soliciting the orders in question, shall enjoy most-favoured nation treatment in regard to the imposition of charges and the facilities granted to them.

Articles imported as samples for the above-mentioned purposes shall in both countries be temporarily admitted duty-free in accordance with the Customs regulations and formalities prescribed with a view to ensuring their re-exportation or the payment of the requisite Customs duties in the event of non-re-exportation within the period provided by law or by the regulations. Such privilege shall not be extended, however, to articles which, on account of their quantity or value, cannot be considered as samples, or which, on account of their nature, cannot be identified on re-exportation. In all cases it shall be the exclusive privilege of the competent authorities at the place at which the importation takes place to decide whether a sample may or may not be admitted duty-free.

Article XXI.

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports de l'une des Hautes Parties contractantes par des bâtiments navigant sous pavillon national ou sous le pavillon de la nation la plus favorisée pourront, de même, être importés dans ces ports par des navires de l'autre Partie contractante, sans être soumis à aucun droit ou charge, de quelque dénomination que ce soit, autre ou plus élevé que ceux auxquels les mêmes articles seraient soumis s'ils étaient importés par des bâtiments navigant sous pavillon national ou sous le pavillon de la nation la plus favorisée. Ce traitement sera appliqué sans distinction, que ces articles viennent directement du lieu d'origine, ou de tout autre pays étranger.

Il y aura, de même, parfaite égalité de traitement pour l'exportation de façon que les mêmes droits de sortie seront payés et les mêmes primes et ristournes seront accordées, dans le territoire de chacune des Parties contractantes, à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou pourra en être légalement exporté, que cette exportation se fasse par des bâtiments navigant sous pavillon national ou sous le pavillon de la nation la plus favorisée et quel que soit le lieu de destination, soit un port de l'autre Partie, soit un port d'une tierce Puissance.

Article XXII.

En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, il ne sera accordé par l'une des Parties aux bâtiments navigant sous pavillon national ou sous le pavillon d'une tierce Puissance, aucun privilège ni aucune facilité qui, en pareil cas, ne soit également accordé aux navires de l'autre pays, la volonté des Parties contractantes étant que, sous ces rapports, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Article XXIII.

Les navires lettons entrant dans un port de Danemark et réciproquement, les navires danois entrant dans un port de Lettonie, et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant, toutefois, aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison, qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour les navires nationaux ou pour les navires appartenant aux ressortissants de la nation la plus favorisée. En continuant son voyage pour l'autre ou les autres ports de destination, lesdits navires pourront y décharger le reste de leur cargaison, toujours en se conformant aux lois, aux tarifs et aux règlements de douane du pays. De la même manière et sous la même restriction, tout navire de l'une des Parties contractantes pourra charger dans les divers ports de l'autre, au cours du même voyage pour l'étranger.

Article XXIV.

Aucun droit de tonnage, de transit, de canal, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou autres droits ou charges similaires ou analogues, de quelque dénomination que ce soit, levés au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne seront imposés dans les eaux territoriales de l'un des deux pays sur les navires de l'autre, sans qu'ils soient également imposés, sous les mêmes conditions, sur les navires nationaux ou sur les navires de la nation la plus favorisée. Cette égalité de traitement sera appliquée réciproquement aux navires respectifs, de quelque endroit qu'ils arrivent et quel que soit le lieu de destination.

Article XXI.

All articles which are or may be legally imported at the ports of one of the High Contracting Parties by vessels flying the national flag or the flag of the most-favoured nation may similarly be imported at such ports by vessels of the other Contracting Party, and shall not be subject to any duty or charge, under whatever denomination, other or higher than those to which the same articles would be liable if imported by vessels flying the national flag or the flag of the most-favoured nation. This treatment shall be applied whether the articles come direct from the place of origin or from any other foreign country.

Complete equality of treatment shall similarly be granted in regard to exportation ; accordingly the same export duty shall be payable and the same allowances or drawbacks shall be granted in the territory of each of the Contracting Parties on the export of any article whatever which can or may hereafter legally be exported, whether in vessels flying the national flag or the flag of the most-favoured nation, and whether the place of destination is a port of the other Party or a port of a third Power.

Article XXII.

In all matters relating to the stationing, loading, and unloading of vessels in the territorial waters of the High Contracting Parties, neither of the Parties shall grant to vessels flying its flag or the flag of a third Power any privilege or facility which is not also granted in similar circumstances to vessels of the other Party, it being the desire of the Contracting Parties that in these respects their vessels shall be placed on terms of complete equality.

Article XXIII.

Latvian vessels putting in at a Danish port and Danish vessels putting in at a Latvian port to discharge part of their cargo only may, provided they conform to the laws and regulations of the country in question, retain on board the part of their cargo intended for another port either in the same or another country, and may re-export such portion without being required to pay in respect thereof any Customs dues except those charged for supervision ; moreover the only rates chargeable for the latter purpose shall be those applicable to vessels of the home country or vessels belonging to nationals of the most-favoured nation. The vessels referred to above may then continue their voyage to the other port or ports for which they are bound and may discharge the rest of their cargo there, always provided they conform to the Customs laws, tariffs and regulations of the country. Similarly, and subject to the same restriction, any vessel of one of the Contracting Parties may take cargo on board at any of the ports of the other Party in the course of one and the same voyage to a foreign country.

Article XXIV.

No tonnage, transit, canal, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine duties or other similar or analogous duties or charges, of whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind shall be imposed in the territorial waters of one of the two countries on the vessels of the other unless such duties or charges are also imposed under similar conditions on vessels of the home country or vessels of the most-favoured nation. This equality of treatment shall be applied, on a reciprocal basis, to the vessels of both countries, irrespective of the place from which they have come or for which they are bound.

Article XXV.

Les navires chargés d'un service postal régulier de l'une des Hautes Parties contractantes, qu'ils appartiennent à l'Etat ou qu'ils soient subventionnés par lui à cet effet, jouiront dans les eaux territoriales de l'autre, des mêmes facilités, privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux navires similaires de la nation la plus favorisée.

Article XXVI.

Les dispositions du présent Traité ne pourront autoriser l'une des Hautes Parties contractantes à faire le cabotage ni à exiger les faveurs qui sont accordées ou qui pourraient être accordées à la pêche nationale.

Article XXVII.

Les officiers consulaires compétents de chacune des Hautes Parties contractantes seront, dans le territoire de l'autre, exclusivement chargés du maintien de l'ordre intérieur des navires marchands de leur nation, et seront seuls compétents pour connaître les différends qui pourraient survenir, soit en mer, soit dans les eaux territoriales de l'autre Partie, entre les capitaines, les officiers et l'équipage, notamment en ce qui concerne le règlement des salaires et l'exécution des contrats. Toutefois, la juridiction appartiendra aux autorités territoriales dans les cas, où il surviendrait, à bord d'un navire marchand de l'une des Parties contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, des désordres que les autorités compétentes du lieu jugeraient de nature à troubler ou à pouvoir troubler la paix ou l'ordre dans ces eaux ou à terre.

Article XXVIII.

Si un marin déserte un navire appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, les autorités locales seront tenues de prêter, dans les limites de la loi, toute l'assistance en leur pouvoir, pour l'arrestation et la remise de ce déserteur, sur la demande qui leur sera adressée, à cet effet, par l'officier consulaire compétent du pays auquel appartient le navire en question, avec l'assurance de rembourser toutes les dépenses y relatives.

Il est entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, ressortissants du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Article XXIX.

En cas d'échouement d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, le navire, la cargaison et l'équipage jouiront à tous les égards du même traitement que celui que la législation des pays respectifs accorde dans ces conditions à ses propres navires ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Le plus proche officier consulaire du pays auquel appartient le navire en sera informé le plus tôt possible, à l'effet de faciliter au capitaine les moyens de remettre à flot le navire sous la surveillance et avec l'aide de l'autorité locale et de surveiller l'opération.

Les autorités locales devront de toute façon prêter leur concours à l'officier consulaire dans l'exécution de sa mission pour la sauvegarde de tous les intérêts dans le sauvetage du navire et de la cargaison.

S'il y a bris et naufrage, ou abandon du navire, l'autorité demandera l'avis de l'officier consulaire sur les mesures à prendre pour la garantie de tous les intérêts dans le sauvetage du navire et de la cargaison jusqu'à ce que les propriétaires ou leurs fondés de pouvoir se présentent.

Article XXV.

Vessels regularly carrying the mails of one of the High Contracting Parties, whether State-owned or subsidised by the State for that purpose, shall be accorded, in the territorial waters of the other, the same facilities, privileges and immunities as those granted to similar vessels of the most-favoured nation.

Article XXVI.

The provisions of the present Treaty shall not entitle either of the High Contracting Parties to engage in coasting trade (cabotage) or to claim any favours which are or may be granted to the fisheries of the home country.

Article XXVII.

The competent consular officers of each of the High Contracting Parties shall in the territory of the other have exclusive charge of the maintenance of order on board merchant vessels of their own country, and shall alone be competent to deal with any disputes which may arise either at sea or in the territorial waters of the other country between masters, officers and crews, particularly as regards the payment of wages and the fulfilment of contracts. The territorial authorities shall, however, be entitled to take action if there occur on board a merchant vessel of one of the High Contracting Parties, in the territorial waters of the other, disorders which, in the opinion of the competent local authorities, are calculated to disturb peace and order in such waters or on land.

Article XXVIII.

If a sailor deserts from a vessel belonging to one of the High Contracting Parties in the territorial waters of the other, the local authorities shall be bound, within the limits of the law, to afford all assistance in their power to secure the arrest and surrender of the deserter, if requested to do so by the competent consular officer of the country to which the vessel in question belongs, and provided they receive an assurance that any expenses incurred by them shall be reimbursed.

It is understood that the stipulations of the present article shall not apply to sailors or other members of the crew who are nationals of the country in which the desertion takes place.

Article XXIX.

If a vessel of one of the High Contracting Parties should run aground upon the coasts of the other, such vessel and its cargo and crew shall be accorded in every respect the same treatment as that prescribed by the laws of the respective countries in such cases for its own vessels or those of the most-favoured nation.

The nearest consular officer of the country to which the vessel belongs shall be informed as soon as possible, in order that he may help the master to obtain the means of refloating the vessel, under the supervision and with the assistance of the local authority, and in order that he may himself supervise the operations.

The local authorities shall afford every assistance to the consular officer in the execution of his duty, in order to safeguard all interests connected with the salvage of the vessel and cargo.

If the vessel is wrecked or abandoned, the authorities shall apply to the consular officer for his opinion as to the measures to be taken to safeguard all interests connected with the salvage of the vessel and cargo, pending the arrival of the owners or their agents.

Les produits ne seront passibles d'aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation intérieure. Toutefois, les victuailles sauvées qui ne sont pas vendues, mais servent à l'alimentation de l'équipage, sont exemptées de droits. Pour les droits et frais de sauvetage et conservation du navire et de la cargaison, le bâtiment échoué sera traité comme le serait un bâtiment national en pareil cas.

Article XXX.

Une convention spéciale réglera la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage et de navigabilité délivrés par les autorités compétentes.

Article XXXI.

Les navires marchands navigant sous pavillon letton ou danois et ayant à bord les documents requis par leurs lois et règlements nationaux pour établir leur nationalité, seront respectivement considérés en Danemark et en Lettonie comme navires lettons ou danois.

Article XXXII.

Les entreprises d'émigration autorisées dans l'un des deux pays bénéficieront sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre pays, des mêmes droits, privilèges, immunités et exceptions que les entreprises similaires du pays le plus favorisé.

Article XXXIII.

Sauf disposition contraire dans le présent Traité les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement en ce qui concerne leur commerce, leur industrie, leurs professions, leur agriculture, leur navigation un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à la nation la plus favorisée.

Article XXXIV.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes relatifs à l'application et à l'interprétation du présent Traité et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis à un tribunal d'arbitrage qui, le cas échéant, se composera d'un représentant de chacune des Hautes Parties contractantes et d'un arbitre qu'elles désigneront parmi les ressortissants d'un tiers Etat. A défaut d'un accord entre les deux Gouvernements du choix de l'arbitre, le président de la Cour permanente de Justice internationale sera prié de le désigner.

Le siège du tribunal sera fixé par les Hautes Parties contractantes ou, à défaut d'un accord y relatif, par l'arbitre.

Le tribunal suivra la procédure sommaire prescrite par le règlement adopté par la Cour permanente de Justice internationale le 24 mars 1922, section C (Articles 67-70).

Les décisions prises par le tribunal d'arbitrage pourront au cours d'un mois après leur modification aux Hautes Parties contractantes être soumises par chacune de celles-ci à la Cour permanente de Justice internationale en vue de révision.

The goods salved shall not be subject to Customs duty unless introduced for consumption within the country. Customs duty shall not be charged, however, upon victuals which have been salved and not sold but used for the support of the crew. Vessels which have run aground shall be accorded the same treatment as vessels of the home country in similar circumstances as regards the dues connected with and the costs of the salvage and preservation of the vessel and cargo.

Article XXX.

A special convention shall be concluded in regard to the reciprocal recognition of the tonnage measurement certificates and certificates of sea-worthiness issued by the competent authorities.

Article XXXI.

Merchant vessels flying the Latvian or Danish flag and having on board the papers required by their national laws and regulations for the purpose of establishing their nationality shall be deemed in Denmark and Latvia to be Latvian or Danish vessels respectively.

Article XXXII.

Emigration undertakings authorised in one of the two countries shall, in the territory of the other country, be accorded all rights, privileges, immunities and exemptions granted to similar undertakings of the most-favoured nation.

Article XXXIII.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the High Contracting Parties undertake to grant each other, in respect of trade, industry, occupations, agriculture and navigation, treatment at least as favourable as that which is or may be accorded to the most-favoured nation.

Article XXXIV.

Any disputes arising between the High Contracting Parties concerning the application and interpretation of the present Treaty which cannot be settled through the diplomatic channel shall be submitted to an arbitration tribunal, which shall, when necessary, be composed of one representative of each of the High Contracting Parties and one arbitrator appointed by the Parties from among the nationals of a third State. Should the two Governments fail to agree upon the choice of the arbitrator, the President of the Permanent Court of International Justice shall be requested to appoint him.

The seat of the tribunal shall be fixed by the High Contracting Parties or, should they fail to agree on this point, by the arbitrator.

The tribunal shall follow the summary procedure laid down in the regulations adopted by the Permanent Court of International Justice on March 24, 1922, Section C (Articles 67-70).

The decisions reached by the arbitration tribunal may, within one month after being communicated to the High Contracting Parties, be submitted by either of the latter to the Permanent Court of International Justice for revision.

Article XXXV.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, stipulée par le présent Traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir :

a) les privilèges qui ont été ou seront accordés à des Etats voisins en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur de l'une et l'autre zone frontière (sur une profondeur maxima de 15 kilomètres des deux côtés de la frontière) ;

b) les privilèges qui ont été ou qui seront consentis par une des Hautes Parties contractantes à un tiers Etat en vertu d'une union douanière déjà existante ou qui serait conclue à l'avenir.

Le Danemark n'invoquera pas les dispositions du présent Traité pour réclamer les franchises immunités et privilèges que la Lettonie reconnaît ou reconnaîtra à un des Etats Baltiques (Finlande Esthonie, Lithuanie) en raison d'accords particuliers. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que la Lettonie pourrait accorder à l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

Toutefois, il est entendu que le Danemark pourra réclamer immédiatement lesdits avantages au cas où ils auraient été accordés par la Lettonie à un des Etats non cités ci-dessus.

De même, la Lettonie n'invoquera pas les dispositions du présent Traité pour réclamer les avantages que le Danemark a accordé ou pourrait à l'avenir accorder à la Norvège ou à la Suède ou à ces deux pays, tant que lesdits avantages ne sont pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà nommés.

Les dispositions du présent Traité ne seront pas appliquées sur le territoire de Grœnland.

Article XXXVI.

Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification.

Le Traité est conclu pour la durée d'un an. Cependant, s'il n'est pas dénoncé à l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur six mois à compter du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double original, à Riga, le 3 novembre 1924.

(L. S.) (sign.) J. CLAN.
(L. S.) (sign.) L. SEJA.

Article XXXV.

The liberties, immunities and privileges enumerated below shall not be deemed to be at variance with the principle of most-favoured nation treatment laid down by the present Treaty :

(*a*) Any privileges which have been or may hereafter be granted to adjoining States for the purpose of facilitating local traffic in the zones on both sides of the common frontier (to a distance of not more than 15 kilometres from the frontier on each side) ;

(*b*) Any privileges which have been or may be granted by one of the High Contracting Parties to a third State in virtue of any Customs union which may already exist or may herafter be formed.

Denmark shall not lay claim in virtue of the present Treaty to the liberties, immunities and privileges which Latvia concedes or may concede to any of the Baltic States (Finland, Esthonia and Lithuania) by virtue of special agreements. The same shall apply to any privileges which Latvia may grant to the Union of Socialist Soviet Republics by virtue of special conventions or Customs agreements.

It is understood, however, that Denmark may claim such favours immediately they are granted by Latvia to any State not mentioned above.

Similarly, Latvia may not lay claim in virtue of the present Treaty to any favours which Denmark has granted or may grant in the future to Norway or Sweden or both those countries, provided that such favours are not granted to any States other than these.

The provisions of the present Treaty shall not apply to Greenland.

Article XXXVI.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Riga.

It shall come into force on the 15th day after the exchange of the instruments of ratification.

The Treaty is concluded for a period of one year. If, however, it is not denounced at the end of that period it shall be renewed by tacit agreement for an indefinite period and may be denounced at any time.

The Treaty shall still remain in force for six months from the date on which either of the Contracting Parties notifies the other of its intention to terminate it.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Riga, on November 3, 1924.

(L. S.) (Signed) J. CLAN.
(L. S.) (Signed) L. SEJA.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature du présent Traité, conclu à la date de ce jour, les soussignés Plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

Considérant les relations qui, conformément au contenu de la loi unionelle du 30 novembre 1918, existent entre le Danemark et l'Islande, il est entendu que les dispositions du susdit Traité ne pourront pas, de la part de la Lettonie être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

Fait en double original, à Riga, le 3 novembre 1924.

(sign.) J. CLAN.
(sign.) L. SEJA.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 30 avril 1925.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the present Treaty, which has been concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

In view of the relations which exist between Denmark and Iceland in virtue of the Law of Union dated November 30, 1918, it is understood that the provisions of the above Treaty may not be cited by Latvia for the purpose of claiming any special favours which Denmark has granted or may in future grant to Iceland.

Done in duplicate, at Riga, on November 3, 1924.

(Signed) J. CLAN.
(Signed) L. SEJA.

N° 861.

BRÉSIL ET SUISSE

Traité relatif au règlement judiciaire des différends qui viendraient à s'élever entre les deux Parties contractantes, signé à Rio de Janeiro, le 23 juin 1924.

BRAZIL AND SWITZERLAND

Treaty relating to the Judicial Settlement of Disputes which may arise between the two Contracting Parties, signed at Rio de Janeiro, June 23, 1924.

No. 861. — TRAITÉ[1] ENTRE LES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL ET LA SUISSE, RELATIF AU RÈGLEMENT JUDICIAIRE DES DIFFÉRENDS QUI VIENDRAIENT A S'ÉLEVER ENTRE LES DEUX PARTIES CONTRACTANTES, SIGNÉ A RIO DE JANEIRO, LE 23 JUIN 1924.

Textes officiels français et portugais communiqués par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 16 mai 1925.

Le CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL, animés du désir de resserrer toujours plus les liens de bonne amitié qui unissent les deux pays et de résoudre, autant que possible, par la voie judiciaire les différends qui viendraient à s'élever entre la Confédération Suisse et les Etats-Unis du Brésil, ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Albert GERTSCH, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération Suisse aux Etats-Unis du Brésil,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

Monsieur José Felix ALVES PACHECO, Ministre d'Etat des Relations extérieures.

Lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente de Justice internationale[2] les différends qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique ou par tout autre moyen de conciliation, à la condition, toutefois, qu'ils ne portent pas sur des questions qui affectent des principes constitutionnels de l'un ou l'autre des Etats contractants.

Article 2.

Les questions qui ont déjà fait l'objet d'accords définitifs entre les deux Parties ne peuvent donner lieu à recours à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que le différend ne porte sur l'interprétation ou l'exécution de ces mêmes accords.

[1] L' échange des ratifications a eu lieu à Rio de Janeiro, le 7 avril 1925.

[2] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 et vol. XXVII, page 416 de ce Recueil.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

No. 861. — TRATADO [1] RELATIVO A SOLUÇÃO JUDICIAL DAS CONTROVERSIAS QUE VENHAM A SURGIR ENTRE A CONFEDERAÇÃO SUISSA E A REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL, ASSIGNADO NO RIO DE JANEIRO EM 23 DE JUNHO DE 1924.

French and Portuguese official texts communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place May 16, 1925.

O CONSELHO FEDERAL SUISSO e o PRESIDENTE da REPUBLICA dos ESTADOS UNIDOS do BRASIL, animados do desejo de fortalecer, cada vez mais, os laços de bôa amizade existentes entre os dois paizes, resolveram celebrar um Tratado para a solução das controversias que se possam suscitar, no futuro, entre a Confederação Suissa e os Estados Unidos do Brasil, e para esse fim nomearam seus Plenipotenciarios, a saber :

O CONSELHO FEDERAL SUISSO :

o Senhor Alberto GERTSCH, Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario da Confederação Suissa, nos Estados Unidos do Brasil.

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

o Senhor José Felix Alves PACHECO, Ministro de Estado das Relações Exteriores.

Os quaes depois de se haverem communicado os seus plenos poderes, achados em bôa e devida forma, convieram nos artigos seguintes :

Artigo 1.

As Altas Partes Contratantes obrigam-se a submetter á Côrte Permanente de Justiça Internacional [2] as controversias que surgirem entre ellas e que não tenham sido resolvidas por via diplomatica ou por outro qualquer meio de conciliação, contanto que taes controversias não versem sobre questões que affectem preceitos constitucionaes de um ou outro dos Estados Contractantes.

Artigo 2.

As questões que já tenham sido objecto de accordos definitivos entre as duas Partes não poderão dar causa a recurso para á Côrte Permanente de Justiça Internacional, a menos que a controversia seja sobre a interpretação ou execução dos mesmos accordos.

[1] The exchange of ratifications took place at Rio de Janeiro, April 7, 1925.

[2] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 and Vol. XXVII, page 416 of this Series.

Article 3.

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes signeront un compromis spécial déterminant nettement l'objet du différend, les compétences particulières qui pourraient être dévolues à la Cour, ainsi que toutes autres conditions arrêtées entre elles.

Le compromis est établi par échange de notes entre les Gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Il est interprété en tous points par la Cour permanente de Justice internationale.

Si, dans les six mois qui suivent la notification d'un projet de compromis par l'une des Parties, les Hautes Parties contractantes ne parviennent pas à s'entendre sur les dispositions à prendre chacune d'entre elles peut saisir la Cour de Justice internationale par voie de simple requête, conformément à l'article 40 de son Statut.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à observer et à exécuter loyalement l'arrêt rendu par la Cour permanente de Justice internationale.

Elles s'abstiendront, durant le cours de la procédure judiciaire, de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'exécution de l'arrêt à rendre par la Cour de Justice.

Article 5.

Les difficultés auxquelles peut donner lieu l'exécution de l'arrêt seront tranchées par la Cour permanente de Justice internationale.

Dans ce cas, chacune des Parties peut saisir la Cour de Justice du différend par voie de simple requête.

Article 6.

Chaque Partie supporte ses propres frais de procédure.

Article 7.

Le présent Traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Rio de Janeiro dans le plus bref délai possible.

Le Traité est conclu pour la durée de dix ans à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessus nommés ont signé le présent Traité en deux exemplaires, chacun en langues française et portugaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Rio de Janeiro, le vingt-trois juin 1924.

(L. S.) (sig.) ALBERT GERTSCH.

(L. S.) (sig.) JOSÉ FELIX ALVES PACHECO.

Pour copie conforme.

Berne, le 15 mai 1925.

Le Chancelier de la Confédération :

KAESLIN.

Artigo 3.

Em cada caso occorrente as Altas Partes Contractantes assignarão um compromisso especial determinando claramente o objecto da controversia, as competencias particulares que poderiam ser devolvidas á Côrte, assim como todas as outras condições combinadas entre ellas.

O compromisso será estabelecido por troca de notas entre os Governos das Altas Partes Contractantes.

O compromisso será interpretado em todos os pontos pela Côrte Permanente de Justiça Internacional.

Se nos seis mezes que seguirem a notificação de um projecto de compromisso apresentado por uma das Partes, as Altas Partes Contractantes não conseguirem entender-se sobre as medidas a tomar, qualquer dellas poderá submetter a questão á Côrte de Justiça Internacional, por meio de simples requerimento, de accordo com o artigo 40 dos seus Estatutos.

Artigo 4.

As Altas Partes Contractantes obrigam-se a observar e cumprir lealmente a sentença proferida pela Côrte Permanente de Justiça Internacional.

As Altas Partes Contractantes abster-se-ão, durante o curso do processo judiciario de qualquer medida que possa ter repercussão que prejudique a execução da sentença a ser proferida pela Côrte de Justiça.

Artigo 5.

As difficuldados que possam surgir na execução da sentença serão resolvidas pela Côrte Permanente de Justiça Internacional.

Neste caso qualquer das Partes poderá submetter a questão á Côrte de Justiça por meio de simples requerimento.

Artigo 6.

Cada uma das Partes pagará as despezas que fizer no processo.

Artigo 7.

O presente Tratado será ratificado. Os instrumentos de ratificação serão trocados no Rio de Janeiro no mais breve prazo possivel.

O Tratado vigorará por dez annos, a contar de troca das ratificações. Se não for denunciado seis mezes antes da expiração deste prazo continuará em vigor durante novo periodo de dez annos e assim successivamente.

Em fé do que os Plenipotenciarios acima nomeados assignaram o presente Tratado em dois exemplares, cada um nas linguas, franceza e portugueza, appondo nelles os respectivos sellos.

Feito, em duplicata, no Rio de Janeiro, aos vinte e tres dias de Junho de 1924.

(L. S.) (sig.) ALBERT GERTSCH.

(L. S.) (sig.) JOSÉ FELIX ALVES PACHECO.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 861. — TREATY BETWEEN THE UNITED STATES OF BRAZIL AND SWITZERLAND, RELATING TO THE JUDICIAL SETTLEMENT OF DISPUTES WHICH MAY ARISE BETWEEN THE TWO CONTRACTING PARTIES, SIGNED AT RIO DE JANEIRO, JUNE 23, 1924.

The SWISS FEDERAL COUNCIL and the PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, being desirous of strengthening still further the ties of friendship which unite the two countries and of settling as far as possible by judicial means any disputes which may arise between the Swiss Confederation and the United States of Brazil, have resolved to conclude a Treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Albert GERTSCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation in the United States of Brazil,

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

M. José Felix Alves PACHECO, Minister of State for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to submit to the Permanent Court of International Justice any disputes that may arise between them and which it may not have been possible to settle through the diplomatic channel or by any other method of conciliation, subject, however, to the condition that these disputes shall not refer to questions affecting the constitutional principles of one or other of the Contracting States.

Article 2.

Questions which have already been the subject of definite agreements between the two Parties shall not be referred to the Permanent Court of International Justice unless the dispute bears upon the interpretation or execution of these agreements.

Article 3.

In each particular case the High Contracting Parties shall sign a special agreement *(compromis)* specifying clearly the subject of the dispute, the particular competence that might devolve upon the Court, and any other conditions fixed between themselves.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

The agreement shall be constituted by an exchange of notes between the Governments of the High Contracting Parties.

All points contained therein shall be interpreted by the Permanent Court of International Justice.

If, within six months of the notification by one of the Parties of a draft, the High Contracting Parties do not agree upon the steps to be taken, either Party may, by a simple application, refer the matter to the Court of International Justice, in conformity with Article 40 of the Statute of the Court.

Article 4.

The High Contracting Parties undertake to observe and act loyally upon the judgment of the Permanent Court of International Justice.

During the judicial procedure they shall abstain from all measures which might prejudicially affect the execution of the judgment given by the Court of Justice.

Article 5.

Any difficulties which may arise as to the execution of the judgment shall be settled by the Permanent Court of International Justice.

In this case either Party may refer the dispute to the Court of Justice by a simple application.

Article 6.

Each Party shall bear its own costs of procedure.

Article 7.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Rio de Janeiro as soon as possible.

The Treaty is concluded for a period of ten years from the date of the exchange of ratifications. Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of ten years, and similarly thereafter.

In faith whereof the Plenipotentiaries above mentioned have signed the present Treaty in duplicate, each copy being in the French and Portuguese languages, and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Rio de Janeiro, on the twenty-third day of June, 1924.

(L. S.) (Signed) ALBERT GERTSCH.

(L. S.) (Signed) JOSE FELIX ALVES PACHECO.

N° 862.

AUTRICHE ET SUISSE

Traité de conciliation, signé à Vienne, le 11 octobre 1924.

AUSTRIA AND SWITZERLAND

Treaty of Conciliation, signed at Vienna, October 11, 1924.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 862. — VERGLEICHSVERTRAG [1] ZWISCHEN DER SCHWEIZ UND OESTERREICH, GEZEICHNET IN WIEN, DEN 11. OKTOBER 1924.

Texte officiel allemand communiqué par le Conseil Fédéral Suisse. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 16 *mai* 1925.

German official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place May 16, 1925.

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT und DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH von dem Wunsche geleitet, die zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Republik Österreich bestehenden freundschaftlichen Beziehungen zu festigen und das Ihre dazu beizutragen, im Dienste des Friedensgedankens das Vergleichsverfahren zur Schlichtung zwischenstaatlicher Streitigkeiten zu fördern,

haben beschlossen, zu diesem Zwecke einen Vertrag abzuschliessen und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT :

Herrn Charles Daniel BOURCART, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Schweizerischen Eidgenossenschaft in Wien ;

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Dr. Alfred GRÜNBERGER, Bundesminister für die Auswärtigen Angelegenheiten

die, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und sie in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, alle Streitigkeiten irgendwelcher Art, die zwischen ihnen entstehen und nicht auf diplomatischem Wege geschlichtet werden können, vorgängig jedem Verfahren vor einem zwischenstaatlichen Gerichte oder Schiedsgerichte dem in den folgenden Artikeln geregelten Vergleichsverfahren zu unterwerfen, sofern nicht, gemäss Artikel 36 des Statutes des ständigen internationalen Gerichtshofes [2], die Zuständigkeit dieses Gerichtshofes zur Entscheidung des Streitfalles gegeben ist.

Es steht jeder Partei zu, darüber zu befinden, von welchem Zeitpunkte an das Vergleichsverfahren an die Stelle der diplomatischen Verhandlungen zu treten hat.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 1er mai 1925.

[2] Vol. VI, page 379 ; vol. XI page 404; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 et vol. XXVII, page 416 de ce Recueil.

[1] The exchange of ratifications took place at Berne, May 1, 1925.

[2] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 and Vol. XXVII, page 416 of this Series.

Artikel 2.

Auch wenn, gemäss Artikel 36 des Statutes des ständigen internationalen Gerichtshofes, die Zuständigkeit dieses Gerichtshofes zur Entscheidung eines Streitfalles gegeben ist, bleibt es den vertragschliessenden Teilen unbenommen, im gemeinsamen Einvernehmen den Streitfall zuvor dem Vergleichsverfahren zu unterwerfen.

Artikel 3.

Die vertragschliessenden Teile bilden für das Vergleichsverfahren einen ständigen Vergleichsrat von drei Mitgliedern.

Sie ernennen, jeder für sich, nach freier Wahl je ein Mitglied und berufen den Vorsitzenden im gemeinsamen Einverständnis.

Der Vorsitzende soll nicht Angehöriger eines der vertragschliessenden Staaten sein, noch soll er auf deren Gebiet seinen Wohnsitz haben oder in deren Diensten stehen.

Der Vergleichsrat wird im Laufe von sechs Monaten nach Austausch der Ratifikationsurkunden des vorliegenden Vertrages gebildet.

Jedem vertragschliessenden Teile steht das Recht zu, sofern nicht ein Verfahren im Gange ist, das von ihm ernannte Mitglied abzuberufen und dessen Nachfolger zu bezeichnen, sowie die Zustimmung zur Berufung des Vorsitzenden zurückzuziehen. In diesem Falle muss unverzüglich zur Ersetzung der ausscheidenden Mitglieder geschritten werden.

Ausscheidende Mitglieder werden gemäss dem für die erstmalige Wahl massgebenden Verfahren ersetzt.

Wenn die Berufung des Vorsitzenden nicht innerhalb von sechs Monaten nach dem Austausche der Ratifikationsurkunden oder, im Falle einer Ergänzungswahl, nicht innerhalb von drei Monaten nach Ausscheiden des Mitgliedes stattgefunden hat, so erfolgen die Wahlen gemäss den Bestimmungen des Artikels 45 des Haager Abkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle [1] vom 18. Oktober 1907.

Während der tatsächlichen Dauer des Verfahrens erhält der Vorsitzende des Vergleichsrates eine Entschädigung, deren Höhe von den vertragschliessenden Teilen zu vereinbaren und die von ihnen zu gleichen Teilen zu tragen ist.

Dagegen bestimmt und übernimmt jede Partei selbst die Entschädigung des von ihr ernannten Mitgliedes des Vergleichsrates.

Artikel 4.

Die Anrufung des ständigen Vergleichsrates erfolgt durch ein dahinzielendes Begehren, das von der einen Partei an den Vorsitzenden gerichtet wird.

Dieses Begehren wird von der Partei, welche die Eröffnung des Vergleichsverfahrens verlangt, gleichzeitig der andern Partei zur Kenntnis gebracht.

Artikel 5.

Unter Vorbehalt anderweitiger Vereinbarung tritt der ständige Vergleichsrat an dem vom Vorsitzenden bezeichneten Orte zusammen.

---

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités. Troisième série, tome III, page 360.

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 100, page 298.

Artikel 6.

Der ständige Vergleichsrat hat die Aufgabe, die Schlichtung der Streitigkeit zu erleichtern, indem er in unparteiischer und gewissenhafter Prüfung den Sachverhalt untersucht und Vorschläge für die Beilegung der Streitigkeit macht.

Der Bericht des ständigen Vergleichsrates ist innerhalb von sechs Monaten von dem Tage an zu erstatten, an dem ihm die Streitigkeit unterbreitet worden ist, es sei denn, dass die vertragschliessenden Parteien diese Frist im gemeinsamen Einverständnisse verkürzen oder verlängern. Jeder Partei wird eine Ausfertigung des Berichtes ausgehändigt.

Der Bericht hat weder in bezug auf die Tatsachen noch hinsichtlich der rechtlichen Ausführungen die Bedeutung einer bindenden Entscheidung.

Artikel 7.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, die Arbeiten des ständigen Vergleichsrates nach bestem Wissen und Vermögen zu fördern und insbesondere alle nach ihrer Gesetzgebung ihnen zur Verfügung stehenden Mittel anzuwenden, um es dem Vergleichsrate zu ermöglichen, auf ihrem Gebiete Zeugen und Sachverständige vorzuladen und zu vernehmen, sowie Augenscheine durchzuführen.

Artikel 8.

Unter Vorbehalt anderweitiger Vereinbarung ist für das Vergleichsverfahren das Haager Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 massgebend.

Artikel 9.

Der ständige Vergleichsrat setzt die Frist fest, innerhalb deren die Parteien zu seinem Vorschlage Stellung zu nehmen haben. Diese Frist darf indessen die Zeit von drei Monaten nicht überschreiten.

Artikel 10.

Jede Partei kommt für ihre eigenen Kosten auf. Die Kosten für das Vergleichsverfahren werden von den Parteien zu gleichen Teilen getragen.

Artikel 11.

Während der Dauer des Vergleichsverfahrens enthalten sich die vertragschliessenden Teile jeder Massnahme, die auf die Annahme der Vorschläge des ständigen Vergleichsrates nachteilig zurückwirken könnte.

Artikel 12.

Der vorliegende Vertrag soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Bern ausgetauscht werden.

Der Vertrag gilt für die Dauer von zehn Jahren, gerechnet vom Austausche der Ratifikationsurkunden an. Wird er nicht sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraumes gekündigt, so bleibt er für einen weitern Zeitraum von fünf Jahren in Kraft und so fort für je einen Zeitraum von fünf Jahren.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und ihm ihre Siegel beigedrückt.

Ausgefertigt, in doppelter Urschrift, zu Wien, am elften Oktober 1924.

(L. S.) (gez.) C. D. BOURCART. (L. S.) (gez.) Dr. A. GRÜNBERGER.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZUM SCHWEIZERISCH-ÖSTERREICHISCHEN VERGLEICHSVERTRAGE.

Die zu diesem Zwecke gehörig bevollmächtigten Unterzeichneten erklären in dem Augenblicke, wo sie zur Unterzeichnung des am heutigen Tage abgeschlossenen Vergleichsvertrages schreiten, dass darüber Einverständnis besteht, dass die vertragschliessenden Teile unter sich bis zum Ablaufe des Vergleichsvertrages durch die Bestimmungen des Artikels 36 des Statutes des ständigen internationalen Gerichtshofes gebunden bleiben, auch für den Fall, dass die Verpflichtung, die sie durch den Beitritt zur fakultativen Bestimmung des genannten Statutes übernommen haben, in der Zwischenzeit für einen von ihnen zu gelten aufhören sollte.

WIEN, *am* 11. *Oktober* 1924.

(L. S.) (gez.) C. D. BOURCART. (L. S.) (gez.) DR. A. GRÜNBERGER.

Für getreue Abschrift.
Bern, den 15. Mai 1925.
Der Bundeskanzler :
KAESLIN.

[1] TRADUCTION.

No. 862. — TRAITÉ DE CONCILIATION ENTRE L'AUTRICHE ET LA SUISSE, SIGNÉ A VIENNE, LE 11 OCTOBRE 1924.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Suisse et l'Autriche et de favoriser, dans l'intérêt de la paix générale, le développement de la procédure de conciliation appliquée aux différends internationaux,

ont résolu de conclure à cet effet un traité et ont désigné leurs Plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Charles-Daniel BOURCART, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Vienne ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. le Dr Alfred GRÜNBERGER, Ministre des Affaires étrangères,

lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre, préalablement à toute procédure devant un Tribunal international ou arbitral, à la procédure de conciliation réglée par les articles ci-après tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique, à la condition qu'ils ne soient pas susceptibles d'un règlement judiciaire aux

[1] Communiquée par le Conseil Fédéral suisse.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] TRANSLATION.

No. 862. — TREATY OF CONCILIATION BETWEEN AUSTRIA AND SWITZERLAND, SIGNED AT VIENNA, OCTOBER 11, 1924.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, being desirous of strengthening the ties of friendship which unite Switzerland and Austria, and of encouraging in the interests of general peace the development of the procedure of conciliation as applied to international disputes, have resolved to conclude a treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Charles-Daniel BOURCART, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation at Vienna ;

THE PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

Dr. Alfred GRÜNBERGER, Minister for Foreign Affairs,

who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Contracting Parties undertake, prior to any procedure before an international or arbitral Tribunal, to submit to the procedure of conciliation laid down in the following articles all disputes of any nature whatever which may arise between them and which it may not have been possible to settle through the diplomatic channel, provided that they shall not be capable of a judicial settlement in accord-

[1] Communicated by the Swiss Federal Council.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

termes de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Il appartiendra à chacune des Parties contractantes de décider du moment à partir duquel la procédure de conciliation pourra être substituée aux négociations diplomatiques.

Article 2.

Les Parties contractantes pourront convenir de soumettre préalablement à la procédure de conciliation un différend susceptible d'être tranché par la Cour permanente de Justice internationale en vertu de l'article 36 de son Statut.

Article 3.

Les Parties contractantes institueront, en vue de la procédure de conciliation, une Commission permanente composée de trois membres.

Elles nommeront, à leur gré, chacune un membre et désigneront le Président d'un commun accord.

Le Président ne devra, ni être ressortissant des Etats contractants, ni avoir son domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

La Commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité.

Aussi longtemps qu'une procédure ne sera pas ouverte, chacune des Parties contractantes pourra révoquer le commissaire nommé par elle et lui désigner un successeur, comme aussi retirer son consentement à la nomination du Président. En pareil cas, il y aura lieu de procéder sans délai au remplacement des commissaires dont le mandat aura pris fin.

Il sera pourvu au remplacement des commissaires selon le mode fixé pour leur nomination.

Si la nomination du Président n'intervient pas dans les six mois à compter de l'échange des ratifications ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, il sera procédé aux nominations conformément à l'article 45 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Pendant la durée effective de la procédure, le Président de la Commission de conciliation recevra une indemnité dont le montant sera

ance with Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Each of the Contracting Parties shall be free to decide at what period the procedure of conciliation may be substituted for diplomatic negotiations.

Article 2.

The Contracting Parties may agree to submit a dispute in the first instance to the procedure of conciliation, even though it is capable of being settled by the Permanent Court of International Justice in virtue of Article 36 of its Statute.

Article 3.

With a view to carrying out the procedure of conciliation the Contracting Parties shall establish a Permanent Commission composed of three members.

Each Party shall appoint one member of its own choosing, and the two Parties shall appoint the President by joint agreement.

The President shall not be a national of the Contracting States, nor be domiciled in their territory, nor be employed in their service.

The Commission shall be constituted within six months after the exchange of ratifications of the present Treaty.

So long as a procedure has not begun, either Contracting Party may revoke the appointment of its commissioner and appoint a successor, and may also withdraw its consent to the appointment of the President. In this case the commissioners whose mandates have been withdrawn shall be replaced without delay.

Commissioners shall be replaced under the same conditions as were observed in their appointment.

If the appointment of the President is not made within six months from the exchange of ratifications or, in the case of replacement, within three months after the vacancy occurs, these appointments shall be made in conformity with Article 45 of the Hague Convention of October 18, 1907 for the pacific settlement of international disputes.

For the actual duration of the procedure the President of the Conciliation Commission shall receive an allowance, to be fixed by an arran-

arrêté entre les Parties contractantes et supporté par elles à parts égales.

Par contre, chaque Partie fixera et assumera elle-même l'indemnité du membre de la Commission nommé par elle.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation est saisie sur requête adressée à son Président par l'une des Parties contractantes.

Notification de cette requête sera faite en même temps à la Partie adverse par la Partie qui demande l'ouverture de la procédure de conciliation.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf convention contraire, au lieu désigné par son Président.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation a pour tâche de faciliter la solution du différend en éclaircissant, par un examen impartial et consciencieux, les questions de fait et en soumettant des propositions en vue du règlement de la contestation.

Son rapport devra être présenté dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident d'un commun accord, d'abréger ou de proroger ce délai. Un exemplaire en sera remis à chacune des Parties.

Le rapport n'a, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence obligatoire.

Article 7.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans la plus large mesure possible, les travaux de la Commission permanente de conciliation, et, en particulier, à user de tous les moyens dont elles disposent, d'après leur législation intérieure, pour permettre à la Commission de procéder, sur leur territoire, à la citation et à l'audition de témoins et d'experts, ainsi qu'à des descentes sur les lieux.

gement between the Contracting Parties and borne by them in equal shares.

Each Party shall fix and be responsible for the allowance of the Commissioner appointed by itself.

Article 4.

The Commission shall be seized of a question by an application addressed to its President by one of the Contracting Parties.

This application shall be notified at the same time to the opposing Party by the Party which is requesting the institution of the procedure of conciliation.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission shall meet at the place chosen by its President, unless there is an agreement to the contrary.

Article 6.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to further the settlement of disputes by an impartial and conscientious examination of the facts, and by submitting proposals with a view to settling the case.

The Commission's report shall be presented within six months from the day when the dispute is submitted to it, unless the Contracting Parties decide by joint agreement to curtail or extend this period. A copy of the report shall be sent to each Party.

The report shall not be in the nature of a compulsory award, as regards either the statement of facts or the legal considerations.

Article 7.

The Contracting Parties undertake to give the Permanent Conciliation Commission all possible assistance in its work and, in particular, to employ all the means placed at their disposal by their domestic legislation to enable the Commission to call and hear witnesses and experts within their territory, as well as to carry out investigations on the spot.

Article 8.

Sauf convention contraire, la procédure de conciliation sera régie par la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation fixera le délai dans lequel les Parties devront se prononcer à l'égard de ses propositions. Ce délai n'excédera pas toutefois la durée de trois mois.

Article 10.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la procédure de conciliation.

Article 11.

Durant le cours de la procédure de conciliation, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission permanente de conciliation.

Article 12.

Le présent Traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à Berne, dans le plus bref délai possible.

Le Traité est conclu pour la durée de dix ans à compter de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait, en double exemplaire, à Vienne, le onze octobre 1924.

Article 8.

In the absence of an agreement to the contrary the procedure of conciliation shall be governed by the Hague Convention of October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission shall fix the period within which the Parties will be required to take their decision as regards the Commission's proposals. This period shall not, however, exceed three months.

Article 10.

Each Party shall bear its own expenses and half the expenses of the procedure of conciliation.

Article 11.

During the procedure of conciliation the Contracting Parties shall abstain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the proposals of the Permanent Conciliation Commission.

Article 12.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Berne as soon as possible.

The Treaty is concluded for a period of ten years from the date of the exchange of ratifications. Unless denounced six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years, and similarly thereafter.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Vienna, on the eleventh day of October, 1924.

(L. S.) (Signé) C. D. BOURCART. (Signed)
(L. S.) (Signé) Dr A. GRÜNBERGER. (Signed)

PROTOCOLE FINAL

DU TRAITÉ DE CONCILIATION ENTRE L'AUTRICHE ET LA SUISSE.

Au moment de procéder à la signature du Traité de conciliation conclu à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent qu'il est entendu que les Parties contractantes demeureront liées entre elles, jusqu'à l'expiration du Traité de conciliation, par les termes de l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, au cas où l'obligation qu'elles ont assumée en adhérant à la disposition facultative du Statut précité viendrait à prendre fin, dans l'intervalle, pour l'une d'entre elles.

VIENNE, *le* 11 *octobre* 1924.

(L. S.) (Signé) C. D. BOURCART.

(L. S.) (Signé) Dr A. GRÜNBERGER.

Pour copie conforme.

Berne, le 15 mai 1925.

Le Chancelier de la Confédération :

KAESLIN.

FINAL PROTOCOLE

OF THE TREATY OF CONCILIATION BETWEEN AUSTRIA AND SWITZERLAND.

At the moment of signing the Treaty of Conciliation concluded this day the undersigned, duly authorised to this effect, declare that it is understood that the Contracting Parties shall, until the expiration of the Treaty of Conciliation, remain bound as between themselves by the terms of Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, in the event of the obligation which they incurred by their adherence to the optional provision of the said Statute being terminated for one of them in the interim.

VIENNA, *October* 11, 1924.

(L. S.) (Signed) C. D. BOURCART.

(L. S.) (Signed) Dr A. GRÜNBERGER.

N° 863.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PAYS-BAS

Convention concernant la réglementation du trafic des boissons alcooliques, signée à Washington, le 21 août 1924, et Echange de notes y relatif de la même date.

UNITED STATES OF AMERICA AND THE NETHERLANDS

Convention respecting the Regulation of the Liquor Traffic, signed at Washington, August 21, 1924, and Exchange of Notes relating thereto bearing the same date.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

No. 863. — VERDRAG TUSSCHEN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA EN NEDERLAND OVER HET VERVOER VAN ALCOHOLISCHE DRANKEN, GETEEKEND TE WASHINGTON 21 AUGUSTUS 1924.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 19 mai 1925.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN EN DE PRESIDENT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA, alle mœilijkheden wenschende te vermijden die tusschen hen zouden kunnen ontstaan in verband met de in de Vereenigde Staten van kracht zijnde wetten betreffende alcoholische dranken, hebben besloten met dat doel een verdrag te sluiten, en hebben als Hunne gevolmachtigden aangewezen :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Jonkheer Dr. A. C. D. DE GRAEFF, Hoogst Derzelver Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister in de Vereenigde Staten van Amerika ; en

DE PRESIDENT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA :

Charles EVANS HUGHES, Secretaris van Staat van de Vereenigde Staten ;

die, na hunne volmachten te hebben overgelegd, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, als volgt zijn overeengekomen :

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 8 avril 1925.

No. 863. — CONVENTION [1] BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE NETHERLANDS RESPECTING THE REGULATION OF THE LIQUOR TRAFFIC, SIGNED AT WASHINGTON, AUGUST 21, 1924.

Dutch and English official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place May 19, 1925.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of avoiding any difficulties which might arise between them in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages, have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Dr. A. C. D. DE GRAEFF, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the United States of America ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Charles Evans HUGHES, Secretary of State of the United States ;

who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

[1] The exchange of ratifications took place at Washington, April 8, 1925.

Artikel I.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verklaren dat het hun vaste bedoeling is, het beginsel te handhaven, dat 3 zeemijlen zich uitstrekkende zeewaarts vanaf de kustlijn en gemeten van laag-waterpeil de juiste grenzen der territoriale wateren vormen.

Artikel II.

(1) Hare Majesteit stemt er in toe geen bezwaar te zullen maken tegen het zich begeven aan boord van particuliere schepen onder Nederlandsche vlag buiten de grenzen van de territoriale wateren door de autoriteiten van de Vereenigde Staten, en van de territoriën en bezittingen der Vereenigde Staten om bij diegenen die zich aan boord bevinden inlichtingen in te winnen en een onderzoek in te stellen der scheepspapieren ten einde uit te maken of het vaartuig of de opvarenden bezig zijn een poging te doen om alcoholische dranken binnen de Vereenigde Staten, hunne territoriën of bezittingen in te vœren of deze hebben ingevoerd, met schending van de daar geldende wetten. Wanneer zoodanige inlichtingen en onderzoek een redelijken grond voor verdenking aantoonen mag een onderzœk van het schip worden ingesteld.

(2) Indien er redelijke grond is om te gelooven dat het vaartuig de wetten van de Vereenigde Staten, hunne territoriën of bezittingen, den invoer van alcoholische dranken verbiedende, heeft overtreden of bezig is te overtreden, of een poging doet om die te overtreden, kan het vaartuig worden in beslag genomen en worden opgebracht naar een haven van de Vereenigde Staten, hunne territoriën of bezittingen, ten einde in overeenstemming met die wetten te worden berecht.

(3) De rechten door dit artikel verleend mogen niet op een grooter afstand van de kust van de Vereenigde Staten, hunne territoriën of bezittingen worden uitgeoefend dan door het vaartuig, verdacht van de poging de overtreding te bedrijven, in één uur kan worden afgelegd. In de gevallen echter waarin het de bedoeling is den drank naar de Vereenigde Staten, hunne territoriën of bezittingen te doen vervoeren door een ander dan het gevisiteerde vaartuig, zal het de snelheid van zoo-

Article I.

The High Contracting Parties declare that it is their firm intention to uphold the principle that 3 marine miles, extending from the coastline outwards and measured from low-water mark, constitute the proper limits of territorial waters.

Article II.

1. Her Majesty agrees that she will raise no objection to the boarding of private vessels under the Netherlands flag outside the limits of territorial waters by the authorities of the United States, its territories or possessions in order that enquiries may be addressed to those on board and an examination be made of the ship's papers for the purpose of ascertaining whether the vessel or those on board are endeavouring to import or have imported alcoholic beverages into the United States, its territories or possessions in violation of the laws there in force. When such enquiries and examination show a reasonable ground for suspicion, a search of the vessel may be initiated.

2. If there is reasonable cause for belief that the vessel has committed or is committing or attempting to commit an offence against the laws of the United States, its territories or possessions prohibiting the importation of alcoholic beverages, the vessel may be seized and taken into a port of the United States, its territories or possessions for adjudication in accordance with such laws.

3. The rights conferred by this article shal not be exercised at a greater distance from the coast of the United States, its territories or possessions than can be traversed in one hour by the vessel suspected of endeavouring to commit the offence. In cases, however, in which the liquor is intended to be conveyed to the United States, its territories or possessions by a vessel other than the one boarded and searched, it shall be the speed of such other vessel and not the speed of the vessel boarded which shal

danig ander schip en niet die van het aangehouden schip zijn, welke den afstand van de kust bepaalt tot waar het recht, in dit artikel bedoeld, zal kunnen worden uitgeoefend.

Artikel III.

Geen straf of verlies van rechten ingevolge de wetten van de Vereenigde Staten, zal ten aanzien van alcoholische dranken of vaartuigen of personen ter zake van het vervoer van zoodanige dranken toepasselijk zijn of deze treffen, wanneer zulke dranken zijn ingeschreven als scheepsvoorraden, of als lading bestemd naar een buiten de Vereenigde Staten, hunne territoriën of bezittingen gelegen haven, aan boord van Nederlandsche schepen op weg naar of van havens van de Vereenigde Staten of hunne territoriën of bezittingen of varende door de territoriale wateren daarvan en zoodanig vervoer zal behandeld worden gelijk nu voorzien bij de wet met betrekking tot het transit van zoodanige dranken door het Panama-Kanaal, mits zoodanige dranken voortdurend onder zegel worden gehouden zoolang als het schip waarop zij zich bevinden, binnen de genoemde territoriale wateren verblijft en mits geen deel van zulke dranken te eeniger tijd of plaats worde gelost binnen de Vereenigde Staten, hunne territoriën of bezittingen.

Artikel IV.

Elke vordering van een Nederlandsch schip tot schadevergoeding op grond dat het verlies of schade heeft geleden door onjuiste of onredelijke toepassing van de rechten door artikel II van dit verdrag toegekend of op grond dat aan dat schip niet vergund is geworden het genot te hebben van het bepaalde bij artikel III, zal onderworpen worden aan het gezamenlijk onderzoek van twee personen, van wie één door elk der Hooge Verdragsluitende Partijen zal worden benoemd.

Aan de aanbevelingen, vervat in het aldus tot stand gekomen gezamenlijk verslag, zal gevolg worden gegeven. Indien men het over geen gemeenschappelijk verslag eens kan worden, zal de vordering worden onderworpen aan het Permanente Hof van Arbitrage te,

[1] De Martens Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome III, page 360.

determine the distance from the coast at which the right under this article can be exercised.

Article III.

No penalty or forfeiture under the laws of the United States shall be applicable or attach to alcoholic liquors or to vessels or persons by reason of the carriage of such liquors, when such liquors are listed as sea stores or cargo destined for a port foreign to the United States, its territories or possessions on board Netherlands vessels voyaging to or from ports of the United States or its territories or possessions or passing through the territorial waters thereof, and such carriage shall be as now provided by law with respect to the transit of such liquors through the Panama Canal, provided that such liquors shall be kept under seal continuously while the vessel on which they are carried remains within said territorial waters and that no part of such liquors shall at any time or place be unladen within the United States, its territories or possessions.

Article IV.

Any claim by a Netherlands vessel for compensation on the grounds that it has suffered loss or injury through the improper or unreasonable exercise of the rights conferred by Article II of this Treaty, or on the ground that it has not been given the benefit of Article III shall be referred for the joint consideration of two persons, one of whom shall be nominated by each of the High Contracting Parties.

Effect shall be given to the recommendations contained in any such joint report. If no joint report can be agreed upon, the claim shall be referred to the Permanent Court of Arbitration at The Hague described in the Convention[1] for the Pacific Settlement of International

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 100, page 298.

's Gravenhage, beschreven in het Verdrag voor de vreedzame beslechting van internationale geschillen, gesloten te Den Haag, op 18 October 1907. Het scheidsgerecht zal zijn samengesteld in overeenstemming met artikel 87 (hoofdstuk IV) en met artikel 59 (hoofdstuk III) van genoemd verdrag. De procedure zal door hoofdstuk IV van genoemd verdrag en hoofdstuk III daarvan (met bijzondere inachtneming van de artikelen 70 en 74, maar met uitzondering van de artikelen 53 en 54) worden geregeld voorzooveel het scheidsgerecht die hoofdstukken toepasselijk en in overeenstemming met de voorzieningen van deze overeenkomst zal achten. Alle sommen gelds, die door het scheidsgerecht ter zake van eenige vordering zullen worden toegekend, zullen worden betaald binnen achttien maanden nà den datum van de einduitspraak, zonder interest en zonder aftrek, behalve zooals hierna uitdrukkelijk bepaald. Elke Regeering zal hare eigen kosten dragen. De kosten van het scheidsgerecht zullen worden gedekt door evenredige aftrek van het bedrag van de toegekende sommen ten bedrage van 5 % van die sommen of een zoodanig geringer percentage als de beide Regeeringen mochten overeenkomen ; in geval van een tekort zal dit door de beide Regeeringen voor gelijke helften worden gedekt.

Disputes, concluded at The Hague, October 18, 1907. The arbitral tribunal shall be constituted in accordance with Article 87 (Chapter IV) and with Article 59 (Chapter III) of the said Convention. The proceedings shall be regulated by so much of Chapter IV of the said Convention and of Chapter III thereof (special regard being had for Articles 70 and 74, but excepting Articles 53 and 54) as the tribunal may consider to be applicable and to be consistent with the provisions of this Agreement. All sums of money which may be awarded by the tribunal on account of any claim shall be paid within eighteen months after the date of the final award without interest and without deduction, save as hereafter specified. Each Government shall bear its own expenses. The expenses of the tribunal shall be defrayed by a rateable deduction of the amount of the sums awarded by it, at a rate of five per cent on such sums, or at such lower rate as may be agreed upon between the two Governments ; the deficiency, if any, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Artikel V.

Dit verdrag zal worden geratificeerd en zal van kracht blijven voor het tijdperk van 1 jaar vanaf den datum van de uitwisseling der ratificaties. Drie maanden vóór het verstrijken van genoemd tijdperk van een jaar zal ieder van de Hooge Verdragsluitende Partijen haren wensch te kennen kunnen geven om in de bepalingen van het verdrag wijzigingen voor te stellen.

Indien omtrent zoodanige wijzigingen geen overeenstemming is bereikt vóór het verstrijken van het bovenvermelde tijdperk van een jaar, zal het verdrag vervallen.

Indien van geen van beide zijden de wensch te kennen is gegeven om wijzigingen voor te stellen, zal het verdrag weder voor een jaar van kracht blijven, en zoo automatisch verder, waarbij echter met betrekking tot elken zoodanigen termijn van een jaar elke partij steeds het recht heeft, om, zooals boven voorzien, drie maanden vóór het verstrijken van dien termijn

Article V.

This Treaty shall be subject to ratification and shall remain in force for a period of one year from the date of the exchange of ratifications.

Three months before the expiration of the said period of one year, either of the High Contracting Parties may give notice of its desire to propose modifications in the terms of the Treaty.

If such modifications have not been agreed upon before the expiration of the term of one year mentioned above, the Treaty shall lapse.

If no notice is given on either side of the desire to propose modifications, the Treaty shall remain in force for another year, and so on automatically, but subject always in respect of each such period of a year to the right on either side to propose, as provided above, three months before its expiration, modifications in the Treaty, and to the provision that if such modifications

wijzigingen in het verdrag voor te stellen, en waarbij de bepaling toepassing zal vinden, dat, wanneer omtrent zoodanige wijzigingen geen overeenstemming voor het einde van den termijn van een jaar is tot stand gekomen, het verdrag zal vervallen.

Artikel VI.

In het geval, dat een van de Hooge Verdragsluitende Partijen, hetzij door een rechterlijke uitspraak, of door een wetgevenden maatregel, mocht worden verhinderd om volkomen gevolg te geven aan de bepalingen van dit verdrag, zal het automatisch vervallen, en na dit vervallen of in elk geval waarin dit verdrag zal ophouden van kracht te zijn, zal elke Hooge Verdragsluitende Partij alle rechten genieten, welke zij zou hebben bezeten, indien dit verdrag niet was gesloten.

Dit verdrag zal behoorlijk worden geratificeerd door Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en door den President der Vereenigde Staten van Amerika, op advies en met goedkeuring van derzelver Senaat en de ratificaties zullen zoo spoedig mogelijk te Washington worden uitgewisseld.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden dit verdrag in dubbel in de Nederlandsche en Engelsche talen geteekend en daaraan hunne zegels gehecht hebben.

Gedaan in de stad Washington, den 21sten Augustus van het jaar onzes Heeren 1924.

are not agreed upon before the close of the period of one year, the Treaty shall lapse.

Article VI.

In the event that either of the High Contracting Parties shall be prevented either by judicial decision or legislative action from giving full effect to the provisions of the present Treaty, the said Treaty shall automatically lapse, and, on such lapse or whenever this Treaty shall cease to be in force, each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had this Treaty not been concluded.

The present Convention shall be duly ratified by Her Majesty the Queen of the Netherlands and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and the ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate in the Dutch and English languages and have thereunto affixed their seals.

Done at the city of Washington, this twenty-first day of August, in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-four.

(L. S.) DE GRAEFF.
(L. S.) CHARLES EVANS HUGHES.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

ROYAL NETHERLANDS LEGATION,
WASHINGTON.

August 21, 1924.

SIR,

In connection with the signing to-day of a Convention pertaining to avoid difficulties which might arise between our two Governments in connection with the laws in force in the United States on the subject of alcoholic beverages and in pursuance of our previous correspondence on the subject, I have the honour to inform you that the Royal Government understands that in the

event of the adhesion by the United States to the Protocol[1] of December 16, 1920, under which the Permanent Court of International Justice has been created at The Hague, the Government of the United States will not be averse to considering a modification of the said Convention, or the making of a separate Agreement, providing that claims as mentioned in Article IV of that Convention which cannot be settled in the way as indicated in the first paragraph of that article shall be referred to the Permanent Court of International Justice instead of the Permanent Court of Arbitration.

I shall be glad to have you confirm this understanding on behalf of your Government.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

DE GRAEFF.

Honorable Charles E. HUGHES,
Secretary of State
Washington, D.C.

II.

DEPARTMENT OF STATE,
WASHINGTON.

August 21, 1924.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, in which you were so good as to inform me, in connection with the signing this day of the Convention between the United States and the Netherlands to aid in the prevention of the smuggling of intoxicating liquors into the United States, that the Government of the Netherlands understands that, in the event of the adhesion by the Government of the United States to the Protocol of December 16, 1920, under which the Permanent Court of International Justice has been created at The Hague, the Government of the United States will not be averse to considering a modification of the said Convention, or the making of a separate Agreement, providing that claims mentioned in Article IV of that Convention which cannot be settled in the way indicated in the first paragraph of that article, shall be referred to the Permanent Court of International Justice instead of to the Permanent Court of Arbitration.

Complying with your request for confirmation of this understanding, I have the honour to state that the Netherlands Government's understanding of the attitude of the Government of the United States in this respect is correct, and that in the event that the Senate gives its assent to the proposal made by the President on February 24, 1923, that it consents under certain stated conditions to the adhesion by the United States to the Protocol of December 16, 1920, under which the Permanent Court of International Justice has been created at The Hague, the Government of the United States will not be averse to considering a modification of the Convention this day signed, or the making of a separate Agreement providing for the reference of claims mentioned in Article IV of the Convention which cannot be settled in the way indicated in the first paragraph of that Article, to the Permanent Court of International Justice instead of to the Permanent Court of Arbitration.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

CHARLES E. HUGHES.

Jonkheer Dr. A. C. D. de GRAEFF,
Minister of the Netherlands.

[1] Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152 et vol. XXVII, page 416 de ce Recueil.

[1] Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152 and vol. XXVII, page 416 of this Series.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 863. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LES PAYS-BAS, CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DU TRAFIC DES BOISSONS ALCOOLIQUES, SIGNÉE A WASHINGTON, LE 21 AOUT 1924.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux d'éviter toutes difficultés qui pourraient surgir entre eux au sujet des lois en vigueur aux Etats-Unis sur les boissons alcooliques, ont décidé de conclure une Convention à cet effet, et ont désigné comme Plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

le Dr A. C. D. GRAEFF, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire aux Etats-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Charles EVANS HUGHES, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis ;

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article I.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que c'est leur ferme intention de maintenir le principe que la réelle limite des eaux territoriales est constituée par trois milles marins en partant de la côte vers la haute mer et mesurés à partir de la ligne de retrait des eaux.

Article II.

1. Sa Majesté convient de ne soulever aucune objection à ce que les autorités des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions arraisonnent, hors des eaux territoriales, les navires et bateaux privés naviguant sous pavillon néerlandais, afin de pouvoir poser des questions au personnel à bord et examiner les papiers de bord, en vue de s'assurer si le navire ou le personnel à bord essaie d'importer, ou s'il a importé des boissons alcooliques aux Etats-Unis ou dans leurs territoires ou possessions, en violation des lois qui y sont en vigueur. Lorsque ces questions et cet examen donneront lieu à des suspicions légitimes, il pourra être procédé à la visite du navire.

2. S'il y a lieu raisonnablement de croire que le navire a commis, commet ou essaie de commettre une infraction aux lois des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, interdisant l'importation des boissons alcooliques, le navire peut être saisi et conduit à un port des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, afin d'être mis en adjudication, conformément auxdites lois.

3. Les droits conférés par le présent article ne pourront être exercés à une distance de la côte des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, supérieure à la distance que peut franchir en une heure le navire soupçonné de la tentative délictueuse. Toutefois, au cas où les spiritueux sont

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

destinés à être importés aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions, par un navire autre que le navire arraisonné et fouillé, c'est d'après la vitesse de cet autre navire, et non d'après la vitesse du navire arraisonné, que sera calculée, par rapport à la côte, la distance à laquelle peut être exercé le droit conféré par le présent article.

Article III.

Aucune pénalité ou confiscation, en vertu des lois des Etats-Unis, ne pourra être appliquée ou prononcée à l'égard des boissons alcooliques, des navires ou des personnes, en raison du transport desdits spiritueux, lorsque ces spiritueux sont enregistrés comme provisions de bord ou comme marchandises destinées à un port autre qu'un port des Etats-Unis, de leurs territoires ou possessions, et se trouvent à bord de navires néerlandais à destination ou en provenance de ports des Etats Unis, de leurs territoires ou possessions, ou traversant les eaux territoriales desdits ; ce transport devra être conforme aux prescriptions actuelles de la loi sur le transit de ces spiritueux par le Canal de Panama, étant entendu que lesdits spiritueux devront rester constamment sous scellés tant que le navire qui les transporte se trouvera dans lesdites eaux territoriales, et qu'aucune partie de ces spiritueux ne devra, à aucun moment et en aucun lieu, être déchargée aux Etats-Unis, dans leurs territoires ou possessions.

Article IV.

Lorsqu'un navire néerlandais présentera une demande d'indemnité, comme ayant subi une perte ou un dommage par suite de l'exercice illégitime ou abusif des droits conférés par l'article 2 du présent Traité, ou comme s'étant vu refuser le bénéfice des dispositions de l'article 3, cette demande sera examinée conjointement par deux personnes, dont chacune sera désignée par l'une des Hautes Parties contractantes.

Il devra être donné suite aux recommandations contenues dans tout rapport ainsi conjointement établi. Si ces deux personnes ne peuvent se mettre d'accord sur un rapport commun, la demande sera renvoyée à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, indiquée dans la Convention sur le règlement pacifique des différends internationaux, conclue à La Haye, le 18 octobre 1907. Le tribunal d'arbitrage sera constitué en conformité de l'article 87 (chapitre IV) et de l'article 59 (chapitre III) de ladite Convention. La procédure sera suivie d'après celles des dispositions du chapitre IV de cette Convention et du chapitre III de ladite (en tenant compte notamment des articles 70 et 74, mais non des articles 53 et 54) que le tribunal pourra juger applicables et compatibles avec les dispositions du présent Accord. Toutes les sommes dont le versement pourra être ordonné par le tribunal, à l'occasion d'une instance quelconque, devront être payées dans les dix-huit mois suivant la date de la sentence définitive, sans qu'il y ait lieu à intérêt ou déduction, sauf comme il est spécifié ci-après. Chaque Gouvernement supportera les dépenses engagées par lui. Les dépenses du tribunal seront couvertes au moyen d'une déduction proportionnelle opérée sur le montant des versements qu'il aura ordonnés, au taux de 5 % desdites sommes, ou à un taux moins élevé que pourront décider les deux Gouvernements d'un commun accord ; le déficit, s'il y a lieu, sera couvert, par moitiés, par les deux Gouvernements.

Article V.

Le présent Traité devra être ratifié ; il restera en vigueur pendant une durée d'un an à partir de la date de l'échange des ratifications.

Trois mois avant l'expiration de cette période d'un an, l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes pourra notifier son désir de proposer des modifications aux termes du Traité.

Si l'accord ne s'est pas établi sur ces modifications avant l'expiration de la durée d'un an ci-dessus indiquée, le Traité prendra fin.

Si aucune des deux Parties ne notifie son désir de proposer des modifications, le Traité restera en vigueur pendant une autre année, et ainsi de suite automatiquement, toujours sous réserve

qu'au cours de chacune de ces périodes d'un an, l'une ou l'autre Partie aura le droit de proposer des modifications au Traité trois mois avant son expiration, comme il est prévu ci-dessus, et que le Traité prendra fin si les deux Parties ne se mettent pas d'accord sur ces modifications avant l'expiration de la période d'un an.

Article VI.

Dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes se trouverait empêchée, soit par décision de justice, soit par mesure législative, de donner plein effet aux dispositions du présent Traité, le dit Traité prendra fin automatiquement, et, dans ce cas ou à l'expiration à un moment quelconque, dù présent Traité, chacune des Hautes Parties contractantes jouira de tous les droits qu'elle aurait possédés si ce Traité n'avait pas été conclu.

La présente Convention sera dûment ratifiée par Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et par le Président des Etats-Unis d'Amérique, sur avis et approbation du Sénat des Etats-Unis ; les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention en double exemplaire, dans les textes néerlandais et anglais, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait dans la ville de Washington, ce vingt-et-un août de l'année de Notre Seigneur mil neuf cent vingt-quatre.

(L. S.) DE GRAEFF.
(L. S.) CHARLES EVANS HUGHES.

ÉCHANGE DE NOTES.

I.

LÉGATION ROYALE DES PAYS-BAS,
WASHINGTON.

Le 21 août 1924.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

Me référant à la Convention signée aujourd'hui, en vue d'éviter les difficultés qui pourraient surgir entre nos deux Gouvernements au sujet des lois en vigueur aux Etats-Unis sur les boissons alcooliques et comme suite à notre correspondance antérieure à ce sujet,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement royal comprend que, dans le cas d'une adhésion éventuelle par les Etats-Unis au Protocole du 16 décembre 1920, portant création de la Cour permanente de Justice internationale à La Haye, le Gouvernement des Etats-Unis sera disposé à envisager une modification de ladite Convention ou la conclusion d'un accord séparé, portant que les réclamations, telles qu'elles se trouvent mentionnées à l'article IV de la Convention, qui ne pourront être réglées de la manière indiquée au paragraphe Ier de cet article, seront déférées à la Cour permanente de Justice internationale au lieu de la Cour permanente d'Arbitrage.

Je serais heureux que vous me confirmiez ces vues au nom de votre Gouvernement.

Veuillez agréer, etc.,

DE GRAEFF.

A l'Honorable
Charles EVANS HUGHES,
Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

II.

DÉPARTEMENT D'ETAT,
WASHINGTON.

Le 21 août 1924.

MONSIEUR LE JONKHEER,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note en date d'aujourd'hui par laquelle vous avez bien voulu m'informer, en vous référant à la Convention signée aujourd'hui entre les Etats-Unis et les Pays-Bas en vue de contribuer à empêcher la contrebande des boissons alcooliques aux Etats-Unis, que le Gouvernement des Pays-Bas comprend que dans le cas d'une adhésion éventuelle par les Etats-Unis au Protocole du 16 décembre 1920, portant création de la Cour permanente de Justice internationale à La Haye, le Gouvernement des Etats-Unis sera disposé à envisager une modification de ladite Convention ou la conclusion d'un accord séparé, portant que les réclamations, telles qu'elles se trouvent mentionnées à l'article 4 de la Convention, qui ne pourront être réglées de la manière indiquée au § 1er de cet article, seront déférées à la Cour permanente de Justice internationale au lieu de la Cour permanente d'Arbitrage.

Déférant à votre demande de confirmation de cette manière de voir, j'ai l'honneur de déclarer que la manière dont le Gouvernement des Pays-Bas comprend l'attitude du Gouvernement des Etats-Unis à ce sujet est correcte, et que dans le cas où le Sénat donnerait son assentiment à la proposition qui lui a été faite par le Président, le 24 février 1923, c'est-à-dire s'il consentait, sous certaines conditions déterminées, à l'adhésion des Etats-Unis au Protocole du 16 décembre 1920, portant création de la Cour permanente de Justice internationale à La Haye, le Gouvernement des Etats-Unis serait disposé à envisager une modification de la Convention signée ce jour ou la conclusion d'un accord séparé portant que les réclamations, telles qu'elles se trouvent mentionnées à l'article 4 de la Convention, qui ne pourront être réglées de la manière indiquée au § 1er de cet article, seront déférées à la Cour permanente de Justice internationale au lieu de la Cour permanente d'Arbitrage.

Veuillez agréer, etc.,

CHARLES E. HUGHES.

Jonkheer Dr. A. C. D. de GRAEFF,
Ministre des Pays-Bas.

N° 864.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PAYS-BAS

Accord concernant la souveraineté sur l'Ile de Palmas (ou Miangas), signé à Washington, le 23 janvier 1925.

UNITED STATES OF AMERICA AND THE NETHERLANDS

Agreement regarding the Sovereignty over the Island of Palmas (or Miangas), signed at Washington, January 23, 1925.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

No. 864. — OVEREENKOMST[1] TUSSCHEN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA EN NEDERLAND BETREFFENDE DE SOUVEREINITEIT OVER HET EILAND PALMAS (OF MIANGAS), GETEEKEND TE WASHINGTON 23 JANUARI 1925.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 19 mai 1925.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA ;

Verlangend om in overeenstemming met de beginselen van het volkenrecht en toepasselijke verdragsbepalingen het geschil te beëindigen, dat de Hooge Contracteerende Partijen verdeeld houdt ten aanzien van de souvereiniteit over het eiland Palmas (of Miangas) gelegen ongeveer 50 mijlen ten Zuidoosten van Kaap San Augustin op het eiland Mindanao en ongeveer op 5° 35' Noorderbreedte en 126° 36' Oosterlengte van Greenwich ;

Overwegende, dat dit geschil behoort tot de zoodanige, welke in de termen vallen om aan arbitrage[2] te worden onderworpen ingevolge artikel 1 van het op 2 Mei 1908 tusschen de beide Hooge Contracteerende Partijen geslo-

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 1er avril 1925.

[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome II, page 316.

No. 864 — AGREEMENT[1] BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE NETHERLANDS REGARDING THE SOVEREIGNTY OVER THE ISLAND OF PALMAS (OR MIANGAS), SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 23, 1925.

English and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place May 19, 1925.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE UNITED STATES OF AMERICA,

Desiring to terminate, in accordance with the principles of international law and any applicable treaty provisions, the differences which have arisen and now subsist between them with respect to the sovereignty over the Island of Palmas (or Miangas), situated approximately fifty miles south-east from Cape San Augustin, Island of Mindanao, at about five degrees and thirty-five minutes (5° 35') north latitude, one hundred and twenty-six degrees and thirty-six minutes (126° 36') longitude east from Greenwich ;

Considering that these differences belong to those which, pursuant to Article 1 of the Arbitration Convention[2] concluded by the two High Contracting Parties on May 2, 1908, and renewed by Agreements, dated May 9,

[1] The exchange of ratifications took place at Washington, April 1, 1925.

[2] British and Foreign State Papers, Vol. 102, page 938.

ten arbitrageverdrag, dat verlengd werd bij de verdragen onderscheidenlijk van 9 Mei 1914[1], 8 Maart 1919[2] en 13 Februari 1924[3];

Hebben benoemd tot Hunne Gevolmachtigden teneinde het hiernavolgend compromis te sluiten;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN:

Jonkheer Dr. A. C. D. DE GRAEFF, Harer Majesteits Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Washington, en

DE PRESIDENT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA:

Charles Evans HUGHES, Secretaris van Staat der Vereenigde Staten van Amerika;

Die na elkander hunne wederzijdsche volmachten vertoond te hebben, welke in goeden en behoorlijken vorm bevonden zijn, omtrent de navolgende artikelen overeengekomen zijn:

Artikel 1.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en de Vereenigde Staten van Amerika komen hierbij overeen de beslissing van het hierboven genoemde geschil op te dragen aan het Permanente Hof van Arbitrage te 's Gravenhage. De arbitrale Rechtbank zal bestaan uit één scheidsrechter.

De scheidsrechter zal uitsluitend tot taak hebben uit te maken of het eiland Palmas (of Miangas) in zijn geheel behoort tot het grondgebied van den Staat der Nederlanden of tot dat van de Vereenigde Staten van Amerika.

De beide Regeeringen zullen den scheidsrechter aanwijzen uit de leden van het Permanente Hof van Arbitrage. Indien zij ten aanzien van die keuze niet tot overeenstemming mochten kunnen komen, zullen zij gezamenlijk tot den President van den Zwitserschen Bond het verzoek richten den scheidsrechter aan te wijzen.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome IX, page 366.

[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome X, page 125.

[3] Vol. XXV, page 269 de ce Recueil.

1914[1], March 8, 1919[2], and February 13, 1924[3] respectively, might well be submitted to arbitration;

Have appointed as their respective Plenipotentiaries for the purpose of concluding the following special Agreement:

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS:

Jonkheer Dr. A. C. D. DE GRAEFF, Her Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Washington, and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA:

Charles Evans HUGHES, Secretary of State of the United States of America;

Who, after exhibiting to each other their respective full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed upon the following articles:

Article 1.

Her Majesty the Queen of the Netherlands and the United States of America hereby agree to refer the decision of the above-mentioned differences to the Permanent Court of Arbitration at The Hague. The arbitral tribunal shall consist of one arbitrator.

The sole duty of the arbitrator shall be to determine whether the Island of Palmas (or Miangas) in its entirety forms a part of Netherlands territory or of territory belonging to the United States of America.

The two Governments shall designate the arbitrator from the members of the Permanent Court of Arbitration. If they shall be unable to agree on such designation, they shall unite in requesting the President of the Swiss Confederation to designate the arbitrator.

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 107, page 1034.

[2] British and Foreign State Papers, Vol. 112, page 1147.

[3] Vol. XXV, page 269, of this Series.

Artikel 2.

Binnen zes maanden na de uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden van dit compromis zal elk der beide Regeeringen aan de andere tween gedrukte exemplaren van eene memorie overleggen, waarin vervat zijn eene uiteenzetting van hare aanspraken en de bescheiden, die tot ondersteuning daarvan moeten dienen. Voor dit doel zal het voldoende zijn, dat de exemplaren ter doorzending afgegeven worden door de Nederlandsche Regeering aan de Amerikaansche Legatie te 's Gravenhage en door de Regeering der Vereenigde Staten aan de Nederlandsche Legatie te Washington. Zoo spoedig mogelijk daarna en uiterlijk binnen dertig dagen zal iedere partij twee gedrukte exemplaren van hare memorie aan het Internationaal Bureau van het Permanente Hof van Arbitrage doen toekomen, ter uitreiking aan den scheidsrechter.

Binnen zes maanden na afloop van den hierboven voor de overlegging van de memories aan partijen vastgestelden termijn zal het aan iedere partij vrijstaan om, desgewenscht aan de andere ter beantwoording van hare memorie twee gedrukte exemplaren van eene contra-memorie te doen toekomen en mogelijke bescheiden ter ondersteuning daarvan. De Exemplaren van de contra-memorie zullen aan partijen en dertig dagen daarna aan den scheidsrechter uitgereikt worden op de wijze in de vorige zinsnede voor de overlegging van de memorie vastgesteld.

Op verzoek van eene van beide partijen zal het aan den scheidsrechter vrijstaan om, nà beide partijen gehoord te hebben en zich er van overtuigd te hebben dat er een gegronde reden voor dat verzoek bestaat, de bovengenoemde termijnen te verlengen.

Article 2.

Within six months after the exchange of ratifications of this special Agreement, each Government shall present to the other Party two printed copies of a memorandum containing a statement of its contentions and the documents in support thereof. It shall be sufficient for this purpose if the copies aforesaid are delivered by the Netherlands Government at the American Legation at The Hague and by the Government of the United States at the Netherlands Legation at Washington, for transmission. As soon thereafter as possible, and within thirty days, each Party shall transmit two printed copies of its memorandum to the International Bureau of the Permanent Court of Arbitration for delivery to the arbitrator.

Within six months after the expiration of the period above fixed for the delivery of the memoranda to the Parties, each Party may, if it is deemed advisable, transmit to the other two printed copies of a counter-memorandum and any documents in support thereof in answer to the memorandum of the other Party. The copies of the counter-memorandum shall be delivered to the Parties, and within thirty days thereafter to the arbitrator, in the manner provided for in the foregoing paragraph respecting the delivery of memoranda.

At the instance of one or both of the Parties, the arbitrator shall have authority, after hearing both Parties and for good cause shown, to extend the above-mentioned periods.

Artikel 3.

Na de uitwisseling der contra-memories zal de zaak geacht worden gesloten te zijn, tenzij de scheidsrechter zich tot eene of beide partijen om verdere schriftelijke toelichtingen mocht wenden.

Voor het geval, dat de scheidsrechter zulk een verzoek tot eene partij mocht richten, zal hij dit doen door tusschenkomst van het Internationaal Bureau van het Permanente Hof van Arbitrage, dat een afschrift van

Article 3.

After the exchange of the counter-memoranda, the case shall be deemed closed unless the Arbitrator applies to either or both of the Parties for further written explanations.

In case the Arbitrator makes such a request on either Party, he shall do so through the International Bureau of the Permanent Court of Arbitration, which shall communicate a copy of his request to the other Party. The

zijn verzoek aan de andere partij zal doen toekomen. Aan de partij, tot welke het verzoek gericht is, zal een termijn van drie maanden voor haar antwoord toekomen, te rekenen van den datum van ontvangst van het verzoek van den scheidsrechter, welke datum door haar onmiddellijk aan de andere partij en aan het International Bureau medegedeeld zal worden. Dit antwoord zal aan de andere partij en binnen dertig dagen daarna aan den scheidsrechter medegedeeld worden op de wijze hierboven voor de overlegging van de memories vastgesteld en de tegenpartij zal desgewenscht een verderen termijn van drie maanden hebben om daarop te antwoorden, welk antwoord op dezelfde wijze medegedeeld zal worden.

De scheidsrechter zal door tusschenkomst van het Internationaal Bureau aan beide partijen den datum aanzeggen, waarop de zaak in overeenstemming met het hiervoren bepaalde gesloten is, voor zooverre de aanbieding van memories en bewijsstukken door iedere partij betreft.

Party addressed shall be allowed for reply three months from the date of the receipt of the Arbitrator's request, which date shall be at once communicated to the other Party and to the International Bureau. Such reply shall be communicated to the other Party and within thirty days thereafter to the Arbitrator in the manner provided for above for the delivery of memoranda, and the opposite Party may, if it is deemed advisable, have a further period of three months to make rejoinder thereto, which shall be communicated in like manner.

The Arbitrator shall notify both Parties through the International Bureau of the date upon which, in accordance with the foregoing provisions, the case is closed, so far as the presentation of memoranda and evidence by either Party is concerned.

Artikel 4.

Het zal aan partijen vrijstaan om in den loop van de arbitrage de Nederlandsche of Engelsche taal dan wel de landstaal van den scheidsrechter te gebruiken. Indien door een der partijen de Nederlandsche of Engelsche taal gebezigd wordt zal eene vertaling in de landstaal van den scheidsrechter worden overgelegd indien deze dit wenscht.

Het zal aan den scheidsrechter in den loop van de arbitrage vrijstaan zijn landstaal of de Nederlandsche of Engelsche taal te gebruiken en de uitspraak en de haar vergezellende motiveering mag in een dier talen worden gesteld.

Article 4.

The Parties shall be at liberty to use, in the course of arbitration, the Netherlands or English language or the native language of the Arbitrator. If either Party uses the Netherlands or English language, a translation into the native language of the Arbitrator shall be furnished if desired by him.

The Arbitrator shall be at liberty to use his native language or the Netherlands or English language in the course of the arbitration and the award and opinion accompanying it may be in any one of those languages.

Artikel 5.

De scheidsrechter zal alle geschillen beslissen, welke in den loop van de arbitrage met betrekking tot de procedure mochten rijzen.

Article 5.

The Arbitrator shall decide any questions of procedure which may arise during the course of the arbitration.

Artikel 6.

Onmiddellijk na de uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden van het onderwerpelijk verdrag zal iedere partij aan den scheids-

Article 6.

Immediately after the exchange of ratifications of this special Agreement each Party shall place in the hands of the Arbitrator

rechter eene som van een honderd pond sterling als kostenvoorschot ter hand stellen.

Artikel 7.

De scheidsrechter zal binnen drie maanden na den dag, waarop hij de zaak voorzoover de aanbieding van memories en bewijsstukken, betreft gesloten heeft verklaard, schriftelijk uitspraak doen en drie geteekende exemplaren van die uitspraak bij het Internationaal Bureau te 's Gravenhage nederleggen, waarvan één bestemd is voor het Bureau en één zoo spoedig mogelijk aan iedere partij overhandigd zal worden. De uitspraak zal vergezeld gaan van een uiteenzetting van de gronden, waarop zij berust.

De scheidsrechter zal in de uitspraak het bedrag van de kosten der procedure bepalen. Iedere partij zal haar eigen uitgaven en de helft van bedoelde kosten, benevens van het honorarium van den scheidsrechter betalen.

Artikel 8.

Partijen verbinden zich om de door den scheidsrechter binnen de grenzen van dit compromis gewezen uitspraak als finaal en beslissend te aanvaarden, waartegen geen hooger beroep openstaat.

Alle geschillen betreffende de uitlegging en de uitvoering van de uitspraak zullen aan de beslissing van den scheidsrechter onderworpen worden.

Artikel 9.

Dit compromis zal bekrachtigd worden met inachtneming van de door de Grondwetten van beide Contracteerende Partijen voorgeschreven vormen en van kracht worden onmiddellijk na de uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden, welke zoo spoedig mogelijk te Washington zal plaats vinden.

Ten blijke waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit compromis geteekend en van hunne zegels voorzien hebben.

Gedaan in dubbel in de stad Washington in de Nederlandsche en Engelsche talen, den 23 Januari 1925.

the sum of one hundred pounds sterling by way of advance of costs.

Article 7.

The Arbitrator shall, within three months after the date upon which he declares the case closed for the presentation of memoranda and evidence, render his award in writing and deposit three signed copies thereof with the International Bureau at The Hague, one copy to be retained by the Bureau and one to be transmitted to each Party, as soon as this may be done.

The award shall be accompanied by a statement of the grounds upon which it is based.

The Arbitrator shall fix the amount of the costs of procedure in his award. Each Party shall defray its own expenses and half of said costs of procedure and of the honorarium of the Arbitrator.

Article 8.

The Parties undertake to accept the award rendered by the Arbitrator within the limitations of this special Agreement as final and conclusive and without appeal.

All disputes connected with the interpretation and execution of the award shall be submitted to the decision of the Arbitrator.

Article 9.

This special Agreement shall be ratified in accordance with the constitutional forms of the contracting Parties and shall take effect immediately upon the exchange of ratifications, which shall take place as soon as possible at Washington.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this special Agreement and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate, in the City of Washington, in the Netherlands and English languages, this 23rd day of January, 1925.

(L. S.) DE GRAEFF.

(L. S.) CHARLES EVANS HUGHES.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 864. — ACCORD ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LES PAYS-BAS CONCERNANT LA SOUVERAINETÉ SUR L'ILE DE PALMAS (OU MIANGAS), SIGNÉ A WASHINGTON, LE 23 JANVIER 1925.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ;

Désireux de mettre un terme, conformément aux principes du droit international et de toutes dispositions des Traités pertinents, aux différends qui se sont élevés, et subsistent encore entre eux, concernant la souveraineté sur l'Ile de Palmas (ou Miangas), située approximativement à 50 milles sud-est du Cap San Augustin, Ile de Mindanao, à cinq degrés, trente-cinq minutes (5° 35') environ de latitude nord, et cent vingt-six degré trente-six minutes (126° 36') de longitude est, méridien de Greenwich ;

Considérant que les différends en question rentrent dans la catégorie de ceux qui, en vertu de l'article I de la Convention d'arbitrage conclue par les deux Hautes Parties contractantes, le 2 mai 1908 et renouvelée aux termes d'accords en date du 9 mai 1914, 8 mars 1919 et 13 février 1924 respectivement, peuvent à juste titre être soumis à l'arbitrage ;

Ont désigné comme Plénipotentiaires chargés de conclure l'Accord spécial ci-après :

SA MAJESTÉ, LA REINE DES PAYS-BAS,

le Jonkheer Dr A. C. D. de GRAEFF, Envoyé extraordinaire de Sa Majesté et Ministre plénipotentiaire à Washington ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

M. Charles-Evans HUGHES, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et les Etats-Unis d'Amérique conviennent, par le présent Accord, de s'en remettre, pour la décision des différends ci-dessus mentionnés, à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye. Le tribunal d'arbitrage se composera d'un seul arbitre.

La tâche unique de l'arbitre sera de déterminer si l'Ile de Palmas (ou Miangas), en sa totalité, constitue une partie du territoire des Pays-Bas ou du territoire qui appartient aux Etats-Unis d'Amérique.

Les deux Gouvernements choisiront l'arbitre parmi les membres de la Cour permanente d'arbitrage. Au cas où elles ne pourraient se mettre d'accord sur ce choix, elles s'adresseront conjointement au Président de la Confédération helvétique pour prier celui-ci de désigner l'arbitre.

Article 2.

Dans un délai de six mois après l'échange des ratifications du présent Accord spécial, chaque Gouvernement présentera à l'autre Partie deux exemplaires imprimés d'un mémorandum renfer-

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

mant l'exposé de son point de vue, ainsi que les pièces à l'appui. Il suffira à cet effet, que les exemplaires ci-dessus soient déposés par le Gouvernement des Pays-Bas à la Légation des Etats-Unis à La Haye, et par le Gouvernement des Etats-Unis à la Légation des Pays-Bas à Washington, pour être transmis à qui de droit. Aussitôt que possible, et dans un délai maximum de trente jours, chaque Partie adressera au Bureau international de la Cour permanente d'arbitrage deux copies imprimées de son mémorandum, pour être remises à l'arbitre.

Dans un délai de six mois après expiration de la période fixée ci-dessus pour la remise des mémorandums aux Parties, chaque Partie peut, si elle le juge opportun, adresser à l'autre deux exemplaires imprimés d'un contre-mémorandum, ainsi que toutes les pièces à l'appui, en réponse au mémorandum de l'autre Partie. Les exemplaires de ce contre-mémorandum seront remis aux Parties et, dans un délai de trente jours, à l'arbitre, conformément à la procédure prévue au paragraphe précédent pour la remise des mémorandums.

Sur la demande des deux Parties ou de l'une d'entre elles, l'arbitre aura le droit, les deux Parties entendues, et pour raisons valables, de prolonger les périodes ci-dessus mentionnées.

Article 3.

Une fois échangés les contre-mémorandums, l'affaire sera considérée comme close à moins que l'Arbitre ne requière les deux Parties ou l'une d'entre elles de lui fournir par écrit des explications complémentaires.

Au cas où l'arbitre formulerait une demande à cet effet auprès de l'une ou l'autre des Parties, il devra la présenter par l'intermédiaire du Bureau international de la Cour permanente d'arbitrage qui donnera communication à l'autre Partie d'une copie de la demande en question. Il sera accordé à la Partie requise, pour formuler sa réponse, un délai de trois mois à partir de la date de réception de la demande de l'Arbitre ; et cette date sera immédiatement communiquée à l'autre Partie ainsi qu'au Bureau international. La réponse en question sera transmise à l'autre Partie, puis, dans un délai de trente jours, à l'Arbitre, conformément à la procédure prévue ci-dessus pour la remise des mémorandums ; il pourra être accordé, le cas échéant, à la Partie adverse, un nouveau délai de trois mois, en vue de présenter sa réplique dont il sera donné communication de la même manière.

L'Arbitre signifiera aux deux Parties, par l'intermédiaire du Bureau international, la date à laquelle, conformément aux dispositions ci-dessus, l'affaire sera close, en ce qui concerne la présentation des mémorandums et des moyens de preuve par l'une et l'autre Partie.

Article 4.

Les Parties auront la faculté de faire usage au cours de l'arbitrage, de la langue anglaise, de la langue néerlandaise, ou de la langue maternelle de l'Arbitre. Au cas où l'une ou l'autre Partie ferait usage du néerlandais ou de l'anglais, il sera fourni une traduction dans la langue maternelle de l'Arbitre, si celui-ci en manifeste le désir.

L'Arbitre aura le droit d'employer soit sa langue maternelle, soit le néerlandais ou l'anglais au cours de l'arbitrage ; la sentence arbitrale, ainsi que les considérations motivées qui y sont jointes, pourront être rédigées dans l'une quelconque des langues ci-dessus indiquées.

Article 5.

Toutes questions de procédure qui pourront se poser au cours de l'arbitrage seront tranchées par l'Arbitre.

Article 6.

Sitôt échangées les ratifications du présent Accord spécial, chaque Partie déposera auprès de l'Arbitre la somme de cent livres sterling (100 £) à titre d'avance sur les frais.

Article 7.

Dans un délai de trois mois après la date à laquelle il aura déclaré que l'affaire était close en ce qui concerne la présentation des mémorandums et des moyens de preuve, l'Arbitre devra rendre sa sentence par écrit et en déposer au Bureau international de La Haye, trois exemplaires dûment signés, dont l'un sera conservé par le Bureau et dont les deux autres seront transmis respectivement à l'une et à l'autre Partie, aussitôt qu'il sera possible de le faire.

A la sentence, sera joint un exposé des motifs sur lesquels elle se fonde.

L'Arbitre fixera, dans sa sentence d'arbitrage, le montant des frais de procédure. Chaque Partie supportera ses propres dépenses, ainsi que la moitié desdits frais de procédure et des honoraires de l'Arbitre.

Article 8.

Les Parties s'engagent à accepter la sentence rendue par l'Arbitre, dans les limites posées par le présent Accord spécial, comme finale, décisive et sans appel.

Tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la sentence arbitrale, seront soumis à la décision de l'Arbitre.

Article 9.

Le présent Accord spécial fera l'objet de ratifications, conformément à la procédure constitutionnelle des Parties contractantes et prendra effet, aussitôt après l'échange des ratifications qui aura lieu aussitôt que possible à Washington.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Accord spécial et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en la ville de Washington, en langues néerlandaise et anglaise; ce vingt-troisième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) DE GRAEFF. (L. S.) CHARLES EVANS HUGHES.

Imprimé
pour la "SOCIÉTÉ DES NATIONS"
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed
for the "LEAGUE OF NATIONS"
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)